JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte cheque postal : 9063.13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

7071. — 6 février 1964. — **M. Séramy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'incontestable intérêt présenté par un aménagement des horaires scolaires en vue de parvenir, non seulement à une répartition harmonieuse des heures consacrées à l'enseignement des disciplines académiques et aux activités d'éducation physique et de plein air, mais également au meilleur emploi des professeurs et à l'utilisation complète et rationnelle des locaux et installations. Il lui demande en conséquence quelles dispositions ont déjà été prises en ce sens et celles qu'il compte prendre afin que l'aménagement des horaires scolaires puisse être étendu à l'ensemble des établissements.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

7070. — 30 janvier 1964. — **M. Mer** demande à **M. le ministre de la construction** quelles mesures il entend prendre à l'avenir pour favoriser le logement social dans le département de la Seine. A ce propos, il serait désireux de connaître : 1° le nombre exact de personnes inscrites au fichier central des mal-logés au 1^{er} janvier 1963 et celui des prioritaires ; 2° le nombre de logements H. L. M. ou Logécos à usage locatif qui sera mis à la disposition de ces personnes au cours de l'année 1964 ; 3° au cas où la disproportion serait par trop grande, la politique que les pouvoirs publics entendent suivre pour résorber un retard, accumulé il est vrai depuis de nombreuses années, mais qu'il importe de combler assez rapidement si l'on veut éviter de graves traumatismes sociaux, que ne manquerait pas de causer la prolongation d'une telle situation, alors que se multiplient les constructions de luxe et de grand standing, aux prix de location prohibitifs dans certains arrondissements de Paris.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

7072. — 8 février 1964. — **M. Garcin** rappelle à **M. le Premier ministre** que le 2 juillet 1963, **M. le secrétaire d'Etat** chargé des relations avec le Parlement répondait au Sénat à une question orale en ce qui concerne le transfert des « commis ancienne formule » des préfectures dans le cadre des rédacteurs : « A eux seuls les commis posent trois problèmes. Je citerai tout d'abord celui des commis dits ancienne formule, c'est-à-dire recrutés avant la constitution du cadre des secrétaires administratifs en 1949 et non admis au bénéfice de l'intégration de ce cadre — leur transfert dans le cadre de rédacteur a été décidé l'an dernier, à la suite d'un arbitrage rendu par **M. le Premier ministre**. » Considérant que les « commis ancienne formule » avaient par ailleurs donné leur accord par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales au projet de décret rédigé en application de l'arbitrage de **M. le Premier ministre**, rendu le 20 juin 1962 et soumis en date du

24 juillet 1962 par la direction du personnel du ministère de l'intérieur à M. le ministre des finances et au secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique, il lui demande quelles raisons sont à l'origine du retard de la paration du décret qui devrait être pris en application de son arbitrage, et s'il sera bientôt en mesure de mettre fin à cette situation.

7073. — 8 février 1964. — **M. Feix** rappelle à **M. le Premier ministre** : 1° que pour faciliter aux citoyens italiens travaillant en France l'exercice de leur droit de vote en Italie, il lui demandait par la question écrite n° 1655 du 16 mars 1963, les mesures qu'il comptait prendre pour qu'à l'occasion des consultations électorales italiennes ces travailleurs puissent bénéficier : a) de la part de la S. N. C. F. d'une réduction de tarifs sur tout le réseau français, telle que par exemple l'application du tarif du billet collectif ; b) de la part de leurs employeurs d'un congé spécial avec garantie de l'emploi à leur retour en France ; 2° que, dans la réponse parue au *Journal officiel* du 20 avril 1963, M. le ministre du travail lui a fait connaître l'impossibilité de prendre de telles mesures du fait qu'elles n'étaient pas prévues dans les accords d'immigration passés avec le gouvernement italien. Il lui expose que c'est précisément l'absence de telles dispositions dans les accords d'immigration qui empêchent de nombreux travailleurs italiens de respecter les prescriptions de la Constitution de leur pays, laquelle fait « de l'exercice électoral une obligation à laquelle aucun citoyen ne peut se soustraire sans manquer à son devoir envers son propre pays ». En effet, ces travailleurs, pour exercer leur droit de vote, se heurtent à de grosses difficultés matérielles qui tiennent d'une part à leurs salaires trop bas et aux taux discriminatoires des prestations sociales, d'autre part au refus systématique de certains chefs d'entreprise de leur accorder un congé spécial, comme ce fut le cas à la région nationale des usines Renault pour les élections du 28 avril 1963. Par ailleurs, la non participation aux élections peut faire subir à ces travailleurs de graves préjudices. C'est ainsi, par exemple, que certains d'entre eux n'ont pu obtenir, malgré leurs aptitudes, un emploi dans les services publics italiens, et que les originaires de Longarone durement éprouvés par la catastrophe du Vajont se sont vu refuser tout secours par le gouvernement italien pour le seul motif qu'ils n'avaient pas participé aux élections du 28 avril dernier. Il lui signale qu'un accord vient d'être conclu entre les organisations patronales et les syndicats ouvriers français du bâtiment et qui stipule dans son article 9 « qu'en cas d'élections prud'homales, municipales, cantonales, législatives et lorsque le vote par correspondance ou par procuration n'est pas admis, l'ouvrier peut, sur justification de sa qualité d'électeur, et après avoir averti son employeur, regagner son lieu d'inscription électorale et ce voyage se substituera au voyage périodique le plus proche ». Il lui demande si le Gouvernement français envisage d'engager avec le gouvernement italien une négociation en vue de l'inclusion de prescriptions semblables dans les accords d'immigration franco-italiens.

7074. — 8 février 1964. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le Premier ministre** que la fermeture des fonderies de Saint-Nazaire vient d'être avancée de huit jours. 258 travailleurs sont donc livrés au chômage depuis le 1^{er} février 1964. Protestant contre cette mesure, il lui rappelle que les syndicats ouvriers et paysans, les partis politiques républicains, les autorités locales, l'ensemble des couches de la population de la région de Saint-Nazaire ont depuis longtemps attiré l'attention de son gouvernement sur les menaces de chômage qui pesaient sur la région. Depuis la publication, en janvier 1950, du livre blanc sur la construction navale, dans le cadre des prévisions du IV^e plan, ces menaces étaient inscrites dans les chiffres. En dix ans, la production individuelle de chaque ouvrier des constructions navales a plus que doublé, alors que le pouvoir d'achat de ces ouvriers était en diminution. La limitation par le IV^e plan des tonnages à construire annuellement, bien que les armateurs français affrètent chaque année un tonnage important de navires étrangers, ne pouvait que conduire à la crise actuelle, d'autant plus que la politique internationale peu favorable à la détente et au commerce sans discrimination, notamment avec les pays socialistes pratiquée par le gouvernement n'a pas permis de faire bénéficier les chantiers navals français de commandes étrangères suffisantes. La responsabilité de son gouvernement est donc établie en ce qui concerne la crise sociale que connaît actuellement Saint-Nazaire. Elle apparaît encore plus grave si l'on sait que ni les services de l'aménagement du territoire, ni les ministères du travail et de l'industrie, ni les autorités préfectorales ne se sont opposés efficacement au refus par le grand patronat local, et notamment par les groupes Schneider et Loire-Penhoët, de voir s'installer dans la région de Saint-Nazaire des industries nouvelles, comme plusieurs et d'importantes en avaient fait le projet. La crise sociale est à Saint-Nazaire de l'actualité la plus immédiate. L'accroissement démographique, officiellement encouragé, va la rendre chaque mois plus aiguë, mettant en cause l'avenir économique des départements de l'Ouest. Dans ces conditions, il lui demande ce que son gouvernement compte arrêter : 1° pour s'opposer aux licenciements prévus à Saint-Nazaire et dans la région et faire réintégrer les ouvriers déjà touchés par ces licenciements ; 2° pour garantir l'emploi, sans préjudice, à la main-d'œuvre actuelle et aux jeunes, dans la région de Saint-Nazaire ; 3° pour assurer l'avenir économique, social et humain de cette région.

7075. — 8 février 1964. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le Premier ministre** le cas de la veuve d'un ingénieur honoraire de 1^{re} classe de la ville de Paris. Celle-ci, âgée actuellement de soixante-quatorze ans, s'est mariée le 26 septembre 1925 et son mari a pris sa retraite en 1926, après dix mois de mariage. Le mari de l'intéressée est décédé le 27 novembre 1940. Ne remplissant pas la condition des deux années de mariage avant la mise à la retraite, elle n'a pas bénéficié d'une pension de réversion. La loi du 20 septembre 1948 ne lui a pas plus bénéficié car, si elle en remplissait toutes les conditions, elle était veuve avant 1948. Il en résulte que l'intéressée, dont le mari a cotisé pour sa pension pendant plus de quarante ans, ne dispose que d'une allocation viagère de 465,87 francs par trimestre. Des cas semblables sont très nombreux parmi les veuves de fonctionnaires. Il lui demande quelles mesures son gouvernement compte prendre pour que de tels cas ne se rencontrent plus, notamment en assouplissant les conditions d'octroi de la pension de réversion aux veuves de fonctionnaires.

7076. — 8 février 1964. — **M. Houël** porte à la connaissance de **M. le Premier ministre** la résolution adoptée le 2 décembre 1963 par les personnes âgées d'Oullins (Rhône) réunis à l'appel de la section locale de l'Union des vieux de France. Cette résolution comporte notamment une protestation contre l'insuffisance des augmentations accordées en 1963, qui ne compensent pas les hausses incessantes du coût de la vie, ainsi que les demandes suivantes : a) que les allocations, pensions et retraites soient égales aux estimations de la commission Laroque, comme première étape vers les 60 p. 100 du S. M. I. G. ; b) l'élévation du plafond des ressources par personne et par ménage ; c) qu'il ne soit pas tenu compte de l'aide éventuelle et problématique des enfants ; d) le remboursement immédiat à 80 p. 100 des frais pharmaceutiques et médicaux à toutes les personnes âgées percevant le fonds national de solidarité ; e) la mise en œuvre d'une politique de logement pour la vieillesse avec l'extension de l'allocation loyer ; f) pas d'expulsion sans relogement ; g) la réservation et la construction de logements pour la vieillesse ; h) l'extension de l'aide à domicile et de l'aide médicale ; i) la création de maisons de retraites pour valides et invalides ; j) la retraite à soixante ans pour les hommes, à cinquante-cinq ans pour les femmes. Ces aspirations légitimes sont celles, quotidiennes et angoissantes, de centaines de milliers de vieillards en France. Il lui demande quelle suite concrète son gouvernement entend leur réserver.

7077. — 8 février 1964. — **M. Poudevigne** expose à **M. le Premier ministre** que le Parlement a voté la loi n° 62-904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement. Ce texte avait pour but d'empêcher une seule personne de mettre en échec des projets d'intérêt général. Malheureusement, le décret d'application de cette loi n'a pas encore été publié. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer l'exécution d'un texte voté depuis plus de dix-huit mois.

AFFAIRES CULTURELLES

7078. — 8 février 1964. — **M. Boutard** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** que le dégrèvement acquis par la reconduction pure et simple de l'article 88-I de la loi des finances pour 1963, n° 63-156 du 23 février 1963, au regard de la détaxation nécessaire à la bonne marche de l'industrie cinématographique, est insuffisant. Il attire son attention sur le fait que la réduction de la taxe sur le spectacle, objet de l'article précité, avait été limitée à 1963 afin que le Gouvernement apporte pour 1964 un autre système d'aide au cinéma n'impliquant pas de prélèvement sur les fonds communaux. Il lui demande de lui faire connaître les nouvelles mesures d'allègement fiscal qu'il compte prendre afin que le cinéma, qui demeure le plus taxé de tous les spectacles malgré son rôle de véhicule de la culture, bénéficie des mesures de diminution de taux d'imposition identiques à celles dont bénéficient généralement les activités culturelles et d'information.

7079. — 8 février 1964. — **M. Roger Evrard** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** la réponse qu'il lui avait faite, le 3 août 1963, à une question n° 4050 du 12 juillet 1963 et concernant l'accès de la profession d'architecte. Il lui avait laissé entendre que les textes qui comprennent, entre autres, les dispositions concernant la promotion sociale, pourraient être mis définitivement au point avant la fin de l'année 1963. Il demande où en est la question actuellement, de nombreuses personnes étant intéressées par cette question.

7080. — 8 février 1964. — **M. Rives-Henry** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** : 1° à quelle durée hebdomadaire de service sont astreints les agents de surveillance dits « surveillants militaires » de son département ministériel ; 2° s'il est normal que, pour certains de ces personnels, le jour de

repos hebdomadaire ne puisse jamais être un dimanche complet; 3° s'il peut assurer que leur tour de service et de repos est fixe dans des conditions telles que ces agents puissent connaître leur emploi du temps suffisamment à l'avance pour leur permettre de mener une vie familiale normale.

AFFAIRES ETRANGERES

7081. — 8 février 1964. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des affaires étrangères**, en confirmant sa lettre sur le même sujet, que les massacres des populations Batutsis du Ruanda par leurs compatriotes Bahutus constituent dans certaines préfectures un véritable génocide. Il est impossible que la France, à laquelle le Gouvernement du Ruanda a demandé son assistance technique, reste muette dans ce drame. Il lui demande s'il est dans ses intentions d'intervenir auprès du Gouvernement Ruandais pour lui faire prendre conscience de ses devoirs et de la réprobation que soulèvent les crimes qui se commettent actuellement au Ruanda.

AGRICULTURE

7082. — 8 février 1964. — **M. Seramy** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences des exploitations de carrières en forêt de Fontainebleau dans plusieurs secteurs annexes du massif, avec destruction des rochers d'intérêt artistique, scientifique ou touristique qui s'y trouvent. Il lui demande s'il envisage d'étendre aux parcelles non domaniales de la forêt de Fontainebleau les dispositions de la loi de 1907 interdisant l'ouverture de telles carrières dans les sites à émergences de grès.

7083. — 8 février 1964. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le droit aux prestations en nature et en espèces de l'assurance maternité est ouvert lorsque deux conditions sont remplies simultanément: 1° condition d'immatriculation; 2° condition de salariat. Les prestations sont servies à l'assurée si elle a occupé un emploi salarié ou assimilé pendant 60 heures au cours des trois mois précédant la date de la première constatation médicale de la grossesse. Mais le service desdites prestations est supprimé lorsque l'assurée a perdu la qualité de salariée depuis plus d'un mois. Pour les salariées agricoles, il se trouve que cette situation est extrêmement fréquente en raison du caractère saisonnier des travaux. Il lui demande si un assouplissement pourrait être prévu lorsqu'au cours des douze mois précédant la constatation médicale, l'intéressée peut prouver un minimum de 480 heures de travail.

7084. — 8 février 1964. — **M. Alduy**, se référant à la question qu'il posait à **M. le ministre de l'agriculture** au cours du débat viticole du 21 juin 1963 à l'Assemblée nationale, demande à ce dernier de lui préciser: 1° s'il est exact qu'une importation de vins bulgares ait été réalisée au cours du premier semestre de 1963; 2° dans l'affirmative, a) si ces vins ont été échangés contre des produits français, et lesquels; b) si ces vins ont été transportés directement en France, conformément aux articles 41, 303, 305 et 321 du code des douanes et s'ils ont touché un port de l'Afrique du Nord où ils auraient été manipulés en infraction aux règlements en vigueur; c) si les vins qui ont touché le port de Rouen, soit 6.000 hectolitres environ, ont été l'objet d'analyses réglementaires et sur quel volume global; d) si des mainlevées de douane sont intervenues à destination de la distillerie ou de la vinaigrerie; e) si le Gouvernement compte refouler ces vins vers les pays d'origine ou prendre des mesures de destruction, conformément à l'ensemble de la législation française en la matière.

7085. — 8 février 1964. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les qualités gustatives exceptionnelles de la carotte de la région de Créances (Manche) ont permis, par décision du tribunal de Coutances du 12 juillet 1960, d'obtenir pour cette production une appellation d'origine « carotte de la région de Créances », décision confirmée par plusieurs sentences prononcées contre des détaillants de la région parisienne, notamment par la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris, qui, le 16 janvier 1963, reconnaissait la valeur gastronomique des carottes de Créances. Ces qualités gustatives sont dues à la situation géographique de la région de Créances, à la nature de son sol et aux méthodes culturales très onéreuses que pratiquent les producteurs. Etant donné que la production annuelle des carottes de Créances ne représente que 15.000 tonnes, alors que la production nationale atteint 500.000 tonnes, le prix de ces carottes ne peut influencer le coût de la vie. Il lui demande si la carotte de la région de Créances, produit de luxe de grand cru, ne pourrait être maintenue hors taxe lorsque des mesures de taxation sont prises par le Gouvernement pour s'opposer à la hausse du prix des légumes.

7086. — 8 février 1964. — **M. Bizet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'abondance de la présente récolte de fruits à cidre et sur la réduction constante des débouchés offerts aux producteurs. Les fruits à cidre sont payés, suivant les époques de livraison, à des prix d'autant plus bas que leur

maturité est plus précoce. Les droits élevés frappant la circulation des fruits à cidre destinés à la fabrication du cidre pour la consommation familiale — droits aussi élevés que le prix de la marchandise elle-même (30,40 F par tonne, malgré la réduction de 50 p. 100 de la taxe unique pour les fruits destinés au brassage familial) — sont en contradiction flagrante avec les objectifs de la politique cidricole actuelle, qui accorde la priorité à la fabrication du cidre de consommation. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que les droits de circulation sur les fruits destinés à la fabrication du cidre pour la consommation familiale soient supprimés à l'intérieur du département. Il lui demande également s'il n'estime pas souhaitable que le mode de paiement actuel des fruits destinés à la fabrication de l'alcool d'Etat soit abrogé et qu'il ne soit pris en considération que deux périodes de livraison correspondant à des prix différents: 1° une période allant du 1^{er} septembre au 15 octobre, au cours de laquelle le prix imposé serait inférieur de 15 p. 100 au prix minimum retenu pour la campagne; 2° une période allant du 16 octobre à la fin des livraisons, pendant laquelle serait appliqué le prix de campagne.

7087. — 8 février 1964. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que des écarts importants existent entre les prix à la production et les prix de détail des céréales fourragères (blé dénaturé, orge, avoine). D'autre part, des sommes importantes sont consacrées à l'exportation de ces céréales. Il lui demande s'il envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que les crédits destinés au versement de subventions à l'exportation de céréales fourragères soient désormais utilisés pour le versement de subventions permettant aux utilisateurs nationaux, c'est-à-dire aux agriculteurs français, de nourrir leurs animaux dans de meilleures conditions, et ainsi de produire à des prix de revient normaux et dans des conditions de rentabilité normales.

7088. — 8 février 1964. — **M. Bisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le mode de calcul des cotisations des assurances sociales agricoles, lesdites cotisations étant, suivant les dispositions de l'article 3 du décret n° 50-444 du 20 avril 1950, modifié par le décret n° 56-958 du 28 septembre 1956, assises sur les salaires forfaitaires, la possibilité du calcul des cotisations suivant le salaire réel (article 4 du même décret) étant ouverte uniquement à certains salariés d'entreprises se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles sous certaines conditions d'âge et de délai. Or, le calcul des cotisations basé sur le salaire forfaitaire ayant une incidence très préjudiciable, d'une part sur le montant des indemnités journalières perçues en cas de maladie, d'autre part, sur le taux de la rente vieillesse, il lui demande s'il compte étudier la modification du mode de calcul des cotisations des assurances sociales agricoles pour baser celles-ci, non plus sur le salaire forfaitaire, mais sur le salaire réellement perçu.

7089. — 8 février 1964. — **M. Mainguy** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, lorsque, dans un débit de boissons, un consommateur commande un lait-menthe ou un vitell-cassis, il peut lui être servi soit la liqueur soit le sirop correspondant. Dans le cadre de la lutte contre l'alcoolisme, la forme sirop semble préférable. C'est d'ailleurs elle qui répond au goût de la jeunesse actuelle, sans qu'il soit besoin de faire intervenir les prescriptions des articles 81 et 82 du code des débits de boissons dont les pénalités, extrêmement lourdes, vont jusqu'à la fermeture définitive du commerce. Par contre, si l'on tient compte de la loi du 28 juillet 1908 (article 2), c'est la forme liqueur qui doit être servie si le consommateur demande sans préciser autrement un fruit ou un parfum déterminé: fraise, cassis, menthe ou autre. Compte tenu de ces données, il lui demande qu'elle doit être la conduite du débitant de boissons et si celui-ci peut espérer échapper à des poursuites en correctionnelle lorsqu'il sert un sirop et non une liqueur à la demande qui lui est faite d'une boisson composée.

7090. — 8 février 1964. — **M. Waldeck Rochet** demande à **M. le ministre de l'agriculture**: 1° quelles dispositions il compte prendre pour permettre aux agents non titulaires de l'Etat, rémunérés par son département et assujettis aux assurances sociales agricoles d'être affiliés au régime de retraites complémentaires I.G.R.A.N.T.E.; 2° au cas où cette affiliation lui semblerait impossible, à quel autre organisme de retraites complémentaires il autoriserait l'affiliation des agents non titulaires intéressés.

7091. — 8 février 1964. — **M. Bérard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en l'absence d'indications la comptabilisation de la contrepartie des vins placés en position hors quantum est effectuée sans doctrine dans les caves coopératives vinicoles. Il lui demande si le fait d'estimer ces vins à la clôture des comptes et d'en répartir le montant aux adhérents, alors que la destination de ceux-ci est inconnue, ne constitue pas une infraction à la législation spéciale afférente au blocage de ces vins (même au cas de substitution de récolte) et, d'autre part, si la régularité du bilan et des comptes présentés ne peut pas être mis en cause.

7092. — 8 février 1964. — **M. Bérard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'aux termes des dispositions de l'arrêt du 1^{er} août 1962, portant homologation des statuts types de la coopérative agricole, il ne peut exister qu'une catégorie de parts sociales, chacune ayant la même valeur nominale. Ces dispositions posent des problèmes difficiles aux coopératives agricoles ayant des parts de nominal différent. Il lui demande comment peut intervenir la régularisation, et notamment si les statuts peuvent prévoir des parts d'apport et des parts liées à celles-ci, mais non assorties de ce droit.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

7093. — 8 février 1964. — **M. Sallenave** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'un ancien sujet belge, naturalisé Français en 1923 et ayant été appelé dans l'armée française après sa naturalisation, avait, antérieurement, fait la guerre de 1914-1918 dans l'armée belge et reçu une grave blessure pour laquelle il n'a jamais pu obtenir de pension d'invalidité, les autorités belges excipant qu'il était devenu Français et les autorités françaises arguant que la blessure est intervenue alors qu'il était sous la citoyenneté belge. Il lui signale qu'à la suite d'une convention franco-belge, le décret n° 60-1222 du 17 novembre 1960, permet aux invalides civils d'origine belge, résidant en France, de bénéficier de notre législation sociale, et il en résulte une situation paradoxale qui conduit à refuser à un ancien combattant invalide ce que l'on accorde, non seulement à un invalide civil blessé en temps de paix, mais encore à un invalide civil dont la blessure proviendrait d'un fait de guerre. Il lui demande si, compte tenu du petit nombre d'anciens combattants devenus Français depuis leur invalidité, il ne lui paraît pas souhaitable de prendre des mesures qui mettraient un terme à cette anomalie.

7094. — 8 février 1964. — **M. Sizet** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que le bénéfice des avantages prévus à l'article 18 du code des pensions militaires d'invalidité est, en pratique, toujours refusé aux malades mentaux, même lorsqu'ils sont titulaires d'une pension définitive au taux de 100 p. 100. Il lui demande : a) quelle raison justifie un tel refus, alors que, dans de très nombreux cas, ces malades exigent la présence constante d'une tierce personne et sont incapables d'accomplir seuls tous les actes essentiels à la vie ; b) s'il n'envisage pas d'étendre à ces malades le bénéfice des dispositions dudit article 18.

7095. — 8 février 1964. — **M. Pflimlin** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que l'article 13 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 avait accordé aux invalides dits « implaçables », c'est-à-dire aux invalides non hospitalisés atteints d'infirmités les mettant dans l'impossibilité d'exercer une profession et pour lesquels toute possibilité de réadaptation fonctionnelle, professionnelle et sociale est exclue, une allocation spéciale ayant pour effet de porter le montant global de leur rémunération au taux de celle qui est servie à un pensionné à 100 p. 100 pour tuberculose, bénéficiaire de l'indemnité de soins. Le taux de cette allocation correspondait ainsi à 1.544 points d'indice. A la suite de la publication du décret n° 57-1405 du 31 décembre 1957, puis du règlement d'administration publique n° 61-443 du 2 mai 1961 et de l'instruction d'application de ce dernier texte en date du 15 novembre 1962, il semble que les avantages accordés aux implaçables ont été considérablement réduits, puisque dans certains cas les intéressés ne perçoivent plus qu'une allocation correspondant à 1.200 points d'indice. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de reprendre l'étude de ce problème en vue d'accorder à cette catégorie de victimes de la guerre, particulièrement dignes d'intérêt, une allocation d'un taux égal à celui qui avait été prévu en 1953.

7096. — 8 février 1964. — **M. Duillard** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur les articles 91 et suivants du code de la mutualité. Ceux-ci prévoient des dispositions ayant trait à une participation de l'Etat aux rentes que se constituent les anciens combattants dans le cadre de sociétés ou d'unions de sociétés mutualistes. Les victimes civiles de guerre ne sont pas bénéficiaires de ces mesures, ce qui constitue à coup sûr une regrettable anomalie puisque — ayant souffert tout comme les anciens combattants — il serait normal qu'ils bénéficient des mêmes avantages. C'est pourquoi, il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures rendant applicables aux victimes civiles de guerre les articles précités du code de la mutualité.

7097. — 8 février 1964. **M. Bourgoïn** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que bien des mutilés — en particulier des bras — ne peuvent trouver dans l'industrie française de voitures à changement de vitesse automatique de cylindrée moyenne (11 à 15 CV). Ils sont donc obligés d'acheter des voitures ordinaires, puis d'y faire effectuer des transformations

très coûteuses et insuffisamment étudiées. Or, ce type de voiture est couramment fabriqué par les constructeurs étrangers, en particulier américains, allemands et anglais. Il lui demande s'il ne lui serait pas possible d'obtenir de **M. le ministre des finances** que les mutilés, auxquels le changement de vitesse automatique est nécessaire, puissent introduire hors douane la voiture qu'ils désirent, cette tolérance étant assortie de mesures de préservation afin qu'il ne s'en puisse établir un commerce.

ARMÉES

7098. — 8 février 1964. — **M. Jean Valentin** expose à **M. le ministre des armées** que des personnels ont été rapatriés d'Algérie pour raison de sécurité, avant le 19 mars 1962. Conformément à la note circulaire n° 31326 du 9 mai 1963, le droit à l'indemnité de réinstallation ne s'applique pas à cette catégorie. Des cas extrêmement précis où des personnels ont été mutés avant cette date, pour raison de sécurité, sont donc exclus du bénéfice de cette indemnité et constituent une véritable injustice. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour la réparer.

7099. — 8 février 1964. — **M. Raymond Barbet** expose à **M. le ministre des armées** qu'informé des projets de déplacement prochain des services « Etudes aéronautiques » de la S. N. E. C. M. A. à Suresnes (Seine), le comité d'entreprise a, au cours de sa réunion du 14 janvier 1964, adopté, à l'unanimité de ses élus, une motion s'opposant à la réalisation de ces projets. Le centre d'études de Suresnes a, depuis de nombreuses années, fourni des preuves de son efficacité par des réalisations de grande valeur et qui sont le résultat du travail d'une équipe homogène et spécialisée dans les études aéronautiques. Il est évident que la dispersion des ingénieurs, cadres et personnel de ce centre expérimenté produirait les plus graves conséquences sur les études futures qui pourraient être confiées à cette société nationalisée. Aussi le personnel demande-t-il : 1° le maintien de l'activité aéronautique du centre de Suresnes ainsi que celui du personnel des services intéressés ; 2° une activité aéronautique axée et amplifiée sur l'étude du moteur devant équiper l'avion de transport supersonique « Concorde », la seule étude civile d'un grand avenir entreprise actuellement à la S. N. E. C. M. A. qui ne pourrait qu'être mise en cause par un éclatement du centre de Suresnes — sans préjudice des études qui seraient nécessaires à la réalisation de moteurs français — 3° afin que les trois départements du centre vivent en harmonie et effectuent leur activité propre, qu'il soit procédé à l'acquisition ou à la location des surfaces industrielles libres, existant dans le périmètre de la S. N. E. C. M. A. à Suresnes. Il lui demande s'il n'envisage pas, compte tenu du rôle important que remplit le centre de Suresnes, de maintenir et d'étendre sur place les installations nécessaires à un meilleur rendement des études qui lui sont confiées et de donner une suite favorable et concrète aux légitimes demandes de son personnel.

7100. — 8 février 1964. — **M. Duraffour** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation d'un soldat qui a été blessé le 4 avril 1918 à Monastir au cours d'une patrouille de nuit (entorse au pied droit). L'intéressé a été évacué le 7 avril 1918 et hospitalisé à Salonique. Rentré en France, il fut hospitalisé successivement à Nice, à Dijon, puis à Lyon où il fut au printemps de 1919, amputé du pied droit. Il n'est pas contesté que cette amputation soit la conséquence de la blessure reçue. Il lui demande quelles sont les raisons invoquées par ses services pour affirmer que la blessure dont s'agit ne constitue pas une blessure de guerre.

7101. — 8 février 1964. — **M. Seramy** demande à **M. le ministre des armées** : 1° quel a été en 1963 le nombre des brevetés au titre de la préparation militaire ; 2° dans quelle mesure ce nombre est à la mesure des besoins enregistrés par les différentes armes ; 3° quelles sont les mesures envisagées en vue du maintien de l'activité des sociétés de préparation militaire.

7102. — 8 février 1964. — **M. Odru** expose à **M. le ministre des armées** qu'en exécution de la circulaire n° 023.814 MACC du 24 septembre 1963, seize ouvriers de l'établissement régional du matériel installé au vieux fort de Vincennes ont été mis à la retraite à la fin de l'année 1963 et que quatre-vingts autres subiraient le même sort en mars prochain. Or, beaucoup d'entre eux, entrés tardivement dans des établissements de l'Etat, ne réunissent pas une durée de services suffisante pour pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté. Du jour au lendemain ils se trouvent sans emploi, avec pour toutes ressources une très maigre pension proportionnelle. Il lui rappelle que jusqu'à maintenant, dans des cas semblables, des dérogations aux dispositions de la loi du 2 août 1949 étaient accordées. Il lui demande s'il n'envisage pas d'atténuer la rigueur de la circulaire précitée et de réserver une suite favorable aux requêtes qui pourraient lui être adressées par les ouvriers de l'établissement précité désireux d'être maintenus en activité pendant quelques années encore, afin que la durée des services accomplis leur ouvre droit à une pension d'ancienneté ou à une pension proportionnelle d'un taux raisonnable.

7103. — 8 février 1964. — **M. Van Haecke** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur l'inégalité excessive existant entre les primes d'engagement et de rengagement allouées au personnel de l'armée de terre, par rapport à celles du personnel de la marine. Le décret n° 63-1079 du 26 octobre 1963, paru au *Journal officiel* du 31 octobre, quintuple le taux des primes en faveur des engagés et rengagés de l'armée de terre, et aboutit ainsi à donner à un engagé de cinq ans une prime de 13.650 F. L'engagé de la marine attirerait se verrait offrir pour la même période une prime de 630 F. Il lui demande quelles sont les raisons de cette discrimination, difficilement compréhensible, et s'il n'envisage pas de prendre des initiatives pour y remédier.

7104. — 8 février 1964. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des armées** que le problème des effectifs de la gendarmerie départementale reste posé avec une gravité accrue. La brigade rurale de cinq hommes ne peut plus être considérée — sauf cas exceptionnel — que comme un article de musée témoignant d'un passé périmé ; or, il en subsiste 41 p. 100. L'augmentation des effectifs de ces brigades ne saurait provenir d'une ventilation, car le renforcement de certains postes au détriment d'autres aboutirait — sauf cas particuliers — à désagréger un quadrillage qui tire sa force de sa densité et de son enracinement profond au territoire, et qui fut jusqu'alors un instrument inégalable de surveillance, de renseignement et d'intervention. L'efficacité du service veut que le personnel vive avec la population et parcoure sans cesse le terrain, en y consacrant le temps nécessaire et incompressible, pour aboutir à cette connaissance profonde des êtres et des choses définie par des textes qui ont fait leur preuve. Cette fonction de « connaissance » est singulièrement rendue plus difficile par le jeu de l'expansion nationale dans tous les domaines. C'est pourquoi les brigades territoriales les plus faibles doivent être portées à sept ou huit hommes, et c'est aussi pourquoi les effectifs consacrés aux brigades motorisées spécialisées dans la surveillance routière doivent être augmentés. Par ailleurs, comme l'ont déjà souligné plusieurs parlementaires, la mise en œuvre de moyens indispensables tels que la Radio et la motorisation réclame un supplément d'effectifs pour parvenir à l'accroissement de rendement recherché, sinon, les heures consacrées au fonctionnement et à l'entretien de ces matériels viennent en déduction des heures nécessaires aux contacts patients et profonds que doit prendre, personnellement, chaque gendarme pour connaître son milieu. Il lui demande s'il envisage, pour 1964, des mesures propres à augmenter les effectifs de la gendarmerie départementale, et combien de brigades à cinq hommes seront portées à l'effectif de sept à huit hommes.

CONSTRUCTION

7105. — 8 février 1964. — **M. Jean Massé** expose à **M. le ministre de la construction** qu'en application de l'article 347 du code de l'urbanisme de nombreuses réquisitions ont pris fin le 31 décembre 1963 ; que les bénéficiaires de ces réquisitions n'ont pu trouver d'autres logements et qu'en particulier, dans l'agglomération marseillaise, qui a vu sa population s'accroître de plusieurs milliers de rapatriés d'Algérie, il est impossible d'assurer leur relogement. D'autres rapatriements sont encore en cours et rien ne permet d'augurer leur arrêt dans un proche avenir. Ni les possibilités du secteur libre, ni celles des H. L. M. ne permettent de faire face à une telle demande, qui est venue s'ajouter à celle déjà considérable des mal-logés et des sans-logis métropolitains. La situation créée par l'article 347 susvisé entraîne donc des conséquences dramatiques pour de nombreux bénéficiaires de réquisitions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette situation et s'il n'estime pas urgent de proroger, au moins pour une année, le régime des réquisitions qui est venu à expiration le 31 décembre 1963.

7106. — 8 février 1964. — **M. Trémolières** demande à **M. le ministre de la construction** quel est le nombre d'appartements actuellement occupés dans les H. L. M. de Paris et les communes de la Seine par des locataires dont les ressources sont supérieures à celles prévues par la nouvelle réglementation (plafond 1.800 F par mois pour une famille de 4 personnes).

7107. — 8 février 1964. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de la construction** qu'une pratique spéculative semble s'être établie, en matière de construction, dans la ville de Paris et dans les grandes agglomérations, pratique qui consiste à acquérir des hôtels meublés, à en expulser les locataires, à démolir ces immeubles et à construire sur le terrain ainsi obtenu à bon compte des immeubles neufs dont la vente par appartements ou l'exploitation est d'un haut rapport. Les locataires de ces hôtels meublés, très souvent des familles nombreuses aux revenus très modestes, dans les lieux depuis de nombreuses années du fait de la crise du logement, sont les victimes de ces opérations, sans perspective d'être relogés dans des conditions stables. Il lui demande : 1° quelle est sa doctrine en ce qui concerne le type d'opérations de construction précitées ; 2° quels sont les textes qui régissent les locations en hôtels

meublés, et quels droits en tirent ces locataires, notamment ceux qui occupent depuis longtemps les lieux, en matière de maintien dans les lieux, de relogement, etc. ; 3° quelles mesures il compte prendre pour éviter qu'en ce domaine ne se multiplient des situations à la fois dramatiques et scandaleuses.

7108. — 8 février 1964. — **M. Salagnac** expose à **M. le ministre de la construction** le cas d'un ménage de retraités, âgés, en mauvaise santé, aux revenus très faibles, brusquement menacés d'être expulsés du modeste logement qu'ils occupaient depuis de longues années, du fait de l'achèvement d'une procédure en reprise diligente contre eux par leur propriétaire. Il lui demande : 1° s'il entend faire procéder au relogement des intéressés, candidats depuis longtemps à un H. L. M., préalablement à leur expulsion ; 2° dans combien de cas, à Paris, d'une part, dans l'ensemble de la France de l'autre, en 1963, des expulsions avec l'assistance de la force publique, opérées à l'issue d'une procédure fondée sur les articles 18 à 20 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948, ont été suivies du relogement des intéressés par les soins de l'administration ou des offices d'H. L. M., et dans combien de cas ces expulsions n'ont pas été suivies d'un tel relogement.

7109. — 8 février 1964. — **M. Fanton** demande à **M. le ministre de la construction** : 1° si le sinistré, membre d'une association syndicale de reconstruction, a le devoir d'accepter ou de refuser la clef et l'état descriptif de division de copropriété d'une fraction de bâtiment collectif sur l'emplacement duquel il est remembré avant que le certificat de conformité ne lui soit notifié ; 2° si une association syndicale de reconstruction est en droit de refuser à ses membres sinistrés la copie certifiée des pièces d'un permis de construire, alors que par écrit l'un des principaux responsables de l'association déclare que celle-ci ignore si des infractions au permis ont été commises.

7110. — 8 février 1964. — **M. Sanglier** appelle l'attention de **M. le ministre de la construction** sur le cas des propriétaires de terrains à bâtir faisant l'objet de servitudes *non ædificandi* à la suite de plans d'urbanisme et d'aménagement, et étant ainsi rendus inutilisables. Il lui expose en particulier le cas du propriétaire d'un terrain qui, suivant les prévisions du décret n° 60-857 du 6 août 1960 portant approbation du plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne, se trouve en bordure du tracé d'une route interurbaine devant faire le tour du département de Seine-et-Oise. Le décret précité du 6 août 1960 prévoit une servitude de *non ædificandi* de cinquante mètres de part et d'autre de l'axe de cette route et, en conséquence, le terrain en cause se trouve « stérilisé ». Or, l'article 82 du code de l'urbanisme précise « N'auront droit à aucune indemnité les servitudes instituées ». De ce fait, le propriétaire du terrain ne pouvant prétendre à aucune indemnisation se voit dépossédé de celui-ci. Compte tenu du grave préjudice ainsi causé aux propriétaires de terrains « stérilisés », il lui demande s'il pourrait envisager de prendre des mesures destinées à mettre fin à ce genre de situations aussi anormales qu'injustes.

7111. — 8 février 1964. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de la construction** : 1° combien de logements seront mis par les offices d'H. L. M. de Paris et de la Seine, en 1964, à la disposition des rapatriés, des locataires d'immeubles en péril, des fonctionnaires prioritaires et des bénéficiaires de conventions ; 2° combien de logements seront également mis à la disposition des mal-logés n'appartenant pas aux catégories précédentes, inscrits au fichier central des mal-logés.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

7112. — 8 février 1964. — **M. Renouard** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que l'absence d'un large marché de consommation ainsi que l'éloignement des matières premières et des débouchés gênent l'industrialisation de nos départements d'outre-mer. Il constate que ces inconvénients sont insuffisamment compensés par leur régime douanier spécial, qui est d'ailleurs aggravé par l'octroi de mer. Il lui rappelle que la réforme du code des douanes permet au ministre des finances d'étendre le régime de l'admission temporaire par simple arrêté à toutes les marchandises, et il lui demande s'il envisage de faciliter l'implantation d'entreprises industrielles en faisant bénéficier ces départements du régime de l'admission temporaire pour l'ensemble des matières premières et des demi-produits.

EDUCATION NATIONALE

7113. — 8 février 1964. — **M. Fil** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un instituteur, ayant commencé sa carrière en octobre 1927, a été contraint de interrompre de novembre 1927 à mai 1928 à la suite d'une affection pulmonaire. Malgré cette interruption, l'intéressé, bien que n'étant pas guéri, n'avait pu obtenir de certificat de « tuberculose ouverte » qui

lui aurait donné la possibilité de bénéficier d'une congé de maladie de longue durée. Il fut donc dans l'obligation de demander un congé pour convenances personnelles de mai 1928 à octobre 1932, date à laquelle il reprit son activité professionnelle. Durant cette période d'interruption il est indéniable que l'intéressé n'exerça aucune activité et fut uniquement soigné puisque ses soins lui furent dispensés sans interruption par le dispensaire antituberculeux de l'Ande. Cette interruption de service fut donc uniquement imputable à son état de santé, mais elle va avoir sur sa retraite des incidences considérables. Il lui demande si cet instituteur ne pourrait pas être, exceptionnellement, autorisé à verser rétroactivement les retenues pour pension correspondant à la période pendant laquelle il s'est trouvé en position de congé pour convenances personnelles, afin de lui permettre de bénéficier d'une retraite convenable et de lui éviter de subir un nouveau préjudice du fait de sa maladie qui, si elle n'a pas revêtu un caractère administrativement reconnu, a néanmoins été incontestable.

7114. — 8 février 1964. — **M. Deschizeaux** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° si le directeur d'un collège d'enseignement technique, non logé par l'administration, a droit à une indemnité de logement : a) lorsqu'il n'est pas propriétaire de son logement ; b) lorsqu'il est propriétaire de son logement ; 2° le cas échéant, à quelle collectivité incombe le paiement de l'indemnité : a) lorsque le collège d'enseignement technique constitue un établissement indépendant ; b) lorsque le directeur du collège d'enseignement technique est en même temps directeur d'un lycée technique auquel le C. E. T. est jumelé.

7115. — 8 février 1964. — **M. Berger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que le certificat de connaissances générales et professionnelles (C. G. P.) permettait de titulariser les instructeurs stagiaires ayant obtenu ce diplôme, et pouvant, après un stage de formation pédagogique, justifier d'une mise à la disposition de l'inspecteur d'académie de 725 jours au moins. Ce diplôme ayant été créé à des fins d'enseignement, il est surprenant que le personnel qui en est nanti soit employé presque exclusivement à des tâches de secrétariat dans les C. E. G., C. E. C., C. E. I., certains titulaires ayant une ancienneté d'enseignement de huit ans et des notes d'inspection variant entre 14 et 15,5. Ce personnel pourrait être mis à la disposition des inspecteurs de l'enseignement primaire qui, jugeant de sa valeur pédagogique, pourraient l'utiliser pour assurer les remplacements. Il lui demande s'il compte prendre des mesures allant dans ce sens.

7116. — 8 février 1964. — **M. Berger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que le décret n° 63-868 du 20 août 1963 a érigé le corps des instructeurs en corps d'extinction. Ce corps est soumis aux dispositions du décret n° 61-693 du 28 juin 1961. Il semble que les dispositions des articles 4 et 8 de ce décret ne sont pas toujours respectées, en ce qui concerne plus particulièrement la durée du travail hebdomadaire, qui dans certains cas va jusqu'à 88 heures. Il lui demande s'il n'envisage pas d'imposer une application plus stricte de ce décret.

7117. — 8 février 1964. — **M. Duvillard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le décret n° 63-999 du 4 octobre 1963 relatif au diplôme d'études comptables supérieures et sur le décret n° 63-1000 du 4 octobre 1963 relatif au diplôme d'expertise comptable. L'article 9 du premier de ces textes et l'article 27 du second prévoient que leurs modalités d'application seront fixées par arrêtés du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques. Actuellement aucun de ces deux arrêtés n'est paru, ce qui entraîne, entre autre conséquence, le refus opposé par l'ordre des experts-comptables et comptables agréés de recevoir les demandes d'inscription au stage prévu à l'article 2 du décret n° 63-1000. Il lui demande à quelle date, la plus rapprochée possible, pourront paraître les deux arrêtés susvisés.

7118. — 8 février 1964. — **M. Rossi** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait qu'à une époque où il est recommandé aux communes de constituer des syndicats, une difficulté majeure rend les syndicats de regroupements scolaires impossibles : l'insuffisance des subventions d'Etat pour le ramassage. En effet, ces communes ne peuvent bénéficier que de la subvention à 65 p. 100, et sont donc obligées de laisser à la charge des familles une certaine somme, ce qui va à l'encontre du principe de la gratuité de l'école primaire. Il lui demande si, dans ce cas, une mesure pourrait être prise de nature à éviter aux municipalités comme aux familles toutes dépenses de ramassage.

7119. — 8 février 1964. — **M. Charbonnel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés que rencontrent les fonctionnaires de l'enseignement technique pour le calcul de leur retraite, en particulier dans le cas des professeurs techniques auxiliaires qui doivent justifier d'une période d'acti-

vité dans l'industrie privée d'au moins cinq ans, ce qui les conduit à entrer effectivement dans le service public à une date relativement tardive. Il lui demande s'il ne jugerait pas possible de permettre aux fonctionnaires de l'enseignement technique, pour le recrutement desquels des années d'activité professionnelle sont ainsi exigées, de demander la validation pour la retraite d'un nombre d'années égal à celui dont ils ont dû faire état lorsqu'ils ont passé le concours de recrutement.

7120. — 8 février 1964. — **M. Nilès** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que bien que le résultat de l'adjudication pour la construction du lycée de Noisy-le-Sec (première tranche de 3 millions de francs) soit connu depuis juillet 1963, les travaux n'ont commencé que le 10 décembre. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour que cette première tranche de travaux soit achevée à la rentrée de l'année scolaire 1964-1965, condition indispensable pour scolariser les enfants de ce secteur particulièrement défavorisé ; 2° s'il envisage d'employer immédiatement le crédit de 3.500.000 francs inscrit au budget et afférent à une deuxième tranche de travaux, 3° si les adjudications afférentes à ces deux tranches sont lancées et, si ce n'est encore fait, à quelle date elles le seront compte tenu qu'un crédit de 90.000 francs est inscrit au compte du C. E. T., ce qui devrait permettre, en plus de la construction de la cuisine et des réfectoires communs aux deux établissements, la construction d'une part importante du deuxième bâtiment réservé aux classes. Il lui expose également que la finition de la cité scolaire de Noisy-le-Sec (lycée et C. E. T.) avec tous ses bâtiments scolaires, administratifs et ses installations sportives nécessitera encore, après l'utilisation des crédits de 1964, un crédit de 6 millions de francs. Il lui demande en outre si cette somme est prévue au budget de 1965, et ce qu'il compte faire afin de ne pas retarder encore une réalisation aussi importante.

7121. — 8 février 1964. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'ayant été invité par l'association des parents d'élèves à visiter le collège d'enseignement technique féminin de Vitry-sur-Seine, il a été très surpris d'apprendre que cette visite était interdite par le ministre de l'éducation nationale. Il lui demande de lui faire connaître les raisons pour lesquelles cette interdiction a été formulée. Il lui précise que deux autres députés étaient au rendez-vous, MM. Bleuse et Sanson, et qu'ils ont tous les trois exprimé le même étonnement et la même protestation. Par ailleurs, il attire son attention sur la situation extrêmement alarmante de ce collège. Il lui demande quelles dispositions pratiques sont envisagées, d'une part, pour la reconstruction du collège, et d'autre part dans l'immédiat, pour pallier l'insuffisance et l'inconfort des installations, et notamment : a) pour l'implantation de trois classes supplémentaires (une pour compléter le bloc commercial, deux pour l'enseignement général) ; b) pour la réalisation de la viabilité, indispensable au fonctionnement du bâtiment « Enseignement ménager » et à l'occupation de l'appartement en fonction ; c) pour la réfection du bâtiment-réfectoire ; d) pour la mise à la disposition des élèves d'un local chauffé pour les accueillir durant les interclasses.

7122. — 8 février 1964. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conséquences graves que peut entraîner la création dans le département de la Seine d'un « Corps des volontaires scolaires de la circulation ». 1° En effet, le problème de la responsabilité de l'élève volontaire n'est nullement réglé. Les assurances, interrogées, déclarent ne pas couvrir les accidents dont peut être victime ou responsable un enfant enrôlé dans ce « corps de volontaires ». Il lui demande si l'Etat assumera cette responsabilité qui incombe, selon le code civil, aux parents jusqu'à la majorité de l'enfant ; 2° par ailleurs, on ne saurait négliger les conséquences psychologiques et caractérielles que pourrait entraîner pour un de ces enfants l'accident qu'il aurait pu provoquer par erreur ou par maladresse. Il semble qu'une telle mesure — et même si elle peut séduire par son aspect spectaculaire — soit contraire aux règles élémentaires de sécurité et au rôle de l'école publique. C'est pourquoi, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'intervenir pour que la création d'un « corps de volontaires scolaires de la circulation » soit reconsidérée.

7123. — 8 février 1964. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les installations sportives annexes, cependant prévues depuis de très nombreuses années, ne sont toujours pas réalisées aux groupes scolaires Romain-Rolland, Daniel-Renault et Nanteuil, à Montreuil (Seine). Dans sa réponse à sa question écrite n° 4732, parue au *Journal officiel*, débats A. N., du 9 octobre 1963, il indiquait que « toutes mesures seront prises pour assurer ces réalisations au cours du prochain exercice ». Saisi de nombreuses doléances des parents d'élèves et des enseignants, il lui demande à quelle date va enfin intervenir le financement des installations sportives précitées.

7124. — 8 février 1964. — **M. Roger Evrard** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** où en est la question du statut créant le corps des conseillers psychologues et psychologues assis-

tants, mis au point après plusieurs années d'études en 1962. Il lui demande, en outre, s'il a l'intention de saisir le conseil supérieur de la fonction publique des indices de traitement prévus pour ces mêmes personnels, et à quelle date.

7125. — 8 février 1964. — M. Nègre expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, le 3 décembre 1963, l'Assemblée de la faculté de droit et des sciences économiques de Clermont-Ferrand fut unanime pour s'inquiéter du retard pris dans les travaux préparatoires de construction de la nouvelle faculté, retard qui risque d'empêcher le début des travaux effectifs à la date prévue du 15 mars 1964, que, s'il en était ainsi, on ne pouvait espérer occuper les nouveaux locaux en octobre 1965; que la rentrée de 1963 fut déjà difficile en raison de l'augmentation du nombre des étudiants (800 en 1962, 1.000 en 1963); qu'en 1964, les difficultés se trouveront encore accrues et qu'en 1965 aura disparu toute possibilité de travail normal; que l'Assemblée donna acte au doyen de sa décision de présenter sa démission de ses fonctions administratives si les travaux ne débutaient pas avant le 1^{er} avril 1964 et qu'elle l'assura de son soutien total. Il souligne que l'Assemblée unanime regretta très vivement que la présentation de la maquette de la future faculté au ministère des finances, le 26 novembre 1963, qui fit l'objet dans la presse locale et régionale d'une publicité considérable, ait pu avoir lieu en l'absence de tout représentant de la faculté de droit et des sciences économiques. Il lui demande: 1^o pour quels motifs le doyen de la faculté de droit de Clermont-Ferrand ou son représentant, intéressé au premier chef, ne fut pas invité à la manifestation parisienne rappelée ci-dessus; 2^o quelles dispositions il compte prendre pour que les travaux soient exécutés dans les délais prévus.

7126. — 8 février 1964. — M. Hunault expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'aux termes des décrets n^{os} 61-189 du 20 février 1961 et n^o 62-375 du 2 avril 1962, l'Etat participe, à raison de 65 p. 100, au coût du transport des circuits de ramassage scolaire intéressant les élèves des établissements publics et privés, quel que soit l'ordre d'enseignement qu'ils fréquentent. Il lui demande si les élèves fréquentant l'école primaire, non de leur commune mais celle plus proche de leur domicile d'une commune voisine, peuvent bénéficier de cette subvention.

7127. — 8 février 1964. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le vote par l'Assemblée nationale d'un crédit destiné à la prise en charge par le budget général, de l'acquisition de livres scolaires dans les classes de 6^e et 5^e de lycée au 15 septembre 1964, mesure logique et souhaitable, posera de délicats problèmes d'application. Il semble bien qu'il n'existe que trois solutions: remettre aux familles une somme d'argent leur permettant d'effectuer l'achat des manuels; rembourser les familles après l'achat; remettre directement les manuels aux familles. Il importe par ailleurs de tenir compte des deux impératifs suivants: liberté du choix des manuels par le corps enseignant et possibilité pour l'enfant de garder ses manuels, car il est essentiel qu'il puisse revoir, tout au cours de ses études, telle ou telle notion apprise dans une classe précédente. Il convient enfin d'observer que le crédit voté semble insuffisant pour couvrir le montant total des achats de livres nécessaires aux enfants. Il est évident que l'administration de l'éducation nationale, notamment débordée par les tâches qu'elle a à assumer, ne doit pas prendre en charge de nouvelles activités qui sont d'ordre commercial; le remboursement des livres aux familles poserait également de très gros problèmes de comptabilité et de contrôle. C'est pourquoi la solution la plus simple consisterait à apporter une aide directe aux familles sous forme d'une allocation égale à toutes les familles dont les enfants fréquentent l'école, leur tâche restant d'aller effectuer les achats de manuels demandés par les professeurs, dans les librairies de leur choix. Il croit savoir qu'un groupe de techniciens comportant des administrateurs et des enseignants étudie actuellement, au sein du ministère de l'éducation nationale et en liaison avec les services du ministère des finances, des solutions propres à permettre dans les meilleures conditions l'application pratique de la proposition. Il se permet d'insister auprès de lui pour que ce groupe de travail consulte les organisations professionnelles, notamment la fédération française des syndicats de libraires et le syndicat des libraires classiques de France, pour qu'une mesure décidée dans l'intérêt général ne devienne pas un instrument de modification des structures économiques. Il lui demande de lui préciser ses intentions sur ce sujet.

7128. — 8 février 1964. — M. Macquet rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale la déclaration qu'il a faite le 6 novembre 1963 à l'Assemblée nationale à propos du statut des collèges d'enseignement général. Il indiquait, à cette date, que ce statut était pratiquement prêt et qu'il allait être transmis au ministère des finances et des affaires économiques puis, ensuite, à la fonction publique. Aucun texte n'ayant encore paru en la matière, il lui demande quand seront publiés: d'une part, le statut de ces établissements, particulièrement en ce qui concerne les dispositions relatives à leur régime administratif et financier; d'autre part, le statut du personnel enseignant dans les collèges

d'enseignement général. Il lui fait remarquer que cette parution présente un caractère de plus en plus urgent, l'absence de ces deux statuts entraînant des conséquences regrettables dans de nombreux domaines.

7129. — 8 février 1964. — M. Macquet rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale qu'une circulaire du 17 octobre 1963, émanant de son département ministériel, annonçait la parution prochaine des décrets et des textes d'application relatifs au statut des collèges d'enseignement secondaire. Aucun texte n'étant, à sa connaissance, paru en la matière, il lui demande à quelle date les décrets envisagés seront publiés.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

7130. — 8 février 1964. — M. Hauret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une personne célibataire a acquis un appartement de deux pièces en 1961. Ayant atteint l'âge de la retraite, cette personne, sans héritier direct, se propose de vendre en 1964 son appartement, moyennant une rente viagère et en en conservant la jouissance jusqu'à son décès. Il lui demande si la plus-value résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la capitalisation de la rente viagère sera imposée en vertu de l'article 4 de la loi n^o 63-1241 du 19 décembre 1963. S'il en était ainsi, une partie de la rente viagère serait imposée deux fois au même titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques: une première fois pour la partie dite « plus-value », et une seconde fois lors de l'encaissement de la rente viagère annuelle.

7131. — 8 février 1964. — M. Henri Duffaut expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, selon les dispositions de l'article 6 du décret n^o 57-393 du 28 mars 1957, les communes éprouvant des pertes de recettes du fait des exonérations dont bénéficient les constructions nouvelles à différents titres, reçoivent de l'Etat une allocation égale à la différence entre ladite perte de recettes et une somme égale à 10 p. 100 du produit des centimes portant sur la contribution foncière. Les motifs de ce décret ont également toute leur valeur en ce qui concerne les départements et leurs budgets. Il lui demande s'il n'est pas envisagé d'étendre les dispositions en cause aux départements.

7132. — 8 février 1964. — M. Paquet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, conformément à la politique actuellement poursuivie par le Gouvernement et tendant à maintenir la stabilité des dépenses et des prix, une décision d'ordre général, prescrivant un pourcentage maximum d'augmentation du budget des collectivités locales et départementales, est envisagée.

7133. — 8 février 1964. — M. Anthonloz expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 4 de l'ordonnance du 29 novembre 1960 impose aux débiteurs de boissons une taxe spéciale égale à 30 p. 100 du montant de la licence prévue à l'article 1568 du code général des impôts. Le produit de cette taxe permet d'indemniser les débiteurs dont le débit de boissons est supprimé en application de l'article L. 491. Il lui demande quel a été le produit de cette taxe en 1962 et en 1963, et quel a été, pour les mêmes années, le montant total des indemnités versées.

7134. — 8 février 1964. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: la succession d'une personne décédée, laissant son épouse survivante et dix enfants, comprend notamment une officine de pharmacie avec un stock très important de produits chimiques et pharmaceutiques. En raison de l'importance des abattements applicables en matière de succession en ligne directe et entre époux, aucun droit de mutation ne sera dû pour cette succession. Il lui demande si le receveur de l'enregistrement est fondé à exiger un inventaire détaillé, article par article, du stock de pharmacie — ce qui ne serait pas sans nécessiter un travail long et fastidieux — ou si, eu égard à l'absence du droit de mutation à payer, il peut se contenter d'un inventaire sommaire dudit stock.

7135. — 8 février 1964. — M. Voilquin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par suite de retards administratifs, certains retraités de l'Etat ne perçoivent le montant de leur premier trimestre de pension que plusieurs mois après leur cessation d'activité. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait de stricte équité que les contribuables qui se trouvent dans ce cas ne soient astreints au paiement des impôts qu'ils doivent à l'Etat, le tiers provisionnel en particulier, que lorsqu'ils auront reçu leur carnet de pension de retraite.

7136. — 8 février 1964. — M. Barberot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application des instructions contenues dans la circulaire du 26 septembre 1963, relative à l'application des articles 51 et 52 de la loi de finances pour 1963 (loi n° 63-156 du 23 février 1963), les retraités militaires proportionnels, occupant un emploi civil susceptible de leur ouvrir droit à deuxième pension, ne pourront bénéficier de l'option prévue à l'article 3 du décret n° 55-957 du 11 juillet 1955 que s'ils obtiennent leur seconde pension dans le délai de six mois à partir de la publication de la circulaire du 26 septembre 1963, susvisée, c'est-à-dire avant le 1^{er} avril 1964. Les agents retraités avant cette date, auront ainsi le choix entre trois solutions : 1° pension militaire inchangée et pension civile rémunérant les seuls services civils ; 2° services militaires légaux et de mobilisation et campagnes de guerre y afférents rémunérés dans la pension civile (article 3 du décret du 11 juillet 1955) ; 3° pension civile tenant compte de la totalité des services militaires (article 24 bis du décret du 29 octobre 1936, modifié par la loi du 23 février 1963). Pour les agents retraités postérieurement au 31 mars 1964, seules leur seront applicables les solutions prévues aux paragraphes 1^{er} et 3 ci-dessus. Or, en vertu du paragraphe III de l'article 51 de la loi du 23 février 1963, susvisée, la seule condition posée pour être admis au bénéfice du régime antérieur était de présenter une demande à cet effet dans le délai d'un an à compter de la date de publication de la loi. L'interprétation restrictive de ces dispositions par la circulaire du 26 septembre 1963 a pour effet d'établir une discrimination absolument injustifiée entre deux catégories de retraités, selon la date à laquelle interviendra la liquidation de la deuxième pension. Il lui demande s'il n'estime pas possible et souhaitable de proroger le délai de six mois prévu par la circulaire du 26 septembre 1963 en lui adjoignant un nouveau délai d'un an pouvant permettre de donner satisfaction à un certain nombre d'agents visés par ces dispositions et d'éviter ainsi de nombreuses vexations.

7137. — 8 février 1964. — M. Bignon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 136 de la loi du 4 août 1956 a accordé le bénéfice des majorations familiales, prévues par l'article 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite, sur les deux pensions aux titulaires d'une pension militaire proportionnelle et d'une pension civile d'ancienneté. Un arrêt du conseil d'Etat (n° 48334 du 11 mai 1962) a confirmé que ce droit était acquis à tous les retraités civils antérieurement à la date du 4 août 1956, titulaires d'une pension militaire proportionnelle. Il lui demande si les titulaires d'une pension d'ancienneté d'une société nationalisée telles que les Houillères nationales ou les Charbonnages de France et d'une pension militaire proportionnelle ne sont pas en droit de bénéficier des dispositions de l'article 136 ci-dessus visé.

7138. — 8 février 1964. — M. Tremoullères demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact qu'un artisan qui forme 2 apprentis au lieu de 1, doit acquitter une patente basée sur l'assimilation de l'un de ceux-ci à un salarié et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas qu'il conviendrait au contraire, en accord avec le ministre du travail, de trouver des formules qui permettraient, au moment où la formation professionnelle ne peut suffire aux besoins, d'aider ces artisans de bonne volonté qui participent à cet enseignement professionnel.

7139. — 8 février 1964. — M. Risbourg demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si doit être imposée à la contribution des patentes, comme agent d'assurances, une personne qui, pendant ses loisirs, ayant par conséquent une autre activité principale salariée, sert d'intermédiaire entre un agent général d'assurances et la clientèle de ce dernier, pour l'encaissement de primes et occasionnellement pour la conclusion de nouveaux contrats. Cette personne n'est accréditée auprès d'aucune compagnie ou société d'assurances et n'a d'autre qualité que d'employé d'un agent général d'assurances rémunéré par un pourcentage sur les encaissements.

7140. — 8 février 1964. — M. Pasquini appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'arrêté du 25 mars 1963 concernant la revalorisation des pensions d'invalidité, des rentes et pensions de vieillesse des assurances sociales et des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Il lui signale qu'un rapatrié d'Algérie ayant demandé le motif pour lequel sa majoration de rente d'accident du travail n'avait pas bénéficié de la revalorisation prévue par ce texte s'est vu répondre par un directeur régional de la caisse des dépôts et consignations : « que le fonds de majoration des rentes d'accidents du travail survenus en Algérie est alimenté par des taxes perçues dans ce pays. En raison, tant de l'origine de ces ressources que du domaine d'application de l'arrêté de revalorisation du 25 mars 1963 qui, intervenu en France, ne saurait s'appliquer aux rentes allouées à l'étranger, mon établissement ne peut actuellement satisfaire à la demande de revalorisation de l'intéressé pour 1963 ». Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour rendre applicable, aux rentes d'accidents du travail survenus en Algérie, la revalorisation intervenue en France en mars 1963.

7141. — 8 février 1964. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, a, suivant la réponse à sa question écrite n° 5323 (J. O./A. N. du 28 décembre 1963), notamment indiqué que n'étaient pas soumis au timbre et à l'enregistrement les actes délivrés par les secrétaires des conseils de prud'hommes. Il lui demande si l'article 6-IV de ladite loi — lequel dispense du timbre, de l'enregistrement et du droit de frais de justice les actes, décisions et registres relatifs aux procédures en matière d'élections — exonère également du droit de timbre le répertoire, lequel constitue le résumé des travaux aux registres du greffier d'instance et du secrétaire du conseil de prud'hommes, et ce, à l'occasion des décisions électorales et prud'homales. S'il devait en être autrement, ces décisions gratuites finiraient par devenir très onéreuses pour les greffiers des tribunaux d'instance et des secrétaires des conseils de prud'hommes, lesquels devraient, alors, supporter seuls les frais de timbre des répertoires, ce qui, à première vue, semblerait tout à fait anormal en soi.

7142. — 8 février 1964. — M. Rossi expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le ministre du travail a précisé, dans une lettre du 6 septembre 1963, au directeur régional de la sécurité sociale, que les indemnités allouées par les entreprises, soit sous forme de « chèque restaurant », soit sous forme de « prime de cantine », lorsqu'elles sont motivées par l'impossibilité matérielle de mettre une cantine ou un réfectoire à la disposition du personnel, ne doivent pas entrer en compte dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale. Aucune décision analogue ne paraît avoir été prise dans le domaine fiscal, où il semble que ces indemnités soient considérées comme des suppléments de salaires et, par conséquent, assujetties au versement forfaitaire et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il s'ensuit que, du point de vue fiscal, les salariés travaillant dans une entreprise ne disposant pas d'une cantine risquent d'être plus sévèrement traités que les autres. Il lui demande quelles mesures l'administration des finances compte prendre à l'effet de mettre fin à cette situation.

7143. — 8 février 1964. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'importance que revêtent, pour le département de l'Aisne, les licenciements et réductions d'horaires d'une entreprise très importante de la ville de Saint-Quentin. Il semble d'après les informations de presse, que le Gouvernement se préoccupe de cette situation grave et qu'il ait envisagé différentes solutions. Il lui demande de lui faire connaître le résultat des actions actuellement entreprises et, pour le cas où les consultations actuelles ne pourraient aboutir à un résultat positif, s'il est dans ses intentions de faciliter, par tous moyens à sa disposition, l'installation d'une autre entreprise représentant le même potentiel de main-d'œuvre.

7144. — 8 février 1964. — M. Guillermin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une décision ministérielle du 2 janvier 1924 avait admis qu'il existait en fait, entre les éditeurs et les organes recevant la publicité, une sorte d'association en participation au résultat de laquelle chaque participant ne devait l'impôt que sur le montant brut de ce qui lui revient dans le prix de la publicité. Il en résulte qu'en ce qui concerne la taxe sur les prestations de service au taux de 8,50 p. 100, celle-ci doit être payée par le « journal » et par la « société de publicité » uniquement sur la part qui revient à chacun d'eux sur le prix total de la publicité. Or, il arrive assez fréquemment que la « société de publicité » est amenée à consentir à son client un rabais sur la part lui revenant dans le prix de la publicité. Il lui demande si la société de publicité est en droit de n'acquitter la T. P. S. que sur la part lui revenant, déduction faite du rabais consenti à son client.

7145. — 8 février 1964. — M. Guillermin, expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un contribuable qui, à l'origine, n'exerçait que l'activité de marchand en gros de lustrerie à adjoindre, par la suite, à cette activité celle de fabricant de montures de lustres. Actuellement il vend parfois en même temps, parfois séparément, à ses clients revendeurs des montures et de la verrerie, globes, coupes, etc. Ce contribuable distingue nettement dans ses factures : 1° les montures qui sont sa production propre et il leur applique la T. V. A. ; 2° la verrerie qui est « références » sous le numéro du fabricant de verrerie, et il considère ces ventes de verrerie comme des reventes, en l'état assujetties à la seule taxe locale. Il est précisé que ces verreries sont expédiées le plus souvent dans l'emballage d'origine du fabricant de verrerie, que le contribuable a établi deux tarifs distincts, l'un pour la monture, l'autre pour la verrerie, et que les clients ont le libre choix de la verrerie. Il lui demande si la façon d'acquitter les taxes par ce contribuable est légale et, dans la négative, sur quel texte pourrait s'appuyer l'administration des contributions indirectes pour prétendre imposer la totalité de la facture à la T. V. A.

7146. — 8 février 1964. — **M. Flornoy** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation d'un cultivateur ayant acquis, le 8 mars 1963, la ferme qu'il exploitait, en vertu d'un bail écrit. Dans l'acte d'acquisition, ce cultivateur a pris l'engagement pour lui et ses héritiers de continuer à exploiter personnellement le fonds pendant un délai minimum de 5 ans, à compter de l'acquisition, conformément à l'article 7, III, de la loi n° 62-933 du 8 août 1962. De ce fait, l'acquéreur a bénéficié de l'exonération totale des droits d'enregistrement prévue par l'article 84 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963. Ce cultivateur, âgé aujourd'hui de 65 ans, désire louer cette ferme à l'un de ses fils majeurs en vue de l'installer. Il résulte de l'avant-dernier alinéa de l'article 7, III, de la loi du 8 août 1962 que : « Si, avant l'expiration de ce délai (de 5 ans), l'acquéreur vient à cesser personnellement la culture ou à décéder sans que ses héritiers ne la continuent, ou si le fonds est vendu par lui pour ses héritiers dans le même délai, en totalité ou pour une fraction excédant le quart de sa superficie totale, l'acquéreur ou ses héritiers sont déchus de plein droit du bénéfice des dispositions ci-dessus (exonération des droits d'enregistrement) et sont tenus d'acquitter sans délai les droits non perçus au moment de l'acquisition, sans préjudice d'un intérêt de retard décompté au taux de 6 p. 100 l'an ». Il lui demande si ce cultivateur peut louer lesdits biens à son fils pour l'installer dans le cadre de l'article 793 du code rural sans perdre en même temps le bénéfice de l'exonération des droits d'enregistrement dont il a bénéficié en vertu de la loi précitée, étant entendu que son fils peut s'engager à continuer personnellement l'exploitation du fonds acquis jusqu'au 8 mars 1968.

7147. — 8 février 1964. — **M. Chérasse** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les graves difficultés que rencontrent les établissements de tannerie pour s'approvisionner en peaux brutes en raison du régime exceptionnel de prix auquel lesdits produits sont soumis. Ces entreprises se procurent leur matière première : soit auprès des négociants collecteurs à des prix limités à leur niveau du 31 août 1963, conformément aux arrêtés en vigueur, soit dans des ventes publiques mensuelles à des prix pratiquement libres en application de l'ordonnance du 30 juin 1945, soit à l'importation à des prix également libres. Etant donné que la sortie des cuirs et peaux bruts est entièrement libre pour les pays du Marché commun et très largement autorisée pour les pays tiers, les entreprises de tannerie se trouvent obligées, pour lutter contre la concurrence des acheteurs étrangers qui n'ont pas de limite, de surenchérir sur eux-ci. Les cours enregistrés aux ventes françaises de novembre suivent ainsi parallèlement la hausse mondiale des prix des peaux brutes et atteignent des différences de 20 à 40 p. 100 sur les cours du mois d'octobre. Il lui demande si, pour mettre fin à une situation difficilement tolérable pour cette industrie, dont les prix peuvent être modifiés en fonction de la hausse des matières premières incorporées dans leur coût de revient, il n'envisage pas de prendre, de toute urgence, les mesures nécessaires afin que le prix des cuirs et peaux bruts soient maintenus pour les acheteurs français à leur niveau d'août 1963, faute de quoi ces établissements seraient contraints de mettre fin à brève échéance à leur activité industrielle, ce qui entraînerait des répercussions sur le plan économique et social dans la région où ils exercent leur activité.

7148. — 8 février 1964. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la situation de l'industrie cotonnière française apparaît préoccupante au regard de l'actuel blocage des prix à la sortie d'une période difficile pour cette branche d'activité. Les prix à la production ont été, en 1963, sensiblement au même niveau, en valeur absolue, qu'en 1957-1958, et ils ont, en tout état de cause, baissé d'environ 25 p. 100 par rapport au S. M. I. G. Il en résulte que cette industrie a absorbé les hausses de prix de revient depuis six ans, sans pouvoir les compenser, malgré des efforts considérables de productivité. Il lui demande quelles mesures il envisage pour faciliter à ces entreprises une augmentation des marges d'investissements, susceptible de permettre de rattraper le retard pris dans leur nécessaire modernisation et d'affermir ainsi leur position au sein du Marché commun.

7149. — 8 février 1964. — **M. Herman** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas des pensions d'invalidité de la sécurité sociale et, d'une façon générale, des pensions non soumises au versement forfaitaire réduit de 3 p. 100 qui, de ce fait, ne peuvent bénéficier de la réduction d'impôt de 5 p. 100 prévue à l'article 19B du code général des impôts. Certes, il est normal que cette réduction d'impôt s'applique seulement aux revenus qui n'étaient pas frappés par l'ancienne taxe proportionnelle et n'ont donc pas bénéficié de la disparition de celle-ci. Mais les pensions considérées n'étaient soumises qu'à un taux réduit de la taxe proportionnelle et n'ont donc pas retiré de sa suppression un avantage comparable à celui dont ont bénéficié, par exemple, les profits industriels et commerciaux. Il y a quelque injustice à faire supporter par ces pensions la majoration de 5 points des taux de l'impôt sur le revenu. Il lui demande si une solution d'allègement ne pourrait pas, dans ces conditions, être envisagée.

7150. — 8 février 1964. — **M. Pierre Vitter** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : 1° que la loi n° 60 773 du 30 juillet 1960 décide que les ordonnances prises en application de cette loi ne pourront supprimer le privilège aux personnes qui en bénéficient actuellement, ni aux conjoints survivants ; 2° que l'article 3 de l'ordonnance n° 60 907 du 30 août 1960, prise en vertu de la loi susdite, dispose que perdront à titre définitif et de plein droit le bénéfice du régime des bouilleurs de cru, les personnes qui auront subi certaines condamnations ou déchéances légales ou encore qui auront été l'objet d'un procès-verbal suivi de transaction pour fabrication ou transport clandestin d'alcool ; 3° que l'administration considère comme clandestine la fabrication d'alcool des qu'elle excède si peu que ce soit les quantités déclarées, et qu'il y a là une exagération manifeste ; 4° qu'il est peut-être souhaitable d'instituer des privations de la qualité de bouilleur de cru à titre de sanction pour des motifs très graves, et qu'un projet de loi pourrait être déposé à cet effet, permettant ainsi au Parlement de mesurer les sanctions à la gravité de l'infraction. Il lui demande : 1° s'il considère que l'article 3 de l'ordonnance n° 60 927 est conforme à la loi du 30 juillet 1960 en vertu de laquelle le Gouvernement a pris cette ordonnance ; 2° sur quel principe de droit ou sur quel texte le Gouvernement s'est basé pour modifier par ordonnance une disposition de loi parfaitement claire ; 3° si le Gouvernement a l'intention de continuer à effectuer des retraits définitifs de franchise aussi évidemment contraires à la loi du 30 juillet 1960 ; 4° quelles mesures il compte prendre pour que les bouilleurs de cru, indûment lésés par un retrait illégal, soient rétablis dans leurs droits dans le plus bref délai possible.

7151. — 8 février 1964. — **M. Duvillard** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le décret n° 63-999 du 4 octobre 1963 relatif au diplôme d'études comptables supérieures et sur le décret n° 63-1000 du 4 octobre 1963 relatif au diplôme d'expertise comptable. L'article 9 du premier de ces textes et l'article 27 du second prévoient que leurs modalités d'application soient fixées par arrêtés du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques. Actuellement aucun de ces deux arrêtés n'est paru, ce qui entraîne, entre autre conséquence, le refus opposé par l'ordre des experts comptables et comptables agréés de recevoir les demandes d'inscription au stage prévu à l'article 2 du décret n° 63-1000. Il lui demande à quelle date, la plus rapprochée possible, pourront paraître les deux arrêtés susvisés.

7152. — 8 février 1964. — **M. Duvillard** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les articles 91 et suivants du code de la mutualité. Ceux-ci prévoient des dispositions ayant trait à une participation de l'Etat aux rentes que se constituent les anciens combattants dans le cadre de sociétés ou d'unions de sociétés mutualistes. Les victimes civiles de guerre ne sont pas bénéficiaires de ces mesures, ce qui constitue à coup sûr une regrettable anomalie piquée, ayant souffert tout comme les anciens combattants, il serait normal qu'ils bénéficient des mêmes avantages. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures rendant applicables aux victimes civiles de guerre les articles précités du code de la mutualité.

7153. — 8 février 1964. — **M. Juskiewski** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui faire connaître la nomenclature des diverses pièces qu'un comptable du Trésor est en droit d'exiger à l'appui d'un mandat de paiement établi par l'ordonnateur et relatif à la fourniture d'une œuvre d'art, d'un coût total de 50.000 F, destinée à être installée sur une place publique : 1° lors du premier paiement ; 2° lors du paiement des acomptes ; 3° lors du paiement pour solde. Il lui demande, en outre, de lui préciser si l'artiste chargé de la fourniture de l'œuvre d'art est obligatoirement tenu de verser un cautionnement et par qui doivent être établis, en cas de règlement par acomptes, les certificats de paiement.

7154. — 8 février 1964. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société anonyme, à objet industriel et commercial, est propriétaire d'un terrain sur lequel est édifié une usine, construite en 1933-1934, modifiée en 1959. Un groupe de constructeurs a proposé aux dirigeants de la société l'opération suivante : après avoir transféré son activité industrielle en province, la société céderait ou ferait apport de son terrain et de ses bâtiments industriels à une société nouvelle, créée ou à créer, qui se chargerait de l'édification d'un ensemble de locaux dont moins des trois quarts se trouveraient affectés à l'habitation. En rémunération de son apport ou de sa cession, la société industrielle et commerciale se verrait attribuer un ensemble de locaux à usages commerciaux qui lui permettrait, notamment, de procéder au regroupement de l'ensemble de ses services administratifs. Etant donné que la valeur réelle des locaux qui lui seront cédés, ou attribués, dans le nouvel immeuble, sera très supérieure à la valeur comptable du terrain et des bâtiments primitifs, il lui demande de lui faire connaître les conséquences

fiscales découlant de cette opération et, notamment, si la cession ou l'apport envisagé pourrait être considéré par l'administration comme une cession de terrain à bâtir ou assimilé au sens de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963, ce qui aurait pour conséquence de lui interdire de considérer les nouveaux locaux comme un remploi valable de la plus-value dégagée, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi susvisée.

7155. — 8 février 1964. — M. Martin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 3-1-1 de la loi de finances pour 1964, n° 63-1241 du 19 décembre 1963, dispose que les plus-values réalisées par les personnes physiques à l'occasion de la cession à titre onéreux ou de l'expropriation de terrains non bâtis situés en France ou de droits portant sur ces terrains sont soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dans les conditions fixées audit article. Il attire son attention sur le fait que le paragraphe III de cet article précise notamment que ces plus-values ne sont pas imposées lorsque leur montant total pour une année n'excède pas 50.000 francs avant l'application, le cas échéant, des dispositions de l'article 163 du code général des impôts, que cette limite est portée notamment à 60.000 francs pour les aliénations intervenues entre le 15 septembre 1963 et le 31 décembre 1963. Il lui précise que le prélèvement de 25 p. 100 institué par la loi de finances du 21 décembre 1961 (art. 999 quater du code général des impôts) n'est abrogé qu'à compter du 1^{er} janvier 1964 et qu'il semble donc que ce prélèvement reste exigible jusqu'au 31 décembre 1963, et, dans le cas de mutation intervenue entre le 15 septembre et le 31 décembre 1963, doit s'imputer sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les bases duquel lesdites plus-values sont comprises, l'excédent n'étant pas restituable. Il lui demande ce qu'il advient, dans ce cas, du prélèvement de 25 p. 100 dû sur les ventes de terrains dont la plus-value est exonérée de l'imposition à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en vertu de l'article 3-III-1 de la loi du 19 décembre 1963.

7156. — 8 février 1964. — M. Massot demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si la taxe foncière sur les propriétés bâties est due par les sociétés coopératives agricoles lorsque ces coopératives ont pour unique objet le battage du blé ou l'extraction de l'essence de certaines plantes, ou bien si elles doivent bénéficier de l'exemption de la taxe foncière prévue à l'article 1383, paragraphe 5, du code général des impôts, au profit des coopératives agricoles.

7157. — 8 février 1964. — M. Odru expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il a reçu les doléances de petits propriétaires expropriés qui se sont plaints d'un abatement important opéré sur le montant de leur indemnité de dépossession pour cause d'expropriation d'utilité publique. Dans tous les cas qu'il a eu à connaître, il s'est toujours agi de personnes de condition modeste, disposant d'une maisonnette édifiée sur un lopin de terre ou d'un logement acheté en copropriété dans un immeuble de construction médiocre. L'indemnité fixée par le juge est alors insuffisante pour permettre à ces personnes de retrouver l'équivalent de ce qu'elles perdent. Leur situation, la modicité de leurs ressources, souvent leur grand âge, les contraignent à demander leur relogement à la collectivité expropriante. C'est alors qu'assimilant cette catégorie de propriétaires à des occupants de bonne foi bénéficiant du maintien dans les lieux, en application de l'article 4 de la loi du 1^{er} septembre 1948, l'administration des domaines en cas d'accord à l'amiable, ou le juge foncier en cas d'expropriation, applique au montant de l'indemnité de dépossession des abattements allant jusqu'à 40 p. 100, alors que la législation n'en fait aucune obligation. C'est donc une interprétation des textes faite en fonction des obligations de relogement auxquelles la collectivité expropriante est tenue de se conformer qui amène aussi bien l'administration des domaines que le juge foncier à fixer le montant de l'abattement. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas, de concert avec M. le ministre de la construction, de prescrire par voie d'instruction aux administrations compétentes de tenir compte, en premier lieu, de la situation sociale de l'exproprié (salariés et personnes âgées en particulier), afin que, par la réduction et même l'annulation de l'abattement opéré sur l'indemnité accordée, soit atténué le préjudice subi par l'exproprié ; 2° s'il ne serait pas équitable d'envisager la fixation d'un plafond de ressources au-dessous duquel l'indemnité serait payée en totalité, même si l'exproprié demande son relogement.

7158. — 8 février 1964. — M. Niliès demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° pour quelles raisons l'intérêt servi par la caisse nationale d'épargne (postes et télécommunications) est paradoxalement inférieur à celui des caisses d'épargne ordinaires : 2,80 p. 100 au lieu de 3 p. 100 jusqu'à 10.000 francs, 2,24 p. 100 au lieu de 2,40 pour les sommes excédant 10.000 francs ; 2° pour quels motifs ces intérêts subissent un abattement de 5 p. 100 au-dessus de 10.000 F, alors que les dépôts en banques rapportent 2,50 p. 100 sans limitation de sommes ; 3° quelles mesures il compte prendre pour apporter plus de logique et d'équité en faveur de la petite épargne.

7159. — 8 février 1964. — M. Niliès demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques à quelle date la normalisation de l'indice 390 accordé aux instituteurs hors classe permettra de procéder à la révision des pensions civiles déjà liquidées.

7160. — 8 février 1964. — M. Denvers expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un rapatrié d'Algérie, se trouvant en 1960 au service de la délégation générale en Algérie (travaux publics), a obtenu à l'époque un prêt de cette administration, en vue de lui faciliter l'acquisition d'un véhicule automobile indispensable à l'exercice de ses fonctions. Pour la garantie de ce prêt, une inscription de gage touchant ledit véhicule a été effectuée auprès de la préfecture d'Orléansville. De retour en France, l'intéressé a fait immatriculer sa voiture en France au début de 1962, et cette immatriculation a été également assortie de la même inscription de gage, alors que l'indépendance de l'Algérie a été proclamée peu après. Il lui demande : 1° si cette inscription de gage reste toujours opposable à l'intéressé ; 2° dans la négative, quelle autorité peut consentir à la levée de cette inscription ; 3° dans l'affirmative, auprès de quelle autorité l'intéressé peut maintenant se libérer valablement de sa dette, en vue d'obtenir la levée de l'inscription.

7161. — 8 février 1964. — M. Kasperelt expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le texte relatif à la durée du forfait en matière de bénéfices industriels et commerciaux s'avère trop imprécis dans son application. En effet, s'il est indiqué que le forfait est établi pour une période de deux ans et qu'il peut être dénoncé par le contribuable dans le premier mois de la deuxième année de chaque période biennale, ce qu'il faut entendre par période biennale n'apparaît pas de manière indiscutable : 1° faut-il entendre que la période biennale couvre les deux années d'imposition ou, au contraire, que ladite période biennale comprend les deux années pendant lesquelles les bénéfices ont été réalisés ; 2° en d'autres termes, les bénéfices dégagés en 1963 et 1964 seront-ils compris pour la détermination du forfait dans la période biennale 1963-1964 ou, au contraire, la période biennale serait-elle 1964-1965, années pendant lesquelles l'impôt sera mis en recouvrement. Il lui demande si ces points peuvent être précisés de manière à mettre fin à l'incertitude des contribuables relative, par exemple, aux délais de dénonciation.

7162. — 8 février 1964. — M. Waldeck Rochet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° quelles mesures il compte prendre pour répondre au vœu, présenté par le conseil d'administration de l'I.G.R.A.N.T.E., tendant à permettre l'affiliation à ce régime de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'Etat assujettis aux assurances sociales agricoles ; 2° si, à cet effet, il a l'intention de modifier les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 ou de les étendre à ces catégories de personnel par un arrêté d'extension.

7163. — 8 février 1964. — M. Ruffe expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que plusieurs syndicats départementaux des collectivités électrifiées, et notamment celui du Lot-et-Garonne, ont exprimé, à juste titre, le vœu que les travaux d'électrification rurale entrepris par les syndicats intercommunaux soient exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée. L'article 40 de la Constitution édictant que ne sont pas recevables les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement lorsque leur adoption aurait pour conséquence une diminution des ressources publiques, il lui demande : 1° si le Gouvernement a l'intention de saisir le Parlement d'un projet de loi répondant au vœu des syndicats des collectivités électrifiées ; 2° dans l'affirmative, à quelle date ; 3° dans la négative, pour quelles raisons précises.

7164. — 8 février 1964. — M. Chapalain expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi de finance pour 1964, n° 63-1241 du 19 décembre 1963, dans son article 9, prévoit une majoration de 6 p. 100 du prélèvement sur les rapports du parricidé. Cette majoration devait avoir effet du 1^{er} janvier 1964. Il lui demande : 1° la raison pour laquelle elle n'a été mise en vigueur que le 2 février suivant ; 2° quelle a été la perte de recettes ainsi éprouvée par le Trésor, s'il n'y a pas possibilité d'effet rétroactif. Il lui demande, en outre, de lui faire connaître : 1° le montant des paris engagés, tant sur les champs de courses qu'à l'extérieur, au cours de l'année 1963 ; 2° le montant des prélèvements effectués par l'Etat sur ces paris, et leur répartition.

7165. — 8 février 1964. — M. Rémy Montagne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un modeste commerçant en meubles qui, lorsqu'il livre à domicile ses fournitures, est parfois amené à procéder à certains travaux pour ajuster exactement le meuble au goût du client et à l'emplacement qu'il

doit occuper dans la pièce à laquelle il est destiné. Il fait naturellement figurer sur ses factures le temps qu'il a dû consacrer à ces menus ajustements, qui n'ont manifestement que le caractère d'un complément du service de livraison d'un objet vendu. Néanmoins, l'administration fiscale locale, examinant la comptabilité de ce commerçant, a décidé d'appliquer à cette partie de ses ressources la taxe sur la valeur ajoutée au lieu de la taxe locale et de lui imposer un redressement qui, portant sur plusieurs années, atteint un total relativement important. Il lui demande: 1° s'il n'est pas possible de s'en tenir à l'application de la seule taxe locale lorsque la prestation de service n'est qu'un élément infime du prix total de l'acquisition; 2° dans la négative, s'il ne peut pas être tenu compte de l'évidente bonne foi du commerçant en cause pour proportionner à ses ressources le montant du redressement qui lui est réclamé.

7166. — 8 février 1964. — **M. Rémy Montagne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un entrepreneur de travaux immobiliers paie la taxe sur la valeur ajoutée sur ses encaissements. Diminuant son personnel, il peut bénéficier du régime des artisans, cesser de payer la taxe sur la valeur ajoutée et être assujéti à la taxe locale. Mais la loi prévoyant la régularisation de la taxe à la valeur ajoutée sur ses stocks et sur les investissements acquis depuis moins de cinq ans, il lui demande quel est le sort des créances sur travaux exécutés antérieurement au changement de régime fiscal, mais encaissées après ce changement de régime et si l'on peut admettre, en tenant compte de la notion de fait générateur, que c'est la taxe locale qui soit due et non la taxe sur la valeur ajoutée.

7167. — 8 février 1964. — **M. Duchesne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'il semble que des différences d'interprétation se soient produites en ce qui concerne les articles 1613 et 1618 bis du code général des impôts et des articles 156 à 159 bis de l'annexe IV dudit code. Les dispositions légales précisent, en effet, que les taxes prévues par les textes susdiqués portent sur la valeur du bois brut. La question qui se pose pour les intéressés est de savoir, avec précision, ce qu'il faut entendre par bois brut, compte tenu, le cas échéant, des décisions rendues en la matière par la juridiction administrative. Il lui demande de lui indiquer ce que l'administration a considéré comme « bois brut », depuis que le décret du 19 janvier 1950 a confié à l'administration des contributions indirectes la perception des taxes particulières frappant le bois. Il lui demande, plus particulièrement, pour les divers utilisateurs du bois, à partir de quel stade la matière utilisée perd son caractère de « bois brut » et si ce stade est fixé, pour ces utilisateurs, par un texte légal ou réglementaire, ou à la suite d'une appréciation de l'administration et, dans ce cas, quel est le critère retenu. En outre, pour la détermination de la base de la taxe, quels sont les frais dont il y a lieu de tenir compte, en plus des taxes visées par le code général des impôts, pour la fixation de la base de la taxe? L'expression « toutes taxes comprises » limite-t-elle aux taxes les éléments à inclure dans la valeur du bois ou bien n'est-elle qu'indicative et, dans ce cas, dans quelles conditions les frais de transport, notamment, sont retenus: a) dans le cas où les achats ont été conclus à un prix départ; b) dans le cas où ils ont été conclus à un prix franco. Sur quelles dispositions législatives ou réglementaires, et sur quelle jurisprudence l'administration, dans chaque cas, fonde-t-elle son interprétation? Dans le cas où l'administration changerait les interprétations qu'elle a jusqu'à présent adoptées, de quelle façon les contribuables seraient-ils avisés? Pourrait-il y avoir rappel des droits, et à partir de quelle date.

7168. — 8 février 1964. — **M. Zuccarelli** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans une réponse à une question n° 11057 parue au *Journal officiel* (débat A. N., du 19 août 1961, p. 2143), son prédécesseur a estimé que les conservateurs des hypothèques n'étant pas juges de la validité des titres qu'ils sont requis de publier, ne sauraient refuser le dépôt d'un acte notarié au motif que les procurations données pour représenter les parties à l'acte sont sous seings privés, sauf toutefois lorsqu'il s'agit d'un acte dont l'authenticité est exigée par la loi en vue d'assurer soit la sincérité de l'acte dans un intérêt d'ordre public, soit la protection du consentement d'une partie. **M. le ministre de la justice** avait déjà exprimé le même point de vue dans une réponse à une question n° 7578 parue au *Journal officiel* (débat A. N., du 7 septembre 1957, p. 4074). La règle générale ainsi énoncée vient de cesser d'être appliquée par certains conservateurs en matière d'actes de dépôt aux minutes aux fins de reconnaissance d'écritures et de signatures. Ils exigent, lorsque les parties ne se présentent pas personnellement devant le notaire, que leurs mandataires présentent une procuration notariée. Les conservateurs obéissent d'ailleurs en cela aux prescriptions de la circulaire administrative n° 71, n° 5 b, qui conseille aux conservateurs de faire preuve de prudence en la matière et de ne donner la formalité qu'aux actes qui, déposés et reconnus par des mandataires, présentent au moins les caractères apparents de l'authenticité. Il semblerait qu'il y ait contradiction en cela avec la règle énoncée plus haut. Pour justifier la position de l'administration, on lire argument du fait que, si l'acte sous seing privé était dénié ou méconnu, la recon-

naissance d'écritures et de signatures effectuée en vertu du mandat sous seing privé ne serait pas authentifiée. La critique est certainement valable pour les pouvoirs aux fins de dépôt donnés dans l'acte lui-même, mais l'acte sous seing privé ne peut être dénié lorsque les parties ont donné par acte distinct mandat de le reconnaître, que cet acte distinct soit notarié ou sous seings privés; et la convention déposée est alors parfaitement authentique si le mandat sous seings privés n'est pas lui-même dénié. Et, quant au risque que fait courir cette dernière éventualité, il rentre, ainsi que des réponses ministérielles l'ont plusieurs fois reconnu, dans le cadre général de la responsabilité notariale, échappant à l'appréciation du conservateur qui, s'il refuse toute valeur à une procuration non authentique, doit le faire dans tous les cas d'actes notariés passés sur procurations et non dans un seul cas particulier. Sur le plan de l'application pratique en Corse, le retour demandé à la règle générale paraît des plus opportuns. En effet, du fait du morcellement de la propriété, la transmission de portions infimes d'immeubles ne peut se faire que par des actes sous seings privés à déposer par mandats eux-mêmes sous seings privés, les parties ne voulant pas effectuer de déplacements qui parfois absorberaient le prix. Il semble qu'il serait donc parfaitement légal et au surplus de l'intérêt général de laisser, ainsi d'ailleurs qu'il avait été fait dans le passé, les notaires libres d'accepter, sous leur responsabilité personnelle, les procurations sous seings privés aux fins de dépôts d'acte sous seings privés à publier. Il lui demande de lui préciser sa position sur le problème ainsi évoqué.

7169. — 8 février 1964. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le dernier paiement des allocations et pensions servies par la mutualité sociale agricole n'a été effectué, pour une grande partie, que plusieurs semaines après l'échéance, notamment dans le département de l'Ardeche. Cette situation anormale inquiète à juste titre les vieux qui sont bénéficiaires de ces prestations, surtout dans la mauvaise saison. Il semble que le système d'approvisionnement de la trésorerie des caisses, où le produit des cotisations ne représente qu'une faible partie des prestations à verser, ne permet pas le règlement de celles-ci dans les délais normaux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait, et notamment s'il n'envisage pas de mettre en temps utile, à la disposition des caisses départementales, des avances suffisantes pour leur permettre de faire face à leurs obligations.

7170. — 8 février 1964. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le vote par l'Assemblée nationale d'un crédit destiné à la prise en charge par le budget général de l'acquisition de livres scolaires dans les classes de 6^e et 5^e de lycée au 15 septembre 1964, mesure logique et souhaitable, posera de délicats problèmes d'application. Il semble bien qu'il n'existe que trois solutions: remettre aux familles une somme d'argent leur permettant d'effectuer l'achat de manuels; rembourser les familles après l'achat; remettre directement les manuels aux familles. Il importe par ailleurs de tenir compte des deux impératifs suivants: liberté du choix des manuels par le corps enseignant et possibilité pour l'enfant de garder ses manuels, car il est essentiel qu'il puisse revoir, tout au cours de ses études, telle ou telle notion apprise dans une classe précédente. Il convient enfin d'observer que le crédit voté semble insuffisant pour couvrir le montant total des achats de livres nécessaires aux enfants. Il est évident que l'administrateur de l'éducation nationale, notablement débordée par les tâches qu'elle a à assumer, ne doit pas prendre en charge de nouvelles activités qui sont d'ordre commercial; le remboursement des livres aux familles poserait également de trop gros problèmes de comptabilité et de contrôle. C'est pourquoi la solution la plus simple consisterait à apporter une aide directe aux familles, sous forme d'une allocation égale à toutes les familles dont les enfants fréquentent l'école, leur tâche restant d'aller effectuer les achats de manuels demandés par les professeurs, dans les librairies de leur choix. Il croit savoir qu'un groupe de techniciens comportant des administrateurs et des enseignants étudie actuellement, au sein du ministère de l'éducation nationale et en liaison avec les services du ministère des finances, des solutions propres à permettre dans les meilleures conditions l'application pratique de la proposition. Il se permet d'insister auprès de lui pour que ce groupe de travail consulte les organisations professionnelles, notamment la fédération française des syndicats de libraires et le syndicat des libraires classiques de France, pour qu'une mesure décidée dans l'intérêt général ne devienne pas un instrument de modification des structures économiques. Il lui demande de lui préciser ses intentions à ce sujet.

INDUSTRIE

7171. — 8 février 1964. — **M. Guy Ebrard** demande à **M. le ministre de l'Industrie** s'il est exact que la France se propose d'acheter à l'Espagne 2 milliards de kilowattheures par an. Si tel était le cas, il lui demande: 1° quel est le montant des devises qui seront utilisées pour l'achat éventuel de courant électrique à l'Espagne; 2° s'il ne lui paraît pas équitable et nécessaire d'inciter les producteurs autonomes français d'énergie à développer leurs ventes de courant à l'Electricité de France.

7172. — 8 février 1964. — **M. Rossi** rappelle à **M. le ministre de l'Industrie** que conformément à la législation sur les établissements classés, notamment la loi du 19 décembre 1917, aucune entreprise réputée dangereuse, insalubre ou incommode ne peut s'établir sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation de l'administration. Or, nombre d'entreprises, régulièrement installées et fonctionnant depuis de nombreuses années hors des agglomérations urbaines, se trouvent, du fait de l'extension des zones d'habitation, nettement rapprochées ou parfois même incorporées à celles-ci. Il en résulte que les conditions qui avaient permis la délivrance de l'autorisation administrative ne sont plus remplies et que les nouveaux habitants du voisinage peuvent avoir à se plaindre de l'existence de l'établissement autorisé, sans cependant que le chef de l'entreprise en cause soit responsable de cet état de choses. Deux éventualités peuvent se produire : ou bien les habitants subiront sans se plaindre les inconvénients de ce voisinage, ce qui peut être nuisible à leur santé ; ou bien ils se plaindront et, après discussion et peut-être procès, l'établissement sera fermé et son propriétaire ruiné. C'est donc celui-ci seul qui supportera, du fait de l'administration, les conséquences pécuniaires de cet état de choses solution incontestablement injuste. Il lui demande : 1° si, dans la législation sur l'urbanisme, ne pourrait être prévue une procédure d'indemnisation, semblable en certains points à celle de l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui permettrait le déplacement des établissements classés qui, régulièrement autorisés, se trouveraient par suite de l'urbanisation dans un quartier devenu résidentiel ; 2° si, de plus, il ne serait pas opportun de prévoir, dans les projets futurs d'urbanisation, des quartiers réservés à ces établissements, ce qui éviterait toute nécessité de déplacement ultérieur.

7173. — 8 février 1964. — **M. Prioux** demande à **M. le ministre de l'Industrie** s'il ne lui paraît pas possible d'envisager que les entreprises nationalisées dépendant de son ministère, et plus particulièrement E. D. F.-G. D. F., fassent un effort spécial pour assurer un logement à leurs cadres au moment où ils partent à la retraite, comme le faisaient avant guerre certaines entreprises privées.

7174. — 8 février 1964. — **M. Roger Roucaute** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation particulièrement grave de l'industrie textile dans le département du Gard. Une importante usine de la région du Vigan envisagerait de fermer ses portes en réduisant au chômage près de 500 ouvrières et ouvriers, tandis que d'autres entreprises de la région de Saint-Hippolyte-du-Fort procéderaient au lock-out d'une partie de leur personnel. De son côté, un important établissement commercial textile de Nîmes aurait décidé sa fermeture prochaine. Au moment où l'expansion économique dans les régions sous-développées est un thème fréquent des discours officiels, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour défendre l'économie textile gardoise et pour que nulle atteinne ne soit portée aux conditions de vie et de travail des ouvrières et ouvriers de cette industrie.

7175. — 8 février 1964. — **M. Coulliet** expose à **M. le ministre de l'Industrie** que les établissements A. P. S., filiale de la société Bull à Saint-Quentin (fabrication de calculatrices), qui au début de 1963 occupaient plus de 1.500 ouvriers, employés, techniciens et cadres, après avoir en juillet 1963 licencié 175 salariés, puis réduit les horaires de travail, viennent de déclarer que d'ici fin février ils ne pourront plus assurer du travail au personnel restant. Déjà des machines sont démontées et expédiées à l'usine que possède cette société à Belfort. Des ouvriers, employés, techniciens et cadres ont été présentés pour se rendre à Belfort. Il apparaît que l'intention de la direction de ces établissements est de fermer complètement l'usine de Saint-Quentin, dont le personnel serait liquidé au début du mois de mars 1964. La fermeture de cette usine jetterait sur le pavé environ 950 salariés pour lesquels il est difficile de songer à un reclassement à Saint-Quentin ou dans la région. Par ailleurs, cette fermeture aurait de grandes conséquences pour l'économie de Saint-Quentin, ville de près de 70.000 habitants qui, malgré la création d'une zone à urbaniser en priorité et la mise à la disposition des industriels de nombreux terrains à bâtir, n'a jusqu'ici enregistré la venue d'aucune industrie nouvelle. Il lui demande : 1° ce qu'il compte faire en accord avec M. le ministre du travail pour empêcher la mise en chômage de 950 salariés par les établissements Bull et leur afin que soit sauvegardée l'activité industrielle et économique de filiale de Saint-Quentin ; 2° les dispositions qu'il envisage de prendre Saint-Quentin et de sa région.

7176. — 8 février 1964. — **Mme Prin** expose à **M. le ministre de l'Industrie** qu'il est envisagé de procéder pour le 1^{er} mars 1964 à 35 licenciements — 75 mineurs et 10 mensuels — à la mine de Boulogny (Meuse). Au début de 1963, la direction ne prévoyait que 60 licenciements. Or, les 75 envisagés le sont, alors que les effectifs depuis le début 1963 ont été réduits de 75 unités par les mises à la retraite et les départs volontaires. Après les licenciements de Trèux qui ont suscité une lutte courageuse des mineurs, bénéficiant de la solidarité de toute la population, ces nouvelles mesures font sentir encore plus la menace réelle qui plane sur la corporation minière et l'économie régionale. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour empêcher ces licenciements.

7177. — 8 février 1964. — **M. Rémy Montagne** demande à **M. le ministre de l'Industrie** si l'établissement d'un statut professionnel des prothésistes dentaires est actuellement envisagé par ses services et, dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement de l'étude de ce projet de statut.

INFORMATION

7178. — 8 février 1964. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre de l'Information** que les « Actualités télévisées » de 13 heures présentent la physiologie de la bourse. Il lui demande s'il ne juge pas utile que, soit dans les actualités télévisées, soit dans les journaux télévisés régionaux, une place soit réservée aux informations sur les cours des produits intéressant le monde agricole — viande par exemple. A cette occasion, il est navrant de constater que, pendant la période de novembre à mars, pourtant propice pour les ruraux, la R. T. F. ne consacre aucune émission télévisée aux problèmes agricoles (diffusion des techniques modernes de culture par exemple) et il serait souhaitable que les programmes de la saison d'hiver 1964-1965 comblent cette lacune regrettable.

7179. — 8 février 1964. — **M. Hersant** demande à **M. le ministre de l'Information** de lui indiquer les motifs pour lesquels la télévision française s'est abstenue de rendre compte des travaux du 1^{er} congrès constitutif du Syndicat national des automobilistes, qui réunissait à Paris, le samedi 25 janvier 1964, 4.000 délégués venus de tous les départements français. Il lui demande notamment s'il est exact, comme l'ont affirmé des journalistes et techniciens de la télévision, que des instructions « verbales » ont été données à la R. T. F. par le Gouvernement de ne pas parler de cette importante manifestation, qui intéressait cependant dix millions d'automobilistes français.

INTERIEUR

7180. — 8 février 1964. — **M. Lepidi** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'il est précisé, dans la nomenclature des documents à produire pour obtenir la délivrance d'une carte nationale d'identité de Français, que le demandeur doit se rendre personnellement au commissariat de police de son domicile et, s'il est mineur non émancipé, en présence du père ou de la mère, ou du tuteur. La carte nationale d'identité permettant de se rendre dans la plupart des pays d'Europe, beaucoup de mères, épouses non divorcées, pensent de bonne foi que cette carte suffit également pour leurs enfants mineurs ; au besoin, elles donneraient leur consentement en l'absence du père. Dans ces conditions, si l'une d'entre elles veut franchir une frontière sans être accompagnée de son mari, il lui est demandé de justifier de l'autorisation de la personne investie du droit de garde, en l'occurrence le père, ainsi que d'une pièce permettant d'authentifier la signature de cette dernière, par exemple une carte nationale d'identité ou un passeport, faute de quoi la famille serait refoulée. Il lui fait remarquer que cette formalité n'empêche certainement pas un kidnapping — où l'on s'entoure généralement de ce genre de précautions — mais risque de gêner une excursion au cours de vacances scolaires. Ainsi, ce qui devrait être une garantie pour la famille apparaît le plus souvent aux deux époux comme une gêne anachronique. On peut même en arriver à cette situation assez curieuse où une Française ne peut pas se rendre dans un pays voisin avec son enfant mineur, alors que son mari pourrait, sans la consulter, faire figurer cet enfant sur le passeport d'un tiers. Il lui demande si des dispositions peuvent être prises qui auraient pour effet de permettre au père ou à la mère — époux non divorcés — de donner à leurs enfants mineurs l'autorisation de se rendre dans un pays étranger lorsque la production de la carte nationale d'identité est suffisante pour franchir la frontière.

7181. — 8 février 1964. — **M. Planelx** demande à **M. le ministre de l'Intérieur**, dans le cadre de la préparation des programmes 1964-1965 des travaux d'équipements urbains des collectivités locales, de lui faire connaître : 1° le tableau de répartition par circonscription d'action régionale des autorisations de programme pour 1964 ; 2° les départements qui font partie de chaque circonscription d'action régionale et la population totale de chacune de ces circonscriptions ; 3° les éléments qui ont été pris en compte pour établir cette répartition.

7182. — 8 février 1964. — **M. Barnlaudy**, se référant aux réponses données aux questions écrites n° 4331 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 14 septembre 1963, p. 4959), n° 5150 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 27 novembre 1963, p. 7456) et n° 5545 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 18 décembre 1963, p. 7962), appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur l'inquiétude que suscite, parmi les fonctionnaires municipaux occupant des emplois d'encadrement et de direction de services, le retard apporté à la publication de l'arrêté relatif à leur reclassement indiciaire. Il lui demande de fournir les précisions suivantes : 1° quelles sont les parités externes ou internes reconnues de longue date dans la fonction communale

auxquelles il est fait allusion dans la réponse à la question écrite n° 5545, et cela particulièrement pour les catégories A et B, avec citation des grades et emplois de référence; 2° de quels moyens il dispose, étant donné la position prise par M. le ministre des finances, pour rétablir ces parités au niveau indiciaire qui existait en 1948, année de référence et de publication des échelles indiciaires de l'ensembles de la fonction publique, nonobstant les modifications d'appellations intervenues depuis lors; 3° si une nouvelle dénomination des emplois des cadres communaux est de nature à justifier, à l'exemple du cadre des préfetures, les modifications indiciaires adoptées par la commission paritaire nationale; 4° quels sont les points litigieux dont il est fait état dans la réponse à la question écrite n° 5150, lesquels feraient l'objet d'une opposition entre l'administration des finances, d'une part, et les maires et les organisations professionnelles, d'autre part; 5° quelles mesures il envisage de prendre pour obtenir qu'intervienne un arbitrage de ce conflit et une solution susceptible de donner satisfaction au personnel d'encadrement et de direction des services communaux, dont la valeur et les mérites sont universellement reconnus.

7183. — 8 février 1964. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'en juin 1962, le Premier ministre a rendu un arbitrage tendant à transférer les commis « ancienne formule » dans le cadre des rédacteurs de préfecture. Il lui demande: 1° s'il a l'intention de faire paraître très prochainement le décret réalisant effectivement ce transfert; 2° s'il peut donner l'assurance que l'intégration sera prévue sans obligation pour les intéressés de passer un examen professionnel, étant fait observer qu'une telle condition serait en opposition avec la décision d'arbitrage rendue le 20 juin 1962, qu'elle enlèverait aux commis « ancienne formule » l'avantage de leur intégration du fait que celle-ci se ferait sans tenir compte de l'ancienneté acquise, et qu'elle les mettrait dans une situation défavorisée, aussi bien par rapport à leurs collègues intégrés en 1949, sans concours ni examen, que par rapport aux commis des autres administrations qui ont été purement et simplement transférés dans le cadre B.

7184. — 8 février 1964. — **M. Forest** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'il est injuste que les communes de moins de 2.500 habitants ne puissent bénéficier des dispositions des articles 266 et 267 du code électoral, modifiés par l'ordonnance n° 59-230 du 4 février 1959, qui spécifie que l'Etat prend à sa charge les dépenses découlant des opérations électorales effectuées par les commissions de propagande instituées dans les communes de 2.500 habitants et plus. Il attire spécialement son attention sur le fait que les communes rurales de moins de 2.500 habitants sont désavantagées par rapport à celles ayant un nombre d'habitants sensiblement supérieur, et lui demande s'il compte faire en sorte qu'une dérogation soit incluse à l'ordonnance n° 59-230, afin que disparaisse cette injustice.

7185. — 8 février 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que les modalités d'application de l'arrêté du 27 juin 1962 portant révision du classement indiciaire de certains emplois communaux ont fait l'objet d'une circulaire n° 689 du 12 novembre 1962. Par ailleurs, lors du recensement du 7 mars 1962, la ville de Perpignan ayant largement franchi le cap des 80.000 habitants, il a été fait application à son personnel communal de l'échelonnement indiciaire correspondant aux villes de cette importance. C'est ainsi que, par arrêtés du 28 mai 1963, les chefs de bureau de ce personnel ont bénéficié d'un reclassement indiciaire. Il semble qu'à l'occasion de ce reclassement, la circulaire précitée n'a pas été appliquée dans un sens favorable aux intéressés. Il lui demande quelle est son appréciation à cet égard.

7186. — 8 février 1964. — **M. Niles** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que M. le secrétaire d'Etat au budget lui aurait suggéré l'élaboration d'un texte tendant à réserver un certain nombre de postes vacants apparaissant dans les corps supérieurs de la Sécurité nationale aux officiers et officiers de police adjoint ayant combattu dans les forces françaises libres. Il lui demande: 1° quelle suite il a cru devoir donner à cette suggestion; 2° s'il entend non seulement réserver aux intéressés certains postes budgétairement vacants, mais encore prévoir, en toute hypothèse, leur promotion progressive en surnombre.

7187. — 8 février 1964. — **M. Fanton** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que les tâches qui incombent à l'administration de la préfecture de la Seine sont chaque année plus importantes. Il semble que pour y faire face le nombre des fonctionnaires ait peu évolué. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître quels étaient au 31 décembre 1933 et au 31 décembre 1963: 1° le nombre de fonctionnaires titulaires, contractuels et auxiliaires dépendant de la préfecture de la Seine; 2° le nombre de directeurs généraux et de directeurs; 3° le nombre de membres du corps préfectoral (préfets et sous-préfets).

JUSTICE

7188. — 8 février 1964. — **M. Barnlaudy**, se référant à la réponse donnée à sa question écrite n° 3509 (J. O., débats A. N., du 11 juillet 1963, p. 4050), expose à **M. le ministre de la justice** qu'il est à craindre que les mesures préconisées dans cette réponse soient de nature à rendre encore plus imprécises les instructions portant réglementation du choix des prénoms des nouveau-nés, sans pour autant apporter la liberté en la matière. Le prénom faisant partie de l'état civil des personnes, et étant à ce titre régi par la loi, il semble que les effets de la mode ne devraient pas être retenus, aussi longtemps que les dispositions de la loi du 11 germinal an XI n'auront pas été remplacées ou abrogées. Dans la pratique, l'interprétation trop libérale des instructions supprime toute limite à l'emploi de prénoms prohibés ou ridicules, ceux-ci pouvant très bien être à la mode du moment, puis se trouver ensuite consacrés par l'usage et, de cette façon, légalisés. D'autre part, s'il convient de respecter les coutumes et usages locaux, il ne faut pas oublier que ceux-ci s'établissent par un usage habituel du prénom conforme à la mode et que le lieu où sévit cette mode ainsi que ses limites ne peuvent être définis ni pratiquement, ni légalement dans chaque mairie. Il semble dangereux de soumettre une partie du code civil aux caprices du jour, ceux-ci pouvant provenir de la célébrité d'une vedette au nom d'emprunt, ou donner lieu à l'emploi de fragments de noms que l'on veut à la fois exclusifs et originaux et qui sont en réalité ridicules. Etant donné ces diverses considérations, il lui demande: 1° si des mesures ne peuvent être envisagées pour assurer la publication de la liste des prénoms manifestement usités en France, par région si possible, avec une énumération des prénoms que la « mode » a fait admettre pendant les cinq dernières années, par exemple, et auxquels il est fait allusion dans la réponse à la question écrite n° 3509; 2° s'il n'estime pas que ces prénoms à la mode entrent le plus souvent dans la catégorie des prénoms de fantaisie et des diminutifs de prénoms jusque-là prohibés selon une saine interprétation des textes.

7189. — 8 février 1964. — **M. Garcin** expose à **M. le ministre de la justice** que la chancellerie aurait mis au point le projet de fusion des professions d'avocat et d'avoué qui était à l'étude. Lui rappelant qu'au cours des deux discussions des crédits de son ministère qui ont eu lieu pendant l'actuelle législature, il a été affirmé que toute mesure dans ce domaine serait rendue publique avant décision définitive et ferait l'objet d'une communication préalable au Parlement, il lui demande: 1° si un projet de fusion des professions d'avocat et d'avoué vient récemment d'être mis au point par la chancellerie, et, en toute hypothèse, à quel stade en sont les études menées sur cette question par ses services; 2° quelles sont les grandes lignes des mesures adoptées ou préparées; 3° quelles raisons d'ordre intérieur ou international ont conduit à l'orientation prise en ce domaine.

7190. — 8 février 1964. — **M. Garcin** expose à **M. le ministre de la justice** que l'obligation de mentionner leur qualité de stagiaire sur tous documents qui est faite aux jeunes avocats pendant la durée de leur stage n'apparaît pas comme justifiée. En effet, les intéressés sont admis à plaider dès leur inscription au stage. Ils se voient confier la plupart des dossiers d'assistance judiciaire et très rapidement le plus grand nombre des commissions d'office pénales. Ils assument donc la plénitude des devoirs de leur fonction et il n'apparaît pas que les raisons invoquées quelquefois pour le maintien du qualificatif de stagiaire soient compatibles avec la tâche accomplie dans le domaine de l'assistance judiciaire et des commissions d'office, sauf à déconsidérer la mission remplie par les auxiliaires de la justice dans ces institutions à caractère social. Par ailleurs, le nombre des avocats inscrits au stage décroît fortement et régulièrement, et certains barreaux de province n'ont plus de stagiaires depuis des années. Les difficultés économiques des débuts dans la profession constituent les causes essentielles de cette désaffection regrettable et le maintien du qualificatif contribue à aggraver ces difficultés. C'est ce que paraît avoir admis récemment le barreau de Paris, puisque son conseil de l'ordre aurait adopté un vœu demandant la suppression du qualificatif de stagiaire, les obligations de l'avocat en cours de stage demeurant inchangées. Il lui demande s'il entend donner une suite réglementaire à un vœu justifié, qui est celui de tous les jeunes avocats en cours de stage et qui paraît approuvé par la plupart de leurs anciens.

7191. — 8 février 1964. — **M. Mer** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la réponse qu'il a faite à sa question n° 5188 par la voie du Journal officiel, débats A. N., du 14 novembre 1963 (p. 7209). Cette question comportait une réponse affirmative mais il lui semble utile de préciser, dans certains cas particuliers, s'agissant du conjoint survivant, quel est son droit au bail du local qui lui servait effectivement d'habitation au moment du décès. Dans les cas exposés ci-dessous, il s'agit de préciser le champ d'application des articles 832 et 1751 du code civil lorsque le bailleur est une société immobilière par parts sociales. Il y a lieu d'examiner successivement les problèmes différents qui se posent suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre des deux types de sociétés immobilières existant actuellement en France. Il paraît probable que l'exigence du droit au bail conduit à écarter l'article 1751 nouveau du code civil lorsque le

de *cujus* est propriétaire de parts sociales numérotées lui conférant un droit de jouissance sur un local d'habitation déterminé en vertu des statuts et d'un règlement de copropriété, en l'absence d'un contrat de location rendu inutile. Par contre, il semble que l'article 832 permette d'étendre l'application de l'article 1751 aux baux à loyer normalement établis par les sociétés immobilières dont les parts sociales ne sont pas numérotées, ni affectées par les statuts à un local défini. Ces sociétés n'ont pas de règlement de copropriété mais possèdent cependant une convention qui a pour objet de régler la cession des baux. Ainsi, en vertu d'un tel règlement, la société ne peut refuser de délivrer un bail à loyer à un cessionnaire régulier d'un groupe de parts sociales du sociétaire qui cède également son bail. Dans ce cas, il semble que le conjoint survivant puisse être protégé en opposant à la clause qui règle la cession des baux les dispositions d'ordre public qui imposent l'indivision du bail entre les époux, uniquement dans le domaine successoral et nonobstant toute convention contraire. La préoccupation du législateur d'atténuer l'effet de se trouver tout à coup sans logement pour le conjoint survivant serait satisfaite par la faculté de lui accorder le bénéfice d'une soule lorsque le droit au bail de son domicile conjugal serait attribué à d'autres successibles qui se partageraient, entre eux seuls, les parts sociales de telles sociétés. La présente question a surtout en vue de permettre un règlement équitable des successions en cours pour les époux qui n'ont pu prendre l'un envers l'autre des dispositions testamentaires maintenant possibles depuis la parution de lois comme celles n° 61-1378 du 19 décembre 1961 et n° 62-902 du 4 août 1962. Il lui demande de lui faire connaître sa position en la matière.

7192. — 8 février 1964. — M. René Pleven demande à M. le ministre de la justice de lui préciser le nombre de notaires actuellement en exercice : a) âgés de plus de quatre-vingts ans ; b) âgés de soixante-dix à quatre-vingts ans ; c) âgés de soixante-cinq à soixante-dix ans ; d) âgés de soixante à soixante-cinq ans ; e) âgés de cinquante-cinq à soixante ans.

7193. — 8 février 1964. — M. Berger demande à M. le ministre de la justice s'il peut lui dire quel sera le sort des greffiers d'instance non permanents (en résidence en dehors du siège du tribunal d'instance) titulaires d'un office d'huissier de justice, passée la date du 2 mars 1964, et si un sursis d'application du décret n° 58-1282 du 22 décembre 1958 est envisagé.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

7194. — 8 février 1964. — M. Houël expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les inspecteurs des postes, dans la plupart des recettes et centres, assurent les indispensables responsabilités et fonctions d'encadrement tout en faisant un travail d'inspecteur central, sans en avoir ni le grade, ni la rémunération. Ainsi, l'inspecteur débutant est à 5 points d'indice au-dessous du contrôleur, lui-même anormalement bas. L'inspecteur du cadre A, en fin de carrière, aura vraisemblablement, dans un avenir proche, 20 points de moins que la surveillante principale du cadre B. Au regard de cette situation il lui demande quelles dispositions il entend prendre afin de procéder au nécessaire reclassement indiciaire des intéressés, compte tenu des mesures prises en faveur des fonctionnaires de même grade dans les autres administrations et des dispositions du décret n° 62-482 du 14 avril 1962.

7195. — 8 février 1964. — M. Bernasconi expose à M. le ministre des postes et télécommunications qu'en raison de la saturation des réseaux desservis par les centraux Montmartre, Ornano et Clichy-Montcourt, les demandes d'abonnement téléphonique, souscrites dans le XVIII^e arrondissement de Paris demeurent en instance. Il lui demande si, devant l'augmentation constante des besoins, il n'envisage pas de faire réaliser cette année les travaux d'extension des installations du secteur prévus pour 1965.

7196. — 8 février 1964. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des postes et télécommunications les graves inconvénients qui peuvent résulter du fait du retard constaté dans la circonscription du nouvel hôtel des postes de Barjac (Gard). Le projet ayant été accepté, les travaux de construction auraient dû être entrepris depuis le 1^{er} janvier 1963. Ils ne le sont pas encore, tandis que le bail du local actuel arrive à terme. Il lui demande quand débiteront les travaux de la construction susvisée, et quelle sera leur durée approximative.

RAPATRIES

7197. — 8 février 1964. — M. Schloessing attire l'attention de M. le ministre des rapatriés sur les dispositions de la circulaire n° 63-57 AES/E du 8 mars 1963, au titre desquelles, « ... Le capital de reconversion ne peut être attribué rétroactivement aux rapatriés non salariés qui ont occupé un emploi salarié avant la date à laquelle sa création a été décidée et annoncée par le Gouverne-

ment, soit le 7 février 1963 ». Il lui fait remarquer que ces dispositions réglementaires pénalisent gravement ceux des rapatriés qui n'ont pas attendu les mesures gouvernementales et qui ont retrouvé par eux-mêmes un emploi, en acceptant même d'abandonner leur indépendance et leur droit à subvention d'installation pour devenir des salariés. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'envisager une modification, sinon de la législation, du moins des textes pris pour son application, dans le sens d'un assouplissement qui permettrait de régler le cas de certains rapatriés qui se sont reclassés par eux-mêmes dans des conditions souvent très difficiles.

7198. — 8 février 1964. — M. Denvers expose à M. le ministre des rapatriés qu'un rapatrié d'Algérie, se trouvant en 1960 au service de la délégation générale en Algérie (travaux publics), a obtenu à l'époque un prêt de cette administration, en vue de lui faciliter l'acquisition d'un véhicule automobile indispensable à l'exercice de ses fonctions. Pour la garantie de ce prêt, une inscription de gage touchant ledit véhicule a été effectuée auprès de la préfecture d'Orléansville. De retour en France, l'intéressé a fait immatriculer sa voiture en France au début de 1962, et cette immatriculation a été également assortie de la même inscription de gage, alors que l'indépendance de l'Algérie a été proclamée peu après. Il lui demande : 1° si cette inscription de gage reste toujours opposable à l'intéressé ; 2° dans la négative, quelle autorité peut consentir à la levée de cette inscription.

7199. — 8 février 1964. — M. Denvers demande à M. le ministre des rapatriés dans quelles conditions un pilote de ligne de l'ancienne compagnie d'aviation Air Algérie (affecté normalement à la ligne Paris—Algérie—Dakar), quoique résidant normalement en France, mais touchant le continent africain et en particulier l'Algérie au cours de ses escales, peut revendiquer ses droits au titre de rapatrié d'Algérie et bénéficier des subventions et des aides accordées par l'Etat aux rapatriés d'Algérie. Il lui demande notamment : 1° si le fait que le siège social d'Air Algérie était à Alger implique *ipso facto* pour son personnel navigant placé dans les conditions ci-dessus le droit de se prévaloir du titre de rapatrié d'Algérie, et, sinon, quelles seraient les justifications requises pour percevoir les subventions en dédommagement des pertes subies ; 2° quels sont les décrets ou circulaires ministérielles sur lesquels il pourrait appuyer sa demande.

REFORME ADMINISTRATIVE

7200. — 8 février 1964. — M. Hoffar expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative l'anomalie suivante intéressant l'accès à l'E. N. A. Aux termes du décret n° 58-1249 du 13 décembre 1958, modifié par les décrets n° 61-190 du 21 février 1961 et n° 61-1238 du 20 novembre 1961, il est prévu deux concours d'accès à l'école nationale d'administration : un premier concours dit « concours étudiant », un deuxième concours dit « concours fonctionnaire ». Celui-ci est ouvert aux candidats âgés de trente ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours et justifiant à cette date d'une durée de cinq ans de services dans un emploi de fonctionnaire. Le temps passé sous les drapeaux, au-delà de la durée légale, est assimilé aux services précités. Il s'ensuit que les jeunes fonctionnaires qui n'ont pas fait de service militaire, ou qui ont été réformés au bout d'une ou deux semaines, sont favorisés par rapport à leurs camarades entrés en même temps qu'eux dans la fonction publique qui ont accompli ce service militaire, puisqu'ils bénéficient de 18 mois de service public supplémentaire. Ce qui revient à dire qu'un jeune fonctionnaire ayant accompli intégralement son service militaire ne peut se présenter au second concours de l'E. N. A. que deux ans après son collègue entré en même temps que lui dans la fonction publique mais n'ayant pas accompli de service militaire. Cette discrimination s'explique difficilement : d'une part, en effet, il n'est pas prouvé que celui qui a fait son service militaire a une expérience moindre que celui qui n'a pas accompli son service ; d'autre part, le recul de la limite d'âge ne compense pas les avantages de carrière obtenus par des candidats du même âge qui, du fait de leur exemption du service militaire, ont pu se présenter plus jeunes à un concours antérieur. La situation actuelle conduit à pénaliser les jeunes gens qui ont accompli leur service militaire, pour certains dans des conditions difficiles, voire même dangereuses. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas, dès lors, équitable que le temps de service militaire légal devrait être compté comme temps de service dans un emploi de fonctionnaire.

7201. — 8 février 1964. — M. Poudevigne expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative qu'actuellement des dispositions sont prises dans différents ministères pour organiser rapidement les épreuves de sélection pour l'accès au grade d'attaché d'administration centrale principal. Il lui demande s'il est exact, comme le bruit en court avec insistance, que de telles épreuves de sélection conditionnant l'accès du grade supérieur vont être très prochainement étendues à tous les autres corps des catégories A et B des administrations centrales et si dans cette perspective — pour éviter le désagrément d'inévitables recours contentieux — la direction de l'administration générale et de la fonction publique étudie une modification de l'article 28 du statut général des fonctionnaires qui prescrit que « l'avancement de grade a lieu exclusivement au choix ».

7202. — 8 février 1964. — **M. Tomasin** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** que le décret n° 59-310 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime des congés des fonctionnaires prévoit (art. 21) les maladies donnant droit à un congé de longue durée et limite à quatre le nombre de celles-ci (tuberculose, cancer, maladies mentales, poliomyélite). Or, il apparaît que, suivant les statistiques médicales, les maladies cardiaques font également de profonds ravages et que les fonctionnaires, du fait d'une reprise de travail prématurée pour éviter l'incidence financière d'un repos prolongé au-delà de trois mois — délai au-delà duquel ils ne perçoivent qu'un demi-traitement — sont particulièrement atteints par cette affection. Il lui demande s'il ne pourrait envisager d'ajouter à la liste des maladies donnant droit à un congé de longue durée les troubles cardio-vasculaires.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

7203. — 8 février 1964. — **M. Voilquin** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** le cas d'un jeune homme qui, atteint d'une grave méningite au moment de sa naissance, se trouve dans l'impossibilité absolue, médicalement constatée, de se livrer à aucune activité intellectuelle ou manuelle quelle qu'elle soit et qui est totalement à la charge de sa famille puisqu'il ne perçoit plus les allocations de la sécurité sociale dont il a bénéficié jusqu'à l'âge de vingt ans. Il lui demande : 1° si les textes en vigueur permettent d'apporter à la famille de l'intéressé une aide efficace ; 2° dans la négative, s'il ne pense pas qu'il serait urgent et nécessaire de proposer toutes mesures tendant à l'attribution d'allocations spéciales aux familles qui donnent tous leurs soins à des enfants malades âgés de plus de vingt et un ans.

7204. — 8 février 1964. — **M. RADIUS** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur la situation du personnel technique qualifié des laboratoires d'analyses biologiques, dont la profession n'est pas réglementée et pour laquelle les médecins biologistes prétendent ne pas être soumis aux dispositions du décret du 4 septembre 1945, complété par la disposition ministérielle du 2 juin 1946, modifiée par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1957, qui tend le régime de retraite complémentaire obligatoire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le personnel en cause puisse bénéficier du régime de cette retraite complémentaire.

7205. — 8 février 1964. — **M. Prioux** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** le cas d'un rapatrié d'Afrique du Nord qui, sans titre universitaire, a exercé pendant dix ans en tant qu'infirmier des hôpitaux militaires, puis civils, et ne peut exercer en métropole, à titre privé, du fait des règles édictées par l'article 13 de la loi du 8 avril 1946. Il lui demande s'il estime possible d'assouplir ces règles en faveur des rapatriés d'Afrique du Nord, ce qui permettrait d'apporter un remède à l'insuffisance des effectifs d'auxiliaires médicaux, particulièrement tragique dans les campagnes.

7206. — 8 février 1964. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** qu'un ancien poliomyélique du Gard, paralysé des deux jambes, a entrepris la grève de la faim depuis le 23 janvier dernier pour obtenir une amélioration des conditions de vie des invalides civils. Par son action, ce grand infirme voudrait obtenir du Gouvernement : 1° l'application complète et effective des lois existant en faveur des invalides civils ; 2° l'obtention, pour les invalides civils, des mêmes avantages sociaux que ceux accordés aux invalides du travail ; 3° la mise à la disposition de ceux qui peuvent se déplacer des moyens de réadaptation et de réintégration au travail comme c'est le cas pour les invalides de guerre et les invalides du travail, et la publication des dispositions nécessaires à cet effet ; 4° l'octroi d'un statut spécial aux invalides civils à 85 p. 100 qui ne peuvent se déplacer, mais ont la possibilité de travailler à domicile ; 5° la création, pour les invalides civils, d'une caisse de crédit spéciale de prêts et l'exonération des taxes commerciales proportionnellement à l'invalidité constatée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire à ces revendications et pour qu'ainsi cette grève de la faim, dont la poursuite crée une légitime émotion dans le département du Gard, puisse prendre fin.

7207. — 8 février 1964. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur une délibération, adoptée le 5 décembre 1963 par le conseil municipal de Paris, et tendant à ce que des dérogations exceptionnelles aux dispositions du décret n° 60-729 du 27 juillet 1960 soient prises en faveur des agents de l'hôpital Rothschild n'ayant pas dépassé l'âge de cinquante ans en 1954, date de la cession de cet hôpital à l'administration générale de l'assistance publique de Paris, afin que les intéressés

puissent bénéficier d'une retraite proportionnelle à l'âge de soixante-cinq ans. Il lui demande s'il envisage de réserver une suite favorable à cette délibération, qui est conforme aux garanties données à ces agents en 1954 par l'administration générale de l'assistance publique et à la volonté du donateur.

7208. — 8 février 1964. — **M. Henri Duffaut** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que les dépenses d'assistance sont réparties suivant des proportions réglementaires entre l'Etat et les collectivités locales. Le retour des rapatriés a, dans certains départements et communes, entraîné une augmentation de ces dépenses dans une proportion très supérieure à celle qu'on aurait dû constater compte tenu de l'accroissement de la population consécutive à ce retour. Cette situation est d'ailleurs très normale, car ces rapatriés, surtout les plus âgés, se trouvent démunis de ressources et sont par conséquent plus largement tributaires de l'aide sociale. Dans un souci d'humanité compréhensible, les commissions locales et départementales ont, de leur côté, examiné les demandes des intéressés avec la bienveillance désirable compte tenu des circonstances. Il lui demande s'il n'envisage pas d'apporter une aide provisoire aux collectivités locales qui, en raison de la situation ci-dessus exposée, ont supporté des charges anormalement élevées.

7209. — 8 février 1964. — **M. Bourgoïn** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la population** la réponse qu'il a faite à sa question n° 6432 par la voie du *Journal officiel* (débat A. N.) du 25 janvier 1964. Il lui fait remarquer que cette réponse ne traite qu'une partie de la question posée, celle des agents hospitaliers susceptibles ou désireux de reprendre du service en métropole. Il avait attiré son attention sur ceux d'entre eux « qui ont sollicité leur mise à la retraite en application des articles 4 et 10 de l'ordonnance précitée », car ceux-ci voient leur retraite calculée sur un traitement inférieur à ce qu'il serait si tout avancement n'avait été stoppé. Il lui demande si, ces agents, qui ont continué à travailler, vont se trouver dans l'obligation de prendre leur retraite à un indice inférieur à celui qu'ils auraient atteint si la situation politique en Algérie n'avait pas été modifiée. Il lui rappelle, à ce sujet, les mesures beaucoup plus favorables dont bénéficient, pour des cas semblables, les fonctionnaires de l'Etat rapatriés d'Algérie, et pense qu'il serait extrêmement souhaitable qu'une mesure favorable soit prise en faveur des agents titulaires départementaux et communaux d'Algérie qui viennent de demander, ou vont demander, à bénéficier de leur retraite.

7210. — 8 février 1964. — **M. Sallenave** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que le 20 janvier 1962, à sa question écrite n° 13181, il lui répondit qu'un statut des ambulances était en préparation et que sa publication interviendrait probablement en 1962. Il lui demande si l'intention d'instituer un tel statut demeure et, dans l'affirmative, à quelle date il sera effectivement publié.

7211. — 8 février 1964. — **M. d'Aillières** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur la situation difficile dans laquelle se trouvent beaucoup de sanatoriums, qui, pour des causes diverses, dont certaines sont regrettables, ne sont plus suffisamment occupés, ce qui pose, dans de nombreux cas, le problème important et urgent de leur reconversion. Alors que les besoins sont très importants dans des domaines divers : vieillesse, enfance inadaptée, éducation nationale, etc., il lui demande : 1° s'il existe une commission ou un organisme chargé d'étudier ce problème ; 2° où peuvent s'adresser les collectivités intéressées pour obtenir des renseignements et des directives à ce sujet.

7212. — 8 février 1964. — **M. Nilès** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que la transformation en hospice du sanatorium Paul-Doumer à Labryère (Oise) serait envisagée. Il lui rappelle que cet établissement est actuellement le dernier sanatorium dépendant de l'administration de l'assistance publique de Paris ; qu'ouvert en 1932, il a été spécialement conçu et équipé pour recevoir les malades tuberculeux de la région parisienne ayant besoin de repos, de calme et d'air pur ; qu'il dispose de 344 lits dont dix réservés au département de l'Oise et qu'il vient d'être doté d'un ensemble radiographique neuf d'un prix de neuf millions d'anciens francs. Il souligne que les malades y sont soignés et suivis par cinq médecins phthisiologues qui, assistés par un personnel dévoué, s'emploient à lutter contre la tuberculose, et que l'établissement n'est pas seulement un service d'hospitalisation et de soins mais également un service social et éducatif. Il lui demande : 1° s'il est exact que son département ministériel étudie la transformation en un établissement pour malades chroniques et en hospice non tuberculeux du sanatorium Paul-Doumer à Labryère (Oise), si utile pour les malades tuberculeux de la région parisienne alors qu'on assiste à la recrudescence de la tuberculose ; 2° dans l'affirmative, s'il ne pense pas devoir rejeter un projet particulièrement inopportun.

7213. — 8 février 1964. — M. Juszkiewski demande à M. le ministre de la santé publique et de la population à quelle date il entend faire paraître les décrets d'application prévus par les articles 2 et 4 de la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée. En effet, ces décrets d'application sont attendus avec impatience par de nombreuses associations d'amis et de parents d'enfants inadaptés.

TRAVAIL

7214. — 8 février 1964. — M. Labéguerie demande à M. le ministre du travail de lui faire connaître la liste des activités reconnues pénibles et de nature à provoquer l'usure prématurée de l'organisme, permettant à certains travailleurs de liquider leur pension de retraite entre soixante et soixante-cinq ans à raison de 40 p. 100 du salaire de base.

7215. — 8 février 1964. — M. Bignon expose à M. le ministre du travail qu'en application des dispositions de l'arrêté du 19 novembre 1951 un sous-officier retraité peut demander à la caisse nationale militaire de sécurité sociale le remboursement des cotisations retenues chaque trimestre sur sa pension militaire, sous réserve que l'intéressé ait cotisé à la caisse civile de sécurité sociale pendant la période pour laquelle il demande ce remboursement. Il lui demande si un retraité militaire devenu exploitant agricole, et versant annuellement à la caisse des assurances agricoles de son département la cotisation basée sur son exploitation, n'est pas en droit de demander le remboursement de cotisations retenues sur sa pension militaire et, dans la négative, quelles en sont les raisons.

7216. — 8 février 1964. — M. Lilloix attire l'attention de M. le ministre du travail sur l'article 1^{er} du décret n° 63-1346 du 24 décembre 1963 (*Journal officiel* du 2 janvier 1964). Celui-ci précise que : « Les collectivités locales pourront faire bénéficier leurs agents permanents d'une allocation temporaire d'invalidité ». Les agents auxiliaires bénéficient, quant à eux, obligatoirement d'une allocation d'invalidité versée par la sécurité sociale en cas d'accident ou de maladie d'origine professionnelle. Au contraire, d'après le texte précité, les agents titulaires ne peuvent bénéficier de la même allocation que si les collectivités acceptent d'appliquer les dispositions ci-dessus rappelées. Il lui demande dans quelle mesure les dispositions de ce décret ne sont pas contraires à l'obligation faite à tout employeur de garantir le personnel qu'il emploie contre le risque d'accident.

7217. — 8 février 1964. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre du travail qu'une nouvelle fois, au seuil de l'année 1964, il est question de licenciements collectifs et de fermetures d'usines dans la banlieue Est de la région parisienne. Ainsi, l'un des plus grands trusts étrangers : Uni-Lever, dont la production ne fait que s'étendre (Astra, Omo, Royco, Calvé, Persil, Sunil, Gibbs, etc.), qui emploie dans le monde des centaines de milliers de travailleurs et dont la capitalisation boursière est de 39 milliards d'anciens francs, envisage de licencier 1/3 500 travailleurs de l'usine d'Aubervilliers, en vue de concentrer sa production dans son usine du Nord. D'autre part, l'entreprise Malicot du groupe S. K. F., qui a déjà réduit son personnel de 200 membres en 1963, envisage de licencier 300 travailleurs en 1964 en vue de concentrer sa production de petits roulements à billes dans d'autres entreprises et de développer dans ce qu'il restera de l'usine les roulements « spéciaux » destinés en majeure partie aux fusées nucléaires. Dans les deux cas, des entreprises florissantes s'apprentent à sacrifier, sans aucune hésitation, des centaines de familles de travailleurs en vue d'accroître des profits déjà considérables. Cette politique apparaît de plus en plus comme le résultat d'un plan concerté en vue de créer du chômage dans la région parisienne et de faire ainsi pression sur les salaires des travailleurs. Elle bénéficie de surcroît d'un appui financier du Gouvernement. Il lui demande : 1° s'il a l'intention de s'opposer à ces licenciements comme il en a le pouvoir ; 2° de lui faire connaître le montant exact des primes, subventions, exonérations fiscales et prêts que chacune de ces entreprises perçoit de l'Etat pour le transfert de ses activités.

7218. — 8 février 1964. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre du travail que de nouvelles mesures de transfert en province ont été prises à l'entreprise Sud-Aviation à la Courneuve (Seine) et ceci en contradiction formelle avec les déclarations antérieures de la direction générale. Cette entreprise, qui comptait 2.000 travailleurs, techniciens et ingénieurs hautement qualifiés et qui constituait l'une des bases de l'industrie aéronautique, a déjà vu ses effectifs diminuer de près de moitié. Mais la direction avait assuré le personnel que le bureau d'études des hélicoptères et les ateliers de pales et prototypes devaient subsister à la Courneuve. Or, la décision de transférer le bureau d'études à Marignane en septembre 1964 a été prise. L'argument utilisé est qu'il est nécessaire de rapprocher le

bureau d'études des essais en vol. Mais on peut se demander pourquoi on s'en aperçoit aujourd'hui seulement. Des arguments d'ordre national et d'ordre humain militent contre cette mesure. En effet, 70 p. 100 des ouvriers, techniciens et ingénieurs concernés ne sont pas favorables à leur départ à Marignane. Le transfert va donc aboutir à un véritable éclatement d'une unité technique qui a placé la France en tête des pays d'Europe pour la conception de l'hélicoptère et qui se trouve en seconde place sur le plan mondial. D'autre part, il est inadmissible qu'une entreprise nationale tienne pour sans importance le sort et l'avenir de plusieurs centaines de travailleurs et de leur famille. Il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour s'opposer au transfert du bureau d'études et pour garantir, en tout état de cause, le plein emploi à tous.

7219. — 8 février 1964. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre du travail que la réponse faite le 11 janvier 1964 à sa question écrite n° 5620, relative à l'affiliation des anciennes employées auxiliaires de la caisse autonome mutuelle de retraite au régime de retraites complémentaires de l'I. G. R. A. N. T. E., traite de la situation présente et future de la C. A. M. R., mais qu'elle n'esquise aucune solution au problème posé : celui du régime de retraites complémentaires. A cet égard, il lui rappelle que : 1° le régime de retraites complémentaires de l'I. G. R. A. N. T. E. ne peut s'appliquer à titre obligatoire qu'aux établissements et services de l'Etat figurant sur les listes établies en exécution de l'article 1^{er} du décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 ; 2° que la C. A. M. R. ne figure pas sur ces listes ; 3° que son inscription peut être décidée conformément aux prescriptions de l'instruction du 10 novembre 1960 pour l'application du décret n° 59-1659 du 31 décembre 1959. Il lui demande les initiatives qu'il compte prendre à cet effet, sans attendre une « transformation du mode actuel de gestion de la C. A. M. R. », d'autant que les anciennes employées auxiliaires visées n'étaient pas tributaires du statut particulier du personnel de ladite caisse.

7220. — 8 février 1964. — M. Waldeck Rochet demande à M. le ministre du travail : 1° quelles mesures il compte prendre pour répondre au vœu, présenté par le conseil d'administration de l'I. G. R. A. N. T. E., tendant à permettre l'affiliation à ce régime de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'Etat assujettis aux assurances sociales agricoles ; 2° si, à cet effet, il a l'intention de modifier les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 ou de les étendre à ces catégories de personnel par un arrêté d'extension.

7221. — 8 février 1964. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre du travail que la direction des établissements Hispano Suiza à Bois-Colombes (Seine) a convoqué, le 8 janvier 1964, le comité d'établissement pour lui faire part de ce qu'elle envisageait le licenciement de six professionnels de 3^e échelon, dix professionnels de 2^e échelon, dix professionnels de 1^{er} échelon et huit ouvriers spécialisés occupés à l'atelier de fonderie. Pour tenter de justifier ces licenciements, la direction a exposé que la fabrication de compresseurs destinés à l'usine de Pierrelatte était sur le point d'être terminée. Unanimement, les membres du comité d'entreprise se sont élevés contre la mesure de licenciement du personnel envisagée par la direction, car ils estiment, avec juste raison, qu'il doit être possible de procéder au reclassement des trente-quatre travailleurs menacés de licenciement au sein d'une entreprise ayant un effectif de 4.200 personnes. Les élus du comité d'entreprise ont soumis des propositions précises en ce sens, en suggérant notamment l'emploi de personnel nécessaire afin d'éviter l'encombrement des circulations des ateliers par des pièces et montages, pour un meilleur entretien des machines et pour pallier le manque évident de personnel dans les magasins. Il y a lieu de remarquer, en outre que, dans une entreprise de cette importance, les départs en retraite s'effectuent à chaque fin de trimestre, auxquels s'ajoutent les départs volontaires et ceux provenant du personnel appelé au service militaire. Enfin, l'ensemble des organisations syndicales estime qu'une réduction d'horaire de travail de quelques heures par semaine, sans perte de salaire, comme la direction l'a déjà pratiquée à différentes reprises, permettrait de sauvegarder l'emploi des travailleurs pour lesquels un licenciement est envisagé. Sans avoir procédé à un examen sérieux des propositions soumises par les élus du comité d'entreprise, le jour même de la réunion de celui-ci la direction envoyait des lettres de licenciement après avoir, cependant, reclassé cinq ouvriers spécialisés. Après avoir refusé de se prononcer séparément sur le licenciement d'un délégué de la fonderie, les élus du comité d'entreprise et les représentants des organisations syndicales se sont réunis avec l'inspecteur du travail le 13 janvier 1964. Celui-ci leur fit part de ce qu'il avait été saisi, le 10 janvier 1964, d'une demande de 28 licenciements. L'inspection du travail procédant actuellement à une enquête. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de faire une intervention auprès de la direction de l'entreprise pour qu'il soit sursis à tout licenciement, afin de permettre une étude attentive des propositions faites par les représentants du personnel et susceptibles de maintenir dans l'entreprise les ouvriers menacés de perdre leur emploi.

7222. — 8 février 1964. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre du travail qu'un ancien poliomyélique du Gard, paralysé des deux jambes, a entrepris la grève de la faim, depuis le 23 janvier dernier, pour obtenir une amélioration des conditions de vie

des invalides civils. Par son action, ce grand infirme voudrait obtenir du Gouvernement : 1° l'application complète et effective des lois existant en faveur des invalides civils ; 2° l'obtention pour les invalides civils des mêmes avantages sociaux que ceux accordés aux invalides du travail ; 3° la mise à la disposition de ceux qui peuvent se déplacer des moyens de réadaptation et de réintégration au travail comme c'est le cas pour les invalides de guerre et les invalides du travail et la publication des dispositions nécessaires à cet effet ; 4° l'octroi d'un statut spécial aux invalides civils à 85 p. 100 qui ne peuvent se déplacer, mais ont la possibilité de travailler à domicile ; 5° la création pour les invalides civils d'une caisse de crédit spéciale de prêts et l'exonération des taxes commerciales proportionnellement à l'invalidité constatée ; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire à ces revendications et pour qu'ainsi cette grève de la faim, dont la poursuite crée une légitime émotion dans le département du Gard, puisse prendre fin.

7223. — 8 février 1964. — **M. Chaze** attire spécialement l'attention de **M. le ministre du travail** sur le texte suivant : « Le conseil d'administration de la caisse primaire de sécurité sociale du Haut-Vivarais, réuni en séance plénière le 17 décembre 1963 ; considérant l'injustice flagrante dont sont victimes certains salariés du secteur privé, lorsque ceux-ci après l'âge de cinquante à cinquante-cinq ans, ont été contraints de subir une importante diminution de salaire, à cause du chômage partiel ; considérant que certaines branches du textile par exemple, pour ne citer que celles-ci, ont vu leur horaire réduit à trente-deux ou même vingt-quatre heures par semaine, pendant plusieurs trimestres ; considérant que ces salariés ont souffert très durement, une première fois d'un salaire diminué, même si on peut considérer que des allocations aient pu être versées ; considérant qu'il est profondément injuste qu'ils soient victimes une deuxième fois encore, au moment de la liquidation de leur pension vieillesse ou invalidité, lorsque les caisses liquidatrices établiront le salaire annuel moyen revalorisé des 40 derniers trimestres ; considérant que si les caisses sont actuellement autorisées par les textes actuellement en vigueur, à neutraliser les trimestres de chômage total, il en va tout autrement pour le chômage partiel ; émet le vœu que soit autorisée la neutralisation de ces trimestres de chômage partiel, sous réserve toutefois que les services de la main-d'œuvre en attestent l'authenticité. » Il lui demande quelles suites il envisage de réserver à un vœu qui traduit les doléances légitimes des salariés de certaines branches de l'industrie textile où sévit un chômage partiel plus ou moins chronique.

7224. — 8 février 1964. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre du travail** l'état d'un conflit entre la Régie autonome des transports de la ville de Marseille (R. A. T. V. M.) et son personnel. Le décret n° 62-1195 du 11 octobre 1962, qui a modifié le décret n° 50-1448 du 22 novembre 1950, a versé au régime général de la sécurité sociale l'ensemble du personnel de la R. A. T. V. M. tout en lui maintenant ses avantages acquis. Sans consultation préalable des syndicats du personnel, la R. A. T. V. M., par son directeur, tenta d'imposer au comité d'entreprise un projet élaboré unilatéralement. Devant le refus de la R. A. T. V. M. d'une discussion tenant compte des desiderata des traminots et du respect des avantages acquis, les organisations syndicales représentées au comité d'entreprise rejetèrent unanimement ce texte, qui a été cependant transmis au ministre du travail et de la sécurité sociale sans tenir compte des observations du personnel. Il lui demande dans ces conditions s'il entend ne prendre aucune décision sans avoir eu connaissance des remarques faites par les représentants du personnel et demander à la R. A. T. V. M. d'inclure dans son projet le maintien des avantages acquis par son personnel.

7225. — 8 février 1964. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre du travail** l'état d'un conflit existant entre la Régie autonome des transports de la ville de Marseille (R. A. T. V. M.) et son personnel. Alors que la loi du 27 mars 1956 concernant les congés annuels stipule que les employeurs doivent calculer le paiement du congé annuel sur la totalité des salaires, primes comprises (sauf indemnités de frais aux caractères bien définis et prime de panier), la R. A. T. V. M. se refuse à appliquer ces dispositions. Ceci a amené deux délégués C. G. T. à lui intenter un procès le 24 mai 1962. Le conseil des prud'hommes de Marseille a condamné la R. A. T. V. M. à payer les congés sur les bases établies par la loi du 27 mars 1956. En décembre 1963, le tribunal a condamné à nouveau la R. A. T. V. M. La R. A. T. V. M. s'étant pourvue en cassation pour le premier jugement, a été déboutée le 28 octobre 1963. En tenant compte de ces décisions de justice, le syndicat C. G. T. a demandé à la R. A. T. V. M. le paiement (comme cela est fait sur les réseaux), sur la base du scizème, des congés depuis 1957. La R. A. T. V. M. s'y refuse en prétendant ne payer les traminots qu'après avoir été sanctionnée pour chaque cas par les tribunaux, c'est-à-dire après avoir perdu 3.000 procès intentés par les 3.000 traminots en activité du réseau, sans compter le personnel retraité depuis l'application de la loi. Si l'on tient compte que chaque procès (prud'hommes et expertise, plus le recours en cassation) représente 200 francs de frais, il s'agit donc d'une dépense supplémentaire pour la R. A. T. V. M. de 600.000 francs, que devront payer finalement les usagers, parce que la R. A. T. V. M. se refuse à appliquer la loi. Il lui demande s'il entend prendre les dispositions nécessaires pour que la R. A. T. V. M. se mette en règle avec la loi, sa contravention portant préjudice à la fois à son personnel et aux usagers.

7226. — 8 février 1964. — **M. Boutard** expose à **M. le ministre du travail** qu'il a été proposé récemment la délivrance aux assurés sociaux d'un carnet de soins. Il lui demande : 1° s'il ne serait pas souhaitable que la délivrance d'un tel carnet, ou d'un carnet analogue avec indication notamment, des constantes biologiques et du groupe sanguin de l'intéressé, soit mise à l'étude ; 2° s'il prévoit de consulter dans ce but le haut comité médical et la F. N. O. S. S.

7227. — 8 février 1964. — **M. Lolive** expose à **M. le ministre du travail** que de nouveaux licenciements ont lieu à l'entreprise Hagnauer, 3, rue Meissonier, à Pantin (Seine). Pourtant, par une lettre du 9 décembre 1963, M. le ministre du travail avait été saisi des premières mesures de licenciement prises par la direction de cette entreprise. Le ministre a fait répondre au député-maire de Pantin qu'il ne pouvait accorder l'audience demandée, mais qu'il prescrivait une enquête dont le résultat devait être communiqué. Jusqu'ici, il n'en a rien été et, à nouveau le 31 janvier 1964, la direction a licencié 11 travailleurs. Vu l'urgence, une nouvelle audience a été sollicitée pour le jeudi 30 janvier. A la délégation, que conduisait le député de la circonscription et les conseillers généraux du secteur, il a été répondu par une fin de non-recevoir. Il lui demande : 1° s'il a l'intention, comme il en a le pouvoir, de s'opposer aux soixante licenciements de travailleurs de l'entreprise Hagnauer ; 2° s'il envisage de communiquer les résultats de l'enquête, qu'il n'a pas manqué de prescrire, sur la situation de cette entreprise ; 3° quelles mesures il a prises pour le reclassement des vingt-trois travailleurs déjà licenciés ; 4° quand il accordera l'audience que les délégués de cette entreprise lui ont demandée par l'intermédiaire du député de la circonscription.

7228. — 8 février 1964. — **M. Fernand Grenier** expose à **M. le ministre du travail** qu'une entreprise occupant soixante-quinze salariés ne possédait, jusqu'à ce jour, ni comité d'établissement ni aucun délégué du personnel. Des travailleurs de cette entreprise ayant pris l'initiative de créer une section syndicale dans l'établissement afin de faire procéder à des élections de délégués, l'union ouvrière du spectacle C. G. T. a transmis au directeur général de l'entreprise la liste des candidats délégués en lui demandant, conformément à la loi du 16 avril 1946, de faire procéder le plus rapidement possible à des élections. En réponse, la direction patronale a convoqué l'un des postulants délégués, l'informant de sa mise à pied pour dix jours pour manque de travail en même temps qu'elle déposait à l'inspection du travail une demande de licenciement pure et simple pour manque de travail. Dans une seconde étape, la direction a reproché au postulant délégué une faute professionnelle, en fait sans fondement, le menaçant de licenciement, ce qui se trouve en contradiction avec le premier motif avancé : le « manque de travail ». En réalité, on se trouve en présence d'une direction d'établissement qui entend maintenir le statu quo (pas de délégué), qui s'effraie de la prise de conscience de son personnel et qui tend à se débarrasser du travailleur qui en est à l'origine, ce qui constitue une atteinte caractérisée à la liberté syndicale, alors que la direction déclarait jusque là être satisfaite du travail professionnel de l'intéressé. Il lui demande : 1° s'il considère normal que, dans ces conditions, l'inspection du travail, après avoir enquêté auprès de la direction seule, sans consulter le personnel, déclare fondé l'argument du manque de travail et accorde le licenciement alors que le postulant délégué est le seul licencié sur les soixante-quinze salariés de l'entreprise ; 2° s'il considère normal que des services officiels comme celui de l'inspection du travail posent des questions concernant l'appartenance à tel ou tel syndicat alors qu'ils devraient faire preuve de la plus totale neutralité ; 3° pour quels motifs sont demeurées sans réponse les démarches effectuées auprès de lui par l'union ouvrière du spectacle (lettre du 14 décembre 1963) ; 4° quelles mesures il entend prendre pour faire réintégrer le postulant délégué, arbitrairement licencié, et pour obliger la direction de l'établissement à procéder, dans les meilleurs délais et conformément à la loi, aux élections des délégués du personnel.

7229. — 8 février 1964. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre du travail** qu'un décret du 3 octobre 1962 restreignant à quatre longues maladies le bénéfice du remboursement à 100 p. 100 des frais médicaux par les caisses de sécurité sociale a été annulé par un arrêté du Conseil d'Etat du 22 novembre 1963. Ce décret pris en application du décret-loi du 20 mai 1955 remplaçait un décret analogue du 27 juin 1955, lui-même annulé par le Conseil d'Etat dans un arrêté du 10 mars 1961. Il lui demande si, devant cette attitude constante du Conseil d'Etat, il ne lui paraît pas opportun de publier un nouveau décret d'application du décret-loi du 20 mai 1955 qui entérine la position jurisprudentielle et qui permette, sans contestation, le remboursement à 100 p. 100 pour toutes les maladies de longue durée.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

7230. — 8 février 1964. — **M. Mer** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** s'il ne serait pas possible de faire étudier, par la Régie autonome des transports parisiens, la possibilité d'instituer, au profit des personnes âgées de plus de

soixante-quinze ans, des cartes de priorité spéciales, leur permettant l'accès aux autobus, sans avoir à supporter des attentes par trop longues et pénibles, tout spécialement dans les périodes de froid et de mauvais temps.

7231. — 3 février 1964. — M. Nilès informe M. le ministre des travaux publics et des transports que les abris réservés aux usagers de la R. A. T. P. à l'église de Pantin sont fermés entièrement sur trois côtés alors que les deux abris réservés à la ligne n° 148 sont seulement couverts, ce qui évidemment est d'un inconfort certain surtout à cette époque de l'année. Il lui demande si ces travaux ne pourraient pas être effectués très rapidement, ce qui rendrait moins pénible l'attente des autobus.

7232. — 8 février 1964. — M. Danvers expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'un rapatrié d'Algérie, se trouvant en 1960 au service de la délégation générale en Algérie (travaux publics), a obtenu à l'époque un prêt de cette administration, en vue de lui faciliter l'acquisition d'un véhicule automobile indispensable à l'exercice de ses fonctions. Pour la garantie de ce prêt, une inscription de gage touchant ledit véhicule a été effectuée auprès de la préfecture d'Orléansville. De retour en France, l'intéressé a fait immatriculer sa voiture en France au début de 1962, et cette immatriculation a été également assortie de la même inscription de gage, alors que l'indépendance de l'Algérie a été proclamée peu après. Il lui demande : 1° si cette inscription de gage reste toujours opposable à l'intéressé ; 2° dans la négative, quelle autorité peut consentir à la levée de cette inscription ; 3° dans l'affirmative, auprès de quelle autorité l'intéressé peut maintenant se libérer valablement de sa dette, en vue d'obtenir la levée de l'inscription.

7233. — 8 février 1964. — M. Chaze expose à M. le ministre des travaux publics et des transports la situation de plus en plus difficile dans laquelle se débattent les petits entrepreneurs de transports publics dans les zones en voie de dépeuplement et au relief tourmenté, où le rapport entre les populations desservies et la longueur de la ligne est très faible, tombant parfois à 1.000 habitants pour 25 km entre le terminus et le plus proche marché. La loi ne prévoit que la possibilité de subventions par les collectivités locales ; celles-ci, trop pauvres et accablées par ailleurs de lourdes charges, notamment pour l'entretien des voies communales, ne peuvent pas supporter la charge de ces subventions et risquent de perdre le dernier moyen de transports en commun les reliant au plus prochain marché. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas l'octroi de l'aide de l'Etat, quand elle se révèle nécessaire, pour éviter la disparition d'un service public dont l'activité est indispensable à la vie de certaines régions rurales ; 2° sous quelles formes il envisagerait cette aide.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

6606. — M. Vivien, signale à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que, dernièrement, sous le patronage du Gouvernement français, un gala a été donné au Théâtre national de l'Opéra au bénéfice d'une association mutualiste de médaillés militaires. Il semble que cette manifestation n'ait pas eu, en fait, pour but d'assurer à l'association en cause des ressources pour ses œuvres sociales, mais de permettre le lancement, à grand fracas, d'une production cinématographique étrangère. Ce n'est pas la première fois que de telles manifestations ont lieu, sous prétexte d'aider des associations à but social, mais en réalité pour assurer au moindre frais la publicité d'une production commerciale. Il pense que cette manifestation est d'autant plus regrettable qu'elle intervient au moment où le cinéma national traverse une très grave crise économique. Il lui demande : 1° dans quelle mesure le Théâtre de l'Opéra peut être prêté à des manifestations de ce genre ; 2° qui supporte le coût de fonctionnement du Théâtre national à cette occasion et quel a été ce coût dans le cas visé par la présente question ; 3° au cas où de telles manifestations devraient être autorisées, si elles ne pourraient avoir lieu à l'occasion de la sortie de production cinématographiques françaises. (Question du 4 janvier 1964.)

Réponse. — Depuis plusieurs années, la société nationale des médaillés militaires, reconnue d'utilité publique, sollicitait avec insistance l'autorisation de présenter un gala au profit de ses œuvres sociales, en invoquant les galas précédemment organisés en faveur de la société d'entraide de la Légion d'honneur. La société constituant sur le plan national un groupement particulièrement digne d'intérêt et M. le Président de la République ayant accepté que la manifestation soit placée sous son haut patronage, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles a estimé qu'il convenait de donner satisfaction à sa requête. Il y a lieu de noter que la mani-

festation n'a fait l'objet, et ne pouvait faire l'objet, d'aucune initiative de l'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux ou des services du ministère d'Etat. Dans ces conditions, la décision favorable de l'administration ne pouvait consister à organiser la projection de tel film déterminé au profit de la société des médaillés militaires, mais à mettre le théâtre national de l'Opéra à sa disposition pour qu'elle y organise une manifestation de son choix, sous les réserves d'usage et notamment : a) spectacle organisé un jeudi, jour de repos hebdomadaire du personnel et de fermeture de l'Opéra ; b) prise en charge de la totalité des frais par les organisateurs (en l'occurrence, frais de chauffage et d'éclairage de la salle et de ses dépendances : 2.000 francs, frais d'impression de billets, de nettoyage et de remise en état des lieux). Par ailleurs les organisateurs ont traité directement avec les représentants du personnel de la Réunion des théâtres lyriques nationaux qui a prêté son concours. Certes, il eût été préférable que la projection fût consacrée à une production cinématographique française, mais il ne semble pas qu'il se soit trouvé parmi les producteurs de films français une entreprise qui ait été à même d'assumer les frais d'une telle opération. Exiger la projection d'un film français, de la part de la société des médaillés militaires, serait donc revenu à opposer indirectement une fin de non recevoir à sa demande, qui était en instance, il convient de le rappeler, depuis plusieurs années. La société a reçu des organisateurs du gala une somme très importante pour ses œuvres sociales. Elle a fait connaître, à ce sujet, au ministre d'Etat et au ministre des anciens combattants la grande satisfaction qu'elle en éprouvait.

AGRICULTURE

5511. — M. Jean Bénard expose à M. le ministre de l'agriculture que, trois années après la promulgation de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 sur l'enseignement agricole, un certain nombre de textes d'application ne sont pas encore étudiés, notamment le décret sur les bourses d'études prévu à l'article 4 de la loi. Il en résulte que les nombreux enfants des familles rurales, désireux de recevoir l'enseignement de formation professionnelle agricole, conformément à l'ordonnance du 6 janvier 1959 et à la susdite loi du 2 août 1960 se trouvent défavorisés par rapport aux autres enfants qui bénéficient des mesures relatives à l'enseignement technique au moment même où ils s'engagent dans les nouveaux cycles de formation. Cette situation, elle-même peu conforme au principe de démocratisation de l'enseignement se trouve aggravée si les familles envisagent de confier leurs enfants à des écoles d'agriculture privées ; celles-ci, en effet, en l'absence de mise en application de la loi du 2 août 1960, ne peuvent recevoir qu'une subvention de fonctionnement insuffisante pour couvrir le prix de revient individuel. Elles doivent donc demander le complément à des familles qui ne peuvent, dans la plupart des cas, soutenir cette charge. Il lui demande à quelle date il envisage de publier les décrets nécessaires à la mise en œuvre de la loi d'enseignement agricole du 2 août 1960, en assurant la parité de l'enseignement agricole avec les autres enseignements, et entre les établissements publics et privés reconnus, chargés de ce même enseignement. (Question du 28 octobre 1963.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les solutions envisagées pour l'application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 sont indiquées ci-dessous : 1° Règlements et décisions dont la publication et la mise en œuvre sont urgentes. 1° Bourses d'études et ramassage scolaire (loi du 2 août 1960, article 4, dernier alinéa) : a) Bourses : la part réservée aux enfants d'agriculteurs en matière de bourses d'études a fait l'objet d'une étude dont les conclusions vont être examinées en accord avec les représentants de la profession. Des propositions seront alors adressées au Premier ministre et au ministre de l'éducation nationale en vue du règlement de ce problème ; b) ramassage scolaire : des crédits (3.500.000 F) sont inscrits au budget du ministère de l'agriculture pour 1964. Les textes nécessaires pour l'extension du ramassage aux élèves des établissements d'enseignement agricole publics et privés sont actuellement en cours de signature en accord avec le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale. 2° Equivalence des diplômes. Les pourparlers engagés avec le ministre de l'éducation nationale sont actuellement suspendus à l'aboutissement de certaines réformes en cours concernant le brevet de technicien (éducation nationale). 3° Application du décret du 30 avril 1963. En ce qui concerne les maîtres de l'enseignement privé qui disposent d'un délai de cinq ans pour se présenter à l'examen d'aptitude à l'enseignement au niveau des collèges, le premier examen sera organisé en 1964, soit quatre ans avant l'expiration du délai. II. — Difficultés dans l'application de la loi du 2 août 1960. 1° Aide financière de l'Etat : a) fonctionnement : la subvention journalière par élève est passée de 2,50 F en 1961 à 2,70 F en 1962, à 3 F en 1963 et sera de 3,50 F en 1964, soit une augmentation de 40 p. 100. L'allocation éventuelle de bourses, selon le système en vigueur au ministère de l'éducation nationale permettrait de réaliser l'harmonisation souhaitée mais serait exclusive du maintien des subventions de fonctionnement. Ce projet figure dans l'étude citée à la première partie du présent rapport ; b) équipement : le premier rapport sur l'exécution de la loi de programme du 4 août 1962 déposé lors de la discussion du projet de budget pour 1964 fait le point de la question. Il convient de noter à ce sujet que les effectifs de l'enseignement agricole public et ceux de l'enseignement agricole privé reconnu ne sont pas comparables (terme à terme : l'enseignement agricole public comprend des collèges et des lycées à temps plein, des cours postsecondaires agricoles (éducation nationale) à temps partiel ; l'enseignement agricole privé reconnu ne comprend actuellement que des établissements d'appren-

tissage (à temps partiel pour une part importante); aux termes de la loi du 2 août 1960, les cours postsecondaires agricoles du ministère de l'éducation nationale disparaissent et leurs élèves sont accueillis pour la plupart d'entre eux par les établissements d'enseignement agricole du ministère de l'agriculture. Seule leur troisième année est transformée en cours professionnels gérés soit par le ministère de l'éducation nationale, soit par le ministère de l'agriculture. 2° Sur le plan des procédures: a) reconnaissances: avec l'accord des représentants de l'enseignement agricole privé, le rythme des reconnaissances s'améliore (dans une proportion de 50 p. 100) puisque désormais, les instances consultatives se réuniront deux fois par an pour procéder à l'examen des demandes; la première réunion a eu lieu le 10 décembre; b) prêts et subventions: une procédure analogue à celle adoptée pour les reconnaissances vient d'être mise en place et suivra le même rythme. La première réunion a eu lieu le 24 octobre 1963.

5744. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre de l'agriculture que trois années après sa publication et bien qu'elle ait été suivie de plusieurs textes réglementaires d'application et d'une loi de programme d'équipement, la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement agricole n'est pas encore complètement appliquée. Des règlements et des décisions d'importance non négligeables n'ont pas encore été pris. Il lui demande, en particulier, à quelles dates interviendront les décrets sur les bourses d'études, le ramassage scolaire et les modalités d'équivalence des diplômes de l'enseignement agricole avec ceux du niveau correspondant des autres enseignements. Il lui expose, d'autre part, qu'une mesure de promotion des professeurs titulaires des diplômes actuellement jugés suffisants pour enseigner au niveau de l'apprentissage, afin de leur permettre d'enseigner au niveau du collège agricole, a été prévue par le décret du 30 avril 1963. Il lui demande à quelle date seront fixées les conditions générales de cet examen et, notamment, son niveau et son programme. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les solutions envisagées pour l'application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 sont indiquées ci-dessous:

1. — Eléments et décisions dont la publication et la mise en œuvre sont urgentes: 1° Bourses d'études et ramassage scolaire (loi du 2 août 1960, art. 4, dernier alinéa): a) Bourses. La part réservée aux enfants d'agriculteurs en matière de bourses d'études a fait l'objet d'une étude dont les conclusions vont être examinées en accord avec les représentants de la profession. Des propositions seront alors adressées à M. le Premier ministre et à M. le ministre de l'éducation nationale en vue du règlement de ce problème. b) Ramassage scolaire. Des crédits (3.500.000 F) sont inscrits au budget du ministère de l'agriculture pour 1964. Les textes nécessaires pour l'extension du ramassage aux élèves des établissements d'enseignement agricole publics et privés sont actuellement en cours de signature en accord avec M. le ministre des finances et M. le ministre de l'éducation nationale. 2° Equivalence des diplômes. Les pourparlers engagés avec M. le ministre de l'éducation nationale sont actuellement suspendus à l'aboutissement de certaines réformes en cours concernant le brevet de technicien (éducation nationale). 3° Application du décret du 30 avril 1963. En ce qui concerne les maîtres de l'enseignement privé qui disposent d'un délai de cinq ans pour se présenter à l'examen d'aptitude à l'enseignement au niveau des collèges, le premier examen sera organisé en 1964, soit quatre ans avant l'expiration du délai.

II. — Difficultés dans l'application de la loi du 2 août 1960: 1° Aide financière de l'Etat: a) Fonctionnement. La subvention journalière par élève est passée de 2,50 francs en 1961 à 2,70 francs en 1962, à 3 francs en 1963 et sera de 3,50 francs en 1964 soit une augmentation de 40 p. 100. L'attribution éventuelle de bourses, selon le système en vigueur au ministère de l'éducation nationale permettrait de réaliser l'harmonisation souhaitée mais serait exclusive du maintien des subventions de fonctionnement. Ce projet figure dans l'étude citée à la première partie du présent rapport. b) Equipement. Le premier rapport sur l'exécution de la loi de programme du 4 août 1962 déposé lors de la discussion du projet de budget pour 1964 fait le point de la question. Il convient de noter à ce sujet que les effectifs de l'enseignement agricole public et ceux de l'enseignement agricole privé reconnu ne sont pas comparables terme à terme: l'enseignement agricole public comprend des collèges et des lycées à temps plein, des cours postsecondaires agricoles (éducation nationale) à temps partiel; l'enseignement agricole privé reconnu ne comprend actuellement des établissements d'apprentissage (à temps partiel pour une part importante); aux termes de la loi du 2 août 1960, les cours postsecondaires agricoles du ministère de l'éducation nationale disparaissent et leurs élèves sont accueillis pour la plupart d'entre eux par les établissements d'enseignement agricole du ministère de l'agriculture. Seule leur troisième année est transformée en cours professionnels gérés soit par le ministère de l'éducation nationale, soit par le ministère de l'agriculture. 2° Sur le plan des procédures: a) Reconnaissance. Avec l'accord des représentants de l'enseignement agricole privé, le rythme des reconnaissances s'améliore (dans une proportion de 50 p. 100) puisque désormais les instances consultatives se réuniront deux fois par an pour procéder à l'examen des demandes; la première réunion a eu lieu le 10 décembre. b) Les premières demandes de reconnaissance aux niveaux des collèges et des lycées seront examinées au début de l'année 1964. c) Prêts et subventions. Une procédure analogue à celle adoptée pour les reconnaissances vient d'être mise en place et suivra le même rythme. La première réunion a eu lieu le 24 octobre 1963.

5982. — M. René Pieven attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les lenteurs constatées dans l'application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles, lenteurs provoquées par le retard apporté à la promulgation de la plupart des règlements d'application prévus par la loi. Il lui demande à quelle date seront publiés les documents nécessaires pour déterminer les conditions d'attribution des bourses d'études et les primes de ramassage scolaire pour les élèves de l'enseignement agricole public et privé (article 4, dernier alinéa de la loi du 2 août 1960) ainsi que les modalités d'équivalence des diplômes de l'enseignement agricole avec ceux des autres enseignements. A l'heure où de nombreux élèves sont engagés dans des centres de formation, il est urgent, dans leur intérêt et dans celui de leurs familles, que ces modalités soient définitivement fixées. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les solutions envisagées pour l'application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 sont indiquées ci-dessous: 1. — Règlements et décisions dont la publication et la mise en œuvre sont urgentes: 1° bourses d'études et ramassage scolaire (loi du 2 août 1960, article 4, dernier alinéa): a) bourses: la part réservée aux enfants d'agriculteurs en matière de bourses d'études a fait l'objet d'une étude dont les conclusions vont être examinées en accord avec les représentants de la profession. Des propositions seront alors adressées à M. le Premier ministre et à M. le ministre de l'éducation nationale en vue du règlement de ce problème; b) ramassage scolaire: des crédits (3.500.000 F) sont inscrits au budget du ministère de l'agriculture pour 1964. Les textes nécessaires pour l'extension du ramassage aux élèves des établissements d'enseignement agricole publics et privés sont actuellement en cours de signature en accord avec M. le ministre des finances et M. le ministre de l'éducation nationale; 2° équivalence des diplômes: les pourparlers engagés avec M. le ministre de l'éducation nationale sont actuellement suspendus à l'aboutissement de certaines réformes en cours concernant le brevet de technicien (éducation nationale); 3° application du décret du 30 avril 1963: en ce qui concerne les maîtres de l'enseignement privé qui disposent d'un délai de cinq ans pour se présenter à l'examen d'aptitude à l'enseignement au niveau des collèges, le premier examen sera organisé en 1964, soit quatre ans avant l'expiration du délai. II. — Difficultés dans l'application de la loi du 2 août 1960: 1° aide financière de l'Etat: a) fonctionnement: la subvention journalière par élève est passée de 2,50 F en 1961 à 2,70 F en 1962, à 3 F en 1963 et sera de 3,50 F en 1964 soit une augmentation de 40 p. 100. L'attribution éventuelle de bourses, selon le système en vigueur au ministère de l'éducation nationale permettrait de réaliser l'harmonisation souhaitée mais serait exclusive du maintien des subventions de fonctionnement. Ce projet figure dans l'étude citée à la première partie du présent rapport; b) équipement: le premier rapport sur l'exécution de la loi de programme du 4 août 1962 déposé lors de la discussion du projet de budget pour 1964 fait le point de la question. Il convient de noter à ce sujet que les effectifs de l'enseignement agricole public et ceux de l'enseignement agricole privé reconnu ne sont pas comparables terme à terme: l'enseignement agricole public comprend des collèges et des lycées à temps plein, des cours postsecondaires agricoles (éducation nationale) à temps partiel; l'enseignement agricole privé reconnu ne comprend actuellement que des établissements d'apprentissage (à temps partiel pour une part importante); aux termes de la loi du 2 août 1960, les cours postsecondaires agricoles du ministère de l'éducation nationale disparaissent et leurs élèves sont accueillis pour la plupart d'entre eux par les établissements d'enseignement agricole du ministère de l'agriculture. Seule leur troisième année est transformée en cours professionnels gérés soit par le ministère de l'éducation nationale, soit par le ministère de l'agriculture. 2° Sur le plan des procédures: a) reconnaissance: avec l'accord des représentants de l'enseignement agricole privé, le rythme des reconnaissances s'améliore (dans une proportion de 50 p. 100) puisque désormais, les instances consultatives se réuniront deux fois par an pour procéder à l'examen des demandes; la première réunion a eu lieu le 10 décembre; b) les premières demandes de reconnaissance aux niveaux des collèges et des lycées seront examinées au début de l'année 1964; c) prêts et subventions: une procédure analogue à celle adoptée pour les reconnaissances vient d'être mise en place et suivra le même rythme. La première réunion a eu lieu le 24 octobre 1963.

6514. — M. Lathière expose à M. le ministre de l'agriculture que des pays d'Europe à vocation exportatrice de produits agricoles font des efforts spectaculaires de promotion de vente sur les marchés importateurs européens, sous forme de centres d'exposition permanente de produits alimentaires et de restaurants. Il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour encourager et renforcer la position française, face à cette concurrence spécialisée. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — La société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (Sopexa), dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par les pouvoirs publics, entreprend des séries d'actions tendant à promouvoir les ventes des produits agricoles et alimentaires français. Pour les pays étrangers, ces programmes sont conduits en étroite liaison avec les services d'expansion des représentations diplomatiques françaises et le centre national du commerce extérieur (C. N. C. E.). Ils comportent, en particulier, des campagnes de propagandes collectives spécialisées sur les produits alimentaires: fromages et produits laitiers, fruits et légumes, bois-

sons, conserves, plats cuisinés et préparations alimentaires et des participations actives à des semaines françaises et à des manifestations : foires et expositions. Ainsi en 1963 Sopexa a participé à 26 grandes foires et expositions étrangères dans le seul secteur européen. Pour mieux faire connaître les produits français, Sopexa installe, lors des foires et expositions à l'étranger, des restaurants ou prend en gestion des restaurants existants avec un personnel de cuisine français. Il convient de signaler à ce titre les restaurants français qui ont fonctionné à l'Anuga de Cologne en 1961 et à l'Okofa de Munich en 1962. A la lumière de ces premières expériences, il est apparu qu'il était difficile et peu rentable d'ouvrir un restaurant français pour une très courte période. C'est la raison pour laquelle, en 1963, Sopexa s'est orientée vers des formules à long terme. A l'occasion des foires internationales de Hambourg, il a été pris en gestion un restaurant baptisé « Le Paris », en association avec un restaurateur de la place et avec un personnel de cuisine français et ce, pendant une période de six mois, avec des résultats financiers très satisfaisants. Sopexa, par l'intermédiaire d'une société créée à cet effet en Allemagne, installe un restaurant français à Dusseldorf qui sera ouvert courant février 1964. Attendant à ce restaurant, un magasin « libre service » permettra de vendre les produits alimentaires français. Par ailleurs, Sopexa, en liaison avec le centre national du commerce extérieur (C. N. C. E.) et le comité des foires, a aidé au lancement du restaurant français « Ile de France » qui fonctionne depuis janvier 1963 à Stockholm et autour duquel se groupent un certain nombre d'expositions de produits français. Aux Etats-Unis, il n'est pas apparu souhaitable, compte tenu du nombre important de restaurants français déjà existants, d'en créer de nouveaux. Par contre, Sopexa par sa filiale F. F. F. (Foods from France) contribue d'une façon constante à la publicité des produits alimentaires français en installant dans un certain nombre d'expositions ouvertes au public des « Cafés de Paris » avec dégustation de produits français (World Trade Fair de Chicago, Trade Fair de Dallas). Un effort tout particulier est entrepris par Sopexa aux Etats-Unis pour la propagande et la promotion des produits alimentaires français au niveau de la restauration tout en présentant les produits agricoles et alimentaires à la National Hotel and Motel Exposition de New York. Les actions amorcées au cours des deux dernières années seront renforcées au cours de l'année 1964 aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord avec des moyens financiers sensiblement accrus pour tout ce qui se rattache soit à la création ou la prise en charge de restaurants français, soit à la propagande et la publicité appliquée auprès des milieux professionnels étrangers de la restauration.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

3826. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que des soldats de la guerre 1914-1918, après avoir été cruellement atteints dans leur moral par l'atmosphère de tuerie collective de certains combats de l'époque, ont pu se rendre responsables d'une absence illégale. Les tribunaux du moment n'étaient pas tendres pour de tels actes. Mais dans la plupart des cas, la tenue au feu du soldat, soit avant, soit après la condamnation pour absence illégale, lui a permis de bénéficier de l'attribution de la carte du combattant. Pourtant la retraite du combattant a été refusée à ces hommes. Des collaborateurs notoires, de véritables traîtres à la patrie ayant retrouvé titres, grades, pensions, retraites, décorations après d'infamantes condamnations, la grave injustice dont sont victimes ces anciens combattants apparaît comme n'ayant que trop duré. Il lui demande s'il n'est pas décidé d'accorder enfin à tous les Français titulaires de la carte du combattant le bénéfice de la retraite sans exclusive, en dehors des conditions d'âge imposées par la loi. (Question du 2 juillet 1963.)

Réponse. — La déchéance du droit à la retraite du combattant en cas d'interruption de service pour absence illégale a été instituée originellement par l'article 4 de la loi du 13 juillet 1933, lequel prévoyait la déchéance de ce droit dans tous les cas où l'absence illégale n'avait pas volontairement cessé avant le 11 novembre 1918 et ce quels que soient les services effectués pendant la durée de la guerre 1914-1918. Cet article de loi fut abrogé et remplacé par l'article 11 de la loi du 12 juillet 1937. Aux termes de ce texte se trouvaient déchu du droit à la retraite du combattant, les hommes ayant été en temps de guerre en état d'insoumission aux lois sur le recrutement de l'armée, ainsi que les militaires ou marins ayant été en état d'interruption de service pour absence illégale au cours de la guerre 1914-1918 ou au cours d'une expédition déclarée campagne de guerre par l'autorité compétente. Toutefois, lorsque l'insoumission ou les interruptions de service pour absence illégale n'avaient pas duré au total plus de soixante jours en cas d'arrestation, ou plus de quatre-vingt dix jours en cas de soumission ou de reddition volontaire, la déchéance en cause n'était pas opposée lorsque se trouvait remplie l'une ou l'autre des conditions suivantes : soit avoir accompli postérieurement à l'insoumission ou à la dernière interruption de service pour absence illégale six mois de service dans une unité combattante, ou y avoir été cité ou en avoir été évacué pour blessure de guerre, soit avoir accompli au cours de la campagne deux ans de service dans une unité combattante. Lors de l'extension de la mesure de déchéance du droit à la retraite du combattant aux titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre 1939-1945 (ou au titre d'expédition déclarée campagne de guerre postérieurement au 2 septembre 1939) ces conditions exigées des intéressés pour être relevés de la déchéance — lorsque l'insoumission ou les interruptions de service pour

absence illégale n'excèdent pas selon les cas soixante jours ou quatre-vingt-dix jours — furent très sensiblement assouplies. Tel fut l'objet de l'article 38 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 qui abroge et remplace, à compter du 7 janvier 1954, les trois derniers alinéas de l'article L. 260 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (article codifiant les dispositions de l'article 11 de la loi du 12 juillet 1937). C'est ainsi que lorsque « le service dans une unité combattante accompli postérieurement à l'insoumission ou à la dernière interruption de service pour absence illégale » a duré moins de six mois, les intéressés sont relevés de la déchéance, non seulement lorsqu'ils y ont été cités ou en ont été évacués pour blessure de guerre, mais également lorsqu'ils en ont été évacués soit pour accident survenu par le fait ou à l'occasion du service, soit pour maladie ouvrant droit à pension. En outre, pour ceux qui ne répondent pas à l'une ou l'autre des situations visées par cette condition élargie et qui, par ailleurs, ne réunissent pas deux ans de service dans une unité combattante, mais dont l'insoumission ou les interruptions de service pour absence illégale n'ont pas excédé trente jours en cas d'arrestation et quarante-cinq jours en cas de soumission ou de reddition volontaire, cette durée de deux ans exigée pour ne pas se voir opposer la déchéance doit, sous réserve que la durée effective de service dans une unité combattante ne soit pas inférieure à trois mois, faire l'objet de diverses réductions s'ajoutant, éventuellement les unes aux autres, à savoir : le temps passé dans un hôpital à la suite d'une évacuation d'une unité combattante soit pour blessure de guerre, soit pour accident survenu par le fait ou à l'occasion du service, soit pour maladie ouvrant droit à pension — quatre mois par blessure de guerre ou par citation — dix-huit mois en cas de nomination dans la Légion d'honneur ou d'attribution de la médaille militaire pour fait de guerre. Ces dispositions s'appliquent quelle que soit l'origine du service ayant ouvert droit à la carte du combattant. Elles ont donc permis de tenir compte, depuis le 7 janvier 1954, pour les combattants de 1914-1918 relevant de la mesure de déchéance, des services accomplis en unité combattante postérieurement au 11 novembre 1918 et particulièrement de ceux accomplis au titre de la Résistance. Il n'est donc pas envisagé d'apporter de nouvelles modifications à l'article L. 260 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Enfin, pour répondre au dernier point de la question posée, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre rappelle que le rétablissement intégral de la retraite du combattant dans les conditions antérieures à l'intervention de l'article 21 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 a été prévu par l'article 60 de la loi du 23 décembre 1960 en faveur des titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre 1914-1918. Cependant, les anciens combattants des opérations postérieures au 11 novembre 1918 perçoivent cette retraite aux mêmes taux et dans les mêmes conditions d'âge que les anciens combattants de la guerre 1914-1918, lorsqu'ils sont bénéficiaires du fonds national de solidarité ou d'une pension d'invalidité d'au moins 50 p. 100. S'ils ne remplissent pas l'une ou l'autre de ces conditions, ils ont droit à la retraite au taux forfaitaire de 35 francs à partir de l'âge de soixante-cinq ans. Pour le rétablissement intégral de la retraite une juste priorité a donc joué en faveur des « anciens combattants de 1914-1918 » et il n'apparaît pas possible, pour le moment, d'apporter une modification aux dispositions en vigueur.

4380. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que des mesures de forclusion frappent cruellement les anciens combattants volontaires de la Résistance. Certains d'entre eux ne peuvent plus de ce fait faire valoir leurs droits incontestables. Les familles de disparus ou de fusillés ne peuvent pas, non plus, faire valoir leurs droits, sous le fallacieux prétexte qu'il est trop tard. Il lui rappelle que, de toutes les catégories qui constituent la grande famille des anciens combattants et victimes de guerre, seule celle qui est issue des combats volontaires de la Résistance est atteinte par l'inqualifiable mesure de forclusion. Il lui demande : 1° la raison d'une telle attitude ; 2° la raison invoquée par le Gouvernement pour appliquer aux seuls anciens combattants volontaires de la Résistance des mesures de forclusion. Il lui signale en outre qu'une telle attitude conduit à ce qu'actuellement des familles de déportés, ascendants, épouses, enfants, ne peuvent bénéficier des indemnités allemandes et lui demande si les « économies » ainsi réalisées seront reversées au gouvernement de l'Allemagne fédérale qui paie ces indemnités sous forme de réparations de guerre. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre tient à rappeler à l'honorable parlementaire que les demandes formulées en vue de bénéficier de l'un des six statuts différents définissant les conditions d'attribution des titres auxquels peuvent prétendre les diverses catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre sont toutes actuellement frappées de forclusion. Le Parlement a d'ailleurs repoussé à plusieurs reprises les dates limites de dépôt des demandes de l'espèce ; la dernière mesure, de portée générale a été prévue par la loi n° 57-1423 du 31 décembre 1957. Une exceptionnelle levée de forclusion pour une durée de six mois a été décidée par le Gouvernement en faveur des déportés et internés résistants ou politiques pour leur permettre d'obtenir le titre devant leur ouvrir le droit au bénéfice de l'indemnisation prévue par l'accord signé le 15 juillet 1960 entre la France et la République fédérale d'Allemagne en faveur des victimes du nazisme : tel a été l'objet du décret n° 61-10-8 du 9 septembre 1961, publié au Journal officiel du 10 septembre. Il convient de reconnaître qu'une date limite de dépôt des demandes de l'espèce était une nécessité impérieuse

puisque il s'agissait de répartir une somme forfaitaire de 400 millions de Deutschmarks entre un certain nombre d'ayants droit ou d'ayants cause à déterminer par un recensement obligatoirement limité dans le temps. Il faut rappeler, à ce propos, que par la voie de la presse et de la radio, et avec le concours des associations spécialisées, la publicité la plus large a été donnée aux conditions à remplir pour bénéficier de ladite indemnisation. Au surplus, lors de l'examen des droits à indemnisation des ayants cause et en particulier de ceux des ascendants de fusillés et massacrés, la plus grande bienveillance a été apportée à l'étude des dossiers et des motifs susceptibles d'excuser le dépôt tardif des demandes de titres et d'indemnisation. Enfin, pour répondre au dernier point de la question posée, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre rappelle que l'article 10 du décret n° 61-971 du 29 août 1961 stipule qu'une fraction des sommes qui seront versées à la République française par la République fédérale d'Allemagne, déterminée par un arrêté interministériel, est « laissée à la disposition du ministre des anciens combattants et victimes de guerre pour lui permettre : 1° de verser les indemnités fixées par le décret précité aux personnes dont les droits seront reconnus postérieurement au recensement visé ci-dessus ; 2° d'accorder des secours spéciaux aux déportés qui ont été victimes d'expériences pseudo-médicales au cours de leur déportation ». Si le règlement définitif de ces opérations laissait apparaître un reliquat, ce dernier serait versé au compte de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre pour être affecté à l'octroi de secours aux anciens déportés ou internés ou à leurs ayants cause, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article 10 précité.

5364. — M. Doize expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les cheminots anciens combattants sont toujours exclus du bénéfice de la loi d'avril 1924 concernant les bonifications de campagne double ou simple pour le calcul de leurs retraites. Il lui demande quand seront enfin tenues les nombreuses promesses gouvernementales qui ont été faites aux intéressés. (Question du 18 octobre 1963.)

Réponse. — Ainsi qu'il a été déclaré à plusieurs reprises au cours des derniers débats budgétaires par divers membres du Gouvernement et notamment en dernier lieu par M. le ministre des finances et des affaires économiques, la solution du problème évoqué par l'honorable parlementaire est lié à la refonte du code des pensions civiles et militaires de retraite qui sera soumise au Parlement au cours de la présente année. Le projet de loi de finances pour 1965 comportera les crédits nécessaires à sa mise en application.

6423. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, dans la législation française actuelle, une disposition lèse des Français et des Françaises, considérés cependant comme faisant partie des meilleurs. Il s'agit des forclusions qui frappent plusieurs catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, notamment ceux d'entre eux qui furent volontaires. Il lui demande : 1° en vertu de quel principe moral des mesures de forclusions peuvent être opposées à des hommes et à des femmes qui demandent la juste et légitime reconnaissance de leurs états de services en faveur du pays, accomplis alors que celui-ci était trahi, livré à l'ennemi, occupé et pillé ; 2° si le Gouvernement est enfin décidé à lever toutes les forclusions qui frappent certaines catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, notamment les combattants volontaires de la Résistance. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Des pourparlers ont été engagés par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre en vue d'obtenir la levée de la forclusion pour le dépôt des demandes de certains titres de guerre. Cette levée a été obtenue pour une période de six mois en faveur des déportés et internés résistants ou politiques afin de leur permettre de bénéficier de l'indemnisation versée à la République française par le Gouvernement fédéral allemand. Il n'a pas été possible jusqu'à présent d'obtenir l'extension de cette mesure aux autres catégories de victimes de guerre, mais ainsi qu'il l'a déclaré à maintes reprises et en dernier lieu le 25 octobre 1963 lors des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, personnellement favorable à un assouplissement du régime actuel, recherche une solution qui permettrait, sans recourir à une levée pure et simple des forclusions, la prise en considération des demandes les plus dignes d'intérêt.

ARMEES

8059. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées que l'article 51 de la loi du 23 février 1963 a modifié l'article 16 du décret du 29 octobre 1936 qui est ainsi libellé : « Art. 16. — Les personnels admis à la retraite, sur leur demande, au titre des collectivités visées à l'article 1° avant d'avoir atteint la limite d'âge afférente à leur ancien emploi, et qui reprennent une nouvelle activité dans l'une desdites collectivités, ne peuvent bénéficier de leur pension avant d'avoir atteint l'âge correspondant à cette limite d'âge. » La circulaire d'application du 29 septembre 1963 (Journal officiel du 5 octobre) précise que « pour les sous-officiers, la limite d'âge à retenir, en principe, est la limite d'âge supérieure de leur grade, telle qu'elle figure à cette nomenclature, étant entendu que pour les sous-officiers mis à la retraite entre

la limite d'âge inférieure et la limite d'âge supérieure, il y aura lieu de rechercher si les intéressés ont cessé leur service sur leur demande ou ont été retraités d'office, pour n'appliquer l'interdiction du cumul que dans la première de ces deux hypothèses. » Etant donné les nombreuses modifications intervenues dans la fixation des limites d'âge des différentes armes et spécialités, il lui demande quelle est la limite d'âge supérieure de l'arme et des services des sous-officiers de l'armée de l'air et des officiers mariners. (Question du 15 novembre 1963.)

Réponse. — 1° La loi n° 59-1482 du 28 décembre 1959 a fixé pour le personnel du corps des équipages de la flotte de nouvelles limites d'âge inférieures et supérieures, dont la mise en application a fait l'objet du décret n° 60-715 du 30 juin 1960. Le tableau ci-après résume les variations de ces limites d'âge :

D A T E S d'application.	LIMITE S D'AGE inférieures de tous les officiers mariners.	LIMITE S D'AGE S U P E R I E U R E S	
		des officiers mariners du cadre de maistrance à l'exception des maîtres principaux.	des maîtres principaux.
1. 7. 1960	50 ans.	50 ans.	50 ans 6 mois.
1961	49 ans.	50 ans.	51 ans.
1962	48 ans.	50 ans.	51 ans 6 mois.
1963	47 ans.	50 ans.	52 ans.
1964	46 ans.	50 ans.	52 ans.
1965	45 ans.	50 ans.	52 ans.
et pour la suite.	»	»	»

2° En ce qui concerne les personnels de l'armée de l'air, les limites d'âge à prendre en considération sont les limites normales d'emploi fixées ainsi qu'il suit :

	S O U S - O F F I C I E R S de carrière.	R E N G A G E S	S T A T U T spécial.
Personnel navigant....	40 ans.	35 ans.	»
Personnel non navigant	47 ans.	42 ans.	»
Personnels de la musique de l'air.....	»	»	55 ans.

6131. — M. Macquet expose à M. le ministre des armées : 1° que le nombre des officiers et sous-officiers de réserve pouvant être employés dans les formations militaires en cas de mobilisation se trouve très inférieur à leur effectif total ; 2° que, parmi ceux-ci, il en existe certainement de nombreux qui, par leur formation d'officier ou de sous-officier, par leur habitude du commandement et de la discipline, et même, pour beaucoup d'entre eux, par leurs études ou leur formation professionnelles, seraient certainement aptes à rendre des services appréciables dans des formations (corps ou services) de protection civile ; 3° mais que, jusqu'à présent, rien n'a été entrepris en vue de les mettre au courant, même sur le plan le plus général, des problèmes de protection civile, ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du service de la protection civile. C'est pourquoi il lui demande s'il ne compte pas prescrire l'organisation d'une conférence, au minimum par an, dans chaque école de perfectionnement d'officiers ou de sous-officiers de réserve, en vue de les renseigner sur les buts, l'utilité, l'organisation et le fonctionnement du service de la protection civile et d'attirer leur attention sur les services qu'ils pourraient y rendre. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — L'information des cadres d'active et de réserve en matière de protection civile se fait actuellement sous forme : de conférences de garnison, de stages départementaux à Nainville-les-Roches, de stages au centre d'information du commandement territorial à Versailles qui comportent une journée à l'école de la protection civile. Il est envisagé en outre d'inclure une information sur les problèmes de la protection civile dans les écoles d'application à l'aide de films prêtés par la cinémathèque de la protection civile. Cette information serait dispensée à tous les élèves, y compris aux élèves officiers de réserve. Il n'est pas opportun d'envisager actuellement une telle information au cours des périodes de réserve qui sont très réduites et n'intéressent que des personnels titulaires d'un poste de mobilisation. L'information des cadres de réserve susceptibles en cas de mobilisation d'être utilisés par la protection civile ne saurait être faite que par des représentants qualifiés au ministère de l'intérieur, seuls habilités à définir les buts et l'avenir de la protection civile et des corps de défense.

6146. — M. Le Goasguen demande à M. le ministre des armées si les rapatriés totalisant huit ans de service militaire et quatre ans et neuf mois de service dans les S. A. S. et qui ont obtenu un emploi dans une caisse de sécurité sociale militaire peuvent espérer : 1° une titularisation dans ce nouvel emploi ; 2° que les années de

service énumérées ci-dessus effectuées antérieurement à leur entrée à la sécurité sociale militaire soient prises en compte dans le calcul de la retraite. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Dans l'état actuel de la législation, les intéressés ne peuvent pas bénéficier de conditions de titularisation autres que celles requises pour l'ensemble des agents de la caisse nationale militaire de sécurité sociale. Ces conditions sont fixées par le décret n° 58-651 du 30 juillet 1958 modifié (fonctionnaires de catégories « C » et « D ») et le décret n° 54-107 du 25 janvier 1954, statut particulier du personnel de la caisse, modifié par le décret n° 61-983 du 1^{er} septembre 1961 (fonctionnaires de catégories « A » et « B »); 2° en application du code des pensions civiles et militaires de retraite, les services militaires sont automatiquement validés dans une pension civile de fonctionnaire, à moins qu'ils n'aient été pris en compte dans une pension militaire. Les services effectués dans les sections administratives spécialisées ne peuvent être pris en compte que dans la mesure où les conditions fixées par l'article L. 8 du code des pensions sont respectées, c'est-à-dire lorsque la validation de ces services a été autorisée par un arrêté contresigné par le ministre des finances.

6395. — M. Davoust expose à M. le ministre des armées que, suivant des informations dont il n'a pu cependant obtenir confirmation officielle, à une certaine époque, des officiers d'administration de réserve du service de l'intendance auraient été admis, par liste d'aptitude, dans le cadre spécial des intendants et attachés d'intendance bien que, antérieurement, l'admission normale d'un corps dans l'autre ait été effectuée par la voie de concours. S'il s'avérait que ces indications sont en définitive bien exactes, il lui demande : s'il ne serait pas souhaitable à nouveau d'envisager l'accession dans le cadre de l'intendance (intendants et attachés), soit par liste d'aptitude, soit sur titre ou en tenant compte principalement des fonctions exercées dans la vie civile, d'officiers d'administration de réserve qui, jusqu'à ce jour, ne pouvaient être admis dans le corps des intendants ou attachés que par concours pour lesquels certaines conditions de grade et d'âge doivent être réunies, limitant ainsi et d'une façon peut-être trop excessive le nombre des candidatures. En effet, il apparaît qu'un nombre infime d'officiers d'administration se présentent aux différents concours et, chaque année, la liste des candidats admis est limitée à quelques noms seulement pour l'ensemble des trois concours (attachés, intendants adjoints et intendants). Cette situation provient du fait que certains officiers de réserve, bien que réunissant toutes les qualités requises pour assurer en cas de guerre les fonctions d'un intendant ou d'un attaché, n'ont pas toujours le temps de préparer les épreuves des différents concours ou bien qu'ils ne remplissent plus les conditions d'âge pour présenter leur candidature. Alors que dans la fonction publique on assiste de plus en plus à la promotion sociale des fonctionnaires du cadre A, notamment par liste d'aptitude, les propositions formulées seraient très certainement souhaitables car elles encourageraient les meilleurs et les plus jeunes officiers d'administration de réserve à plus d'assiduité et à l'accomplissement de périodes. Elles leur feraient prendre conscience de leur rôle présent et de leurs responsabilités futures et permettraient, dans une certaine mesure, de résoudre la crise dont souffre le corps des techniciens réservistes des services devant recevoir une affectation de mobilisation. (Question du 13 décembre 1963.)

Réponse. — Les personnels visés dans la présente question se recrutent actuellement selon les modes ci-après : A. — En ce qui concerne les intendants militaires de réserve : 1° par voie d'avancement parmi les attachés de 1^{re} classe à l'intendance; 2° par voie de nomination, sans examen préalable, parmi : a) les intendants de l'armée active, retraités ou démissionnaires (ce recrutement revêt un caractère préférentiel); b) les commissaires de la marine, les administrateurs de l'inscription maritime, les contrôleurs de la marine, retraités ou démissionnaires (ce recrutement revêt un caractère exceptionnel); c) les candidats qui ont occupé ou occupent l'une des fonctions suivantes : membre du Conseil d'Etat, membre de la Cour des comptes, sous-préfet et secrétaire général de préfecture, inspecteur des finances, conseiller de préfecture, employé supérieur des diverses administrations centrales, à partir du grade d'administrateur civil de 2^e classe, jusqu'à celui de directeur, directeur départemental des services agricoles, signalé comme susceptible d'être employé utilement dans le service du ravitaillement, directeur départemental du ravitaillement général exerçant cette fonction en qualité de fonctionnaire titulaire détaché d'une autre administration de l'Etat. Ces fonctions sont strictement limitatives et ne comportent aucune assimilation. Les candidats doivent déjà être pourvus dans les réserves du grade de capitaine ou de lieutenant au minimum. Les nominations peuvent être prononcées à concurrence du dixième du nombre des fonctionnaires recrutés annuellement dans le cadre auxiliaire de l'intendance; 3° par voie de nomination après examen préalable. L'examen est ouvert aux capitaines des armes et aux capitaines d'administration n'ayant pas dépassé l'âge de quarante-deux ans au 1^{er} janvier de l'année de l'examen. B. — En ce qui concerne les attachés à l'intendance : 1° par voie de nomination, sans examen préalable, parmi : a) les commissaires de 2^e et de 3^e classe de la marine et les administrateurs de 2^e et de 3^e classe de l'inscription maritime démissionnaires; b) les titulaires de certaines fonctions publiques (voir liste ci-dessus au § A.c.). Les candidats doivent détenir un grade de sous-officier de réserve (pour attaché de 2^e classe) ou le grade de sous-lieutenant de réserve (pour attaché de 1^{re} classe). Les nominations peuvent être prononcées à concurrence du dixième du nombre des attachés recrutés annuellement dans le cadre auxiliaire; 2° par voie de nomination après concours ou examen préalable parmi : a) les sous-lieutenants et

aspirants de réserve du service de l'intendance brevetés de la P. M. S. qui accomplissent leurs obligations légales; b) les lieutenants de réserve des armes et des services (pour attaché de 1^{re} classe), les sous-lieutenants et les sous-officiers de réserve des armes et des services (pour attaché de 2^e classe) remplissant certaines conditions et notamment d'âge (trente-cinq ans pour attaché de 1^{re} classe, trente ans pour attaché de 2^e classe. De ce qui précède, il ressort que le recrutement des intendants militaires de réserve et des attachés à l'intendance est très diversifié. En outre, les concours et examens apportent au service des techniciens confirmés. Il n'est donc pas estimé souhaitable de modifier ce recrutement, en particulier pour les raisons suivantes : 1° les besoins de mobilisation en officiers de réserve de l'intendance sont actuellement largement couverts; 2° les concours et examens organisés pour le recrutement des intendants de réserve et des attachés à l'intendance comportent une limite d'âge qui permet au service de recruter des personnels jeunes.

6554. — M. Mondon expose à M. le ministre des armées le cas d'un certain nombre de secrétaires administratifs du ministère des armées (terre) qui, intégrés en cette qualité au choix, en 1957, n'ont pas bénéficié, même à titre rétroactif, des mesures prises en faveur de leurs camarades intégrés dans le même corps et les mêmes conditions en 1962, mesures prévues par l'article 5, § 3, du décret n° 61-204 du 27 février 1961. Il lui demande, dans un but d'équité, s'il compte étendre en faveur des agents premiers cités des mesures analogues, afin de faire cesser une anomalie flagrante. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — Antérieurement au 1^{er} janvier 1960, les fonctionnaires nommés au choix dans le corps des secrétaires administratifs des services extérieurs étaient rangés dans ce corps à l'échelon comportant un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancien emploi, mais ne conservaient aucune ancienneté susceptible d'être utilisée pour l'avancement d'échelon dans le nouveau corps. Depuis le 1^{er} janvier 1960 et en application des dispositions de l'article 5 du décret n° 61-204 du 27 février 1961, les personnels en cause conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur précédent grade lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle que leur aurait procurée un avancement d'échelon dans leur ancienne situation. Le troisième alinéa dudit article — auquel se réfère l'honorable parlementaire — précise que les candidats nommés alors qu'ils avaient atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade conservent leur ancienneté dans les mêmes limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle que leur avait procurée leur nomination audit échelon. Ces nouvelles dispositions n'ont cependant pu être appliquées aux secrétaires administratifs nommés au choix au titre de l'année 1957, étant observé que l'article 12 du décret du 27 février 1961, autorisant les secrétaires administratifs recrutés avant le 1^{er} janvier 1960 à voir leur nomination reportée fictivement à cette date afin de pouvoir bénéficier de l'article 5 précité, ne vise que les secrétaires administratifs recrutés par la voie du concours intérieur et exclut de ce fait ceux nommés au choix. Il est précisé cependant que si cet article 12 avait été étendu à ces derniers agents, ceux d'entre eux nommés en 1957, alors qu'ils avaient atteint l'échelon le plus élevé de leur ancien emploi, n'auraient retiré aucun avantage d'une telle mesure. En effet, les intéressés se seraient vus, dans ce cas, privés de l'avancement d'échelon dont ils ont effectivement bénéficié dans le corps des secrétaires administratifs entre le 1^{er} janvier 1957 et le 31 décembre 1959, avec comme seule compensation le maintien dans le corps des secrétaires administratifs de l'ancienneté qu'ils auraient acquise à cette date dans l'échelon maximum de leur ancien emploi et dont l'utilisation, dans la limite de l'ancienneté requise pour l'octroi d'un avancement, n'eût pas conduit à leur conférer une situation plus avantageuse que celle résultant des dispositions qui leur ont été appliquées.

6614. — M. Vivien signale à M. le ministre des armées que, dernièrement, un gala a été donné à l'Opéra au profit d'une association mutualiste de médaillés militaires, au cours duquel la musique de la légion étrangère s'est produite sur scène. Il semble que cette manifestation ait eu pour but principal, non pas d'assurer des ressources aux œuvres sociales gérées par l'association visée ci-dessus, mais bien d'assurer la publicité, à grand fracas, d'une production cinématographique étrangère. Il lui demande dans quelles conditions il a été amené à accorder le concours exceptionnel de la musique de la légion étrangère à ce gala et qui a assuré le financement de cette participation. (Question du 4 janvier 1964.)

Réponse. — Il est exact que la participation de la musique de la légion étrangère a été accordée le 19 décembre dernier pour participer à une soirée de bienfaisance organisée par la Société nationale des médaillés militaires au théâtre national de l'Opéra, sous le haut patronage du général de Gaulle. Mais cet accord répondait à une demande faite par le président général de cette société, demande qui précisait que la soirée était donnée au bénéfice des œuvres sociales de l'association. Les organisateurs se sont engagés à prendre à leur charge l'intégralité des frais qu'entraînait le déplacement de la légion étrangère.

EDUCATION NATIONALE

5485. — M. Odru demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° pour quelles raisons, dans le groupe scolaire neuf de trente-huit classes prévu au n° 169 de l'avenue Parmentier, à Paris, le gymnase ne répond pas aux normes fixées par son département

et pourquoi cet établissement scolaire ne comportera pas de bassin-école, alors que l'on dispose d'un grand emplacement; 2° ce qu'il entend faire pour réparer cette insuffisance et cet oubli. (Question du 28 octobre 1963.)

Réponse. — Le groupe scolaire prévu au n° 169, avenue Parmentier, à Paris, compte vingt-quatre classes primaires, dix classes maternelles et deux classes d'enseignement général. Or, dans l'état de la réglementation, l'attribution d'un gymnase dépend uniquement du nombre de classes primaires de l'établissement intéressé. Par application de cette réglementation, le gymnase correspondant au groupe scolaire de l'avenue Parmentier est un gymnase du type B de 30 x 20 mètres. D'autre part, l'installation d'un bassin-école n'est pas subventionnable au titre des constructions scolaires du premier degré, mais au titre des installations sportives relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, dans la mesure où ce projet est inscrit au plan d'équipement ou le serait par M. le préfet.

5736. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la nécessité de créer, conformément aux promesses faites, un enseignement technique industriel au lycée d'Etampes (Seine-et-Oise), lequel ne possède actuellement qu'une section d'enseignement technique commercial féminin. Ledit enseignement devait, d'après le plan, être dispensé dès la rentrée de 1963; or, à ce jour, aucun début d'exécution de cet engagement n'a vu le jour. Compte tenu de l'impérieuse nécessité d'aider, dans cette région encore très agricole, à la reconversion vers des métiers industriels d'une jeunesse qui ne trouve plus place dans les travaux agricoles, compte tenu aussi de la nécessité de freiner l'exode vers Paris d'une jeunesse contrainte de s'y établir faute de possibilité d'acquiescer localement des connaissances professionnelles et faute de ce fait d'y trouver un emploi (les industries hésitant à s'établir dans un centre dépourvu de main-d'œuvre qualifiée), il est indispensable qu'un tel cycle d'enseignement soit créé sans retard. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre à cet égard. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — La construction du lycée d'Etat mixte, classique et moderne d'Etampes, dont le financement de la troisième tranche est inscrit au chapitre 56-33 du projet de loi de finances pour 1964, permettra d'accueillir, dans les locaux neufs du plateau de Guinette, les classes d'enseignement classique et moderne du second cycle du lycée et des classes d'enseignement technique long et d'enseignement technique court, les bâtiments anciens du lycée d'Etampes étant occupés par un établissement polyvalent de premier cycle. Le nombre et la nature des sections techniques sont actuellement en cours de détermination dans le cadre des opérations de préparation de la rentrée scolaire prochaine, compte tenu des besoins locaux.

5737. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des effectifs au lycée Geoffroy-Saint-Hilaire, à Etampes (Seine-et-Oise). Un mois après l'ouverture des classes quatre chaires ne sont pas pourvues dans des disciplines essentielles (mathématiques, lettres, sciences naturelles, langues). Il manque une chargée d'enseignement du français dans la section technique et de surcroît trois professeurs de classes terminales devront prochainement prendre des congés de maternité. Enfin, le remplacement d'un professeur de lettres des classes terminales devant accomplir son service militaire n'est pas prévu. Il en résultera, à la fin du premier trimestre, une vacance de huit chaires au total dans cet établissement. D'autre part, sur les douze postes de surveillance demandés, qui correspondent aux effectifs et à la situation particulière née de l'éloignement de l'internal de garçons, neuf seulement ont été accordés, dont un est encore sans titulaire. De même, les deux postes d'intendance créés ne sont pas pourvus. Enfin, sur les dix postes d'agents de service demandés par le rectorat, quatre seulement sont autorisés (pour un total de quatre-vingts classes, plus les annexes et la cuisine). Il lui demande s'il compte prendre très rapidement les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — Tous les postes d'enseignement du lycée d'Etampes sont actuellement pourvus, à l'exception d'un poste de lettres, pour lequel les services rectoraux seront vraisemblablement bientôt en mesure de désigner un maître-auxiliaire. Deux postes l'un d'attaché d'intendance universitaire, l'autre de secrétaire d'intendance universitaire ont été créés, en 1962, au lycée Geoffroy-Saint-Hilaire, à Etampes. Lors du dernier mouvement annuel, une secrétaire d'intendance universitaire a été nommée sur le second de ces emplois. Elle y exerce ses fonctions depuis la rentrée scolaire. Quant au poste d'attaché d'intendance universitaire, il n'a pas été possible d'y affecter un fonctionnaire titulaire, aucune candidature ne s'étant révélée pour ce poste qui ne comporte pas de logement. Cependant, ce poste devrait être pourvu à l'issue des résultats du concours d'attachés d'administration et d'intendance universitaire actuellement en cours. En ce qui concerne le personnel de surveillance, il a été créé effectivement dans cet établissement neuf postes de surveillance, soit un poste de surveillant général, quatre postes de surveillant d'externat et quatre postes de maîtres d'internal. Tous les postes de surveillance créés sont actuellement pourvus (soit un à l'échelon national et huit à l'échelon rectoral). Quant au personnel de service, d'après le harème établi en fonction du nombre d'élèves (externes, internes, demi-pensionnaires) l'effectif théorique des agents de service du lycée Geoffroy-Saint-Hilaire comprend dix-huit postes. Or, actuellement cet établissement est pourvu de

vingt et un emplois, soit trois emplois supplémentaires. Les emplois budgétaires, mis à la disposition de l'éducation nationale au titre de 1963 n'ont pas permis l'attribution à ce lycée de plus de quatre postes d'agents de service, compte tenu de l'équitable répartition qu'il convient d'en faire entre les divers établissements de l'académie de Paris.

5941. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation difficile dans laquelle se trouvent les adjoints d'enseignement tant au regard des débouchés qui leur sont ouverts qu'en ce qui concerne la précarité de leur emploi lorsqu'ils sont chargés de tâches autres que de surveillance, comme l'exige la crise actuelle de recrutement des enseignants. Les intéressés se préoccupent vivement, et à juste titre, du bas niveau de leur rémunération, de leurs débouchés (enseignement, postes de documentaliste bibliothécaire), de leurs lieux d'affectation par rapport à leur résidence, surtout s'ils ont des charges de famille, etc. Il lui demande: 1° quel est le nombre actuel des adjoints d'enseignement et sur quelle base ils ont été recrutés; 2° combien sont recrutés chaque année et sur quelle base; 3° quelles fonctions leur sont dévolues; 4° quels débouchés leur sont ouverts au sein de l'éducation nationale; 5° plus généralement, quelles mesures il compte prendre pour améliorer leur situation conformément aux légitimes demandes des intéressés. (Question du 21 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Les adjoints d'enseignement sont actuellement au nombre de 6.000 environ. Ils sont recrutés en vertu des dispositions du décret du 8 avril 1938; 2° le nombre des adjoints d'enseignement, recrutés chaque année dans les conditions fixées par le décret susvisé, déduction faite de ceux d'entre eux qui font l'objet de nomination en qualité de professeurs stagiaires ou de délégués ministériels dans les fonctions de professeurs ou de surveillants généraux, peut être estimé à un millier environ; 3° les adjoints d'enseignement sont chargés d'un service hebdomadaire de 36 heures de surveillance. Lorsqu'un enseignement leur est confié par la délégation du recteur, une heure d'enseignement compte pour 2 heures de surveillance dans leur service; 4° a) lorsqu'ils assurent un service complet d'enseignement, ils perçoivent un traitement fonctionnel de chargés d'enseignement; b) ils peuvent actuellement bénéficier des conditions exceptionnelles d'accès au cadre des professeurs certifiés définies par le décret n° 63-217 du 1^{er} mars 1963; c) ils peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de surveillants généraux de lycées; 5° les mesures mentionnées ci-dessus constituent des avantages appréciables. En particulier, les dispositions du décret indiciaire du 8 août 1961 permettant de faire bénéficier du classement des chargés d'enseignement les adjoints qui enseignent, se traduisent, pour les intéressés, par un gain de 30 points nets en fin de carrière. Cependant, la situation de ces personnels pourrait, le cas échéant, faire l'objet d'un examen particulier dans le cadre de mesures, actuellement à l'étude, intéressant diverses catégories de maîtres.

5988. — M. Marcel Guyot expose à M. le ministre de l'éducation nationale les difficultés de la rentrée scolaire 1963-1964 au lycée de jeunes filles de Moulins (Allier) à savoir: pénurie de professeurs pour assurer les cours, exiguité des locaux dont souffre particulièrement l'internal, insuffisance notoire d'équipements scientifiques et, pour pallier ces insuffisances, réduction des horaires dans certaines disciplines, enfin trop d'élèves dans beaucoup de classes. Il lui demande: 1° pour l'immédiat s'il envisage: a) d'équiper la deuxième salle de travaux pratiques de physique; b) de créer des chaires en nombre suffisant; 2° pour un avenir proche, s'il envisage la construction d'un lycée correspondant aux besoins en matière d'enseignants, de locaux équipés et de places disponibles; 3° plus généralement, les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la mauvaise situation de l'enseignement secondaire pour les jeunes filles dans l'Allier. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — 1° a) L'aménagement de la salle de travaux pratiques de physiques du lycée d'Etat de jeunes filles de Moulins est prévu au titre des travaux déconcentrés. Compte tenu du programme de travaux de cette nature et des crédits qui leur sont affectés, cette opération sera réalisée soit en 1964, soit au plus tard en 1965; b) en ce qui concerne la situation du personnel enseignant, cinq chaires nouvelles ont été créées à la rentrée scolaire de 1963: une chaire de mathématiques, une chaire de sciences naturelles, une chaire d'histoire-géographie, une chaire de lettres, une chaire d'anglais. Le nombre de chaires vacantes de cet établissement est relativement peu élevé par rapport à la moyenne des établissements de second degré et le nombre de chaires créées, correspondant à un équipement suffisant pour les effectifs et horaires de l'établissement; 2° la construction d'une annexe de premier cycle, au lycée de jeunes filles, avait été initialement envisagée dans le cadre du plan 1962-1965, mais, en raison du nombre et de l'importance des projets en cours ainsi que des crédits disponibles, il n'a pas été possible de proposer cette opération pour un financement, dans le cadre du IV^e plan d'équipement scolaire. En conséquence, cette opération devra être reprise dans le cadre du V^e plan; 3° les mesures d'accueil à prévoir, pour la rentrée scolaire de 1964, feront l'objet, au cours des prochains mois, d'un examen approfondi. Dans le cadre de cette étude, la situation de l'enseignement secondaire féminin à Moulins, sera spécialement examinée.

6039. — M. Cornette expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le personnel de laboratoire des lycées techniques a, par deux fois, élu une commission paritaire nationale qui, à ce jour, a part l'application du décret du 26 mai 1962 sur les 25 p. 100

ne s'est jamais réunie ; que cette commission n'a jamais été consultée pour les mutations, promotions ou avancement. Il lui demande quelle valeur peut être accordée au travail effectué et pourquoi cette commission administrative paritaire reste fictive, en contradiction avec le statut des fonctionnaires du 4 février 1959. (Question du 27 novembre 1963.)

Réponse. — Le personnel de laboratoire des lycées techniques constitue un corps distinct, qui compte environ une centaine de fonctionnaires, gérés sur le plan académique. Conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires, ce personnel a élu une commission administrative paritaire. Mais il est apparu, assez rapidement, que le nombre et la nature des problèmes posés par la gestion d'un corps à effectifs aussi réduits n'appelaient que très exceptionnellement l'avis de la commission administrative paritaire. Il convient de signaler que des dispositions nouvelles sont actuellement en préparation en vue de doter d'un statut commun l'ensemble du personnel de laboratoire, quel que soit le type d'établissement où il exerce ses fonctions. C'est dans le cadre de ce statut commun et des nouvelles commissions administratives paritaires auxquelles il donnera naissance, que pourra être assuré un fonctionnement normal des institutions représentatives du personnel prévues par les règles générales applicables à la fonction publique.

6081. — M. Heltz remercie M. le ministre de l'éducation nationale pour sa réponse du 21 novembre 1963 à sa question n° 849 du 5 février dernier, par laquelle il lui fait espérer la création d'une académie à Amiens dans le courant de l'année 1964. Néanmoins il attire son attention sur l'actuelle situation des lycées d'Amiens (lycée mixte, lycée de jeunes filles, lycée technique) ayant à faire face à de graves difficultés résultant : 1° du manque et de la dispersion des locaux : il manque en effet vingt salles de classe au lycée mixte et le lycée de jeunes filles, très vétuste, est morcelé en trois groupes, bientôt quatre en raison de l'implantation d'un groupe aux limites extrêmes de la cité scolaire. L'emplacement choisi pour ce groupe ne donnant satisfaction ni aux parents ni aux professeurs, ni à l'administration du lycée ; 2° du problème des transports résultant de ladite dispersion des locaux, les enfants étant contraints à de longs et fatigants trajets et les professeurs ne pouvant enseigner dans des établissements aussi éloignés les uns des autres ; 3° du manque de professeurs qualifiés, 15 à 20 p. 100 des professeurs du lycée mixte étant des contractuels, des maîtres auxiliaires ou des instituteurs déplacés pour le premier cycle ; en outre, certains postes sont encore vacants ; 4° de l'insuffisance d'un équipement convenable, dans le lycée de jeunes filles : cour de récréation aménagé, préau, installations sanitaires suffisantes. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour apporter des solutions aux différents problèmes évoqués et ce dans des délais aussi brefs que possible. (Question du 29 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Difficultés provenant du manque de locaux : selon les renseignements fournis par l'inspection académique de la Somme, il manque actuellement : 8 salles de classe et 4 salles de permanence, soit 12 salles au lycée mixte de la cité scolaire d'Amiens. Si cette pénurie de locaux complique la tâche de l'administration du lycée dans l'établissement des tableaux d'emploi du temps et d'utilisation des salles, elle ne cause aucun préjudice aux élèves ; 2° difficultés provenant de la dispersion des locaux : en attendant la réalisation des travaux d'extension du lycée de jeunes filles, l'utilisation des annexes rue Puvis-de-Chavannes et rue Jules-Barni est une nécessité absolue ; dès l'achèvement de ces travaux, la première annexe, vétuste, sera abandonnée, la seconde sera transformée en collège d'enseignement secondaire. Il n'est pas prévu de surcharger encore la cité scolaire d'Amiens, sauf en ce qui concerne le lycée technique qui doit y être obligatoirement installé ; aucune annexe nouvelle du lycée de filles ne doit y être implantée ; 3° difficultés provenant du manque de professeurs qualifiés : le déficit en personnel titulaire dans les établissements scolaires d'Amiens est effectivement ainsi que le rapporte l'honorable parlementaire, de l'ordre de 15 à 20 p. 100. Cette situation n'est pas particulière à la ville d'Amiens et ce pourcentage correspond au déficit moyen constaté sur le plan national, les services de l'éducation nationale assurant équitablement entre les diverses académies la répartition des personnels titulaires ; 4° difficultés provenant de l'insuffisance de l'équipement : le lycée de jeunes filles d'Amiens est incontestablement vétuste, le projet de rénovation et d'extension de cet établissement est actuellement au point et on peut raisonnablement espérer que les travaux seront menés à bien en 1964. D'autre part, deux projets, destinés à décongestionner le lycée mixte et le lycée de jeunes filles sont à l'étude : création d'un second lycée de filles dans la zone de rénovation du quartier Saint-Léu et création d'un lycée de premier cycle au Nord d'Amiens dans la zone à urbaniser en priorité, ce dernier établissement correspond à des besoins urgents et pourrait, si les crédits le permettent, ouvrir dans les locaux préfabriqués de type R + 1 dès la rentrée scolaire de septembre 1964.

6171. — M. Mainguy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le grand ensemble de la résidence universitaire d'Antony comporte 3.000 chambres d'étudiants. Le caractère démesuré de cette cité, la disposition des locaux et l'insuffisance du personnel de surveillance font que les étudiants y sont pratiquement livrés à eux-mêmes. Il en résulte que la politique tient une large part dans leurs occupations, si l'on en juge du moins par le nombre des affiches posées à l'intérieur des locaux et que, par ailleurs, leur

vie privée reste pratiquement à l'abri de tout contrôle. Compte tenu de ces constatations, il lui demande quelle politique il entend suivre à l'avenir en ce qui concerne le logement des étudiants et vers quelle solution il entend orienter ses services : soit le grand ensemble du type résidence universitaire d'Antony, soit l'immeuble moyen du genre de ceux qui ont été construits boulevard Jourdan, soit le logement individuel en H. L. M. (Question du 4 décembre 1963.)

Réponse. — Un projet d'aménagement complémentaire de la résidence universitaire d'Antony, comportant notamment la création d'une salle d'activités culturelles, sera financé en 1964 en vue de réduire les difficultés d'administration signalées par l'honorable parlementaire. Les programmes-types de résidences d'étudiants céli-bataires mis à l'épreuve dès 1960 et généralisés en 1962, limitent la capacité d'accueil de chaque cité à 1.000 étudiants, celle de chaque bâtiment à 150. Les grands ensembles du type de la résidence d'Antony sont donc dorénavant exclus du programme de construction. Le logement des étudiants mariés est recherché par voie de réservation de logements répartis dans des immeubles H. L. M. de type localitif.

6213. — M. Odru expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la ville de Montreuil ne peut obtenir le versement d'une subvention de 320.040 francs accordée par arrêté du 21 novembre 1960, visée au contrôle financier sous le numéro 18715, relative à la construction du groupe scolaire Diderot. Le versement de cette subvention, pour laquelle toutes les justifications réglementaires ont été produites, a fait l'objet de plusieurs réclamations, la dernière ayant été déposée le 20 juin dernier entre les mains du directeur général des services d'enseignement de la Seine. Aucun motif de refus n'a jamais été communiqué à la ville de Montreuil. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que soit versée sans retard, à la ville de Montreuil, la subvention qui lui est due. (Question du 5 décembre 1963.)

Réponse. — Cette subvention ayant fait l'objet d'un rejet de la pairie générale de la Seine, le ministère des finances saisi de cette affaire a donné son accord au paiement. Le mandatement est en cours et devrait intervenir dans les meilleurs délais.

6424. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la grave situation dans laquelle vont se trouver de nombreuses familles du lieudit La Grappinière, situé dans la commune de Vaulx-en-Velin (Rhône). Dans ce quartier neuf, on peut considérer que, dès 1964, on comptera 1.452 enfants d'âge scolaire qui devront fréquenter une école, qui n'existe encore qu'à l'état de projet. Il lui rappelle qu'il ne peut ignorer ce problème, étant donné les nombreuses démarches du maire de la commune auprès de M. le préfet du Rhône à propos du projet de groupe scolaire des Bardelières. Dans ces conditions, et encore plus après la dépêche ministérielle du 14 septembre 1963, laquelle indique que le projet en question ne figure pas au programme de 1964, il lui demande s'il n'entend pas : 1° reconsidérer le problème et inscrire ce projet au programme de 1964 ; 2° prendre toutes dispositions afin que l'implantation éventuelle de classes provisoires ne gêne en aucune sorte la construction en « dur » du groupe scolaire envisagé. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Le conseil général du département du Rhône, procédant à une révision de la liste d'urgence établie pour les constructions scolaires, vient de reclasser le projet des « Bardelières », à Vaulx-en-Velin, en meilleur rang. Cette opération sera ainsi proposée par M. le préfet du Rhône pour le programme de financement 1965. Dans l'immédiat, et afin que la rentrée scolaire 1964 puisse être assurée en toute sécurité, le ministre de l'éducation nationale se propose de subventionner l'achat par la municipalité de Vaulx-en-Velin de classes préfabriquées dont l'implantation lui sera proposée par M. le préfet. Il appartiendra à la municipalité de prendre toutes dispositions utiles pour que cette mise en place provisoire n'apporte aucune gêne à la réalisation de la construction en « dur ».

6450. — M. Bosson expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans les agglomérations en voie d'expansion rapide, la commission du plan a prévu, au cours des quinze prochaines années, la création d'un certain nombre d'établissements scolaires du second degré. Or la rareté et la hausse de prix des terrains à construire risquent de rendre impossible la réalisation de ces opérations lorsque les projets seront classés et financés. Il apparaît nécessaire de prévoir, dès maintenant, la réservation des terrains et de les acquérir le plus tôt possible. A cet effet, des syndicats intercommunaux ont été constitués, mais leur action de sauvegarde ne peut être efficace que dans la mesure où ces syndicats auront obtenu le moyen de préfinancer ces acquisitions foncières par des emprunts auprès des caisses publiques. La réglementation actuellement en vigueur conditionne la remise des fonds d'Etat au financement ou à une promesse de financement des opérations n'excédant pas trois ans. Il lui demande si, compte tenu des circonstances actuelles particulièrement inquiétantes en ce qui concerne les réserves foncières, il ne serait pas possible de porter cette condition relative au financement à une dizaine d'années. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Le problème posé par l'honorable parlementaire n'avait pas échappé au ministère de l'éducation nationale. Ainsi

une étude a-t-elle été entreprise avec le ministère des finances en vue de déterminer dans quelle mesure la condition dont il s'agit pourrait être portée à plus de trois ans. Cette étude est activement poursuivie. Mais il y a lieu de préciser d'ores et déjà qu'il ne sera sans doute pas possible, en raison de l'insuffisance des crédits et de la nécessité d'actualiser la carte scolaire en fonction des besoins, de fixer cette condition à une dizaine d'années. Dans le cas où une telle durée est nécessaire, la réservation des terrains ne paraît possible que dans le cadre de la législation et de la réglementation relatives aux plans d'urbanisme, aux zones à urbaniser en priorité et aux zones d'aménagement différé.

525. — M. Bizet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un certain nombre de personnes, titulaires du diplôme d'Etat de monitrice d'enseignement ménager familial, ayant enseigné en qualité de maîtresses auxiliaires pendant plusieurs années, n'ont pu obtenir leur titularisation en application du décret n° 57-1126 du 4 octobre 1957, du seul fait qu'elles étaient entrées en fonctions quelques jours seulement après le 22 septembre 1949. Il lui demande à quelle date il envisage de mettre en œuvre un nouveau plan de liquidation des monitrices d'enseignement ménager familial possédant le diplôme d'Etat complet. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — Le décret du 4 octobre 1958 modifiant le décret n° 53-458 du 16 mai 1953 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du personnel des centres publics d'apprentissage a permis aux maîtres auxiliaires d'enseignement technique théorique ou pratique (parmi lesquels se trouvent les maîtres auxiliaires d'enseignement ménager) entrés en fonctions dans les établissements d'enseignement technique avant le 22 septembre 1949, d'obtenir leur titularisation sous certaines conditions en subissant avec succès les épreuves d'un examen professionnel. Cette disposition a eu pour but de régler la situation des maîtres auxiliaires en fonctions, antérieurement à l'entrée en application du premier statut du personnel des centres publics d'apprentissage publié au *Journal officiel* du 22 septembre 1949. Depuis cette date les conditions d'entrée dans les cadres de professeurs titulaires de collèges techniques sont fixées par les textes statutaires et il appartient aux intéressés de s'y conformer pour se présenter au concours de recrutement, le concours étant le mode normal de recrutement de la fonction publique.

654. — M. Davoust demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, compte tenu des possibilités de recrutement de personnel dans le corps des chargés d'enseignement dans les lycées, il n'envisage pas de prévoir l'intégration dans ce cadre des chargés d'enseignement, des instituteurs qui, à la date du décret du 26 juin 1946, ne possédaient pas les dix années de fonctions requises et dont certains occupent maintenant depuis plus de vingt ans leurs postes. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — Les intégrations dans le cadre des chargés d'enseignement ont été faites jusqu'au 31 décembre 1947 selon les dispositions du décret du 26 juin 1946. Depuis le 31 décembre 1947 le cadre des chargés d'enseignement est un cadre en voie d'extinction dans lequel, suivant la règle générale applicable en la matière, il n'est pas admis de prévoir de nouvelles intégrations.

667. — M. Lecocq fait remarquer à M. le ministre de l'éducation nationale que la réforme, bonne en elle-même, qui est intervenue en ce qui concerne le nombre et la répartition des diverses décorations ne laisse pas d'avoir certaines répercussions assez fâcheuses, et sans doute imprévues. C'est ainsi que les musiciens ont toujours considéré comme un insigne d'honneur d'obtenir les Palmes académiques pour les services qu'ils ont rendus, et la plupart sont fortement déçus d'être frustrés de cet avantage. Aussi, il lui demande s'il ne serait pas possible de continuer à attribuer aux musiciens qui enseignent la musique la décoration en question. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — Les mérites acquis au titre de la musique, de même que ceux concernant les autres activités artistiques, relèvent du seul ministère des affaires culturelles conformément aux dispositions du décret du 3 février 1959 qui a fixé les attributions de ce département. Le décret du 13 avril 1962 confirme la situation ainsi créée. Désormais les services rendus au titre de l'une des activités du ministère de l'éducation nationale peuvent seuls être sanctionnés par les Palmes académiques. Il est donc impossible, dans ces conditions, de consentir une exception en faveur des candidats auxquels se réfère la question de l'honorable parlementaire. Bien entendu, les professeurs d'enseignement musical exerçant leurs fonctions dans les établissements publics de l'éducation nationale ou privés ayant souscrit un contrat d'association ainsi que dans les établissements d'enseignement de l'Etat relevant des autres départements ministériels, peuvent toujours, comme tous les membres des personnels enseignants, recevoir les Palmes académiques (promotion du 14 juillet).

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

4528. — M. Kroepffé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il résulte du décret du 3 septembre 1958 qu'une société n'est passible de la taxe annuelle sur les véhicules

de tourisme qu'à raison de voitures servant au transport de personnes appartenant à la société. Il lui demande de lui confirmer : 1° qu'une voiture de tourisme, classée dans la catégorie des voitures particulières, type de carrosserie conduite intérieure, n'est pas assujettie à la taxe si ce véhicule sert à titre habituel au transport de marchandises faisant l'objet du négoce de la société ; 2° qu'il en est de même pour un même véhicule servant à réceptionner les clients ou fournisseurs de la société à l'exclusion des personnes appartenant à ladite société. (Question du 24 août 1963.)

Réponse. — Les voitures de tourisme des sociétés qui, par exception, ne sont pas utilisées au transport de personnes appartenant à la société intéressée mais à celui de marchandises faisant l'objet du négoce de l'entreprise ou à la réception de ses clients ou de ses fournisseurs n'entrent pas dans le champ d'application de la taxe visée à l'article 233 du code général des impôts. Mais il en va différemment lorsque ces voitures sont, en réalité, affectées au transport d'un employé, ou d'un dirigeant, qui exerce, au sein de la société, une activité comportant, à titre accessoire, le transport et la livraison des marchandises (cas des représentants de commerce pratiquant le « laisser sur place ») ou le transport de personnes en relation d'affaires avec la société (cas des membres du service des relations publiques). Il s'agit donc, en définitive, d'une question de fait qu'il appartient aux services locaux de la direction générale des impôts d'apprécier dans chaque cas particulier sous le contrôle, bien entendu, du juge de l'impôt.

4969. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article L. 74 du code des pensions civiles et militaires, relatif au rappel d'arrérages dû à la suite d'une demande de pension ou de révision de pension, a été modifié par l'article 8 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962. Le rappel a été porté de une à deux années d'arrérages antérieurs à la date du dépôt de la demande de pension. Les modalités d'application de cette nouvelle disposition doivent être définies par un décret qui serait actuellement en préparation. Les retards apportés à la publication de ce texte lésent gravement les pensionnés, particulièrement ceux qui sont âgés et de condition modeste. Il lui demande à quelle date interviendra sa publication. (Question du 2 octobre 1963.)

Réponse. — Le décret n° 63-1059 du 21 octobre 1963, pris pour l'application des dispositions de l'article 8 de la loi de finances rectificative du 31 juillet 1962, a été publié au *Journal officiel* du 25 octobre 1963.

5446. — M. René Leduc demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si une société commerciale ayant une activité industrielle et disposant de capitaux qu'elle désire investir dans des sociétés civiles de construction sous forme d'acquisition ou de souscription de parts, peut employer les plus-values découlant des opérations de construction ; 2° dans l'affirmative, quelle forme peut prendre ce emploi ; sous quelles conditions il peut être effectué et à quels impôts il serait soumis. (Question du 24 octobre 1964.)

Réponse. — Il semble que la question posée puisse être interprétée comme concernant le emploi de plus-values provenant de la cession d'actions ou de parts de sociétés immobilières de copropriété — dites « sociétés transparentes » — visées à l'article 30-I de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et donnant droit, d'autre part, à l'attribution de locaux ne présentant pas le caractère d'éléments de l'actif immobilisé pour l'entreprise cédante. Si une telle interprétation est bien exacte, les plus-values de cette nature qui pourront être réalisées par la société commerciale seront, en vertu des dispositions de l'article 28-I de la loi précitée du 15 mars 1963, susceptibles de bénéficier de l'exonération sous condition de emploi édictée par l'article 40 du code général des impôts, à la condition que les actions ou parts cédées aient été acquises avant l'achèvement des locaux correspondants et n'aient pas été considérées, lors de leur acquisition, comme représentatives d'immeubles achevés, que les locaux en cause soient affectés à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale, qu'ils soient achevés lors de la cession ou considérés comme achevés en application de l'article 4 du décret n° 63-678 du 9 juillet 1963 et que — sous réserve de l'exception prévue par l'article 5 de ce décret — cette cession n'ait pas été précédée de versements d'acomptes ou d'avances. La société devra, dans ce cas, prendre l'engagement de réinvestir, dans un délai de trois ans, une somme égale au montant des plus-values ajoutées au prix de revient des éléments cédés. Sous les sanctions édictées par le paragraphe 4 de l'article 49 du code général des impôts, le emploi devra être obligatoirement effectué soit dans la construction d'immeubles affectés à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale, soit en l'achat de terrains ayant fait l'objet de la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions prévues à l'article 27-III de la loi du 15 mars 1963, soit en la souscription d'actions ou de parts de sociétés ayant pour objet principal de concourir, directement ou indirectement, à la construction d'immeubles suivant des modalités qui seront fixées par arrêté. Les plus-values distraites des bénéfices imposables qui auront été ainsi réinvesties dans le délai prévu seront considérées comme affectées à l'amortissement des éléments créés, acquis ou souscrits en emploi et viendront en déduction de leur prix de revient pour le calcul des amortissements susceptibles d'être prélevés, le cas échéant, sur les bénéfices ainsi que des plus-values réalisées ultérieurement. En ce qui concerne les impositions auxquelles peut donner lieu le emploi des plus-

values considérées, le régime applicable est le suivant : si ce emploi est effectué dans la construction d'immeubles affectés à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale, les opérations concourant à la production ou à la livraison desdits immeubles seront soumises à la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions définies à l'article 27 de la loi du 15 mars 1963 ; l'achat de terrains destinés à la construction d'immeubles de cette nature sera également assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée en vertu du même texte ; s'agissant de terrains qui auront déjà supporté cette taxe, c'est le vendeur qui sera le redevable légal de la taxe due à l'occasion de l'achat en question ; quant à la souscription d'actions ou de parts de sociétés, elle n'entraîne, en elle-même, aucune imposition particulière.

5526. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un particulier, s'il donne une partie de son logement en meublé soit à des particuliers, soit à des étudiants doit, sans aucun doute, en faire la déclaration aux services du logement ainsi qu'aux services financiers du Trésor. Il lui demande : 1° dans le cas où il s'agit d'étudiants, si ledit logeur est tenu de payer la patente, la taxe sur les prestations de service et la taxe proportionnelle ; 2° dans le cas où il ne s'agit pas d'étudiants, mais de simples particuliers logeant également en meublé, si ledit logeur ne doit pas obligatoirement payer les taxes afférentes aux logeurs en meublé ; 3° si, dans les deux cas, ledit logeur doit faire une déclaration au service économique de sa ville. (Question du 29 octobre 1963.)

Réponse. — 1° et 2° Les personnes qui se livrent à la location en meublé sont redevables, en principe, à raison de cette location, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices industriels et commerciaux, de la contribution des patentes et de la taxe locale sur le chiffre d'affaires. Toutefois sont exonérés de ces impôts, en application des dispositions des articles 35 bis, 1454-6° bis et 1575-2-21 du code général des impôts, les personnes louant en meublé une partie de leur logement principal à la triple condition : que le logement soit situé sur le territoire d'une localité dans laquelle la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés est applicable ; que les pièces louées constituent pour le locataire en garni sa résidence principale ; que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables lorsque la location est consentie à des étudiants ou, s'agissant de personnes autres que des étudiants, qu'il soit conforme à la législation sur les loyers des locaux d'habitation et ne permette pas au locataire principal, dans le cas de sous-location, de réaliser un bénéfice par rapport au loyer qu'il paye lui-même à son bailleur ; 3° réponse négative. La législation sur les prix ne vise que les loueurs professionnels en meublé, qui sont tenus, si leurs immeubles ont été construits antérieurement au 1^{er} septembre 1948, de demander leur classement à la préfecture de police. Par contre, la location en meublé d'une partie de son appartement par un particulier n'entre pas dans le champ d'application de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, mais relève de la législation sur les loyers d'habitation. Bien que cette législation ressortisse plus spécialement à la compétence du ministre de la construction, il y a lieu de préciser qu'aucune disposition stipulant la déclaration de la location susvisée à un service économique départemental n'est prévue par la loi du 1^{er} septembre 1948 et les textes subséquents sur les loyers.

5559. — M. André Halbout appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des ingénieurs des travaux agricoles du cadre latéral. Ce cadre est formé d'anciens fonctionnaires du ministère de la France d'outre-mer qui servent en partie en métropole, en partie au titre de la coopération technique dans les Etats africains et malgache. Leur avancement a été suspendu depuis décembre 1959. La dernière commission paritaire qui s'est réunie à leur sujet s'est tenue le 18 décembre 1962. L'arrêté fixant le nombre des promotions possibles dans ce cadre doit faire l'objet d'un visa du ministère des finances et des affaires économiques. Le texte de cet arrêté a été transmis en décembre 1962 par le ministère de l'agriculture. Le retard apporté à la parution de cet arrêté cause un grave préjudice aux intéressés. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour hâter au maximum la parution de ce texte. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — Le retard constaté dans l'intervention des arrêtés fixant le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour chacun des grades des corps latéraux créés par le décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959 a été provoqué en grande partie par la longueur des opérations de reconstitution de carrière qui ont précédé les mesures d'intégration des fonctionnaires des cadres supérieurs de la France d'outre-mer dans lesdits corps latéraux. Ces arrêtés ne peuvent au surplus intervenir qu'après réalisation des avancements dans les corps normaux correspondants afin d'assurer aux fonctionnaires des corps latéraux le même rythme d'avancement. En ce qui concerne plus spécialement le corps latéral des ingénieurs des travaux agricoles, le dossier communiqué par le ministre de l'agriculture a nécessité un complément d'information qui a demandé un certain délai. Le projet d'arrêté fixant le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour les trois années 1960, 1961 et 1962 vient d'être renvoyé signé au ministre de l'agriculture.

5564. — M. Louis Sallé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation dramatique dans laquelle se trouve un artisan qui, obligé de cesser ses fonctions pour une durée dépassant un an en raison de son état de santé, ne peut se faire remplacer par un ouvrier sans perdre le bénéfice de son statut d'artisan fiscal. Il lui demande s'il envisage de compléter l'article 1649 quater (ancien 184) du code général des impôts, afin de tenir compte des cas de ce genre. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — Les avantages fiscaux accordés aux artisans par dérogation aux règles de droit commun ne pouvant se justifier que dans la mesure où le gain des intéressés s'apparente à un salaire, c'est-à-dire, dans le cas où ce gain représente exclusivement ou presque exclusivement la rémunération de leur travail personnel, il n'est pas possible d'accueillir favorablement la demande de l'honorable parlementaire.

5774. — M. Jean Valentin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des dispositions récentes permettent aux retraités proportionnels ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à seize ans de bénéficier de certaines majorations de leur pension au même titre que les retraités d'ancienneté. Ces avantages sont refusés à une personne ayant élevé trois enfants, dont deux sont des enfants légitimes et le troisième un orphelin de père et de mère, pupille de la nation de la guerre 1914-1918. En la circonstance, l'enfant pris en charge était la jeune belle-sœur du retraité actuel. Il serait souhaitable que les dispositions précitées s'appliquent à toutes les personnes ayant eu à leur charge au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures en ce sens. (Question du 14 novembre 1963.)

Réponse. — Les majorations pour enfants prévues par le code des pensions civiles et militaires de retraite en faveur des fonctionnaires pères ou mères de familles reposaient sur la théorie générale de la filiation légitime en droit civil français. La question évoquée par l'honorable parlementaire n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement qui, dans le cadre de la réforme d'ensemble du code des pensions civiles et militaires de retraite, envisage d'apporter des aménagements au régime des majorations pour enfants.

5784. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Celui-ci dispose en effet que la pension est majorée, en ce qui concerne les titulaires ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans, de 10 p. 100 de son montant pour les trois premiers enfants et de 5 p. 100 par enfant au-delà du troisième. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable d'envisager également la prise en compte, pour cette majoration pour enfants, des enfants recueillis ayant été à la charge effective du fonctionnaire ou du retraité pendant seize ans au sens de la législation des prestations familiales, même si, n'ayant pas été recueillis dès leur naissance, ils ont été cependant à la charge de l'intéressé pendant les seize ans requis — la limite du droit aux prestations familiales étant dans certains cas fixée à dix-sept ou vingt ans. (Question du 14 novembre 1963.)

Réponse. — Les majorations pour enfants, prévues par le code des pensions civiles et militaires de retraite en faveur des fonctionnaires pères ou mères de famille, reposent sur la théorie générale de la filiation légitime en droit civil français. La question évoquée par l'honorable parlementaire n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement qui, dans le cadre de la réforme d'ensemble du code des pensions civiles et militaires de retraite, envisage d'apporter des aménagements au régime des majorations pour enfants.

5787. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les termes de l'article L. 54 du code des pensions civiles et militaires de retraite selon lesquels « les veuves des fonctionnaires civils ont droit à une pension égale à 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le mari ». Compte tenu du fait qu'à la mort du mari retraité, et surtout lorsque la veuve n'a pas de ressources propres, certaines charges — logement en particulier — ne subissent généralement aucune réduction, et que la diminution des autres charges ne correspond pas à la réversion de 50 p. 100, compte tenu également du fait que la caisse des cadres accorde aux veuves une pension de 60 p. 100, il lui demande s'il ne pourrait envisager d'élever le pourcentage de la pension de la veuve et de le porter de 50 p. 100 à 60 p. 100 de la pension du mari retraité. (Question du 14 novembre 1963.)

Réponse. — Dans le régime de retraites de l'Etat et les régimes publics qui s'en inspirent, le taux de la pension de réversion des veuves a toujours été traditionnellement fixé à 50 p. 100 de la pension du mari. Une élévation du pourcentage de ce taux à 60 p. 100 entraînerait pour le seul régime du code des pensions civiles et militaires de retraite, une dépense supplémentaire qui, pour 1964, peut être évaluée à environ 190 millions de francs. Outre cette augmentation considérable du budget de la dette viagère, l'extension inévitable d'une telle mesure aux autres régimes de retraites du secteur public aurait des répercussions importantes sur l'équilibre financier de ces régimes.

5869. — M. Bourgund attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation suivante : M. et Mme X... ont fait l'acquisition le 10 novembre 1961 d'une ferme comprenant bâtiments d'habitation et d'exploitation et 130 hectares de terres. Ils ont donné à bail ce domaine à leur gendre, M. Y..., par acte notarié du 12 mai 1962, avec entrée en jouissance du 23 avril 1962. Mais ce sont les époux Y... qui pratiquent l'exploitation en commun. Les époux Y..., désirant que des réparations soient entreprises aux bâtiments et ne pouvant obtenir à cet effet un prêt du crédit agricole que si ces bâtiments leur appartenaient, M. et Mme X... ont, par acte notarié du 28 septembre 1962, fait donation de ces bâtiments à leur fille Mme Y... M. et Mme X..., qui ont six enfants, ont l'intention de faire donation-partage des 130 hectares de terres évaluées à 180.000 francs à leurs six enfants, avec attribution à leur fille Mme Y..., à charge de payer des soultes à ses copartageants, soit 150.000 francs. Il lui demande : 1° si l'exonération des droits d'enregistrement prévue par l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 et par l'article 84 de la loi n° 63-156 du 28 février 1963 est applicable ; 2° la limite de cumul dans la région étant de 120 hectares, si l'exonération ne s'appliquerait que sur la valeur de 120 hectares ; 3° si le fait que le bail soit établi au nom de M. Y..., gendre de M. et Mme X... (bien que l'exploitation soit pratiquée en commun par les époux), donne à la fille, Mme Y..., attributaire, la qualité de preneur en place ; 4° si le fait que les bâtiments aient été distraits de l'ensemble primitif et donnés à la fille, Mme Y..., n'enlève pas au bien qui serait donné (130 hectares de terre) le caractère d'exploitation agricole prévue à l'article 832-1 du code civil. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — 1°, 2° et 3° L'exonération des droits de timbre et d'enregistrement instituée par l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, telle que cette disposition a été complétée par l'article 84 de la loi n° 63-156 du 28 février 1963 (art. 1373 series B du code général des impôts), est applicable, dans la limite et sous la condition prévues à ce texte, à l'acquisition d'un bien rural par l'exploitant preneur en place titulaire du droit de préemption. Or, il résulte de la jurisprudence de la cour de cassation que lorsqu'un bail a été consenti à un seul des époux, son conjoint ne peut être considéré comme exploitant preneur en place au sens de l'article 790 du code rural et ne saurait exercer le droit de préemption que l'époux preneur tient de son bail. Par suite, au cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, l'exonération établie par l'article 1373 series B du code général des impôts susvisé ne peut bénéficier à l'attribution à charge de soulte prévue au profit du conjoint du preneur dans la donation-partage à intervenir ; 4° la question de savoir si le fait que des bâtiments aient été distraits de l'ensemble primitif enlève au bien qui serait donné le caractère d'exploitation agricole pour l'application des dispositions de l'article 832-1 du code civil ne relève pas directement de la compétence du ministère des finances. Mais il est précisé que la circonstance que l'attributaire était antérieurement au partage d'ascendant, propriétaire d'une partie de l'exploitation, n'est pas de nature à faire échec à l'application des dispositions des articles 710 et 710 ter du code général des impôts qui prévoient respectivement une exonération et une réduction des droits de soulte au cas d'attribution à un seul copartageant de tous les biens composant une exploitation agricole unique. Toutefois, dans une telle hypothèse, il convient de prendre en considération la totalité de l'exploitation, y compris la partie appartenant déjà à l'attributaire, à l'effet de déterminer si la valeur limite de 180.000 francs visée à l'article 710 du code général des impôts est atteinte. Au cas actuel, la valeur globale de l'exploitation semble excéder cette valeur limite de telle sorte que seules les dispositions de l'article 710 ter du code général des impôts pourraient, le cas échéant, trouver leur application.

5874. — M. Le Tec demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'estime pas possible de faire imprimer sur les vignettes automobiles la date jusqu'à laquelle tout véhicule mis en circulation doit payer la taxe différentielle de l'année en cours. Cette mention permettrait au public de connaître cette date alors qu'il ignore le plus souvent. Il en résulte des poursuites bien sévères à l'égard d'automobilistes de parfaite bonne foi, ceux-ci croyant, pour la plupart, que la date à partir de laquelle la vignette n'est plus due est le 1^{er} juillet, date de début des congés annuels. Cette erreur est entretenue par le fait que les services délivrant la carte grise encaissent, au profit du Trésor, la taxe correspondante, et que l'on ne voit pas pour quelle raison ils n'encaissent pas, au même titre, le montant de la vignette si elle est due. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Il résulte des articles 021 et 031 de l'annexe II au code général des impôts que le propriétaire d'une voiture dont la première mise en circulation a lieu entre le 15 août et le 30 novembre n'a pas à acquitter la taxe différentielle ou spéciale sur les véhicules à moteur afférente à la période d'imposition en cours. Cette disposition constituant une des modalités d'application de ces taxes il n'est pas apparu utile de la faire figurer plus particulièrement qu'une autre sur les vignettes, alors surtout qu'elle n'intéresse qu'un nombre assez limité d'acquéreurs de voitures neuves et que ceux-ci étant précisément dispensés de cette taxe sont informés de cette exemption si par ignorance ils viennent à demander la délivrance d'une vignette. Quoi qu'il en soit le problème soulevé par l'honorable parlementaire n'a pas échappé à la direction générale des impôts qui étudie actuellement les moyens de parvenir à une meilleure information des usagers, avec le concours notamment

des services chargés dans les préfectures de l'établissement des cartes grises. Ces services sont d'ailleurs habilités, aux termes de l'article 121 M-III de l'annexe II au code général des impôts, à délivrer les vignettes de la série normale afférentes aux véhicules qui font l'objet d'une première mise en circulation. Mais cette délivrance ne peut être effectuée que sur la demande expresse des intéressés. Dès lors que ceux-ci disposent (pour acquitter l'impôt) d'un délai d'un mois à compter de la première mise en circulation.

5937. — M. Spénale rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques la détresse du vignoble français qui pâtit simultanément des pertes de récolte et du blocage des prix. Il lui demande si, pour rendre aux vignerons durement éprouvés la sérénité et l'espoir, il n'estime pas que, parmi d'autres mesures, la fiscalité viticole — la plus lourde de toutes celles appliquées en agriculture — devrait être dès maintenant très sensiblement réduite. (Question du 21 novembre 1963.)

Réponse. — En réponse à la question ci-dessus qui lui a été transmise pour attribution par le ministre de l'Agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques signale à l'honorable parlementaire que la récolte de vin de l'année 1963 est comparable en quantité à la moyenne des récoltes des dix dernières années. On ne peut, dans l'ensemble, parler de déficit que comparativement à la récolte exceptionnelle de 1962. Les prix, libres de blocage, pratiqués par la propriété sont actuellement supérieurs au prix indicatif de campagne (5,70 F/hectolitre) et, pour les bonnes qualités, atteignent ou dépassent le prix plafond. Par ailleurs, diverses mesures d'ordre économique et financier ont été prises en faveur des viticulteurs sinistrés par le décret n° 63-1068 du 26 octobre 1963 et par le décret n° 63-1379 du 31 décembre 1963 portant organisation de la campagne viticole 1963-1964. Spécialement les dispositions de ce dernier texte relatives, d'une part, à la remise dans le quantum de tous les vins — à l'exclusion de ceux affectés au volant compensateur — des récoltes antérieures placées dans le hors-quantum, d'autre part, à la possibilité accordée aux viticulteurs sinistrés de commercialiser au titre du quantum la totalité des vins de la récolte 1963-1964, sont susceptibles d'atténuer l'incidence financière des pertes de récolte mieux que ne le ferait une diminution des droits sur les vins supportés en fait par les consommateurs.

6012. — M. Paul Ceste-Floret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : une caisse mutuelle de réassurance agricole a décidé de constituer une société civile en vue de procéder à la construction de logements destinés aux membres de son personnel et aux employés des organismes agricoles qui lui sont rattachés. Un terrain a été acquis avec l'aide de ces divers organismes et les opérations de lotissement ont été effectuées. Au moment de commencer les travaux de construction, des difficultés se sont présentées en raison du fait que, pour assurer le financement de ces travaux, certains sociétaires désiraient faire appel à un prêt du crédit immobilier, alors que d'autres préféreraient contracter un emprunt auprès du crédit foncier ; or ces deux catégories de prêts ne peuvent être accordées en même temps à une seule société. Afin de surmonter ces difficultés, il est envisagé de dissoudre la société, les membres de celle-ci se groupant alors en une simple association en vue de poursuivre la construction projetée, de manière que chacun d'eux puisse s'adresser à l'organisme prêteur de son choix. Il s'agirait alors, pour les associés, d'établir les comptes de frais pour le lotissement, d'en faire une répartition proportionnelle aux parts sociales qui ont été établies à l'origine et de réaliser la construction dans les délais légaux prévus pour l'octroi des exonérations fiscales. Il lui demande : 1° si, du fait que la société serait dissoute avant la réalisation de la construction, l'exonération fiscale qui a été accordée pour l'achat du terrain pourrait être remise en cause et si un droit complémentaire pourrait être réclamé aux sociétaires devenus associés, alors que chacun de ceux-ci poursuivra la construction envisagée ; 2° si le délai de quatre ans, fixé par la loi pour l'attribution de cette exonération fiscale, devra être compté à partir de la date de dissolution de la société ou à partir de la date d'acquisition du terrain. (Question du 26 novembre 1963.)

Réponse. — 1° et 2° Pour que le bénéfice de la réduction conditionnelle du droit de mutation édictée par l'article 1371 du code général des impôts en faveur des acquisitions de terrains à bâtir réalisées antérieurement au 1^{er} septembre 1963 devienne définitif, il suffit qu'un immeuble affecté pour les trois quarts au moins de sa superficie totale à l'habitation soit construit sur le terrain dont il s'agit dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'acte d'acquisition ; mais il est indifférent que cet immeuble soit édifié par l'acquéreur primitif ou par une tierce personne. Par suite, dans l'hypothèse visée par l'honorable parlementaire, la dissolution de la société civile acquéreur ne permet pas, par elle-même, de remettre en cause la réduction de droit accordée pour l'acquisition du terrain, laquelle deviendra au contraire définitive dès lors que des locaux répondant au vœu de la loi auront été édifiés par les anciens membres de la société dans le délai de quatre ans à compter de la date de ladite acquisition. A cet égard, il a d'ailleurs été admis, par mesure de tempérament et compte tenu des dispositions de l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 qui soumet à partir du 1^{er} septembre 1963 à la taxe sur la valeur ajoutée les acquisitions de terrains à bâtir visées à l'article 1371 du code général des impôts, que lorsque le délai de quatre ans

accordé pour construire lors d'une acquisition antérieure au 1^{er} septembre 1963 expire après cette date, ce délai pourrait faire l'objet, le cas échéant, d'une prorogation annuelle par le directeur des impôts (enregistrement) du lieu de la situation des immeubles dans les conditions fixées par le décret n° 63-676 du 9 juillet 1963.

6077. — M. Chauvet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il peut lui confirmer que dans le cas où une société dissoute a réalisé, depuis l'ouverture de la période de liquidation, des bénéfices supérieurs au montant des sommes distribuées pendant la même période, l'excédent n'a pas à être ajouté, pour l'assiette du prélèvement sur les réserves, au montant des réserves taxables qui figuraient au dernier bilan clos avant liquidation et que ce montant constitue, en définitive, dans le cas envisagé la base de perception dudit impôt. (Question du 28 novembre 1963.)

Réponse. — En vertu des dispositions combinées de l'article 3 du décret n° 58-154 du 13 février 1958 et de l'article 18 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, le montant du prélèvement dû par les personnes morales en liquidation à la date du 3 juillet 1963, doit être déterminé d'après les réserves susceptibles d'être dégagées du dernier bilan établi avant la dissolution, sous déduction des sommes réparties entre la date de clôture de ce bilan et le 3 juillet 1963, si et dans la mesure où ces sommes excèdent le montant du capital social restant à rembourser à la date de la dissolution, augmenté, le cas échéant, du montant des bénéfices réalisés depuis cette date. Il s'ensuit que, dans le cas où les répartitions faites pendant la période comprise entre la date de la dissolution et la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1963 sont inférieures au montant cumulé du capital restant à rembourser à la dissolution et des bénéfices réalisés pendant la période considérée, la base du prélèvement est, comme le pense l'honorable parlementaire, égale au montant des réserves susceptibles d'être dégagées du dernier bilan établi avant la dissolution.

6087. — M. Neuwirth appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le rapport dit « rapport Lorain » qui lui a été présenté en mai 1963 par le comité chargé d'étudier le financement des investissements. Il lui fait remarquer que ce document n'a pas retenu une suggestion émise par l'assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie du 19 février 1963. A titre de première mesure, celle-ci avait demandé que le cumul des annuités d'amortissement consécutif à l'achat de matériels ou d'outillages puisse être effectué sur une valeur pouvant excéder, dans la limite de 20 p. 100, le prix d'achat ou le prix de revient de ces matériels ou de ces outillages. La région économique Rhône-Loire a adopté la même délibération. Il lui demande quelle suite il entend donner aux suggestions précitées. (Question du 29 novembre 1963.)

Réponse. — L'amortissement a essentiellement pour objet de compenser la dépréciation subie par les éléments de l'actif immobilisé d'une entreprise, du fait de l'usage ou du temps ou de circonstances spéciales. La déduction susceptible d'être opérée de ce chef pour la détermination des bénéfices imposables est donc nécessairement liée à l'importance de la perte résultant de cette dépréciation et ne peut être supérieure — compte tenu le cas échéant des corrections résultant de la révision des bilans — au montant du capital engagé pour l'acquisition des éléments en cause. L'adoption de la mesure préconisée dans les vœux auxquels se réfère l'honorable parlementaire aurait, en définitive, pour effet d'autoriser la constitution en franchise d'impôt d'une véritable réserve destinée au renouvellement des biens d'équipement des entreprises industrielles ou commerciales. Elle aboutirait ainsi à faire financer par l'Etat une partie des investissements réalisés par ces entreprises et entraînerait pour le Trésor des pertes de recettes qu'il est impossible d'envisager. Il convient d'ailleurs de noter que le régime de l'amortissement dégressif institué par l'article 37 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 permet aux entreprises d'accélérer sensiblement la cadence d'amortissement de leurs biens d'équipement et leur assure ainsi la possibilité de reconstituer très rapidement les capitaux nécessaires au renouvellement de leur matériel et au maintien de leurs moyens de production.

6122. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, de toutes les catégories de Français et de Françaises, les rentiers viagers, notamment les rentiers viagers de l'Etat, sont ceux qui supportent le plus durement les diverses dispositions financières résultant de la politique gouvernementale. Ces Français et Françaises ont confié l'essentiel de leurs économies à l'Etat. Maintenant qu'ils sont âgés, ils supportent la double conséquence de la politique économique et financière du moment. Ils paient les denrées, les loyers, le chauffage et l'éclairage à des prix continuellement en hausse, alors que leurs rentes restent à la traîne, à des taux cruellement bas par rapport à 1939. Il lui demande : 1° quel est, par rapport à 1938-1939, le coefficient d'augmentation intervenu jusqu'ici, sur les prix de détail des denrées essentielles : pain, viande, lait, beurre, vin, sucre, café, fruits et légumes de base ; 2° par rapport à la même période, quel est le coefficient d'augmentation, enregistré pour les vêtements essentiels, les loyers, le chauffage, l'éclairage et les transports ; 3° quelle a été l'évolution

des rentes viagères de l'Etat, 1938-1939 jusqu'à 1963, et quel est notamment le coefficient d'augmentation intervenu, pour les divers types de rentes d'Etat ; 4° ce qu'il compte décider pour aligner les valeurs des rentes servies aux rentiers viagers, sur le coût de la vie, enregistré au cours des vingt-cinq années écoulées. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — 1° et 2° En raison des perfectionnements apportés depuis vingt-cinq ans à l'analyse statistique et des modifications intervenues dans la nature des biens de consommation courante, il n'existe pas une série statistique parfaitement homogène pour les divers produits et services cités par l'honorable parlementaire. Les coefficients moyens d'augmentation des prix de détail de 1938 à novembre 1963 peuvent être évalués comme suit : produits alimentaires : pain 24,3 ; viande de bœuf 40 ; viande de porc 39 ; lait 33,7 ; beurre 33,5 ; vin 40,4 ; sucre 25,5 ; café 43,5 ; pommes de terre 16,5 ; ensemble des fruits et légumes 48,9. Produits non alimentaires et services : vêtements 46,1 ; loyers 32,7 ; charbon 45 ; gaz 28,7 ; électricité 17,3 ; transports par fer 29,2. 3° En 1938-1939, il n'existait aucun système de majoration pour les rentes viagères constituées auprès d'organismes publics. Par application de la loi du 4 mai 1948 qui a institué un tel système et des diverses lois subséquentes qui ont relevé les taux de majoration, les rentes viagères de la caisse nationale de prévoyance (anciennement caisse nationale d'assurances sur la vie), des caisses autonomes mutualistes et des compagnies d'assurances vie, bénéficient aujourd'hui d'une majoration de 1.815 p. 100 si elles ont été constituées avant le 1^{er} août 1914 et de 952,8 p. 100 lorsque leur constitution a été effectuée entre cette date et le 1^{er} septembre 1940. 4° La législation relative aux majorations de rentes viagères présente, dans le droit français un caractère d'exception très marqué puisqu'elle déroge au principe du nominalisme monétaire inscrit dans le code et sur lequel repose le droit des obligations. En transgressant ainsi, pour des raisons d'humanité, le principe de l'immutabilité des conventions, le législateur n'a cependant jamais entendu ni effacer complètement les effets de la dépréciation monétaire, ni instituer un véritable système d'indexation sur le coût de la vie dont les conséquences tant pour les débiteurs que sur le plan économique général risqueraient d'aboutir à une situation aussi grave que celle à laquelle on souhaiterait remédier. Aussi une révision des majorations de rentes viagères ne peut-être décidée que si, depuis les derniers textes, la situation des bénéficiaires a subi une dégradation sensible. Or, les majorations des rentes viagères constituées avant le 1^{er} janvier 1952 ont été relevées de 10 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1963 et une majoration de 20 p. 100 a été appliquée à compter du 1^{er} juillet 1963 aux rentes viagères constituées entre le 1^{er} janvier 1952 et le 1^{er} janvier 1959. Dans le cadre du plan de stabilisation, il n'est pas possible d'envisager actuellement de nouvelles mesures de majorations des rentes viagères.

6129. — M. Thorallier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 27-II de la loi du 15 mars 1963, lorsque la mutation ou l'apport porte sur un immeuble qui, antérieurement à ladite mutation ou audit apport, n'était pas placé dans le champ d'application du premier alinéa de cet article, la taxe sur la valeur ajoutée est due par l'acquéreur, par la société bénéficiaire de l'apport ou par le débiteur de l'indemnité. Cette disposition trouve notamment son application en cas de mutation ou d'apport en société de terrains à bâtir ou de biens assimilés dont la mutation précédente ou l'apport en société précédent n'a pas été soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Aux termes du même article, la taxe sur la valeur ajoutée est assise sur le prix de la cession, le montant de l'indemnité ou la valeur des droits sociaux rémunérant l'apport augmentés des charges qui s'y ajoutent, y compris la taxe elle-même. La taxe sur la valeur ajoutée doit donc être calculée au taux de 20 p. 100, compte tenu de la réfaction applicable de 80 p. 100, 50 p. 100 ou 40 p. 100, ce qui représente une incidence de 4 p. 100, 10 p. 100 ou 12 p. 100. Dans le cas où la taxe sur la valeur ajoutée est à la charge du vendeur, l'incidence de cette taxe est, compte tenu de la réfaction, de 4,166 p. 100, 11,111 p. 100 ou 13,636 p. 100 du prix hors taxe. Or, l'administration de l'enregistrement prétend, dans l'instruction générale du 14 août 1963 à laquelle naturellement les fonctionnaires de cette administration sont soumis, percevoir 4,166 p. 100, 11,111 p. 100 ou 13,636 p. 100 du prix de vente même dans le cas rappelé plus haut, où la taxe sur la valeur ajoutée est à la charge non du vendeur, mais de l'acquéreur. Il lui fait remarquer qu'il semble y avoir là une anomalie et il lui demande si, dans le cas précité, il n'y a pas lieu à incidence de 4 p. 100, 10 p. 100 ou 12 p. 100 et non de 4,166 p. 100, 11,111 p. 100 ou 13,636 p. 100. (Question du 3 décembre 1963.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 27-III de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, la taxe sur la valeur ajoutée est assise, en cas de mutation à titre onéreux ou d'apport en société, sur le prix de la cession, le montant de l'indemnité ou la valeur des droits sociaux rémunérant l'apport, augmenté d'une part, des charges qui s'y ajoutent, d'autre part, dans tous les cas, de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même. Par suite, lorsque le prix exprimé ou la valeur indiquée dans l'acte est « hors taxe », la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20 p. 100 doit être appliquée à ce prix (ou à cette valeur) majoré de la taxe, ce qui, compte tenu de la réfaction de 80 p. 100, 50 p. 100 ou 40 p. 100, représente une incidence de 4,166 p. 100, 11,111 p. 100 ou 13,636 p. 100 selon le cas, du prix ou de la valeur « hors taxe ». Il en est ainsi non seulement lorsque la taxe est due par le vendeur, l'auteur de l'apport ou le bénéficiaire de l'indemnité,

mais également lorsque, s'agissant d'un immeuble qui n'était pas antérieurement placé dans le champ d'application de l'article 27 susvisé, le débiteur de la taxe est l'acquéreur, la société bénéficiaire de l'apport ou le débiteur de l'indemnité. Or, dans cette dernière hypothèse, il est évident que le prix ou la valeur exprimés doivent être nécessairement considérés comme représentant un prix ou une valeur « hors taxe ». Dans ces conditions, les prescriptions de l'instruction générale du 14 août 1963, visées par l'honorable parlementaire, ne peuvent qu'être confirmées.

6199. — M. Borocco attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas d'héritiers qui recueillent la nue-propriété d'un immeuble dont l'usufruit a été légué à un tiers, et qui désirent demander le paiement différé des droits de mutation. Il lui demande à ce sujet si l'administration de l'enregistrement est fondée, et en vertu de quels textes, à exiger la signature par l'usufruitier de l'acte d'affectation hypothécaire. (Question du 5 décembre 1963.)

Réponse. — Le bénéfice du paiement différé des droits de mutation par décès prévu à l'article 1721 du code général des impôts en faveur de l'héritier en nue-propriété est subordonné à la constitution des garanties visées par l'article 402 de l'annexe III audit code. Au cas où la garantie offerte, portant sur une nue-propriété, est insuffisante pour répondre aux prescriptions de la loi, le comptable des impôts (enregistrement) est fondé à exiger des héritiers en nue-propriété un complément de garantie. Celui-ci pouvant consister soit dans des nantissements de « fonds de commerce ou de valeurs mobilières, soit dans des hypothèques sur des immeubles quelconques, soit enfin dans une affectation hypothécaire du droit de l'usufruitier sur l'immeuble de la succession, il est évident que dans cette dernière hypothèse la signature de l'acte de l'usufruitier est indispensable. Toutefois, il ne pourrait être répondu de façon plus précise à la question posée par l'honorable parlementaire, et qui paraît viser un cas particulier, que si, par l'indication des noms et adresses des parties en cause et du lieu d'ouverture de la succession, l'administration était en mesure de procéder à une enquête.

6230. — M. Raymond Boisdé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en décembre 1956, une personne a fait donation par contrat de mariage à sa petite-fille d'une somme de un million de francs (10.000 F 1963). A l'époque, il a été fait application d'un abattement total. Le donateur est décédé en janvier 1962, laissant pour seule héritière sa fille unique, mère de la bénéficiaire de la donation susvisée. Il lui demande si, pour la liquidation des droits exigibles sur cette succession, il convient d'appliquer un abattement de 100.000 F ou seulement 100.000 — 10.000 F, soit 90.000 F. Il lui signale, en outre, que le *de cuius* avait fait à sa fille, seule héritière, plusieurs donations d'un montant de 32.250 F, qui seront à déduire de l'abattement de 100.000 F ou de 90.000 F, selon qu'il aura été décidé sur le montant restant à employer dudit abattement. (Question du 5 décembre 1963.)

Réponse. — Dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, seuls les abattements dont l'héritière a pu bénéficier lors des donations qui lui ont été consenties par le défunt depuis la mise en vigueur de la loi du 14 mars 1942 sont à imputer sur l'abattement personnel de 100.000 F prévu à l'article 774-I du code général des impôts. L'abattement qui a été appliqué à la donation faite à la petite-fille ne vient pas en déduction de l'abattement de 100.000 F susvisé et il est admis que cette libéralité n'a pas à être rappelée dans la déclaration de la succession du donateur.

6252. — M. Darchicourt expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 a institué une allocation spéciale d'éducation pour les enfants handicapés, que la parution d'un décret d'application avait été prévue pour la mise en vigueur de cette loi mais que ce décret n'est pas encore paru. Il lui demande dans quel délai les mesures nécessaires à l'application pratique du texte voté le 31 juillet 1963 seront prises. (Question du 6 décembre 1963.)

Réponse. — Le décret fixant les modalités d'application de la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963, instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée, a été élaboré par les départements ministériels compétents après avis de la commission supérieure des allocations familiales qui l'a examiné dans sa séance du 12 novembre 1963. Le projet de texte est actuellement en cours d'examen par le conseil d'Etat et sera soumis incessamment au contreseing des ministres intéressés.

6270. — M. Laurin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les sinistrés de Fréjus (Var) assujettis à l'impôt sur les bénéfices commerciaux sont l'objet de redressements opérés par la réintégration dans leurs bénéfices taxables des dons qui leur ont été attribués pour faciliter la reconstitution de leurs biens détruits. Il lui demande si, par mesures de tempérament, l'administration pourrait assimiler ces subventions à des indemnités d'assurance, et admettre l'exonération sous condition de emploi prévue par l'article 40 du code général des impôts, pour la fraction de ces indemnités utilisée à la reconstitution de biens amortissables. Et, dans l'affirmative, si les intéressés pourraient

être admis, même tardivement, à souscrire l'engagement de réinvestir prévu par l'article susvisé. Il lui demande, en outre, s'il ne serait pas possible de prendre en faveur des mêmes sinistrés des mesures analogues à celles qui ont été édictées par le décret du 6 octobre 1950 permettant l'étalement sur cinq années des sommes correspondant à l'indemnisation des stocks détruits par faits de guerre. Et si, enfin, il n'estime pas que les sommes reçues par les sinistrés en compensation de perte de clientèle ou d'éléments incorporels ne devraient pas échapper à toute taxation, en considérant du but purement humanitaire poursuivi par les donateurs. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — Aucune disposition légale n'excluant du champ d'application de l'impôt les dons perçus par les entreprises sinistrées de Fréjus, et aucun régime particulier n'étant prévu en ce qui concerne l'imposition de ces dons, les sommes correspondantes ne peuvent, en principe, qu'être prises en compte, pour la détermination des bénéfices imposables des entreprises bénéficiaires, dans les conditions de droit commun fixées à l'article 38 du code général des impôts. Toutefois, lorsque les dons en cause peuvent, eu égard aux circonstances de fait, être considérés comme ayant eu pour objet de réparer la perte d'éléments de l'actif immobilisé, les plus-values éventuellement réalisées du chef de leur encaissement sont susceptibles de bénéficier de l'exonération édictée, sous condition de emploi, par l'article 40 du code précité, sous réserve que l'engagement de réinvestir, auquel cette exonération est subordonnée, ait été souscrit dans le délai légal. A cet égard, il ne saurait être envisagé de prendre une mesure administrative de portée générale relevant de leur forclusion, les entreprises qui n'ont pas produit en temps utile l'engagement dont il s'agit. Mais si l'honorable parlementaire, ayant personnellement connaissance de cas d'espèce lui paraissant mériter un examen particulier, voulait bien désigner les entreprises intéressées, l'administration ne manquerait pas de procéder à une enquête sur la situation de ces entreprises.

6304. — M. Salagnac expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la plupart des automobilistes viennent de payer leur vignette. Par ailleurs, les premiers froids rigoureux font leur apparition dans le pays. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'entend pas très pratiquement et très opportunément consacrer immédiatement une partie des fonds qui viennent d'être versés à leur destination normale, en accordant aux vieillards et aux économiquement faibles une allocation spéciale pour leur permettre de s'approvisionner en charbon et en moyens de chauffage domestique. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — La règle de la non-affectation des recettes aux dépenses est un principe fondamental de la réglementation des finances publiques et la loi du 30 juin 1956 n'a pas comporté de dérogation en cette matière. Il n'y a donc aucun lien entre la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et les prestations accordées aux personnes âgées et aux économiquement faibles. Le Gouvernement n'a du reste pas manqué de se pencher sur le sort de ces personnes et il a augmenté régulièrement les allocations dont elles bénéficient en même temps qu'il relevait le plafond de ressources qui conditionne leur attribution. Enfin par circulaire interministérielle en date du 23 décembre 1963, les préfets ont été invités à mettre en œuvre des mesures en faveur des personnes déshéritées et particulièrement exposées à souffrir du froid. Ces mesures comportent : attribution de secours en espèces et en nature, distribution de bons de chauffage.

6328. — M. Salardaine appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas fréquent de personnes qui, ayant un parent à charge, invalide à 100 p. 100, et dont l'état nécessite l'aide constante d'une tierce personne, doivent utiliser en de nombreuses occasions et pour ainsi dire journellement leur véhicule automobile pour assurer les déplacements de l'infirmes. Il lui demande s'il ne pourrait être envisagé d'accorder la gratuité de la « vignette auto » à tout propriétaire de véhicule placé dans cette situation (Question du 11 décembre 1963.)

Réponse. — L'article 2, 6°, du décret n° 56-875 du 3 septembre 1956 instituant la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (code général des impôts, annexe II, art. 019, 6°) exonère de cette taxe, à concurrence d'un seul véhicule par propriétaire, les voitures de tourisme appartenant aux pensionnés et infirmes dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 p. 100 et qui sont titulaires d'une carte d'invalidité revêtue de la mention « station debout pénible ». Il a été admis, par mesure de tempérament, que l'exonération dont il s'agit serait applicable lorsque le véhicule appartient au père ou à la mère de l'infirmes et non à l'infirmes lui-même, sous réserve que celui-ci remplisse les conditions susvisées. Mais les motifs qui sont à l'origine de cette mesure ne permettent pas d'étendre le bénéfice de celle-ci au cas visé par l'honorable parlementaire où le véhicule appartient à un descendant de l'infirmes.

6393. — M. Danel demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quel taux d'impôt retenu sur le revenu des capitaux mobiliers doit être appliqué à la distribution, dans une société de capitaux, d'un dividende de 30.000 francs prélevé en 1962 sur la réserve spéciale de réévaluation, étant fait observer que, dans ladite société : 1° le bilan ne comporte, au passif, outre le capital de 180.000 francs, que la réserve légale de 18.000 francs

et la réserve spéciale de réévaluation : 2° le capital a été constitué à l'origine, en 1928, par des apports pour 6.000.000 d'anciens francs, puis réduit en 1933 par annulation de pertes et ramené à 3.000.000 d'anciens francs, divisé en 12.000 actions d'un nominal de 500 ramené à 250 anciens francs ; 3° le capital a été élevé en 1950 de 3.000.000 à 6.000.000 d'anciens francs par incorporation de la réserve extraordinaire, le nominal des actions étant rétabli à son ancien montant de 500 anciens francs ; il a été ensuite porté en 1955 à son montant actuel de 180.000 francs par souscriptions en espèces. La société a appliqué à sa distribution de 30.000 francs le taux de 12 p. 100, en application de la loi du 20 mai 1955. Ce taux lui est contesté par l'administration qui exige du taux de 2 p. 100, par imputation fictive de la distribution sur la réserve incorporée en 1950. Mais la société prétend que l'incorporation de 1950 n'a fait que reconstituer le capital au montant des apports d'origine et qu'en conséquence le capital actuel représentant des apports pour sa totalité, les prescriptions de l'article 238 quinquies du C. G. I. sont bien respectées. (Question du 13 décembre 1963.)

Réponse. — Il est admis que lorsque le capital d'une société, précédemment réduit par imputation de pertes, est ensuite rétabli à son montant initial par prélèvement sur les réserves, les sommes ainsi capitalisées sont considérées, à l'occasion des distributions ultérieures, comme des apports (Bulletin de l'enregistrement et des domaines, 1953-1-6238, § 25). Par suite, si tel est bien le cas dans l'exemple cité par l'honorable parlementaire, les dispositions de l'article 238 quinquies du code général des impôts peuvent être valablement invoquées à la condition que tous les bénéficiaires, ainsi que les réserves ordinaires autres que celles utilisées pour la reconstitution du capital, aient été auparavant répartis.

6451. — M. Chazalon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : une licitation a fait cesser entre deux enfants l'indivision née d'une donation qui leur a été faite par préciput et hors part, indivisément et par moitié entre eux, par leur mère, laquelle a, par ailleurs et postérieurement à cette donation, procédé au partage anticipé de ses biens entre ses neuf enfants. En l'espèce, il s'agit d'un partage de biens, qui originellement appartenait en propre à la mère et formait une exploitation distincte de celle qui a été comprise dans la donation à titre de partage anticipé. Etant donné que le bénéficiaire de l'article 710 du code général des impôts peut être successivement accordé à une opération de partage portant attribution de l'exploitation à plusieurs ayants droit et à un sous-partage intervenant entre ceux-ci, il lui demande si la licitation envisagée dans le cas ci-dessus peut bénéficier de l'exonération des droits. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Le bénéfice de l'exonération conditionnelle des droits de soulté prévue à l'article 710 du code général des impôts est réservé aux partages de succession ou de communauté conjugale et, par extension, aux donations-partages entrant dans les prévisions des articles 1075 et suivants du code civil. Ce régime de faveur ne peut, dès lors, s'appliquer à la licitation visée par l'honorable parlementaire si, comme il semble résulter des indications fournies, l'indivision à laquelle il est mis fin a son origine dans une donation consentie aux colicitants.

6469. — M. Hauret rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que diverses dispositions ont été prises depuis 1953 dans le but d'assainir l'économie cidricole. Des crédits fort importants ont été dégagés par le Parlement pour permettre des indemnisations. A ce jour, seuls les pépiniéristes ayant dû détruire leur production commercialisable, à la suite de ces dispositions réglementaires, n'ont pas bénéficié d'indemnisation. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour réparer cette injustice. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Les dispositions prises en 1953 et en 1960 dans le but d'assainir le verger cidricole n'ont pas entraîné pour les pépiniéristes un préjudice dépassant, par sa spécialité et sa gravité, les conséquences normales d'un changement de textes, et justifiant de ce fait une indemnisation. En effet, le décret du 9 août 1953 s'est borné à poser le principe d'une indemnisation du contingent d'alcool de pommes de 300.000 hectolitres en 1953-1954 à 220.000 hectolitres en 1957-1958, et il faut constater que le volume d'alcool réellement produit au cours des campagnes 1958 à 1962 est resté légèrement supérieure à celui des cinq campagnes précédentes (1953 à 1957). En outre, des mesures étaient prises par le même texte pour encourager la fabrication des produits nobles, qui constituaient un débouché plus rémunérateur pour l'agriculture, et il en est résulté une augmentation spectaculaire des productions de jus de fruits et de cidre doux. Quant à l'indemnisation des arrachages de pommiers à cidre, également prévue par le décret de 1953, elle n'a porté pendant toute la période d'application de ce texte que sur 716.000 arbres, qui, comparés à l'importance du verger, estimé à plus de 30 millions d'arbres, ne représentaient en définitive qu'une très faible partie du débouché des pépiniéristes. L'ordonnance du 29 novembre 1960 est certes allée plus loin dans la voie de la contrainte puisqu'elle interdit, en principe, toute création de vergers de pommiers à cidre. Mais il faut remarquer, d'une part que les producteurs de pommes à cidre conservent la possibilité, pour toute exploitation existante, de remplacer vingt arbres par an, et d'autre part que des autorisations de plantations de vergers peuvent encore être accordées, dans la limite d'un contingent départemental égal à 10 p. 100 du nombre des arbres

arrachés, pour des variétés recommandées dont la liste reste très large. Le plan d'assainissement cidricole, en orientant la production vers les produits nobles, et en valorisant l'ensemble de la production cidricole, devrait permettre aux pépiniéristes de vendre plus cher les plants destinés aux nouveaux vergers. Aussi, l'article 10 du décret du 30 mai 1955, comme l'article 5 du décret du 29 novembre 1960 ont-ils expressément limité le versement des indemnités aux arrachages des plantations en plein rapport, ce qui exclut les pépinières. Il faut encore ajouter qu'il n'est pas possible de s'en remettre à la seule déclaration des intéressés pour apprécier la réalité de l'importance du préjudice qu'ils ont subi. Cela explique que les textes réglementaires sur l'indemnisation des arrachages aient expressément prévu que l'état des arbres devait avoir été constaté préalablement à tout arrachage par la direction des services agricoles du département, et que la réalité de l'arrachage devait également faire l'objet d'un constat officiel. Les mesures d'indemnisation ne sauraient donc avoir, en aucun cas, une portée rétroactive, ce qui exclut les destructions opérées antérieurement à l'adoption de la loi de finances pour 1963 qui a ouvert les crédits correspondant à l'application de l'ordonnance et du décret de 1960.

6513. — M. Bordage demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si la taxe spéciale frappant les automobiles de tourisme appartenant aux sociétés s'applique aux sociétés de fait agricoles, c'est-à-dire lorsque deux cultivateurs, deux frères par exemple, exploitent en commun une ferme et achètent en commun une automobile. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — Eu égard aux termes généraux de l'article 1^{er} du décret n° 56-877 du 3 septembre 1956 pris pour l'application de l'article 1^{er} de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956, dont les dispositions sont codifiées sous les articles 233 du code général des impôts et 016 L de l'annexe II audit code, la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés est due, toutes autres conditions étant supposées remplies, par les sociétés de fait exploitant un domaine agricole à raison des véhicules automobiles immatriculés sous leur dénomination sociale ou au nom de l'ensemble des associés. En revanche, de telles sociétés échappent à la taxe du chef des voitures immatriculées individuellement au nom d'un seul associé.

6529. — M. Manceau expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les organisations syndicales de toutes tendances de la direction générale des impôts et du cadastre constatent l'insuffisance des moyens dont est dotée leur administration et notamment en ce qui concerne le personnel, alors que les tâches ne cessent de s'accroître en volume et en complexité. De ce fait, ce sont les contribuables et l'Etat lui-même qui sont les victimes de cette situation : a) les contribuables, car la pénurie de personnel a pour corollaire inévitable une mauvaise administration fiscale et encourage la fraude ; b) l'Etat lui-même, car il se prive de ressources importantes. Aux motifs de découragement des personnels nés de l'accumulation de leurs tâches s'ajoute l'insuffisance de leurs rémunérations. Les diverses indemnités représentatives de frais sont ridiculement disproportionnées avec le coût de la vie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et pour faire droit aux légitimes revendications des personnels intéressés. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — Pleinement conscient de l'importance et de la complexité des tâches des agents de la direction générale des impôts et du cadastre, le Gouvernement s'est toujours efforcé d'assurer une meilleure adaptation des moyens de ces services aux tâches nouvelles liées, notamment à l'expansion démographique et au développement économique. Au cours des dernières années, l'effort du Gouvernement a porté plus particulièrement sur les actions tendant à l'amélioration des conditions de travail pour une meilleure organisation des services et par la modernisation de leurs équipements. Cette politique s'est traduite également par un renforcement des effectifs des personnels d'exécution et par une augmentation sensible des crédits affectés à la rémunération des travaux à la tâche. La réintégration en métropole de nombreux agents précédemment en fonctions en Algérie a entraîné, dans le même temps, une amélioration sensible de la situation des effectifs, notamment au niveau des emplois des catégories A et B. Le budget de 1964, tel qu'il vient d'être voté par le Parlement, se caractérise par un nouvel et important effort en matière de personnel. Ce budget comporte, en effet, la création de mille emplois d'agent de constatation ou d'assiette et de cinquante-deux emplois de mécanographe et la transformation de quatre-vingt-dix emplois d'inspecteur central en quatre-vingt-dix emplois de receveur principal de catégorie exceptionnelle. Quant à la revalorisation des indemnités représentatives de frais, le Gouvernement ne méconnaît pas ce problème mais les impératifs de rigueur financière liés à la politique de stabilisation économique n'ont pas permis d'y apporter une solution dans le cadre du budget de 1964.

6589. — M. Roger Evrard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que « l'institution de prévoyance des agents contractuels et temporaires de l'Etat » (I. P. A. C. T. E.) a été créée par le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 en faveur des agents non titulaires de l'Etat, puis étendue par le décret n° 55-773 du 9 juin 1955 aux agents non titulaires des départements et des communes, dans le but de les faire bénéficier d'un régime de retraite

complémentaire du régime général des assurances sociales. Le décret n° 59-1568 du 31 décembre 1959 modifie le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 et institue un capital-décès en faveur des agents non titulaires, mais de l'Etat seulement, si bien que les agents non titulaires des départements et des communes ne peuvent en bénéficier. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour étendre le bénéfice du capital-décès aux agents non titulaires des départements et des communes. (Question du 28 décembre 1963.)

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire relève de la compétence des départements ministériels chargés de la tutelle des collectivités locales et de leurs établissements publics, plus particulièrement du ministère de l'intérieur. Aussi bien la question de l'extension éventuelle aux personnels cadres non titulaires des collectivités locales, des dispositions du décret du 31 décembre 1959 instituant un capital-décès complémentaire de celui du régime général de la sécurité sociale en faveur des ayants cause des mêmes catégories d'agents non titulaires de l'Etat, est-elle mise à l'étude en liaison avec ce dernier département ministériel.

6765. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par lettre du 5 novembre 1962 (3560 33 MA/DPC. 8), le bureau des accidents du travail de la direction des personnels civils du ministère du travail a fait connaître à un titulaire d'une rente d'invalidité que la dernière revalorisation des rentes pour accidents du travail survenus en Indochine était toujours celle prévue par le décret du 23 août 1949. Elle lui demande s'il entend revaloriser de nouveau ces rentes, compte tenu de la dépréciation monétaire qui s'est produite depuis 1949. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — La législation sociale repose sur un principe de territorialité et par conséquent, les personnes victimes d'un accident du travail survenu hors du territoire métropolitain ne peuvent être indemnisées que dans les conditions prévues par la législation applicable au lieu de l'accident. Les anciens territoires d'Indochine ne ressortissent plus de la souveraineté française, les titulaires de rentes pour accidents du travail survenus dans ces territoires ne peuvent bénéficier que des majorations éventuellement accordées par les législations locales depuis l'entrée en vigueur du décret du 23 août 1949, dernier texte pris lorsque ces pays relevaient de la juridiction française.

6780. — M. Paquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un agriculteur âgé de soixante-et-onze ans qui, ayant cédé en avril 1962 sa propriété à son fils, ne dispose comme ressources totales que du montant de sa retraite vieillesse agricole. Si l'intéressé avait cédé sa propriété quelques mois plus tard, il aurait eu droit, conformément aux dispositions de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, à une indemnité viagère de départ. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable, afin de placer sur un pied d'égalité tous les agriculteurs qui ont volontairement cédé leur propriété, d'accorder ladite indemnité à tous les intéressés âgés de plus de soixante-dix ans, étant observé que le nombre éventuel des bénéficiaires de cette mesure, déjà peu élevé, ira s'amenuisant au fil des années. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — L'allocation viagère de départ instituée dans le cadre du fonds d'action sociale pour l'amélioration des structures agricoles par la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole a pour but de faciliter une meilleure mise en valeur des terres cultivables en accordant aux agriculteurs âgés des ressources qui les incitent à abandonner leur exploitation dans des conditions réalisant un aménagement foncier. Cette allocation ne peut donc être accordée indistinctement à tous les vieux agriculteurs ayant atteint un certain âge. Au surplus, dans le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, l'attribution de l'allocation viagère contreviendrait au principe de non-rétroactivité des lois.

6786. — M. Mer expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les divers textes portant majoration des rentes viagères, et notamment l'article 55 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, établissent des pourcentages de revalorisation très variables selon les dates auxquelles ont pris naissance lesdites rentes. C'est ainsi que le dernier texte en vigueur fixe un coefficient de 1815 pour les rentes nées avant le 1^{er} août 1914, un coefficient de 952,8 pour celles nées entre le 1^{er} août 1914 et le 1^{er} septembre 1940, un coefficient de 635,2 pour celles nées entre le 1^{er} septembre 1940 et le 1^{er} septembre 1944. Un tel système semble entraîner deux sortes d'inconvénients et d'injustices : 1° à l'intérieur d'une même « tranche de revalorisation », le coefficient de majoration est le même pour deux rentes ayant pris naissance à des dates fort éloignées — par exemple le 1^{er} août 1914 et le 30 août 1939 — donc ayant été affectées par des taux très divers de dévalorisation de la monnaie ; 2° deux rentes ayant pris naissance à des dates voisines, mais appartenant à des « tranches » différentes — par exemple, une rente née le 25 août 1939 et une autre née le 10 septembre de la même année — se voient revalorisées de manière très différente. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de proposer à l'occasion de la prochaine majoration des rentes viagères un nouveau système de revalorisation établissant au moins des tranches plus nombreuses et moins larges, et des

coefficients de majoration moins différenciés par tranche. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — Les tranches de revalorisation des rentes viagères figurant dans la loi du 23 février 1963 sont celles fixées antérieurement par les différentes lois qui ont procédé aux relèvements successifs des majorations depuis l'intervention des lois du 22 juillet 1952 concernant les rentes constituées entre particuliers et du 9 avril 1953 relative aux rentes dites publiques. Les dates extrêmes d'une tranche correspondent à une période de relative stabilité monétaire. La multiplication des tranches existantes, sans parvenir à une solution absolument équitable, compliquerait à l'excès un système déjà fort complexe. Il ne paraît donc pas possible de l'envisager.

6787. — M. Briot attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les fonctionnaires de l'ancien cadre local des ingénieurs des travaux agricoles de l'ex-A. O. F. - A. E. F. intégrés le 31 décembre 1959 dans le cadre latéral des ingénieurs des travaux agricoles relevant de l'autorité du ministre de l'agriculture en application du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 relative à la situation de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer. Ces fonctionnaires n'ont pu bénéficier d'aucune promotion de grade ou de classe depuis le 1^{er} janvier 1960. En effet, conformément aux termes de l'article 25 du décret du 8 décembre 1959 susvisé, le régime statutaire des corps latéraux est identique à celui des corps métropolitains classés en correspondance. Toutefois, par dérogation aux dispositions desdits corps fixant la répartition des effectifs entre les divers grades, des arrêtés conjoints du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre intéressé (celui de l'agriculture en ce qui concerne le cadre latéral des ingénieurs des travaux agricoles) doivent fixer, chaque année, le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour chacun des grades des corps considérés de manière à assurer aux fonctionnaires de ces corps d'extinction un rythme d'avancement équivalent à celui appliqué aux agents appartenant aux corps normaux correspondants. Or, à ce jour, aucun arrêté s'appuyant sur ce décret n'a encore été pris en ce qui concerne le cadre ci-dessus cité. Il en résulte un retard considérable dans l'avancement et rien ne laisse présager que cette situation puisse être régularisée dans un bref délai. Cette situation lèse non seulement tous les fonctionnaires susceptibles à un avancement de grade ou de classe depuis le 1^{er} janvier 1960 mais, par contre-coup, presque tous les fonctionnaires de ce cadre, puisqu'en application du décret n° 62-985 du 14 août 1962 portant modification du statut du cadre des ingénieurs des travaux agricoles un reclassement doit être effectué avec effet du 21 août 1962. Il s'ensuit donc que les franchissements d'échelon à l'ancienneté ne peuvent plus être constatés par un arrêté du ministre de l'agriculture. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures permettant, dans les meilleurs délais, la régularisation de la situation des ingénieurs des travaux agricoles du cadre latéral, en ce qui concerne leur avancement. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — Le retard constaté dans l'intervention des arrêtés fixant le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour chacun des grades des corps latéraux créés par le décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959 a été provoqué en grande partie par la longueur des opérations de reconstitution de carrière qui ont précédé les mesures d'intégration des fonctionnaires des cadres supérieurs de la France d'outre-mer dans lesdits corps latéraux. Ces arrêtés ne peuvent au surplus intervenir qu'après réalisation des avancements dans les corps normaux correspondants afin d'assurer aux fonctionnaires des corps latéraux le même rythme d'avancement. En ce qui concerne plus spécialement le corps latéral des ingénieurs des travaux agricoles, le dossier communiqué par le ministre de l'agriculture a nécessité un complément d'information qui a demandé un certain délai. Le projet d'arrêté fixant le nombre maximum des inscriptions au tableau d'avancement pour les trois années 1960, 1961 et 1962 vient d'être renvoyé signé au ministre de l'agriculture.

INFORMATION

6790. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'information que, par sa question écrite n° 4587, il lui avait demandé de lui faire connaître la liste des immeubles actuellement occupés par les différents services de la R. T. F. dans le département de la Seine et le sort qu'il comptait leur donner à la suite de l'installation de la nouvelle Maison de la Radio. Sa réponse, parue au Journal officiel du 4 janvier 1964 n'étant que partielle, il lui demande quels sont ceux des immeubles cités qui ont été construits, à l'origine, à usage de bureau et ceux qui, étant des locaux d'habitation, ont été transformés en locaux administratifs. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — Dans le Journal officiel du 4 janvier 1964, le ministre de l'information, répondant à une question de M. Fanton (n° 4587) a donné la liste des immeubles qui ont été libérés par la radiodiffusion-télévision française ainsi que ceux dont l'évacuation est prévue. Pour répondre à une nouvelle question de l'honorable parlementaire, il est précisé qu'à l'exception de l'immeuble sis 37, rue de l'Université, tous les immeubles libérés ou dont l'évacuation est prévue étaient déjà, selon le cas, à usage de bureau et à usage de studio au moment où la R. T. F. a été

autorisée à les occuper. En ce qui concerne l'immeuble 37, rue de l'Université, il a été restitué à son propriétaire, qui envisage de l'occuper personnellement. Il est à noter que la liste des immeubles libérés est à compléter par l'immeuble sis 11 bis, rue Christophe-Colomb, évacué le 31 août 1963, en même temps que l'immeuble sis 11, rue Christophe-Colomb. Ces deux immeubles étaient déjà à usage de bureau et de studio au moment de leur prise en location par la R. T. F.

INTERIEUR

6272. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'intérieur qu'un affaissement de terrain s'est produit à Sevran (Seine-et-Oise), entraînant l'engloutissement d'une maison d'habitation. Heureusement, aucune victime n'est à déplorer, mais l'anxiété est grande chez les riverains, qui se demandent si de tels affaissements ne vont pas se reproduire avec les immenses dangers que cela représente pour les habitants. Il lui demande : 1° si une enquête technique a été entreprise pour connaître les raisons de cet effondrement et s'il y a danger de voir s'en produire de nouveau ; 2° quelles mesures de sécurité il a prescrites. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire à M. le ministre des travaux publics et des transports et transmise par celui-ci au ministre de l'intérieur appelle les réponses suivantes : 1° l'effondrement dont il s'agit a débuté le 26 novembre 1963 et s'est poursuivi durant plusieurs jours. La municipalité de Sevran a été amenée à prendre sans tarder, suivant les directives de l'ingénieur subdivisionnaire des mines, toutes dispositions pour procéder à un remblayage qui constituait la seule solution possible. Au cours de ces travaux, et malgré le déversement de 400 mètres cubes de terre, le pavillon menacé s'est écroulé. Un autre pavillon, situé à proximité, devait être évacué. Une commission réunie sur place le 4 décembre, comprenant le sous-préfet du Raincy et des techniciens de divers services départementaux, devait établir qu'il s'agissait, selon toute vraisemblance, de l'affaissement d'une cavité creusée dans les formations de calcaire par la nappe d'eau souterraine. Ces formations renferment des bancs de gypse susceptibles d'être dissous par les eaux, en laissant des excavations plus ou moins importantes, situées au-delà de 20 mètres de la surface du sol. L'effondrement paraît imputable à la rupture du toit d'une de ces cavités. Le sous-sol de toute la plaine de Sevran étant constitué des mêmes formations géologiques, la possibilité de renouvellement d'un accident de ce genre ne peut être écartée ; 2° des mesures préventives de sécurité ne peuvent être prises, car ces affaissements sont absolument imprévisibles. Il semble en effet matériellement impossible de réaliser un quadrillage serré de multiples sondages qui devraient être conduits à une profondeur de 25 à 30 mètres pour s'assurer de la solidité des couches supérieures de sables et de marnes.

6302. — M. Lepidl attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les déclarations faites par la préfecture de police de la Seine selon lesquelles le mois d'octobre 1963 a été, bien malheureusement, le mois record pour les contraventions dressées aux automobilistes, avec 231.498 contraventions, dont quelque 230.249 pour stationnements abusifs. Il s'étonne que trop souvent le personnel de la préfecture de police, dont le dévouement n'est pas en cause, se cantonne dans le contrôle du respect des horaires pour la « zone bleue » ou dans la pénalisation des stationnements interdits, même lorsqu'ils ne gênent nullement la circulation, mais néglige de pénaliser les voitures en double file et particulièrement les voitures de livraison mal rangées ou en double file, qui créent la plupart des embouteillages et sont responsables de la lenteur de la circulation parisienne. Il n'est pas rare de voir à Paris des rues très larges, à double sens de circulation, entravées par deux camions de livraison en double file chacun de son côté à la même hauteur de la rue et chaque chauffeur complètement indifférent aux difficultés qu'il provoque. Il lui demande s'il peut lui fournir le nombre de contraventions relevées à Paris contre les voitures en double file pendant ce même mois d'octobre et particulièrement rue de Provence, entre la rue Chaussée-d'Antin et la rue Taibout, car dans cette rue, à circulation rapide, à sens unique, complètement interdite au stationnement, tout le monde peut voir que cette section de rue est, à longueur de journée, encombrée par des camionnettes en double et parfois triple file, au mépris de tout règlement. Les chauffeurs de ces véhicules n'hésitent pas à se ranger devant les portes cochères, interdisant de ce fait l'accès des parkings d'immeubles et, ce qui est particulièrement inadmissible, paraissant, tant par leurs propos que par leur conduite, bénéficier d'une immunité complète. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — Au cours du mois d'octobre, les services de la préfecture de police ont en effet relevé 230.249 procès-verbaux de contravention pour stationnements abusifs. Cette rubrique comprend toutes les infractions aux règles du stationnement et par conséquent celles concernant les stationnements en double file. Pour ce dernier motif, 58.105 procès-verbaux ont été relevés en octobre soit plus de 25 p. 100 du total ci-dessus indiqué, auxquels s'ajoutent 5.153 amendes forfaitaires perçues pour le même motif. Le nombre des infractions de cette nature qui ont été sanctionnées en octobre dernier s'élève donc au total à 63.258 infractions. Cette action répressive sera, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, poursuivie avec fermeté.

6427. — M. Carlier expose à M. le ministre de l'intérieur que les comités de direction des clubs cyclistes régionaux sont tenus de payer des droits de vacation aux agents de police locale qui assurent le service d'ordre sur les parcours des courses cyclistes qu'ils organisent, en particulier pour les traversées de villes. Cette obligation grève leur budget de 150 à 200 francs par course organisée. Il lui demande s'il ne lui serait pas possible d'envisager de les dispenser du paiement de ces vacations, en considération de ce que, pour d'autres concours aux fêtes locales, ces droits ne sont pas exigés, et de la nécessité de maintenir et de multiplier les courses cyclistes pour développer la vitalité du sport cycliste français. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Les vacations versées par les organisateurs de courses cyclistes aux fonctionnaires de police constituent des deniers privés dont l'administration n'assume pas la gestion ; elle ne peut, en conséquence, intervenir pour dispenser les organisateurs de ce paiement.

6495. — M. Palmero rappelle à M. le ministre de l'intérieur que l'application intégrale des propositions adoptées unanimement par les représentants des maires et du personnel communal au cours de la séance de la commission nationale paritaire du 4 décembre 1962 n'a pu intervenir, alors que le déclassement de la fonction publique, qui ne fait que s'accroître, met en péril le fonctionnement des services communaux. Il lui demande s'il compte accorder prochainement le reclassement de toutes les catégories de personnels communaux, conformément à l'avis précité. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Comme la question posée concerne l'ensemble des personnels communaux, il importe de préciser tout d'abord que la situation indiciaire des agents d'exécution est d'ores et déjà fixée par les arrêtés des 20 et 30 mai 1963 dont les dispositions s'inspirent très étroitement de celles appliquées par l'Etat aux fonctionnaires des catégories C et D. Par contre, en matière de classement des emplois de direction et d'encadrement, les réserves formulées par le ministère des finances sur certaines des propositions présentées à leur sujet par la commission nationale paritaire ont nécessité un nouvel examen de la question. S'appuyant sur des parités externes ou internes reconnues de longue date dans la fonction communale, le ministère de l'intérieur a saisi le département des finances de propositions concrètes qui ont déjà fait l'objet d'entretiens entre fonctionnaires des services intéressés. Rien n'interdit de penser qu'une solution satisfaisante pourra être donnée prochainement au problème qui retient l'attention de l'honorable parlementaire.

6533. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'intérieur qu'un grave accident s'est produit il y a quelques années sur un chemin départemental des Pyrénées-Orientales, faisant plusieurs victimes. La responsabilité civile de ce grave accident ayant été imputée au département, le conseil général des Pyrénées-Orientales a été obligé de payer les sommes dues à sa charge par la décision de justice, plusieurs dizaines de millions d'anciens francs, en votant des centimes additionnels nouveaux. Cet argent a donc été payé par les contribuables du département. Il lui demande s'il est à même de dire qui paiera les indemnités attribuées aux victimes si un accident semblable vient à se produire sur la route départementale n° 2 de ce même département entre la maison cantonnière de Roquevert et le col d'Ansines, partie de ce chemin particulièrement dangereux. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — Il ressort de la jurisprudence que la responsabilité des collectivités publiques peut être engagée à l'égard d'un usager d'un ouvrage public victime d'un accident survenu du fait de cet ouvrage, à moins qu'elle ne rapporte la preuve que l'accident ne résulte pas d'un défaut d'entretien normal dudit ouvrage ou qu'il est dû à une faute de la victime ou à des circonstances de force majeure. En conséquence, quel que soit le caractère dangereux du tracé de la voie, dans le cas où un accident viendrait à se produire sur le tronçon de la route départementale n° 2 dont il est fait état, la responsabilité du département pourrait être dérogée s'il apportait la preuve de l'existence de l'une des circonstances ci-dessus indiquées. Dans le cas contraire, et si sa responsabilité était retenue par les tribunaux compétents, les sommes nécessaires au paiement des indemnités dues aux victimes ne pourraient qu'être imputées sur le budget départemental.

6569. — M. Manceau, saisi des revendications des agents communaux de la ville de Mans, les mêmes d'ailleurs que celles des agents communaux de toutes les villes de France, expose à M. le ministre de l'intérieur que les insuffisantes revalorisations des traitements et pensions obtenues par ces agents depuis le début de l'année 1963 ont été annulées par les hausses continues du coût de la vie. Les agents communaux estiment donc, à juste titre, que les revendications suivantes devraient être satisfaites : 1° une rémunération mensuelle minimum de 600 francs ; 2° l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour la pension ; 3° la suppression des zones d'abattement ; 4° la suppression de l'abattement du sixième pour le calcul des retraites ; 5° la répercussion automatique, sur la situation des retraités, des mesures prises en faveur du personnel actif ; 6° la semaine de quarante heures en cinq jours et une durée augmentée des congés annuels ; 7° la publica-

tion rapide du décret réglant les conditions d'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité; 3° la prise en considération des propositions de la commission nationale paritaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet égard. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire est liée au problème général de la rémunération de la fonction publique, les personnels communaux ne pouvant à cet égard bénéficier de conditions plus avantageuses que celles qui sont admises pour les personnels de l'Etat remplissant des fonctions équivalentes. Sous cette réserve, les différents points évoqués appellent les réponses suivantes: 1° la mesure souhaitée en premier lieu est subordonnée à une décision qui interviendrait en vue de fixer à ce taux le traitement de base des personnels de l'Etat; 2°, 4° et 5° ces mesures accorderaient aux agents communaux tributaires de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales des avantages supérieurs à ceux consentis aux personnels de l'Etat relevant du régime des pensions civiles et militaires de retraite et seraient donc contraires aux dispositions de l'article 596 du code de l'administration communale. De telles mesures restent dès lors subordonnées à des modifications préalables du régime général des pensions qui relèvent de la compétence du ministre des finances et des affaires économiques; 3° la suppression des zones d'abattement est un problème qui relève de la compétence du ministère du travail; 6° la durée hebdomadaire de travail exigée des agents communaux soumis aux dispositions du livre IV, titre I^{er}, du code de l'administration communale est la même que celle appliquée aux fonctionnaires de l'Etat. Sa modification ne saurait être envisagée que s'il en était ainsi décidé pour les personnels de l'Etat. La même condition préalable serait nécessaire pour une éventuelle augmentation de la durée des congés annuels; 7° les conditions d'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité aux agents permanents des collectivités locales et de leurs établissements publics ont été fixées par le décret n° 63-1346 du 24 décembre 1963 publié au *Journal officiel* des 1^{er} et 2^{ème} janvier 1964; 8° le ministère de l'intérieur a pris, dans le courant de l'année 1963, plusieurs arrêtés qui accordent à certaines catégories de personnels communaux des gains indiciaires comparables à ceux qu'avait préconisés la commission nationale paritaire. En ont été les bénéficiaires les agents d'exécution des services administratifs, les ouvriers et la maîtrise ainsi que les personnels des services sociaux et d'hygiène. Il reste à régler la situation des titulaires d'emplois de direction et d'encadrement. Les réserves formulées par le ministère des finances sur certaines des propositions présentées à leur sujet par la commission nationale paritaire ont nécessité un nouvel examen du dossier. Des entretiens se poursuivent à l'heure actuelle entre représentants des deux départements intéressés et l'accord déjà réalisé sur plusieurs points permet d'espérer une solution définitive dans un avenir rapproché.

6710. — M. René Pleven rappelle à M. le ministre de l'intérieur que le 17 janvier 1963, lors de la discussion du budget de son ministère devant l'Assemblée nationale, il avait formellement reconnu la nécessité de reviser les barèmes de répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat, les départements et les communes, tels qu'ils ont été institués par le décret du 21 mai 1955. Le ministre avait déclaré que « ces barèmes étaient devenus manifestement injustes ou inadéquats pour un certain nombre de départements » et « qu'il se proposait de s'attacher à cette œuvre » de révision. Il lui demande quels progrès ont été réalisés au cours de l'année écoulée vers la révision des barèmes de 1955, et à quelle date il estime que de nouveaux barèmes tenant compte des résultats de recensement de 1962 entreraient en vigueur. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — Au début de l'année 1963, sitôt après la publication des résultats du dernier recensement de la population, le ministre de l'intérieur a exposé à ses collègues de la santé publique et de la population et des finances et des affaires économiques, d'une part, les raisons pour lesquelles ne saurait être différée la révision des barèmes de répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales, d'autre part, les principes qui devraient guider une telle opération. M. le ministre de la santé publique et de la population, partageant ce point de vue, a aussitôt proposé la réunion d'une commission interministérielle chargée d'étudier les modifications susceptibles d'être apportées au système de répartition institué par le décret n° 55-687 du 21 mai 1955. Les représentants du département de l'intérieur au sein de cet organisme d'étude ont été désignés, dès le 17 avril 1963. Quant à M. le ministre des finances et des affaires économiques, qui a récemment précisé sa position, il ne serait pas opposé à ce que le travail de révision des barèmes soit confié à une commission interministérielle, si les deux autres ministres intéressés admettaient comme base de discussion les deux principes ci-après, considérés par lui comme essentiels: en premier lieu les critères dégagés après de longues études, en 1955, pour déterminer, dans chaque département le taux de participation incombant respectivement à l'Etat et aux collectivités locales, ne seront pas remis en cause; en deuxième lieu, la part totale de l'Etat restera inchangée, la réduction de la participation de certaines collectivités locales ne pouvant être obtenue que par l'accroissement corrélatif de la contribution des collectivités favorisées par l'évolution économique. Le premier principe ne soulève pas de difficulté, car la révision pourrait très bien être opérée d'après les critères retenus en 1955, qu'il suffirait d'actualiser. L'adoption du second principe risquerait par contre de rendre plus malaisée la réforme rapide et équitable des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales sur le plan de l'aide sociale.

6713. — M. Cermolacce expose à M. le ministre de l'intérieur qu'il est d'usage courant, sans qu'aucune règle impérative en fasse cependant obligation, de faire supporter par les adjudicataires les frais d'insertion et de publicité en matière d'adjudications publiques concernant des travaux communaux. Le recouvrement des frais ainsi exposés entraîne généralement des retards et des complications qu'il serait souhaitable d'éviter. Il lui demande si, dans un but de simplification, il ne serait pas préférable de mettre ces frais à la charge des communes, par une mention spéciale insérée dans le cahier des clauses et conditions particulières applicables aux marchés. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — La réforme préconisée doit être réalisée lors de l'intervention du cahier-type des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux des collectivités locales et de leurs établissements publics. Ce document comportera, en effet, une clause stipulant que « les frais d'affichage et de publicité restent à la charge du maître de l'ouvrage ».

JUSTICE

5359. — M. de Chambrun expose à M. le ministre de la justice que, dans sa réponse à sa question écrite n° 2809 (*Journal officiel*, débats A. N. du 12 juin 1963), il avait déclaré n'avoir pas jugé bon de procéder au dépôt d'un projet de loi aggravant les peines encourues pour les actes de discrimination raciale. Il lui demande si, compte tenu d'un certain nombre de faits de notoriété publique qui se sont produits depuis cette date, il n'envisage pas de procéder au dépôt dudit projet de loi. (Question du 18 octobre 1963.)

Réponse. — Il a été demandé à M. de Chambrun à quels actes de discrimination raciale il a voulu faire allusion dans sa question écrite. N'ayant pas obtenu de précisions sur ce point, le Gouvernement ne peut que s'en tenir aux termes de la précédente réponse, publiée au *Journal officiel* du 12 juin 1963, qu'il a faite à une question analogue posée par M. de Chambrun le 16 mai 1963.

5883. — M. Litoux expose à M. le ministre de la justice que la loi n° 60-580 du 21 juin 1960, interdisant certaines pratiques en matière de transactions portant sur des immeubles et des fonds de commerce, prévoit (art. 2) que les conditions dans lesquelles les intermédiaires ou mandataires pourront percevoir des fonds, versements ou remises, à l'occasion d'opérations immobilières, seront déterminées dans un texte réglementaire à intervenir. Il lui demande si, à l'issue des pourparlers devant avoir lieu entre le Gouvernement et la profession d'agent immobilier, un accord a pu être réalisé en vue de la mise au point prochaine du texte de ce décret, et dans quel délai celui-ci doit intervenir. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Un avant-projet de décret, élaboré par la chancellerie sur la base des travaux préparatoires auxquels les professionnels ont été associés, a été communiqué aux autres départements ministériels intéressés et aux organisations professionnelles précédemment consultées. Ces dernières ont fait connaître leur avis sur les mesures envisagées. Les remarques qu'elles ont formulées permettent de penser qu'aucune difficulté sérieuse ne s'opposera à une mise au point rapide du texte dès que la chancellerie sera en possession de toutes les observations des autres ministères.

6486. — M. Charpentier demande à M. le ministre de la justice de préciser les intentions du Gouvernement en ce qui concerne une modification de la législation sur les baux commerciaux destinée à interdire aux bailleurs de s'opposer à l'exercice, dans leurs locaux, de commerces différents de ceux qui sont stipulés dans le bail, et notamment si un projet de loi ayant pour objet cette « désépécialisation » des baux commerciaux sera prochainement soumis à l'examen du Parlement. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — La chancellerie a récemment eu connaissance des suggestions formulées par les assises nationales du commerce, dont les études se sont notamment étendues aux limitations fréquemment apportées par les baux à l'exercice de l'activité commerciale du locataire dans les lieux donnés à bail. Cette question est actuellement mise à l'étude, mais aucune décision n'a encore été prise au sujet des suites que pourraient comporter, sur le plan gouvernemental, les conclusions formulées sur ce point par les assises nationales du commerce.

6717. — M. Schloesing demande à M. le ministre de la justice quand il compte publier les décrets d'application prévus par les articles 2 et 3 de la loi n° 60-580 du 21 juin 1960 interdisant certaines pratiques en matière de transactions portant sur des immeubles et des fonds de commerce et complétant l'article 408 du code pénal. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — Un avant-projet de décret, élaboré par la chancellerie sur la base des travaux préparatoires auxquels les professionnels ont été associés, a été communiqué aux autres départements ministériels intéressés et aux organisations professionnelles précédemment consultées. Ces dernières ont fait connaître leur avis sur les mesures envisagées. Les remarques qu'elles ont formulées permettent de penser qu'aucune difficulté sérieuse ne s'opposera à une mise au point rapide du texte dès que la chancellerie sera en possession de toutes les observations des autres ministères.

REFORME ADMINISTRATIVE

6720. — M. Bignon expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative qu'un arrêté en date du 11 août 1962, publié au Journal officiel du 19 août 1962, a modifié l'échelonnement indiciaire des agents supérieurs des administrations centrales. Il s'étonne que depuis près de dix-huit mois ces nouvelles dispositions n'aient pas encore été appliquées aux agents supérieurs retraités. Il lui demande à quel moment les fonctionnaires dont il s'agit verront leur pension révisée conformément à la jurisprudence constante en matière de péréquation de pensions. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — Le projet de décret portant assimilation, en vue de la révision des pensions des agents supérieurs retraités, des anciennes classes et anciens échelons de ce corps de fonctionnaires des administrations centrales aux nouvelles classes et échelons institués par le décret statutaire n° 62-945 du 9 août 1962, en application duquel a été pris l'arrêté d'échelonnement indiciaire du 11 août 1962, vient de faire l'objet d'un accord entre les départements intéressés. Il doit très prochainement être soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

5705. — M. Arthur Ramette expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'en 1956 la municipalité de Douai (Nord) a envisagé avec le C. I. L. la construction de logements sur un terrain de l'avenue du 4-Septembre appartenant aux hospices à concurrence de 3,6 hectares. En 1959, la nouvelle municipalité a repris le projet : 500 logements, dont 250 par immeubles de trois étages et 250 individuels. En 1961, à la suite de la publication par la presse du projet, les Houillères nationales (région Nord-Pas-de-Calais) ont révélé que les terrains sont situés en zone d'affaissement. Le service des mines a confirmé des affaissements possibles de 6 à 8 mètres et a déconseillé la construction : « Ce serait, a-t-il dit, une malhonneteté intellectuelle de l'autoriser ». Le préfet a repoussé la délibération municipale prise en vue de l'achat des terrains, dont celui destiné à la construction d'une école prévue pour le futur ensemble. Or, par la suite, les hospices ont vendu les 3,6 hectares à une entreprise pour 40 millions environ, soit à raison de 1.200 francs le mètre carré, sans avoir recours à l'adjudication. Cette entreprise a rétrocédé une partie du terrain à un particulier qui a construit un immeuble d'habitation de grand standing sur un hectare et a loti le restant pour la construction d'un garage et d'habitations individuelles. L'aménagement d'une rue est prévu au centre du terrain, ce qui assurera une plus-value importante aux parties en bordure de cette nouvelle artère. Il lui demande, à la suite du rejet préfectoral de la délibération municipale, dans quelles conditions les hospices ont été autorisés à vendre leur terrain à des particuliers sans adjudication. (Question du 8 novembre 1963.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la vente de terrains signalée aurait dû être réalisée par adjudication, à défaut d'un arrêté interministériel autorisant la vente à l'amiable. Toutefois, il convient d'observer que les textes réglementant la matière (arrêté interministériel du 1^{er} septembre 1955 et article 22 du décret du 11 décembre 1958) ont donné lieu à des difficultés d'interprétation et que c'est sur la base de l'interprétation qui lui en avait été donnée antérieurement par le ministre de l'intérieur à l'occasion d'une affaire voisine que le préfet du Nord a autorisé la vente amiable. En l'occurrence, il apparaît que ce manquement à la stricte réglementation a été sans incidence. En effet, la vente a été réalisée sur la base de l'estimation domaniale et le conseil municipal de Douai a donné un avis favorable à l'opération le 24 mars 1962. D'autre part, aucune observation ne figure sur le registre d'enquête de commodo et incommodo ouvert à la mairie de Douai du 23 au 30 mai 1962. Or, l'existence d'une offre supérieure ou d'une simple manifestation de volonté d'enchérir, consignée au procès-verbal d'enquête, conduit l'autorité de tutelle à provoquer la mise en adjudication publique du bien immobilier ; dans une telle éventualité, le préfet ou Nord aurait donc procédé à la mise en adjudication. Afin que de telles erreurs ne se reproduisent plus, une circulaire sera adressée aux préfets pour leur préciser que les dispositions de l'article 22 du décret du 11 décembre 1958 ne peuvent être considérées comme ayant abrogé l'arrêté du 1^{er} septembre 1955.

6527. — M. Dupuy expose à M. le ministre de la santé publique et de la population le cas des enfants atteints de troubles moteurs cérébraux entraînant une paralysie partielle. L'état de ces enfants nécessite une rééducation permanente dont les séances reviennent à 11,20 francs à l'hôpital. Ils ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale au titre de l'assurance longue maladie et leurs frais de rééducation ne sont remboursés qu'à 80 p. 100. Lorsqu'ils atteignent l'âge de la scolarité, ces enfants ne sont généralement pas admis dans les écoles du fait de l'encombrement des classes et des soins qu'ils exigent. Actuellement, ils ne peuvent suivre un enseignement que par l'intermédiaire de l'association des paralysés de France, et cela se traduit pour les parents par une dépense moyenne de 180 francs par mois, en sus des frais de rééducation. Ces enfants, comme tous les autres, ont droit à la gratuité de l'enseignement. Ils ont particulièrement droit à une aide spéciale de l'Etat en vue de leur réinsertion sociale. Il lui demande : 1° quelle est la situation dans le domaine

de la rééducation des enfants atteints de troubles moteurs cérébraux ; 2° quelle est la situation en ce qui concerne la scolarité de ces mêmes enfants ; 3° quelles mesures il compte prendre, dans ces deux domaines, pour faciliter la réinsertion sociale de ces enfants et pour alléger notamment les charges financières de leurs familles ; 4° s'il entend publier sans plus de retard le décret d'application de la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 ayant institué une allocation d'éducation spécialisée pour les enfants infirmes et si, une fois ce décret publié avec effet rétroactif à la date de la loi, l'allocation prévue bénéficiera aux familles comptant un enfant atteint de troubles moteurs cérébraux, pour quel montant et dans quelles conditions. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Le problème des enfants atteints de troubles moteurs cérébraux (I. M. C.) est particulièrement difficile, en raison de la diversité des handicaps dont souffrent ces mineurs. Sur 18.000 I. M. C. évalués en France, 10.000 pourraient bénéficier de soins et d'une éducation spécialisée ; or quelques centaines de places seulement sont actuellement mises à leur disposition ; 2° un effort de lutte contre ce sous-équipement critique est entrepris, et l'implantation de nouveaux établissements est activement étudiée. Ces centres présenteront un caractère à la fois médical et éducatif, qui sera original par rapport aux formules qui ont cours pour les handicapés physiques simples. En conséquence, il est envisagé de susciter une nouvelle annexe au décret du 9 mars 1956, afin de permettre à la sécurité sociale de prendre en charge les infirmes moteurs cérébraux pendant le temps et dans les établissements qui conviennent ; 3° des formules de scolarisation à domicile et leurs modes de financement sont étudiés parallèlement. De tels organismes pourraient éventuellement être agréés au titre de la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963, en tant qu'ils administreraient à des mineurs grands infirmes les soins et l'éducation spécialisée nécessaire à leur état ; 4° le décret d'application de la loi précitée a été soumis au Conseil d'Etat le 8 janvier 1964. La date de l'effet rétroactif ne sera pas fixée au 31 juillet 1963 mais plus tardivement, le principe du rappel étant cependant acquis. La prestation familiale d'éducation spécialisée pourra être versée aux familles d'infirmes moteurs cérébraux âgés de moins de 20 ans, qui seront qualifiés d'infirmes au sens de la loi, qui ne touchent aucun remboursement au titre de l'assurance maladie et qui bénéficient de soins et d'éducation spécialisés dans un établissement préalablement agréé. Le montant de la prestation sera unique dans tous les cas, et avoisinera en moyenne 140 francs par mois. Compte tenu du petit nombre de places en établissements adaptés, il est certain que la portée de la nouvelle prestation pour les infirmes moteurs cérébraux dépend du développement de l'équipement existant.

6596. — M. Ponceillé appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur les inconvénients résultant du fait que n'a pas été publié le décret annoncé dans les articles 2 et 4 de la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée. Cette aide financière ne peut donc dans ces conditions être allouée aux parents de ces enfants qui en ont pourtant grandement besoin. Il lui demande la décision qu'il envisage de prendre en vue de donner à la loi précitée toute l'efficacité que les parents des mineurs infirmes attendent d'elle. (Question du 28 décembre 1963.)

Réponse. — Les raisons pour lesquelles est différée la publication du décret prévu par la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée aux mineurs infirmes, tiennent à la complexité de la mise au point d'un texte auquel la loi a fixé un champ d'application assez restreint, et des conditions d'attribution très précises. Ce projet de décret a fait l'objet d'études attentives et il est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Il prévoit un effet rétroactif qui ne sera pas nécessairement fixé à la date de la loi, mais plus vraisemblablement, à une date ultérieure.

6604. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'aux termes du dernier alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, les jeunes gens reconnus « soutien de famille » doivent, s'ils en font la demande, être affectés dans une unité proche de leur domicile. Suivant une jurisprudence constante, cet avantage est réservé aux seuls jeunes gens dont la famille est admise à bénéficier de l'allocation prévue par l'article 156 du code de la famille et de l'aide sociale. Or, de fait et principalement dans l'agriculture dans de nombreux cas, le fils qui travaille avec ses parents est souvent un réel soutien de famille pour eux, même lorsque les ressources dépassent les plafonds prévus pour l'aide sociale. Cette même demande a fait l'objet de la question écrite n° 5314 posée à M. le ministre des armées, qui a répondu, le 10 décembre 1963, que la réponse à cette question ne lui appartenait pas. Il lui demande si, étant donné la grande importance sociale de la question posée, il ne pourrait pas prévoir deux catégories de soutiens de famille, avec et sans allocation, suivant les ressources du foyer. (Question du 4 janvier 1964.)

Réponse. — La question soulevée par l'honorable parlementaire, qui donne lieu à des interprétations divergentes, fait actuellement l'objet d'un examen approfondi par le ministre de la santé publique et de la population, en liaison avec le ministère des armées.

6640. — M. Tourné expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le vote de la loi attribuant une allocation d'éducation spécialisée aux enfants infirmes a fait naître de grands espoirs dans les familles intéressées. Toutefois, le temps passe et

nombreuses sont les familles qui se demandent pourquoi ladite loi n'est pas encore applicable. Il lui demande 1° pour quelles raisons la loi précitée n'est pas encore appliquée et dans quel délai sera publié le règlement d'administration publique, avec effet rétroactif à la date de la loi; 2° quel sera le montant de l'allocation prévue et dans quelles conditions sera-t-elle versée; 3° à combien estime-t-on le nombre des bénéficiaires et qui paiera cette allocation. (Question du 4 janvier 1964.)

Réponse. — Les raisons pour lesquelles est différée la publication du décret prévu par la loi n° 63-775 du 31 juillet 1963 instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée aux mineurs infirmes, tiennent à la complexité de la mise au point d'un texte auquel la loi a fixé un champ d'application assez restreint, et des conditions d'attribution très précises. Ce projet de décret a fait l'objet d'études attentives et il est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Il prévoit un effet rétroactif qui ne sera pas nécessairement fixé à la date de la loi, mais plus vraisemblablement à une date ultérieure. Le montant mensuel de l'allocation prévue sera d'environ 140 francs en moyenne, versés aux familles de mineurs de moins de 20 ans, déclarés infirmes au sens de la loi, recevant les soins et l'éducation spécialisés nécessaires à leur état dans un établissement ou un organisme agréé à cet effet, et ne bénéficiant d'aucun remboursement au titre de l'assurance-maladie. 30.000 enfants environ seront bénéficiaires de cette allocation, au début de l'application de la loi et compte tenu du nombre prévisible d'établissements susceptibles d'être agréés,

TRAVAIL

6396. — M. Alduy, se référant à la réponse du 9 juillet 1963 de M. le ministre du travail à la question écrite n° 2736 posée par M. Palmero, demande quelles mesures le Gouvernement français compte prendre pour améliorer la situation des titulaires de pension vieillesse de la sécurité sociale du régime algérien qui n'ont pu bénéficier des revalorisations intervenues en avril 1962, lesquelles sont appliquées aux seuls titulaires de pensions dépendant du régime métropolitain. (Question du 13 décembre 1963.)

Réponse. — Le décret n° 62-340 du 17 mars 1962, fixant les règles applicables au paiement des avantages de vieillesse ou d'invalidité dus aux ressortissants des régimes algériens de sécurité sociale qui résident, en France, a eu pour objet de faciliter le versement des sommes dues aux intéressés par ledit régime sans toutefois, opérer un transfert dans la charge des prestations lesquelles financièrement incombent toujours aux caisses algériennes compétentes. Il n'est donc pas possible à la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Paris de faire bénéficier les ressortissants du régime général algérien des mesures de revalorisation qui interviennent dans le régime général français. Toutefois, il convient de rappeler que des mesures particulières ont été prises en faveur des rapatriés âgés afin de tenir compte soit des difficultés éprouvées par les intéressés pour obtenir la liquidation de leur avantage de vieillesse, soit de l'absence de revalorisations à l'heure actuelle dans le régime algérien. Les pensionnés sur lesquels l'honorable parlementaire a appelé l'attention ont donc la possibilité, si leurs ressources sont insuffisantes, de solliciter, au moyen d'un imprimé qui leur sera remis par les services locaux du ministère des rapatriés, l'attribution de l'avantage différentiel prévu par le décret n° 63-834 du 6 août 1963, portant application de l'article 14 de la loi de finances rectificative pour 1963.

6408. — M. Hostler expose à M. le ministre du travail qu'un ouvrier P. 3, employé dans une usine depuis douze ans vient d'être licencié de son emploi parce qu'il remplissait ses fonctions de délégué du personnel, de secrétaire adjoint du comité d'établissement et de membre du comité central d'entreprise. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'ordonner la réintégration à l'entreprise de cet ouvrier, dans le cadre du respect des droits syndicaux. (Question du 13 décembre 1963.)

2° réponse. — Les faits visés par l'honorable parlementaire ont donné lieu à une enquête approfondie menée par les services de l'inspection du travail. Il résulte de cette enquête que le délégué dont il s'agit a été licencié après avoir tenu une réunion sur le lieu du travail, au cours de laquelle il a formulé des appréciations méprisantes sur les agents de maîtrise de l'entreprise. La direction a alors envisagé son licenciement et, conformément aux dispositions légales de protection des représentants élus du personnel, a soumis ce projet au comité d'entreprise. Lors de la réunion prévue à cet effet, la plupart des membres élus se sont abstenus volontairement de siéger au comité, qui a donné un avis favorable au licenciement. Dans ces conditions, aux termes mêmes des dispositions légales précitées, l'inspecteur du travail n'avait pas à se prononcer sur le licenciement en question.

6410. — M. Martel expose à M. le ministre du travail qu'une déléguée du personnel de l'usine de confection de Flines-lès-Raches, près de Douai (Nord), appartenant à la « Belle Jardinière », a été licenciée, après refus la veille du départ de la délégation, d'un congé sans solde pour une délégation syndicale à l'étranger. L'inspecteur du travail saisi a rejeté ce licenciement et a ordonné la réintégration de la déléguée. Or, sur pression de la direction, les huit cadres de l'usine se sont mis en grève contre cette réintégration. La direction a pris prétexte de cette grève qu'elle a fomentée

pour décider, à compter du 16 novembre 1963, le lock-out complet de l'usine, mettant ainsi à pied 270 ouvriers. L'inspecteur du travail aurait alors proposé à la déléguée de ne plus se présenter à l'usine, tout en continuant à percevoir son salaire pendant la durée de son mandat. Une proposition aussi scandaleuse ne pouvait qu'être rejetée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour: 1° mettre fin aux manœuvres illégales et honteuses de la société en cause; 2° faire respecter la décision de l'inspecteur du travail de Douai; 3° rendre effective la réintégration de la déléguée à son travail et dans ses droits de mandataire de ses camarades de travail. (Question du 13 décembre 1963.)

2° réponse. — Il résulte de l'enquête effectuée sur les faits évoqués par l'honorable parlementaire qu'à la suite d'incidents (grève des cadres, suivie d'une grève des ouvriers) suscités par la réintégration de Mme Lecomte, déléguée du personnel de la « Belle Jardinière », à Flines-lès-Raches, conformément à la décision de refus d'autorisation de licenciement opposée à la direction des établissements par l'inspecteur du travail, une réunion a été provoquée par les services de l'inspection en vue de rechercher une solution aux difficultés soulevées. A la suite de cette réunion, un protocole d'accord a été signé entre la direction et les délégués du personnel prévoyant que l'intéressée serait employée à un travail à domicile et aurait toute latitude pour exercer librement son mandat de déléguée à l'intérieur de l'entreprise. Ce protocole n'est intervenu qu'à titre provisoire et ne saurait être considéré comme une solution définitive. Le lendemain du jour où il a été signé, l'ensemble du personnel a repris le travail.

6414. — M. Notebart expose à M. le ministre du travail que les caisses régionales de sécurité sociale sont constituées en deux groupes d'établissements: 1° les services administratifs et les services d'action sanitaire et sociale placés sous l'autorité du directeur; 2° les services du contrôle médical de la caisse régionale et les services du contrôle médical institués auprès de chaque caisse primaire, placés sous l'autorité du médecin conseil régional. Cette distinction a été établie par lui-même, en réponse à une question écrite posée par M. Méric, sénateur, et dans laquelle il a souligné que la situation des délégués du personnel des caisses régionales est la même que celle des délégués d'entreprises comprenant plusieurs établissements distincts. L'ordonnance du 22 février 1945 modifiée relative aux comités d'entreprise a prévu un régime spécial pour les entreprises comprenant des établissements distincts. Ce régime résulte de l'article 21 de l'ordonnance et de la circulaire du ministre du travail du 14 juin 1945. Il est caractérisé par la coexistence de comités d'établissements et d'un comité central d'entreprise. Il lui demande, dès lors que le critère des établissements distincts a été préconisé pour les élections des délégués du personnel, s'il ne lui apparaît pas conforme au bon sens d'adopter une attitude identique pour les élections des délégués du comité d'entreprise, d'autant plus que les règles générales applicables aux collèges électoraux prévues par les textes sont communes aux deux institutions. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — La réforme introduite par le décret n° 60-453 du 12 mai 1960, qui a eu pour effet d'instituer, sous l'autorité d'un médecin conseil régional, un service du contrôle médical auprès de chaque caisse primaire, ne paraît pas devoir entraîner la constitution de comités d'établissement au sein des caisses régionales de sécurité sociale. Il a paru conforme à l'ordonnance du 22 février 1945 que soit constitué un seul comité d'entreprise pour l'ensemble du personnel, que celui-ci relève des services administratifs, des établissements ou du contrôle médical et, pour ce dernier personnel, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon qu'il est affecté au siège de la caisse régionale ou dans les caisses primaires. Au sein de ce comité, des commissions spécialisées, correspondant aux différents services de la caisse régionale, pourraient d'ailleurs être créées. MM. les présidents des conseils d'administration des caisses régionales de sécurité sociale ont été informés par une circulaire n° 2094 CS 62 du 14 mai 1962 de la position ainsi adoptée, qui est mieux adaptée au volume et à la structure des caisses régionales de sécurité sociale et permet d'assurer un fonctionnement satisfaisant du comité d'entreprise. On doit noter, en revanche, que si la même solution n'a pas été retenue en ce qui concerne l'élection des délégués du personnel, pour lesquels il est distingué entre, d'une part, les services administratifs de la caisse régionale et, d'autre part, les services de contrôle médical, c'est parce que le personnel de ces derniers est soumis à l'autorité du médecin conseil régional, alors que le personnel des premiers est soumis à l'autorité du directeur de la caisse. A la différence de l'ordonnance du 22 février 1945, la loi du 16 avril 1946 sur les délégués du personnel permet d'adopter cette formule puisqu'elle autorise la désignation des délégués au sein de collèges électoraux qui peuvent ne pas s'étendre à l'ensemble de l'établissement.

6463. — M. Salardaine attire l'attention de M. le ministre du travail sur les conséquences relatives aux avantages sociaux médicaux soumis au régime de l'assurance-maladie prévu par le décret du 12 mai 1960. Il semble, en effet, que les agents de maîtrise, soumis à ce régime, ne bénéficient pas d'une activité salariée, réalisent, à leur égal, un travail et sont en outre soumis à l'obligation de cotiser une détermination de la direction, qui n'existe pas, puisque déjà couverte par l'assurance-maladie. Il lui demande: 1° quel texte du code de sécurité sociale peut être invoqué pour

imposer l'affiliation obligatoire à un régime de sécurité sociale distinct du régime social, pour le motif de solidarité à l'égard d'autres assurés appartenant à la même catégorie professionnelle; 2° s'il existe d'autres exemples de cumul obligatoire d'affiliation à un régime spécial et au régime général en dehors de celui institué par le décret du 13 juillet 1962; 3° s'il est exact qu'une sanction entraîne l'interruption et non la suspension du contrat qui lie le médecin conventionné à la caisse de sécurité sociale et si, en conséquence, à la fin de la période sur laquelle s'étend la sanction, un médecin peut se considérer comme n'étant plus conventionné; 4° si, en cas de sanction, la famille du médecin peut se voir octroyer un délai avant la cessation de la prise en charge des frais de maladie, à l'instar de ce qui est prévu pour un salarié licencié, ou encore, si des prestations supplémentaires à celles qui peuvent être attribuées aux détenus de droit commun peuvent être escomptées, le cas échéant; 5° s'il est possible que, durant le temps de suspension, le médecin puisse souscrire à un régime d'assurance volontaire qui maintienne ses droits en vue de la retraite vieillesse et la couverture sociale de sa famille injustement englobée dans la faute du médecin; 6° s'il n'apparaît pas normal de considérer, du fait de la séparation complète des deux régimes de sécurité sociale des salariés et des médecins conventionnés, d'une part, et du caractère obligatoire de ce dernier régime, d'autre part, que le médecin payant double cotisation doive, en toute logique, bénéficier simultanément des prestations des deux régimes. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes: 1° le décret n° 62-793 du 13 juillet 1962, loin de constituer une extension des régimes de sécurité sociale applicables aux salariés ou assimilés, se borne à prévoir, en application du décret n° 60-451 du 12 mai 1960, en faveur des praticiens et auxiliaires médicaux qui exercent leur activité dans le cadre libéral, des prestations en cas de maladie comportant hospitalisation ou interruption de travail de plus de six mois, ainsi que le bénéfice de prestations de vieillesse supplémentaires. Mais le bénéfice de ces prestations reste subordonné à la conclusion d'une convention médicale conclue, entre le syndicat départemental et la caisse régionale de sécurité sociale, dans les conditions des articles 2 et 2 bis du décret du 12 mai 1960 susvisé. Ainsi l'obligation de cotiser, mise à la charge des praticiens et, par voie de conséquence, la participation des organismes de sécurité sociale, dans le financement de l'assurance maladie et vieillesse, trouvent leur origine dans la convention conclue entre les parties. Il en est de même, en l'absence de telles conventions, pour les praticiens qui adhèrent aux clauses obligatoires de la convention type et aux tarifs fixés par la commission interministérielle des tarifs. Les praticiens auxquels la convention est applicable doivent donc être considérés comme ayant acquiescé aux dispositions de ladite convention, ainsi qu'aux obligations qui en résultent. Dans ces conditions, le principe d'égalité des charges s'impose à l'intérieur du régime, entre tous ceux qui ont adhéré soit personnellement, soit collectivement à la convention médicale, sans qu'il soit possible de faire jouer les règles de répartition proportionnelles inscrites à l'article 147, § 4, du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié et de tenir compte, dans le calcul de la cotisation personnelle du praticien au régime des avantages sociaux complémentaires, des sommes qu'il a pu acquitter éventuellement, à titre de précompte, en qualité de salarié ou assimilé, au régime général de la sécurité sociale; 2° il existe, effectivement, d'autres exemples de cumul des cotisations, au titre de différents régimes, pour la couverture d'un même risque. Il en est ainsi, notamment, en matière d'allocations familiales. L'article 153 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié dispose, en effet, que la cotisation d'allocations familiales est due par toute personne qui exerce, même à titre accessoire, une activité non salariée. Il en résulte qu'un salarié qui exerce, même accessoirement, une activité indépendante se trouve redevable, à compter d'un seuil de revenus professionnels actuellement fixé à 3.000 francs par an, des cotisations d'allocations familiales, même si, au titre de son activité principale salariée, des cotisations d'allocations familiales ont été acquittées jusqu'à concurrence du plafond; 3° la question posée laisse penser qu'il s'agit d'une sanction prononcée dans le cadre du contentieux technique et plus particulièrement de l'interdiction temporaire du droit de donner des soins aux assurés sociaux prévue à l'article L. 406 (3°) du code de la sécurité sociale. Il est précisé que, lorsque le praticien est lié par les dispositions d'une convention, la sanction n'a pas d'incidence sur le respect des obligations qui lui sont imposées par ladite convention. Si, du fait qu'il n'est pas temporairement en droit de soigner des assurés sociaux, ces obligations ne jouent pratiquement pas, il n'en demeure pas moins que, lorsque les effets de la sanction cessent et qu'il peut à nouveau soigner des assurés sociaux, il est toujours tenu de se conformer aux dispositions conventionnelles. La situation du praticien ayant souscrit une adhésion personnelle à la convention type est analogue et la suspension du droit de donner des soins aux assurés sociaux n'entraîne pas *ipso facto* l'interruption de l'adhésion. Cependant, dans ce cas, il résulte des dispositions combinées de l'article 3 du décret du 12 mai 1960 et de l'article 11 de la convention type, relatives à la résiliation des adhésions personnelles, la faculté, pour la caisse régionale de sécurité sociale, de résilier l'adhésion personnelle en présence de violation grave ou répétée des engagements souscrits par le praticien. Cet organisme pourrait ainsi, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, mettre fin à l'adhésion personnelle du praticien en considération des faits ayant motivé la sanction prononcée à son encontre. 4° En application de l'article 3 (3°) du décret du 13 juillet 1962, les avantages complémentaires en cas de maladie cessent d'être accordés pendant la durée d'application de la sanction en cas d'interdiction prononcée par la juridiction compétente de donner des soins aux assurés sociaux. Ces dispositions prennent effet dès la date à laquelle la sanction est applicable. Il est précisé qu'il n'est pas prévu, dans le cadre du régime des avantages sociaux complémentaires, des prestations

supplémentaires. 5° L'assurance sociale volontaire reste, en l'état actuel des textes, et notamment des articles 99 et suivants du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 modifié, limitée aux anciens assurés sociaux qui ont relevé, pendant six mois au moins, soit à titre de salariés, soit à titre d'avants droit (veuves, enfants de plus de vingt ans qui poursuivent des études) du régime général ou d'un régime spécial de sécurité sociale des salariés ou assimilés. Il n'est pas possible, dans ces conditions et compte tenu des arguments exposés au 1° de la présente réponse, d'admettre les praticiens et auxiliaires médicaux au bénéfice de l'assurance sociale volontaire. Cette extension, si elle était possible, aboutirait d'ailleurs en raison des différences quant aux prestations offertes par le régime général d'une part, par le régime des avantages sociaux complémentaires d'autre part, à donner aux praticiens et auxiliaires médicaux, en cas de sanction, une protection sociale plus large que celle dont ils bénéficiaient en application de la convention médicale. 6° Le cumul des prestations du régime général et du régime des avantages sociaux, outre qu'il constituerait, en définitive, un enrichissement sans cause, serait contraire au principe d'égalité qui doit régler les rapports entre les organismes de sécurité sociale et les assurés. Il faut remarquer, toutefois, que, en cas de dualité de régimes applicables à un même assuré social, les prestations lui sont servies au taux préférentiel. C'est ainsi qu'un médecin qui, affilié au régime général des salariés, ne pourrait réunir les conditions d'ouverture du droit aux prestations, telles que définies à l'article L. 249 du code de la sécurité sociale, pourrait percevoir pour lui-même ou ses ayants droit, les prestations de l'assurance maladie prévues par l'article 5 du décret n° 62-793 du 13 juillet 1962. Le ministre du travail croit, néanmoins, devoir ajouter que des études sont actuellement entreprises, dans ses services, dans le sens d'un assouplissement aux règles posées par le décret n° 62-793 du 13 juillet 1962 en ce qui concerne l'obligation faite aux praticiens qui relèvent, à titre principal, du régime général de la sécurité sociale des salariés ou assimilés, de cotiser au régime des avantages sociaux complémentaires.

6472. — M. Duterne expose à M. le ministre du travail que, suivant le texte applicable pour l'attribution de la médaille d'honneur du travail, celle-ci est subordonnée à la présence chez deux employeurs au maximum. Or, il se trouve que, par suite de nombreuses reconversions ou fermetures de petites entreprises, le personnel qui aurait pu prétendre à une promotion supérieure, si l'entreprise avait continué son activité, se trouve alors placé au même niveau qu'un débutant. Ainsi, un ancien directeur d'usine, ayant été occupé sept ans dans une filature qu'il a quittée pour convenances personnelles, puis directeur dans une autre filature pendant vingt-six ans, a de ce fait obtenu la médaille d'argent (vingt-cinq ans de présence). La filature ayant été totalement fermée, il a depuis retrouvé un emploi comme secrétaire au syndicat des filateurs de lin, mais celui-ci devenant par la force des choses un troisième employeur, il ne peut prétendre à une nouvelle promotion au titre de la médaille du travail, bien qu'ayant actuellement plus de trente-cinq années d'activité dans la même branche professionnelle. Il lui demande s'il ne serait pas possible qu'en cas de fermeture d'usine, l'employeur du salarié qui se serait reclassé soit considéré comme premier ou deuxième employeur suivant le cas. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 14 janvier 1957, la médaille d'honneur du travail est effectivement destinée à récompenser l'ancienneté des services effectués chez un ou deux employeurs au maximum. Lorsque les services ont été effectués chez plus de deux employeurs, il est tenu compte, pour la détermination des droits à cette distinction, non des périodes accomplies chez les deux premiers, mais des périodes de travail effectuées chez les deux employeurs pour le compte desquels le candidat a travaillé le plus longtemps, même si ces périodes ne sont pas consécutives. Dans le cas signalé par l'honorable parlementaire, le candidat en cause pourra donc accéder à l'échelon supérieur s'il effectue dans l'emploi actuellement occupé, neuf années de travail qui, s'ajoutant aux vingt-six années accomplies en qualité de directeur d'usine, lui permettront d'obtenir la médaille de vermeil, décernée après trente-cinq années de salariat.

6473. — M. Dufloir attire l'attention de M. le ministre du travail sur la contradiction qui existe entre les différents textes relatifs à la contribution des employeurs pour financer les institutions sociales des comités d'entreprises des organismes sociaux. Cette contradiction porte sur les salaires qui doivent servir d'assiette à la dotation. En effet, une circulaire n° 250 SS du 11 août 1948 relative au fonctionnement des comités d'entreprises dans les organismes de sécurité sociale avait retenu comme base de calcul « les salaires nets obtenus après déduction des impôts et de la contribution ouvrière des assurances sociales ». Par contre, la circulaire n° TR 27-49 du 24 décembre 1949 relative à l'application de la loi du 2 août 1949 estime qu'il convient de prendre pour base de la contribution des entreprises au financement des institutions sociales des comités d'entreprises des organismes sociaux les salaires bruts: « Cette interprétation étant la plus simple et la plus conforme à l'intention présumée du législateur ». Enfin, la circulaire n° 12 SS du 29 janvier 1954 relative à la dotation complémentaire pour l'habitat précise: « Désormais les caisses... pourront majorer dans les mêmes conditions les dotations habituelles de leurs comités d'entreprises à 4 p. 100 des salaires nets ». Il lui demande de lui faire connaître sa position définitive quant à ce problème, en lui

calculer remarquer que toutes les charges sociales françaises sont calculées sur les salaires bruts. (Question du 18 décembre 1963.)

Réponse. — Les contradictions signalées entre ces différents textes et instructions n'ont pas échappé à mon administration. Elles ont fait l'objet d'une étude à l'occasion de la révision de la circulaire n° 12 SS du 29 janvier 1964 précitée, rendue nécessaire par l'entrée en vigueur, à compter du 1^{er} janvier 1964, des dispositions de la loi n° 63-613 du 28 juin 1963 qui étend notamment aux organismes de sécurité sociale l'obligation d'investir dans la construction des sommes représentant au moins 1 p. 100 des salaires bruts, tels qu'ils ont été définis à l'article 231 du code général des impôts. Dans un souci de simplification et d'harmonisation avec les dispositions nouvelles, il est apparu opportun d'inviter les organismes de sécurité sociale à calculer désormais les dotations de leur comité d'entreprise sur la base des salaires bruts. Une instruction en ce sens sera incessamment publiée.

6535. — M. Tourné demande à M. le ministre du travail comment est considéré un enfant infirme moteur ou infirme mental au regard des diverses prestations incluses dans la nomenclature des prestations du régime général de la sécurité sociale : 1° quels sont, notamment, les droits directs de ces enfants et ceux de leurs familles ; 2° quels droits peuvent être invoqués au titre des fonds de l'aide sanitaire et sociale. (Question du 19 décembre 1963.)

Réponse. — 1° Conformément aux dispositions de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale, l'assuré a droit aux prestations de l'assurance maladie pour ses enfants à charge âgés de moins de seize ans. Sont assimilés aux enfants de moins de seize ans, notamment, ceux de moins de vingt ans qui sont, par suite d'infirmités ou de maladies chroniques, dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié. Les prestations en cause comportent, en application de l'article L. 283, a, du code, la couverture des frais de médecine générale et spécialement des frais de soins et de prothèse dentaire, des frais pharmaceutiques et d'appareils, des frais d'analyses et d'examen de laboratoire, des frais d'hospitalisation et de traitement dans les établissements de cure et des frais de transport, ainsi que des frais d'intervention chirurgicale. D'autre part, la loi du 31 juillet 1963 a institué, pour les enfants atteints d'une infirmité qui justifie, outre les soins nécessaires, une éducation ou une formation professionnelle spécialement adaptées, une allocation d'éducation spécialisée. Cette allocation ne sera versée que si les frais correspondants ne sont pris en charge ni par l'établissement lui-même, ni au titre de l'assurance maladie. Celle-ci est accordée sur avis conforme de la commission départementale d'orientation des infirmes et si l'éducation ou la formation professionnelle est dispensée aux enfants, soit par des établissements publics, soit par des établissements ou des organismes privés agréés à cet effet. Un décret réglant les modalités d'attribution de cette prestation vient d'être soumis à l'examen du Conseil d'Etat ; il ne tardera donc pas à être publié, ainsi que le décret qui fixera à vingt ans l'âge jusqu'auquel cette nouvelle prestation pourra être versée. 2° En l'état actuel des textes, certaines caisses d'allocations familiales ont inscrit à leur règlement intérieur la possibilité d'octroyer des prestations supplémentaires aux familles d'enfants infirmes sur leur fonds d'action sanitaire et sociale. Cette possibilité peut être maintenue tant que les dispositions de la loi du 31 juillet 1963 précitée ne seront pas entrées en vigueur, c'est-à-dire tant que le projet de décret portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi n'aura pas été publié. Par ailleurs, il n'est nullement exclu que, postérieurement à la parution de ce texte, les caisses d'allocations familiales puissent continuer à verser les prestations supplémentaires aux personnes ayant à leur charge des enfants mineurs, dès l'instant que leurs ressources seront, même compte tenu du versement de l'allocation spécialisée, insuffisantes pour faire face à l'éducation ou à la formation professionnelle desdits enfants ou si ceux-ci n'ouvrent pas droit au versement de l'allocation.

6556. — M. Bettencourt rappelle à M. le ministre du travail l'action déjà menée par l'union nationale des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré, en vue de remédier aux imperfections du système actuel des saisies de l'allocation-logement, par un organisme d'H. L. M. en cas de défaillance du locataire ou de l'accédant à la propriété. Il ne peut pas être contesté que l'attente obligatoire de trois mois de non-paiement, avant de demander la saisie de l'allocation-logement, constitue, pour les organismes d'H. L. M. un préjudice certain. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire et urgent d'y remédier. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — En application de l'article 9 du décret n° 61-687 modifié du 30 juin 1961, à défaut de paiement total du loyer dans les quinze jours suivant sa date d'exigibilité pour les termes d'une périodicité égale ou supérieure à trois mois, ou à défaut de paiement total pendant trois termes consécutifs pour les termes d'une périodicité inférieure à trois mois, le bailleur peut obtenir de l'organisme payeur le versement entre ses mains de l'allocation-logement au lieu et place du locataire. Lorsque la caisse d'allocation familiale est avisée en temps utile du non-paiement du loyer, elle invite l'allocataire à s'acquitter des sommes dues, dans le délai d'un mois. Si, à l'expiration de ce délai, le locataire n'a pas soldé sa dette, la caisse verse au bailleur les mensualités d'allocation-logement afférentes aux loyers non payés. Le délai de trois mois ainsi prévu par les textes a été retenu pour tenir compte de différents impératifs : en ce qui concerne l'allocataire,

il y avait lieu de ne pas faire jouer une procédure, au demeurant assez lourde, s'il se trouvait exceptionnellement en situation difficile et s'il pouvait, dans un délai raisonnable, reprendre la régularité de ses paiements. En revanche ce délai ne devait pas être trop long afin qu'il ne s'installe pas dans une situation précaire susceptible de devenir sans issue. En ce qui concerne le ou les créanciers il convenait de leur donner le temps de constater la carence du débiteur et de mettre en jeu la procédure, car nombre d'entre-eux sont des organismes dont l'appareil administratif est complexe et certains trouvent même le délai retenu beaucoup trop court. Au surplus, le fait, en ce qui les concerne, d'attendre trois mois pour demander à percevoir l'allocation-logement ne leur porte aucun préjudice, puisque les mensualités d'allocation-logement leur sont versées rétroactivement. Pour les raisons ci-dessus exposées, il n'est pas envisagé de modifier la réglementation sur ce point.

6562. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre du travail qu'une entreprise de la banlieue Sud de Paris a récemment licencié, sans motif, trois anciens délégués du personnel, moins de six mois après la cessation de leurs mandats et sans suivre la procédure prévue par le statut des délégués du personnel. L'inspecteur du travail compétent n'a même pas été consulté. Ces anciens délégués licenciés appartiennent à deux syndicats différents et leur licenciement a fait suite à un débrayage parfaitement licite du personnel. L'employeur a donc délibérément violé la loi et les infractions ont été constatées par procès-verbal de l'inspecteur du travail. Elle lui demande, outre les procédures en justice diligentées par les intéressés et leurs syndicats, quelles mesures il compte prendre : 1° à l'encontre du patron suvisé à titre de sanctions et pour le contraindre à respecter le droit du travail et les libertés ouvrières et syndicales ; 2° pour faire réintégrer sans délai les anciens délégués, injustement licenciés, de manière qu'ils ne subissent aucun préjudice matériel du fait des agissements illégaux de leur employeur. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — Les services de l'inspection du travail ont suivi avec la plus grande attention l'évolution de la situation dans l'entreprise évoquée par l'honorable parlementaire et sont intervenus à plusieurs reprises auprès de la direction. Ces interventions n'ont pas empêché le licenciement de trois anciens délégués du personnel, dont le mandat avait expiré depuis moins de six mois, sans que l'inspecteur du travail soit saisi. Celui-ci, après avoir constaté que la direction de l'entreprise refusait de reconsidérer sa décision, a immédiatement dressé un procès-verbal à l'encontre du président directeur général, pour infractions à l'article 16 de la loi du 16 avril 1946, modifiée par l'ordonnance du 7 janvier 1959. Ce procès-verbal a été transmis au parquet. La procédure, engagée par l'administration, ne peut maintenant avoir de suites que sur le plan judiciaire.

6641. — M. Charvet expose à M. le ministre du travail que certaines catégories de Français, ayant exercé une activité hors de la métropole, ne peuvent bénéficier des dispositions de la loi n° 61-1413 du 22 décembre 1961 relative à l'assurance volontaire vieillesse des salariés français ayant résidé dans certains Etats ou dans les territoires d'outre-mer. Il lui signale, notamment, le cas d'un travailleur ayant résidé pendant plusieurs années, pour le compte d'une compagnie française, dans un territoire antérieurement placé sous tutelle britannique et qui, rapatrié, se voit ainsi pénalisé par rapport à d'autres employés de la même compagnie, affectés dans un des territoires visés par la loi en question. Il lui demande s'il est dans ses intentions de remédier à de telles anomalies. (Question du 4 janvier 1964.)

Réponse. — La question soulevée par l'honorable parlementaire n'a pas échappé au ministre du travail. Des études sont actuellement menées par ce département en vue de rechercher dans quelles conditions les Français ayant exercé depuis le 1^{er} juillet 1930 une activité salariée à l'étranger pourraient être autorisés à s'affilier rétroactivement à l'assurance vieillesse. Si ces études peuvent aboutir, la situation qui fait l'objet de la présente question recevra une solution favorable.

6642. — M. Nilès expose à M. le ministre du travail que des assurés sociaux, ayant des enfants épileptiques placés dans des établissements spécialisés en Belgique et en Suisse dans les conditions prévues à l'article 97 bis du décret du 29 décembre 1945 modifié, ont été informés qu'ils ne seraient plus remboursés des soins dispensés à leurs enfants et qu'ils auraient à acquitter l'intégralité des dépenses d'hospitalisation, soit 1.000 ou 1.500 francs par mois. Il lui demande : 1° à quelle date et en vertu de quel texte a été prise une décision aussi regrettable qui va mettre à la charge des assurés sociaux intéressés des débours hors de proportion avec leurs ressources et quelles sont les raisons de cette décision ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour autoriser le renouvellement des conventions passées entre les organismes de sécurité sociale et des établissements de soins pour enfants épileptiques situés en Belgique et en Suisse, lorsque de semblables établissements n'existent pas en France. (Question du 4 janvier 1964.)

Réponse. — L'article L. 254 du code de sécurité sociale, modifié par le décret n° 61-26 du 11 janvier 1961, dispose que, sous réserve des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale, lorsque des soins sont dispensés hors de France aux assurés ou

à leurs ayants droit, les prestations correspondantes de l'assurance maladie ne sont pas servies. Des dérogations peuvent cependant être apportées à ce principe dans les conditions fixées par un décret en conseil d'Etat. C'est ainsi que l'article 97 bis du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945, modifié par le décret n° 55-840 du 27 juin 1955, a prévu dans son paragraphe 2° que lorsque des malades assurés sociaux ou ayants droit d'assurés sociaux ne peuvent recevoir en France les soins appropriés à leur état, des conventions intervenant entre les organismes qualifiés français, d'une part, et certains établissements de soins à l'étranger, d'autre part, peuvent, après autorisation conjointe du ministre du travail et du ministre de la santé publique et de la population, prévoir les conditions de séjour des intéressés dans lesdits établissements, ainsi que les modalités de remboursement des soins dispensés. Le nombre des conventions conclues en application de l'article 97 bis du décret du 29 décembre 1945 modifié est resté jusqu'à ce jour très limité : deux sont intervenues en 1962, concernant trois établissements de soins situés en Suisse et une autre très récemment, concernant un établissement situé en Belgique. Toutefois, un incendie grave, qui coûta la vie à six enfants, dont deux ayants droit d'assurés sociaux français, est survenu le 19 janvier 1963 dans l'un des trois établissements situés en Suisse et recevant des enfants épileptiques. Compte tenu de renseignements obtenus de source autorisée sur les conditions dans lesquelles cet incendie avait eu lieu, il est apparu au ministre de la santé publique et de la population et au ministre du travail qu'il convenait de procéder au retrait de l'autorisation conjointe qu'ils avaient accordée pour le placement d'enfants d'assurés sociaux français dans l'établissement dont il s'agit. Il est précisé à ce sujet à l'honorable parlementaire que : 1° cette décision conjointe de retrait de l'autorisation précédemment accordée en vertu des dispositions ci-dessus rappelées de l'article 97 bis du décret du 29 décembre 1945 modifié a été notifiée aux caisses de sécurité sociale par les directeurs régionaux de la sécurité sociale auxquels des instructions ont été données à cet effet par lettre circulaire du 13 septembre 1963. Elle a été également notifiée, par lettre en date du même jour, à la Fédération nationale des organismes de sécurité sociale — qui avait signé la convention intervenue avec l'établissement de soins suisse, dans les conditions prévues par le même décret — afin que cet organisme prenne les dispositions nécessaires pour mettre fin à ladite convention. Aux termes de la lettre-circulaire du 13 septembre 1963 et comme conséquence du retrait d'autorisation, les caisses de sécurité sociale doivent désormais refuser la prise en charge des frais de séjour d'enfants d'assurés sociaux français dans l'établissement suisse considéré. Toutefois, le remboursement des frais exposés par les enfants déjà en traitement dans cet établissement doit être encore effectué jusqu'à l'expiration de la période d'hospitalisation ayant fait l'objet d'une prise en charge ; 2° le ressort de ce qui précède que jusqu'à ce jour le retrait d'autorisation n'a été prononcé qu'à l'encontre d'un seul établissement et pour des motifs graves. Le renouvellement des conventions passées avec les autres établissements de soins étrangers doit s'effectuer normalement dans les conditions prévues au contrat par les parties, à moins que, en raison des conditions défectueuses de fonctionnement de l'un d'entre eux, une décision interministérielle de retrait d'autorisation ne soit prononcée à son encontre.

6727. — M. Salagnac expose à **M. le ministre du travail** qu'il vient d'être informé, par le syndicat du personnel C. G. T. de la Société des compteurs de Montrouge, que le secrétaire général de ce syndicat venait d'être muté de l'atelier où il travaillait depuis dix ans, sur injonction de la D. S. T. Cette mesure frappe également d'autres ouvriers ou ingénieurs de cette même usine, mutés eux aussi des ateliers où ils travaillaient depuis longtemps. Ces faits constituent de graves atteintes aux libertés syndicales en même temps qu'aux libertés individuelles. Ce sont là des mesures de discrimination inqualifiable envers des travailleurs auxquels on ne peut rien reprocher. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons alléguées à l'appui de décisions de mutation aussi scandaleuses opérées sur injonction d'une véritable police politique ; 2° s'il entend faire rapporter ces mesures illégales et donner réparation aux travailleurs qui les ont subies ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour que de telles pratiques soient définitivement bannies à l'avenir. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — Il résulte de l'enquête effectuée que l'intéressé n'a pas été l'objet d'un licenciement mais seulement d'une mutation. Dans ces conditions, mes services n'ont pas qualité pour faire rapporter la mesure qui l'a frappé.

6728. — M. Marcel Guyot attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur un vœu récemment émis par le conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de l'Allier. Cette caisse considère à juste titre que les enfants poursuivant leurs études sont de plus en plus nombreux et qu'ils représentent dans la plupart des cas une très lourde charge pour leur famille. Les prestations familiales ne compensent que partiellement cette charge. Surtout, elles cessent aux termes de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale d'être attribuées lorsque l'enfant atteint l'âge de vingt ans. Or, les études poursuivies par les enfants de plus de vingt ans sont celles qui entraînent les dépenses les plus élevées. En conséquence, la caisse estime que les prestations légales devraient être servies pendant toute la durée de la scolarité et qu'une modification dans ce sens de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale

s'impose. Il lui demande s'il entend donner une suite positive à ce vœu particulièrement justifié. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — En application de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale, les prestations familiales sont dues jusqu'à vingt ans pour l'enfant qui poursuit des études. La prolongation de cette limite d'âge n'est pas envisagée actuellement, en raison notamment des charges financières qu'elle entraînerait. Cependant, les caisses d'allocations familiales, suivant les ressources dont elles disposent au titre de leur action sociale, usent assez largement de la possibilité qu'elles ont d'attribuer, pour les enfants qui poursuivent leurs études, des prestations supplémentaires et ceci non seulement jusqu'à l'âge de vingt ans, mais encore jusqu'à vingt-cinq ans, et notamment en tenant compte des ressources des familles.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

4940. — M. Cermolacce expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, lors de sa création, la compagnie Air Inter a reçu pour vocation l'organisation, l'exploitation et le développement des lignes intérieures transversales. Les liaisons ainsi créées devaient, tout à la fois, faciliter les communications aériennes régionales et assurer un rôle de correspondance avec les relations nationales ou internationales du réseau de la compagnie Air France. Or, récemment, diverses informations ont fait état d'une prévision du secrétariat général à l'aviation civile de transfert de l'exploitation de la relation Air France, Marseille—Paris, à la compagnie Air Inter, informations qui n'ont pas manqué de soulever les plus vives inquiétudes des personnels de la compagnie Air France et des usagers. Un tel projet, s'il était confirmé, serait susceptible d'avoir des conséquences les plus fâcheuses pour la ville de Marseille, le département des Bouches-du-Rhône et la région économique provençale, et ne manquerait pas d'avoir des répercussions regrettables pour le personnel d'Air France. De plus, il serait contraire au rôle et à l'objet d'Air Inter quant à l'organisation des transports intérieurs français, rôle et objet qui ont d'ailleurs été précisés au cours d'une interview accordée par le ministre des travaux publics et des transports à un hebdomadaire professionnel (« Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment », n° 38, du 14 septembre 1963). Il lui demande : 1° si le secrétariat général à l'aviation civile a bien envisagé le transfert de la ligne d'Air France, Marseille—Paris, à Air Inter ; 2° dans l'affirmative, s'il n'entre pas dans ses intentions de s'opposer à une mesure qui irait à l'encontre du principe général d'organisation et d'exploitation des lignes aériennes intérieures et de relations internationales, et serait contraire à l'intérêt général de l'entreprise nationale. (Question du 1^{er} octobre 1963.)

Réponse. — La compagnie nationale Air France a dû, pour assurer un remplissage satisfaisant de sa ligne Marseille—Londres, prévoir sur cette ligne une escale à Paris. Ce faisant, elle empiétait sur un domaine réservé en principe à la société Air Inter chargée de l'exploitation du réseau métropolitain. Les pouvoirs publics se sont efforcés de trouver, au problème ainsi posé, une solution conforme aux intérêts des usagers, qui concilie la vocation privilégiée reconnue à la compagnie Air Inter sur les relations intérieures, d'une part, et à la compagnie Air France sur les relations internationales, d'autre part. Ils y sont parvenus puisque les deux compagnies viennent de conclure un accord aux termes duquel Air France conserve la responsabilité technique de l'exploitation de la ligne et affrète à Air Inter les capacités offertes sur son tronçon métropolitain. Cette solution qui s'inscrit dans le cadre du plein emploi des moyens de la compagnie nationale n'entraînera, pour les usagers, aucune modification des conditions d'exploitation de la ligne Marseille—Londres.

6344. — M. Tourné expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que la route nationale n° 9 de Paris à la frontière espagnole est en très mauvais état sur plusieurs tronçons. Elle ne correspond plus au rôle de grand axe routier que lui a conféré le développement de l'automobile, des transports en commun et des transports par camion. Il en est notamment ainsi sur une partie de l'Hérault et de l'Aude, et tout particulièrement depuis Narbonne jusqu'à l'entrée de Perpignan, puis de Perpignan à la frontière espagnole. L'été, lorsque des centaines de milliers de voitures y circulent, ces parties de la route nationale n° 9 sont très dangereuses pour les utilisateurs. Il lui demande quelles mesures ont été prises ou vont être prises : 1° sur le plan général, afin de rendre la route nationale n° 9 moins dangereuse pour les utilisateurs, notamment en été, au moment des grands passages de touristes français et étrangers ; 2° pour faciliter la traversée de Perpignan ; 3° pour rendre le parcours moins dangereux de Perpignan à la frontière espagnole ; 4° pour dégager le tronçon de route entre Narbonne et l'entrée de Perpignan. (Question du 11 décembre 1963.)

Réponse. — A l'exception de deux sections situées respectivement entre Moulins et Saint-Pourçain et entre Lodève et Béziers, la route nationale n° 9 est classée au plan directeur du réseau routier national en liaison, soit de premier ordre, soit de deuxième ordre, ce qui implique que son aménagement sera poursuivi le plus rapidement possible de manière à permettre à la circulation escomptée de s'écouler dans des conditions satisfaisantes. Dans le département de l'Hérault un effort très notable a été accompli en vue d'adapter cette route à la circulation qui l'emprunte : entre Valros et l'entrée

Nord de Béziers la route a été modernisée au cours des dix dernières années et de nombreux travaux ont, d'autre part, été exécutés sur la section comprise entre Béziers et le département de l'Aude, où la circulation est la plus importante; c'est ainsi que la largeur de chaussée a été portée à 10,50 mètres sur une longueur de 2 km à la sortie de Béziers. Par ailleurs, au titre du programme des opérations de sécurité ont été réalisées, en 1959, la rectification du virage dit « de Périès », comportant l'élargissement de la route sur 550 mètres, et, en 1960, l'amélioration de l'important carrefour d'Ensérune à Nissan. La route a, d'autre part, été élargie à 10,50 mètres sur une longueur de 2,200 km dans la rampe de Nissan. Les travaux d'élargissement sont actuellement poursuivis sur une longueur de 1 km à la suite de la rampe de Nissan, côté Béziers. Enfin, l'aménagement sur place de la route nationale n° 9 entre le département de l'Aude et Béziers, ainsi que la rectification de la route à l'entrée de Béziers, ont été inscrits au troisième programme 1962-1965 du fonds spécial d'investissement routier. Les travaux concernant cette dernière opération ont été déclarés d'utilité publique par arrêté du 10 décembre 1963. Le département des travaux publics s'efforcera de dégager le plus rapidement possible les crédits nécessaires pour permettre l'exécution des opérations en cause. Les difficultés que rencontre la circulation sur la section de la route nationale n° 9 comprise entre la limite de l'Aveyron et la jonction des routes nationales n° 9 et n° 109 sont essentiellement dues au relief de la région traversée. Cette section comprend en particulier la côte dite « de l'Escalette », longue de 5 km et dont la chaussée a 7 mètres de largeur. La circulation des poids lourds sur cette section est difficile du fait qu'en raison de l'existence de nombreux virages le trafic se trouve souvent perturbé. Pour pallier ces difficultés, il est envisagé d'établir un sens unique, la circulation empruntant la route nationale n° 9, d'une part, et les CD 25 et 9 par Saint-Pierre-de-la-Fage, d'autre part. Dans le département de l'Aude, certaines sections de la route nationale n° 9 présentent une capacité insuffisante pour permettre l'écoulement normal de la circulation. La question de leur éventuel élargissement est actuellement à l'étude. Au titre des opérations de sécurité, une rectification du tracé au franchissement de la Berre doit être réalisée en 1964. Enfin, dans le département des Pyrénées-Orientales, l'aménagement de la route nationale n° 9 entre le Boulou et le Perthus sera poursuivi en 1964 avec le maximum de célérité. Par ailleurs, l'étude du projet d'aménagement du nouvel accès Nord de Perpignan est poussée activement, en liaison avec la ville. L'acquisition des terrains en zone rurale sera poursuivie en 1964 et des pourparlers sont actuellement en cours avec la mairie de Perpignan qui envisagerait de contracter un emprunt d'un montant correspondant à sa participation à l'opération. Si cette participation était acquise la construction du deuxième pont sur la Têt, prévue dans le cadre de l'opération en cause, pourrait être entreprise prochainement.

4458. — M. Tourné expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, pour entrer dans Perpignan, il n'existe qu'un seul et unique pont sur la Têt: le pont Joffre. Une telle situation a pour conséquence, en période d'été notamment, de provoquer des embouteillages monstres de chaque côté du pont. L'existence d'un seul pont pourrait avoir de graves conséquences en cas de catastrophe, provoquée par une crue notamment. La ville de Perpignan serait isolée et le trafic en plein développement, notamment vers l'Espagne, serait stoppé. A sa connaissance, il n'y a pas, en France, une autre ville de 100.000 habitants ne possédant qu'un seul et unique pont routier pour la relier au reste du pays. Il lui demande s'il envisage pas de faire construire au plus tôt un deuxième pont sur la Têt, et, dans l'affirmative, à quel endroit, dans quelles conditions, avec quels modes de financement et quand. (Question du 17 décembre 1963.)

Réponse. — La traversée de la rivière la Têt à Perpignan s'effectue par le pont Joffre qui livre passage à la route nationale n° 9 et relie les deux parties de la ville. Cet ouvrage, reconstruit et élargi en 1940, comporte une chaussée de douze mètres et les embouteillages signalés tiennent plus à l'exiguïté des accès qu'au pont lui-même. Pour corriger cette situation et faciliter l'écoulement du trafic tant urbain que de transit, le plan d'urbanisme de Perpignan non encore approuvé prévoit la construction d'un second pont sur la Têt. Le projet qui s'intègre dans le cadre de la réalisation de la déviation Nord de la route nationale n° 9 inscrite au troisième programme 1962-1965 du fonds d'investissement routier, est en cours d'étude. La déviation s'embrancherait sur la route actuelle, nettement au Nord de l'agglomération, la contournerait par le Nord-Ouest et par l'Ouest en longeant la voie ferrée Narbonne-Perpignan, pour venir franchir la Têt dans l'axe du cours Lazare-Escarguel et se raccorder à ce boulevard, origine de l'anneau distribuant le trafic sur les routes nationales n° 9, 116 et 114. Ce deuxième pont est prévu avec une largeur de vingt mètres, dont quatorze mètres de chaussée; les dispositions aux abords éviteront tout cisaillement. En raison de l'intérêt que présente la construction de l'ouvrage pour le trafic urbain, la ville de Perpignan a accepté de prendre à sa charge la moitié de la dépense concernant le pont et l'ouvrage d'accès jusqu'à la limite Nord de la zone urbanisée. Des pourparlers sont actuellement en cours avec la municipalité de la ville de Perpignan, qui envisagerait de contracter un emprunt correspondant au montant de sa participation. Si cette participation était acquise, il pourrait être envisagé d'entreprendre les travaux de construction du pont dans un avenir rapproché.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

6106. — 3 décembre 1963. — M. Pic expose à M. le ministre de l'agriculture que, si l'article 638 du code rural interdit à une caisse régionale de crédit agricole de consentir à son directeur un contrat de travail à durée déterminée, cette prohibition n'est pas reprise par l'article 639 relatif aux directeurs ou secrétaires des caisses locales. Il lui demande si, dans ces conditions, un contrat de travail d'une durée déterminée de cinq ans, consenti par une caisse locale à son directeur, est valable.

6136. — 3 décembre 1963. — M. Guy Ebrard attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la nécessité de permettre le fonctionnement de zones-témoins. Il lui demande si les dotations budgétaires mises à sa disposition permettent le déroulement normal des programmes en cours et l'élaboration d'actions futures.

6164. — 3 décembre 1963. — M. d'Allières expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret du 1 novembre 1963, supprimant à partir du 1^{er} janvier 1964 la tolérance de produits conservateurs dans les beurres fermiers, risque d'avoir de très fâcheuses répercussions dans les régions où la production de ces beurres est encore importante et représente un revenu non négligeable pour les agriculteurs. Il lui demande les raisons qui ont inspiré cette décision et quelles mesures il envisage de prendre pour permettre de continuer à partir du début de l'année prochaine la production et la collecte des beurres fermiers.

6177. — 4 décembre 1963. — M. Tearlki demande à M. le Premier ministre de lui préciser l'importance numérique des effectifs militaires ou civils (dépendant soit du ministère des armées, soit du commissariat général à l'énergie atomique, soit d'autres services) qui seront affectés sur le territoire de la Polynésie française au titre du centre expérimental d'essais nucléaires dans le Pacifique. Il lui demande en outre s'il est possible de préciser la durée respective des séjours dans ce territoire des différentes catégories de personnes suivies.

6196. — 5 décembre 1963. — M. Michel Jecquet expose à M. le ministre de l'agriculture que, dans sa réponse à la question écrite n° 3159 (Journal officiel, débats du Sénat, du 9 avril 1963), il a fait savoir que les S. A. F. E. R. sont des « sociétés de droit privé, librement constituées, mais dont les statuts doivent tenir compte d'un certain nombre d'obligations imposées par la loi et qui sont placées sous la tutelle de l'Etat ». Il lui demande: 1° si, du fait que les S. A. F. E. R. sont des sociétés anonymes, leurs actes sont justiciables des tribunaux de commerce; 2° si, du fait que les S. A. F. E. R. sont placées sous la tutelle de l'Etat, la responsabilité de l'Etat est engagée par les actes des S. A. F. E. R.; 3° quelle est la nature de la responsabilité des actionnaires des S. A. F. E. R., notamment des collectivités publiques départementales ou locales actionnaires des S. A. F. E. R.; 4° quelle est la nature de la responsabilité des membres du conseil d'administration des S. A. F. E. R., notamment des représentants des collectivités publiques départementales ou locales actionnaires des S. A. F. E. R.

6239. — 6 décembre 1963. — M. Richat expose à M. le ministre de l'agriculture que les personnels des haras sont appelés pendant une période de près de cinq mois à quitter leur domicile pour conduire les étalons dans des stations plus ou moins isolées. Ce déplacement entraîne soit une séparation de la famille avec constitution d'un double foyer, soit un déplacement de l'ensemble de la famille préjudiciable surtout aux enfants. A cette occasion, les agents doivent subir un important surcroît de charges dans le domaine du logement. Pour compenser ces charges supplémentaires, il leur est alloué une indemnité dite de séjour en monte, qui est de 1,20 F pour les agents mariés et de 1 franc par jour pour les célibataires. Le simple énoncé de ces chiffres suffit à en souligner la ridicule insuffisance. Mais, en outre, il convient de signaler qu'il s'agit là d'une situation exorbitante du droit commun, puisqu'il s'agit du seul cas où des fonctionnaires ne bénéficient pas de frais de déplacement normalement prévus par la législation en vigueur. Il lui demande les dispositions qu'il entend prendre pour que soit appliqué, à ce personnel, le régime normal des frais de déplacement.

6245. — 6 décembre 1963. — M. Bréttes demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° pour quelles raisons, alors que le Gouvernement procède à l'importation de vins de consommation courante étrangers, les vins placés en hors-quantum, pour les viticulteurs qui n'ont demandé aucune prime de conservation à l'Etat, demeurent bloqués à la propriété. Il s'agit en particulier des vins hors-quantum des

années 1959, une partie de 1960 et la totalité de ceux de 1961. Cela paraît d'autant plus surprenant que ces vins ont été bloqués par le décret du 16 mai 1959 qui n'avait valeur que pour trois ans; 2° pour quelles raisons, les viticulteurs étant absolument libres de souscrire ou non des contrats de stockage, les vins hors quantum qui n'ont bénéficié d'aucune prime ne sont pas libérés, et se trouvent de ce fait pénalisés, en même temps que les vins ayant fait l'objet de contrats de stockage.

6259. — 6 décembre 1963. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture la situation difficile des viticulteurs sinistrés par les intempéries de l'année 1963: gel, grêle, inondations. Il lui demande si, pour ceux qui sont particulièrement touchés, il ne serait pas possible d'étendre au volant compensateur les facilités accordées sur le hors-quantum. En tout état de cause, il paraît indispensable de proroger au-delà du 31 décembre 1963 la livraison des 70 p. 100 de ce volant compensateur.

6260. — 6 décembre 1963. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture que la qualité de sinistré est reconnue à tous les viticulteurs dont la moyenne de la récolte est inférieure de 25 p. 100 ou de 50 p. 100, suivant les avantages sollicités, à la moyenne des trois années précédentes. Dans certaines localités, l'année 1960 ayant déjà été une année de sinistre viticole, il lui demande, comme cela s'est déjà fait dans le passé, s'il n'envisage pas, pour ces viticulteurs sinistrés deux fois en moins de trois ans, la possibilité de faire porter les années de référence sur les récoltes 1959, 1961 et 1962.

6603. — 4 janvier 1964. — M. Fernand Grenier expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que l'application arbitraire de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 soulève maintes critiques de la part de fonctionnaires du cadre métropolitain appartenant à des corps de la catégorie A, en particulier dans l'administration des postes et télécommunications. En effet, jusqu'à maintenant, seuls certains hauts fonctionnaires ont bénéficié d'un congé spécial. Les demandes de fonctionnaires, d'un grade moins élevé, n'ont pas été retenues, bien que les requérants remplissent les conditions fixées par l'article premier de ladite ordonnance. Par ailleurs, les intéressés ne peuvent pas être admis à faire valoir leur droit à une pension de retraite, avec jouissance immédiate, en vertu de l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 modifiée puisque l'application de cet article a été limitée à une période de cinq ans. Il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre afin que la mise en congé spécial soit prononcée de façon plus équitable; 2° s'il envisage de saisir le Parlement d'un projet de loi tendant à la prorogation des dispositions de l'article 8 de la loi du 4 août 1956 précitée.

6605. — 4 janvier 1964. — M. Guy Ebrard attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes, sur la situation des agents français non titulaires des administrations et établissements publics à caractère administratif en Algérie. Il lui demande: 1° si le décret n° 62-1170 du 8 octobre 1962 est entré effectivement en application; 2° si tel n'était pas le cas, à quelle date sa mise en application interviendra. Il lui souligne l'urgence d'une pareille mesure, compte tenu de la précarité de la situation administrative de certains agents français.

6613. — 4 janvier 1964. — M. Vivien signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, dernièrement, un gala a été donné à l'Opéra pour présenter un film au bénéfice d'une association mutualiste de médaillés militaires. Il semble que cette manifestation n'ait pas eu pour but premier de procurer des ressources à l'association visée ci-dessus, mais d'assurer une publicité tapageuse à une production cinématographique. Il lui demande: 1° si de telles manifestations sont soumises à une approbation des pouvoirs publics et quelle est l'autorité chargée de cette approbation; 2° dans la mesure où il s'agirait d'assurer un bénéfice à des œuvres sociales d'associations d'anciens combattants français, pour quoi le film choisi était étranger; 3° quelle est la somme, produite par ce gala, qui a été versée aux œuvres sociales de l'association en cause.

6615. — 4 janvier 1964. — M. Denvers expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les instituteurs et institutrices possédant le brevet élémentaire ou le baccalauréat 1^{er} partie, ayant débuté après le 1^{er} juillet 1962, ne peuvent être recrutés qu'en qualité d'éventuels, ne sont pas autorisés à subir les épreuves du brevet supérieur de capacité et ne seront donc jamais titularisés. Etant donné la crise du personnel qui sévit encore, notamment dans le Nord, il lui demande s'il n'estime pas devoir envisager un assouplissement de la réglementation pour permettre — tout au moins dans les départements déficitaires — aux éventuels recrutés pendant l'année scolaire 1962-1963, de bénéficier du régime antérieur.

6616. — 4 janvier 1964. — M. Guy Ebrard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conséquences entraînées par l'insuffisance des postes budgétaires d'instituteurs au regard des titulaires sollicitant l'application des dispositions de la loi

Roustan. Il en résulte, dans un grand nombre de cas, une situation injuste et difficile pour certains membres du personnel de l'éducation nationale qui se trouvent contraints soit à abandonner le bénéfice de la loi Roustan pour ne pas perdre leurs avantages matériels, soit à prendre une position de congé sans traitement, soit à effectuer des suppléances, ce qui place lesdits agents dans une situation matérielle défavorisée par rapport à leur grade. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre un terme à une telle situation.

6617. — 4 janvier 1964. — M. René Pieven appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait que l'insuffisance des crédits mis à la disposition du département des Côtes-du-Nord pour subventionner le ramassage scolaire, au titre de l'année scolaire 1962-1963, a comme conséquence que les subventions versées aux familles, dont les enfants empruntent des lignes régulières de transports, ne se sont élevées qu'à 25,90 p. 100 pour le deuxième trimestre, et à 28,98 p. 100 pour le troisième trimestre, au lieu des 65 p. 100 prescrits par les textes. Il lui demande quelles dispositions sont prévues pour permettre aux familles en cause de percevoir le complément de subvention auquel elles ont droit et pour que ne se renouvelle pas pendant l'année scolaire 1963-1964 une situation d'autant plus incompréhensible et inacceptable qu'elle défavorise les enfants empruntant des lignes régulières de transport, par rapport aux enfants qui empruntent des circuits spéciaux de ramassage, lesquels ont effectivement bénéficié de la subvention de 65 p. 100.

6618. — 4 janvier 1964. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation scolaire de la ville de Brunoy (Seine-et-Oise). Les parents d'élèves demandent, à juste titre, la réalisation intégrale du programme prévu pour 1964, et notamment: 1° la construction du groupe de la maternelle Sablière, cette maternelle fonctionnant actuellement dans les locaux des écoles de Mardelles et y entravant l'enseignement dispensé dans ce groupe scolaire; 2° l'agrandissement du groupe Robert-Dubois (classes de C. E. G. et maternelle); 3° l'exécution des travaux exigés par la vétusté de la maternelle des Carrouges et de l'école du château des Ombrages et la reconstruction du groupe scolaire du centre actuellement installé dans des locaux provisoires très anciens; 4° l'implantation d'établissements d'enseignement technique dans le canton pour rendre possible l'accès à cet enseignement aux enfants de Brunoy. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

6620. — 4 janvier 1964. — M. de Tinguy rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application de l'article 485 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre « tous les actes et pièces ayant exclusivement pour objet la protection des pupilles de la nation sont dispensés du timbre. Ils sont enregistrés gratis s'ils doivent être soumis à cette formalité ». Cette exemption de droits était également prévue à l'article 1388 du code général des impôts qui a été abrogé par l'article 56-III de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 mis en vigueur à compter du 15 juillet 1963, en application du décret n° 63-655 du 6 juillet 1963. En raison de cette abrogation, l'administration de l'enregistrement réclame le droit de timbre (2,50 F par feuille) et le droit d'enregistrement de 50 F sur les jugements d'adoption de pupilles de la nation. Le droit de timbre devient aussi exigible sur les grosses et expéditions des jugements. Etant donné que l'article 485 du code des pensions militaires d'invalidité est toujours en vigueur, il apparaît opportun que la franchise des droits soit rétablie et cela d'autant plus que les intéressés ont souvent des ressources très modestes. Il convient d'observer d'ailleurs que le droit d'enregistrement n'est pas perçu sur les jugements du tribunal des pensions. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin de rétablir l'exonération de droits qui était prévue à l'article 1288 du code général des impôts et de suspendre jusqu'à nouvel ordre le paiement des droits sur les jugements d'adoption des pupilles de la nation intervenus depuis le 15 juillet 1963.

6621. — 4 janvier 1964. — M. Cermolacce expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'assemblée plénière du contentieux du Conseil d'Etat, dans sa séance du 14 juin 1963, a annulé un décret en date du 10 juin 1960 portant nomination et titularisation d'ingénieurs en chef de la météorologie. Or, l'administration intéressée n'a, jusqu'à ce jour, tenu aucun compte de cet arrêt du Conseil d'Etat. Il lui demande: 1° si M. le contrôleur des dépenses engagées auprès de M. le secrétaire général de l'aviation civile, qui a qualité pour vérifier la légalité des dépenses engagées, est intervenu en la matière; 2° dans l'affirmative, comment il se fait que cette intervention soit restée sans effet; 3° dans la négative, pour quelles raisons.

6622. — 4 janvier 1964. — M. Moynet expose à M. le ministre du travail qu'aux termes de l'article 285 du code de la sécurité sociale, est exclu du bénéfice des prestations de l'assurance maladie le conjoint inscrit au registre du commerce. Au cas particulier de l'épouse inscrite au registre du commerce pour ordre, parce qu'ayant donné son fonds en gérance libre, le régime d'assurance vieillesse des industriels et commerçants, estimant qu'aucune activité n'est

exercée, refuse l'affiliation. Ce refus entraîne l'impossibilité, pour l'intéressée, d'être affiliée au régime de prévoyance des industriels et commerçants, sauf à titre volontaire. Il lui demande si, bien qu'inscrite au registre du commerce, pour ordre seulement, l'intéressée ne peut effectivement bénéficier des prestations de l'assurance maladie, du chef de son mari salarié.

6623. — 4 janvier 1964. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les constructions neuves bénéficient d'une exonération d'impôt foncier pendant vingt ans. Or, il arrive souvent que, dans les communes rurales, telles qu'elles sont légalement définies, des personnes restaurent des maisons anciennes et bénéficient, de ce fait, d'une prime de 4 F au mètre carré, cet encouragement n'entraînant pas, semble-t-il, de dégrèvement de l'impôt foncier. Il lui demande s'il n'estimerait pas juste que, lorsqu'il y a une restauration profonde donnant droit à la prime ci-dessus définie, il y ait, dans les communes rurales également, dégrèvement comme s'il y avait construction neuve.

6624. — 4 janvier 1964. — M. Lepage expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas de plusieurs entrepreneurs qui, après avoir, chacun, effectué pour 60.000 F de travaux sur des chemins ruraux et communaux, après réception provisoire sans réserves de ces travaux effectués à l'entière satisfaction des conseils municipaux des communes rurales, sont l'objet d'une retenue pour ordre de un franc en vertu d'une circulaire n° 119 du 13 novembre 1952 du ministre des travaux publics. Il apparaît que cette retenue, d'un montant dérisoire, n'a aucune portée, sauf à ne pas en terminer avec une affaire; d'autre part, deux d'entre eux n'ont pas été payés de cette somme de un franc, les formalités, le travail et les frais n'étant nullement en rapport avec la somme à récupérer; ainsi, les travaux n'ont pas fait l'objet d'une réception définitive. Il lui demande: 1° si cette circulaire ne pourrait être valablement annulée; 2° si cette circulaire conserve toute sa valeur depuis la suppression de la vicinalité qui a rendu leur pleine initiative aux autorités locales tant en ce qui concerne les chemins ruraux que communaux; 3° si, pour les chemins communaux et ruraux, les formalités administratives sont celles qui concernent les marchés, objet du décret n° 60-724 du 25 juillet 1960 et les textes subséquents, ou si elles restent tributaires des dispositions se rapportant à la vicinalité, supprimées, ou à la voirie départementale et nationale, ces deux dernières n'ayant que peu de rapports avec les chemins communaux et ruraux.

6626. — 4 janvier 1964. — M. Davlaud expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi de finances du 29 décembre 1959, qui a retenu le principe de l'impôt unique et global sur le revenu et a supprimé la taxe proportionnelle, a toutefois maintenu, à titre provisoire, une taxe complémentaire, réduite, au taux de 6 p. 100. Cette taxe est perçue sur les bénéfices de toute nature, sauf, toutefois, sur les salaires et les revenus des capitaux mobiliers, et ne frappe que les revenus au-delà de 3.000 francs, en ce qui concerne les commerçants et les industriels. Auparavant, le taux de la taxe proportionnelle était de 22 p. 100, mais la tranche allant jusqu'à 300.000 anciens francs n'était taxée qu'à 5 p. 100 par assimilation à l'imposition des traitements, salaires, pensions, etc. Or, cette base de 3.000 francs actuelle a été fixée par un décret du 30 avril 1955. Si l'on considère l'indice national des salaires toutes activités, base 100 en janvier 1956, cet indice était en juillet 1963 de 181,3, ce qui devrait, en toute logique, permettre de porter le plafond de l'exonération de 3.000 francs à 5.439 francs. Par ailleurs, le salaire du conjoint déductible des bénéfices industriels et commerciaux a été fixé à 1.500 francs actuels par an en 1948. En partant de l'indice base 100 des salaires en 1949, l'indice en juillet 1963 était de 366, c'est-à-dire que le plafond de 1.500 francs devrait être logiquement porté à 5.490 francs minimum. Il lui demande s'il ne lui paraît pas conforme à l'équité de proposer que l'abattement à la base pour l'application de la taxe complémentaire soit porté à 5.500 francs et que le salaire du conjoint déductible des bénéfices industriels et commerciaux soit également porté à 5.500 francs.

6627. — 4 janvier 1964. — M. Denvers expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu de l'article 7, paragraphe 3, de la loi n° 62-933 complémentaire à la loi d'orientation agricole: « Le preneur qui exerce son droit de préemption bénéficiera pour son acquisition d'avantages fiscaux... équivalents à ceux qui seront consentis aux acquéreurs des fonds rattachés par les Safer (gratuité des droits d'enregistrement et exonération de timbre). Toutefois, le bénéfice de ces dispositions: 1° ...; 2° sera subordonné à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement, pour lui et ses héritiers, de continuer à exploiter personnellement le fonds pendant un délai minimum de cinq ans à compter de l'acquisition. Si, avant l'expiration de ce délai, l'acquéreur vient à cesser personnellement la culture... l'acquéreur... (est) déchu de plein droit du bénéfice des dispositions ci-dessus et (est) tenu d'acquitter sans délai les droits non perçus au moment de l'acquisition, sans préjudice d'un intérêt de retard décompté au taux de 6 p. 100 l'an ». Il lui demande si un cultivateur, ayant acquis un immeuble rural dont il était locataire, et ayant obtenu le bénéfice des dispositions ci-dessus, contraint, pour des raisons

impérieuses de santé, de cesser la culture et de louer la parcelle qu'il vient d'acquérir, peut, en raison du cas de force majeure où il se trouve placé par une maladie soudaine, être dispensé d'acquitter les droits non perçus lors de son acquisition et, dans l'affirmative, quelles justifications seraient à fournir (certificat médical par exemple).

6629. — 4 janvier 1964. — M. André Beauguitte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 avril 1958, les demandes d'échange de Reichmarks ont cessé d'être recevables le 31 décembre 1958 et le compte spécial a été clos le 31 mai 1959 en application de l'article 154 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959. Compte tenu que divers litiges sont demeurés sans solution, un certain nombre d'ayants droit n'ayant pu obtenir le remboursement des marks qu'ils avaient déposés, il lui demande s'il n'envisage pas une nouvelle législation les concernant.

6630. — 4 janvier 1964. — M. Poudevigne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les difficultés rencontrées par les industriels se décentralisant en province, en raison de l'inégalité de la patente suivant les régions. Ces différences s'expliquent, certes, par le nombre des centimes additionnels votés par les collectivités locales, mais également, semble-t-il, par l'appréciation de la base d'imposition qui devrait être la même pour l'ensemble de la France. Il lui demande: 1° quelles directives sont données aux directeurs départementaux pour l'établissement du calcul de la patente; 2° quels sont les éléments constitutifs de cette patente qui donnent lieu à une estimation automatique et identique dans tous les cas; 3° quel pourcentage, dans le montant de la patente, représentent ces éléments fixes; 4° quels éléments sont laissés à l'appréciation des agents de l'administration des finances; 5° quel pourcentage dans le montant de la patente représentent ces éléments subjectifs; 6° quelles mesures il compte prendre pour harmoniser les bases d'imposition de cet impôt, qui souvent décourage les industriels inquiets des sommes à verser à la fin du délai durant lequel ils peuvent être exonérés.

6631. — 4 janvier 1964. — M. Lepage expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la circulaire interministérielle du 26 septembre 1963, publiée au J. O. du 5 octobre 1963, a fait naître des incertitudes quant aux droits de certains pensionnés militaires. Il lui demande: 1° si un pensionné militaire proportionnel, entré en 1941 dans l'administration civile où il jouit d'un traitement d'activité et qui, après 26 ans dans cette administration, ne sera atteint par la limite d'âge que le 31 janvier 1967, doit, pour bénéficier des dispositions antérieures de l'article 3 du décret du 11 juillet 1955, formuler une demande d'option avant le 6 avril 1964; 2° cette demande d'option peut être faite à titre conservatoire ou si elle sera définitive, c'est-à-dire irrévocable; 3° si les administrations centrales doivent accuser réception de ces demandes pour que les intéressés et, tout particulièrement en cas de décès, leurs veuves aient la certitude que cette demande a été enregistrée et que leurs droits seront reconnus.

6632. — 4 janvier 1964. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas de M. A., qui, suivant acte notarié en date du 22 août 1962, a vendu à M. B. divers bâtiments à usage d'exploitation agricole, et plusieurs pièces de terre en nature de labour et pâture, moyennant un prix payé comptant. Cet acte a été enregistré, et les droits d'enregistrement perçus au taux normal. M. B. a l'intention, conformément au décret n° 62-933 du 8 août 1962 et à l'arrêté ministériel du 20 août 1963, de solliciter la restitution des droits de timbre et d'enregistrement de la vente susénoncée. Il s'engagerait à exploiter personnellement les immeubles, dont il s'est rendu acquéreur, pendant un délai minimum de cinq ans à compter du jour de la vente. A défaut de bail écrit, M. B. est locataire verbal, mais aucune déclaration de location verbale n'a été faite à l'enregistrement. Il lui demande si la restitution des droits sera ordonnée, attendu que M. B. est locataire des biens dont il s'est rendu acquéreur, depuis avril 1956, que le défaut d'enregistrement n'entraîne pas la nullité du bail rural, qu'il a payé régulièrement les fermages, et qu'il peut justifier de cette occupation par des attestations délivrées, notamment, par la mairie ou le contrôleur des contributions directes.

6633. — 4 janvier 1964. — M. Vivien signale à M. le ministre de l'Information que, dernièrement, un gala a été organisé au théâtre national de l'Opéra au bénéfice d'une association mutualiste de médaillés militaires. Cette manifestation a bénéficié, sur les antennes de la R. T. F., d'un reportage télévisé de 45 minutes. Or, il semble qu'elle ait eu pour but essentiel, non de procurer des ressources aux œuvres sociales de l'association visée ci-dessus, mais bien d'assurer le lancement publicitaire, à grand fracas, d'une production cinématographique étrangère. Dans ces conditions, la transmission d'une durée de 45 minutes, par la R. T. F., de la manifestation a assuré l'organisateur de celle-ci d'une publicité qui, dans les pays autorisant la publicité sur les ondes, aurait été payée plusieurs dizaines de millions. Au moment où la R. T. F. traverse une grave crise financière, il lui demande: 1° quel a été

le coût du reportage; 2° si les dépenses exposées par l'établissement ont fait l'objet d'un remboursement par les organisateurs du spectacle; 3° si, pour la télévision, la manifestation rentre dans la catégorie des émissions compensées.

6635. — 4 janvier 1964. — M. Cermolacce expose à M. le ministre de la justice que l'Assemblée plénière du contentieux du Conseil d'Etat, dans sa séance du 14 juin 1963, a annulé: 1° un arrêté de M. le ministre des travaux publics et des transports, en date du 9 mai 1960, fixant le tableau d'avancement des fonctionnaires du corps des ingénieurs de la météorologie pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1959 et le 30 juin 1960; 2° un décret du 10 juin 1960 portant nomination et titularisation d'ingénieurs en chef de la météorologie. Or, à la date du 20 novembre 1963, l'arrêt de l'Assemblée plénière du contentieux du Conseil d'Etat n'avait été suivi d'aucun effet. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces décisions du Conseil d'Etat soient effectivement appliquées.

6636. — 4 janvier 1964. — M. Juszkewski expose à M. le ministre de la justice les faits suivants: dans le cas de vente d'un immeuble, pour l'édification duquel a été consenti un prêt par le Sous-comptoir des entrepreneurs et le Crédit foncier de France, dans les termes des articles 257 bis, 266, 269 du code de l'urbanisme et de l'habitation, le décret n° 50-899 du 2 août 1950, l'arrêté interministériel du 28 septembre 1950, le décret n° 58-987 du 25 septembre 1958 et l'arrêté interministériel du même jour, l'acquéreur à la possibilité, avec l'accord des établissements prêteurs, de conserver le bénéfice du prêt en assumant les obligations. Dans le cas d'espèce, il s'agit d'une commune où le cadastre n'est pas, à ce jour, révisé. En conséquence, la parcelle supportant la construction, objet du prêt, et faisant l'objet de la vente, et la parcelle réservée par le vendeur ont les mêmes relations cadastrales. Le premier alinéa de l'article 15 du décret du 14 octobre 1955 prescrit le report, en cas de mutation, sur la fiche personnelle du nouveau propriétaire, des annotations figurant sur la fiche personnelle de l'ancien propriétaire et se rapportant notamment aux servitudes et aux inscriptions d'hypothèques et de privilèges. L'article 41B du même décret précise d'autre part: « Les réquisitions, formulées sur un immeuble déterminé du chef d'une personne désignée, donnent lieu à la délivrance des formalités concernant cet immeuble, intervenues exclusivement du chef de la personne désignée. Il y a là une anomalie, évidemment préjudiciable au vendeur qui, en vertu des conventions intervenues tant avec les établissements prêteurs qu'avec l'acquéreur, se trouve complètement déchargé des obligations du prêt. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette anomalie.

6643. — 4 janvier 1964. — M. Tourné expose à M. le ministre du travail que la fabrication des appareils de prothèse, destinés aux mutilés de guerre, aux mutilés du travail et aux bénéficiaires de l'aide sociale, doit faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'Etat. Il faut, notamment, assurer une fabrication d'appareils de prothèse suffisante en nombre mais aussi satisfaisante en qualité. Pour atteindre ces deux objectifs essentiels, si l'Etat doit prévoir les crédits nécessaires, il doit, en même temps, assurer la formation des spécialistes nécessaires à la fabrication des appareils de prothèse. Il lui demande quelles dispositions ont été prises à ce jour pour la formation de tels spécialistes: a) dans les établissements spécialisés ouverts à des jeunes; b) dans les C. F. P. A. destinés à des adultes.

6644. — 4 janvier 1964. — M. Sallenave rappelle à M. le ministre du travail que, répondant, le 6 décembre 1963, à une question orale de M. Rossi, il a annoncé la mise à l'étude de nouvelles conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail, qui tiendront mieux compte du régime de l'emploi dans certaines branches d'activité et également de la promotion professionnelle du travailleur. Il lui demande s'il envisage le bénéfice de dispositions plus souples que celles du décret du 14 janvier 1957 pour les salariés de l'industrie hôtelière dont le caractère saisonnier entraîne inévitablement des ruptures d'emploi et dont les besoins en main-d'œuvre très qualifiée exigent un personnel ayant acquis sa formation dans différentes spécialités et dans plusieurs établissements.

6645. — 4 janvier 1964. — M. Cermolacce expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que l'Assemblée plénière du contentieux du Conseil d'Etat, dans sa séance du 14 juin 1963, a annulé: a) l'arrêté, en date du 9 mai 1960, fixant le tableau d'avancement des fonctionnaires du corps des ingénieurs de la météorologie pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1959 et le 30 juin 1960; b) le décret, en date du 10 juin 1960, portant nomination et titularisation d'ingénieurs en chef de la météorologie. Or, à ce jour, l'arrêt du Conseil d'Etat n'a été suivi d'aucun effet. Alors que ces deux textes réglementaires ont été annulés, motif pris de ce que la commission d'avancement avait une composition

irrégulière, les deux arrêtés ministériels du 28 septembre 1963 ont établi le tableau d'avancement des ingénieurs de la météorologie, bien que la commission qui a siégé le 26 juin 1963 ait été d'une composition aussi irrégulière; la composition de la commission d'avancement, qui s'est réunie le 15 novembre dernier, était également irrégulière, le remplacement d'ingénieurs de la météorologie par des ingénieurs en chef étant contraire au statut, alors qu'à la date du 15 novembre 1963, il existait des ingénieurs de la météorologie n'ayant pas vocation à avancer et pouvant donc siéger. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les arrêts du Conseil d'Etat soient effectivement appliqués et pour que l'illégalité ne soit pas érigée en système d'administration au sein de son département ministériel et, notamment, à la direction de la météorologie.

6646. — 4 janvier 1964. — Mme Prin expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'il ne lui a pas été possible d'intervenir dans le débat sur le budget de son ministère du fait du peu de temps de parole dont a disposé le groupe parlementaire auquel elle appartient. En conséquence, elle lui expose la situation du personnel des phares autonomes. Leur nombre est toujours le même depuis 60 ans alors qu'à l'époque, le phare n'était constitué que d'une seule lampe à incandescence fonctionnant au pétrole. Actuellement, le phare marche avec l'électricité produite par des groupes électrogènes et le personnel est obligé de faire fonctionner ces groupes dans la journée pour les besoins des radiophares et des sirènes de brume. De ce fait, le personnel effectue 240 heures de travail par mois (soit 20 fois 12 heures consécutives). Elle lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour augmenter le personnel en fonctions, en vue d'assurer aux agents intéressés des conditions et des horaires de travail normaux.

6647. — 4 janvier 1964. — M. Cermolacce expose à M. le ministre des travaux publics et des transports la situation des ressortissants de la caisse de prévoyance des marins du commerce qui ont été pensionnés en vertu des dispositions de la loi du 29 décembre 1905. Cette loi, modifiée par la loi du 22 septembre 1948, spécifie, en son article 22, que les pensions concédées antérieurement par suite de maladie n'entraînant qu'une invalidité inférieure à 66 p. 100, seraient majorées forfaitairement de 50 p. 100 de leur montant, mais ne seraient pas révisées en cas de modification générale des salaires. Si une telle disposition pouvait paraître acceptable à cette époque, l'évolution des salaires forfaitaires servant de base au calcul des pensions, qui sont passés (pour un marin de la 4^e catégorie) de 120 francs le 5 novembre 1948 à 498,95 francs, le 17 septembre dernier, et l'augmentation du coût de la vie durant ces 15 années, ont fait que les pensions d'invalidité ne correspondent plus à la réalité. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que soit réparée cette situation injuste et préjudiciable pour les intéressés.

6648. — 4 janvier 1964. — M. Couillet expose à M. le ministre des travaux publics et des transports la situation difficile dans laquelle les conducteurs des transports routiers se trouvent en période d'hiver, lorsque les routes sont impraticables, notamment pour cause de verglas, brouillard, barrière de gél et autres intempéries. Ces travailleurs sont souvent privés de leur salaire lorsqu'ils sont immobilisés. Il lui demande s'il entend prendre d'urgence, compte tenu de la période de l'année en cours, des mesures assurant aux intéressés une garantie de salaire au moins égale à 75 p. 100 du salaire du mois précédent, ainsi que des indemnités de frais de déplacement, lorsque le personnel se trouve éloigné de son domicile.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

5581. — 31 octobre 1963. — M. Commenay expose à M. le ministre de l'agriculture que, d'un décret du 29 avril 1963, paru au *Journal officiel* du 5 mai 1963, il résulte que le « Baco 22 A » ne fait plus partie des cépages autorisés dans les Landes en dehors de la zone délimitée Armagnac. Cette mesure privera les viticulteurs landais d'une grosse part de leurs revenus, car le « Baco 22 A », du fait de sa résistance aux maladies cryptogamiques et de sa bonne production, a été pour ce département une création extrêmement utile et jusqu'alors soutenue par les pouvoirs publics. Il lui demande s'il ne compte pas rapporter ce décret, compte tenu des observations qui précèdent et également du fait que la plantation du « Baco 22 A » reste autorisée dans les départements de la Vendée et du Gers.

5978. — 26 novembre 1963. — M. René Pleven appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le décret n° 63-1094 du 30 octobre 1963, paru au *Journal officiel* du 7 novembre 1963, complétant et modifiant le tarif des patentes. En vertu de ce décret, la profession de marchand

grossiste expéditeur de fruits et légumes frais passe du 4^e groupe (taxe déterminée 1 franc) au 3^e groupe (taxe déterminée 2 francs) du tableau C, 1^{re} partie de la nomenclature des professions. Par ailleurs, le droit proportionnel est élevé du 40^e ou 20^e. Ce décret aura donc pour effet de doubler la patente des expéditeurs. Il lui demande: 1^o les motifs qui ont déterminé ces modifications qui majorent très sensiblement un élément de prix de revient, au moment même où le Gouvernement applique le plan dit de stabilisation; 2^o s'il a été tenu compte, en prenant ce décret, du risque qu'il accélère un processus de disparition du marchand grossiste, expéditeur de fruits et légumes frais, disparition qui ferait perdre encore une recette aux départements et aux communes puisque, lorsque la fonction exercée par la profession en cause est reprise par une coopérative agricole, celle-ci est exonérée de toute patente et impôts fonciers.

5981. — 26 novembre 1963. — M. René Plevin appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur l'émotion provoquée dans les milieux maritimes par l'annonce de la suppression de l'ordre du mérite maritime auquel étaient particulièrement attachés les marins. Si ceux-ci se félicitent de ce que l'ancienneté du mérite agricole et des palmes académiques ait préservé ces deux ordres de la suppression envisagée, ils observent que le mérite maritime est de fondation beaucoup plus ancienne que tous les autres ordres, dont la multiplication récente sans doute, provoqué la décision prise par le Gouvernement. Il lui demande les motifs pour lesquels le mérite maritime n'a pu bénéficier de la même protection que le mérite agricole, protection qui aurait été également justifiée par le fait que le mérite maritime a toujours été attribué avec parcimonie et a servi souvent à récompenser des actes de bravoure que les périls particuliers de la profession maritime demandent si souvent aux marins.

5995. — 26 novembre 1963. — M. Sablé rappelle à M. le ministre de l'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer que le statut des agents généraux d'assurances a été rendu applicable sur le territoire de la métropole, par décret, depuis le 5 mars 1949 (*Journal officiel* du 10 mars 1949), et a été étendu le 15 janvier 1951 à l'Algérie et même, le 4 octobre 1950, à la Tunisie. Mais, malgré plusieurs interventions de la fédération nationale des syndicats des agents généraux d'assurances, ce statut, qui est considéré comme une convention collective, à l'exception du régime de prévoyance et de retraite prévu au titre 8, n'a pas encore été étendu aux départements antillais. La fédération nationale des syndicats susmentionnée a encore, en mars dernier à Paris, voté en assemblée générale une motion réclamant l'application de ce statut aux départements d'outre-mer. Il lui demande s'il ne paraîtrait pas juste et normal que le bénéfice du décret du 5 mars 1949 soit étendu aux agents généraux d'assurances résidant dans les départements antillais, après les adaptations justifiées par les responsabilités particulières, qu'ils assurent à 7.000 kilomètres du siège social des compagnies qu'ils représentent, et, dans l'affirmative, dans quel délai il envisage d'en étendre l'application.

5999. — 26 novembre 1963. — M. Edouard Charret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un représentant mandataire, passible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices non commerciaux, d'après le régime de la déclaration contrôlée, doit, aux termes de l'article 93 du code général des impôts, comprendre dans ses recettes professionnelles les recettes encaissées au cours de l'année, à l'exclusion des créances acquises restant à recouvrer. En contrepartie, les dépenses déductibles sont celles effectivement acquittées au cours de l'année considérée. Il lui demande si cette disposition interdit à ce représentant assujéti à la T. V. A. d'exclure de ses recettes professionnelles la T. V. A. qu'il doit reverser le mois suivant au Trésor, étant précisé que ladite T. V. A. ne figure pas non plus dans ses dépenses professionnelles, puisque l'intéressé considère qu'il agit, en l'espèce, comme un simple collecteur d'impôt.

6004. — 26 novembre 1963. — M. Le Bault de La Morinière remercie M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre pour sa réponse du 28 septembre dernier à la question écrite n° 2252 qu'il lui a posée le 20 avril 1963. Il attire toutefois son attention sur la deuxième partie de sa réponse relative au ministère des travaux publics et des transports qui a « pratiquement suspendu les opérations découlant de l'application de l'ordonnance » du 15 juin 1945. Il lui signale à ce sujet qu'un certain nombre d'agents du secrétariat général à l'aviation civile — sous tutelle du ministère des travaux publics et des transports — attendent toujours le reclassement prévu par l'ordonnance du 15 juin 1945, reclassement que l'administration a refusé de leur accorder, bien que les intéressés aient été lésés dans le déroulement de leur carrière et se trouvent dans une situation leur permettant de prétendre à l'application des termes de l'ordonnance en cause. Il lui demande: 1^o s'il ne pourrait intervenir auprès de son collègue le ministre des travaux publics et des transports pour que les personnels du secrétariat général à l'aviation civile, lésés par la non-application de l'ordonnance du 15 juin 1945, soient enfin reclassés dans les conditions prévues par ladite ordonnance; 2^o compte tenu du fait que certains départe-

tements ministériels ont négligé l'application de cette ordonnance, compte tenu également du fait que le ministère de la justice a pris, le 3 janvier 1963, un arrêté pour la réouverture des délais prévus pour demander le bénéfice de l'ordonnance du 15 juin 1945, s'il ne pourrait également intervenir pour qu'une mesure semblable soit prise par l'ensemble des départements ministériels. (Question transmise, pour attribution, à M. le ministre des travaux publics et des transports.)

6010. — 26 novembre 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une personne envisage de se livrer à l'élevage de lapins domestiques destinés à être revendus soit morts, soit vifs, à des commerçants ou collectivités en vue de l'alimentation humaine. Il lui demande quel sera le régime fiscal de l'intéressé en matière d'impôts directs, et plus précisément: 1^o s'il sera assimilé à un aviculteur au regard des bénéfices agricoles ou bien assimilé à un éleveur soumis aux bénéfices agricoles lorsque les produits achetés pour la nourriture des animaux n'excèdent pas les deux tiers en valeur du total des produits consommés et soumis aux bénéfices industriels et commerciaux dans le cas contraire; 2^o si l'intéressé est soumis aux bénéfices agricoles, d'après quels éléments serait fixé son forfait.

6011. — 26 novembre 1963. — M. Charles Germain expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'une société anonyme, entreprise de bâtiment, dont l'activité principale consiste dans la construction de bâtiments sociaux, qui a, pour ses opérations accessoires de construction et de vente d'immeubles en copropriété, constitué pour chaque opération une S. A. R. L. filiale dont elle possède soit la majorité, soit la totalité du capital. Sous le régime fiscal antérieur à la réforme de la fiscalité immobilière réalisée par la loi n° 63-254 du 25 mars 1963, ces sociétés étaient exonérées de l'impôt sur les sociétés pour les plus-values dégagées par les ventes d'immeubles ou fraction d'immeubles, en vertu de l'article 210 ter du code général des impôts, lequel a été abrogé par l'article 28 (§ VI) de la loi du 15 mars 1963 susvisée. Il lui demande si, dans le nouveau régime fiscal désormais en vigueur, on peut considérer qu'en application du paragraphe III de l'article 28 de la loi du 15 mars 1963, ces mêmes sociétés peuvent bénéficier de la taxation réduite au taux libératoire de 15 p. 100 comme exerçant une activité accessoire de la société mère, elle-même entreprise de bâtiment, et cela dans la mesure seulement où leurs activités globales, considérées par rapport aux activités de la société mère, ne dépassent pas, par exercice, 50 p. 100 du chiffre d'affaires de la société mère, les autres conditions auxquelles est subordonné le régime de taxation réduite étant supposées remplies. Dans la négative, il demande si le rattachement par fusion de ces sociétés à la société mère est susceptible de leur conférer le bénéfice de la taxation réduite pour cette activité accessoire: 1^o sur les plus-values dégagées ultérieurement à la fusion par la vente des immeubles construits antérieurement à cette même fusion: a) fusion étant faite en cours de travaux, c'est-à-dire avant la livraison à soi-même; b) fusion étant faite après terminaison, donc après livraison à soi-même; 2^o sur les plus-values dégagées ultérieurement par la vente d'immeubles ayant constitué un emploi des plus-values antérieures dans le cadre de l'article 28-I et dans le délai légal.

6015. — 26 novembre 1963. — M. Barniaudy expose à M. le ministre de l'information que les reporters de la radio et de la télévision françaises publient souvent dans des quotidiens et périodiques des articles sur les manifestations ayant fait l'objet de ces reportages, tout particulièrement en ce qui concerne les sports. Il lui demande si, dans ces circonstances, la R. T. F. prend seule en charge les frais de transport et de déplacement des intéressés, ou si ces frais sont équitablement répartis entre la R. T. F. et les entreprises de presse auxquelles appartiennent les journaux dans lesquels sont publiés de tels articles.

6017. — 26 novembre 1963. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le fait que les employés retraités du réseau ferré tunisien, qui sont à l'échelon H et au-dessus, ont bénéficié de leur échelle de Tunisie. Il lui demande: 1^o si cette mesure ne pourrait pas être étendue aux agents retraités, se trouvant à un échelon compris entre 14 et 19; 2^o de lui indiquer, par échelle, sur combien d'agents du réseau tunisien qui ont été intégrés à la S. N. C. F. portent les statistiques qui ont permis d'établir la concordance des échelles de la Société des chemins de fer tunisiens avec celles de la S. N. C. F.

6020. — 26 novembre 1963. — M. Ziller expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le coût de remplacement d'une peinture vétuste, de menuiseries vétustes, d'une toiture vétuste peut être déduit de leurs revenus, au point de vue fiscal, par les propriétaires d'immeubles. Par contre, le remplacement d'un ascenseur vétuste ne constitue pas une charge déductible des revenus fonciers. Il est parfaitement logique de concevoir la construction d'un ascenseur, dans un immeuble

qui en est dépourvu, comme investissement. Mais le cas n'est pas semblable lorsqu'il s'agit simplement du remplacement d'un ascenseur hors d'usage. Il ne paraît pas équitable de considérer la réfection de l'ascenseur comme un accroissement de la valeur de l'immeuble, alors que la réfection d'une peinture ou d'une toiture est considérée comme une dépense d'entretien. Il est certain qu'un ascenseur moderne est plus perfectionné qu'un ascenseur ancien, mais il en est de même lorsque l'on procède à la réfection d'une installation électrique vétuste par une installation électrique moderne et encastrée. Toute réfection implique un progrès, et il serait absurde d'obliger un propriétaire à refaire une installation vétuste telle qu'elle était à l'origine. Autant il apparaît logique qu'un propriétaire consacre des capitaux nouveaux à une surélévation ou à une construction nouvelle, autant il est contestable de ne pouvoir déduire de ses revenus des travaux qui permettent simplement de conserver un ensemble immobilier. D'ailleurs, par une singulière contradiction, il suffirait de remplacer un ascenseur hors d'usage par un ascenseur neuf, en échelonnant les travaux et en remplaçant successivement en plusieurs années les divers organes pour avoir le droit d'en imputer les frais sur les revenus. Par cette anomalie fiscale, l'administration encourage la conservation d'appareils usagés qui représentent un véritable danger et occasionnent presque chaque année plusieurs accidents mortels. Les journaux ont précisé dernièrement que des ascenseurs défectueux ont provoqué à Paris, rien qu'en dix-huit mois, onze morts et huit blessés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation et pour assouplir le remplacement d'un ascenseur vétuste à une dépense d'entretien.

6026. — 27 novembre 1963. — M. Mer expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après l'article 75 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963, les rentes viagères constituées à titre onéreux ne sont considérées comme un revenu pour l'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques que pour une fraction de leur montant. Cette fraction est déterminée d'après l'âge du créancier lors de l'entrée en jouissance de la rente. Toutefois, elle est portée à 80 p. 100, quel que soit l'âge du créancier, pour la partie du montant brut annuel des rentes viagères qui excède un plafond fixé à 10.000 francs. Les intéressés font valoir que ce plafond représente une injustice fiscale contraire au principe consacré par l'article 75 qui veut que les rentiers viagers ne soient imposés que sur le revenu et non sur l'amortissement du capital. Il lui demande : 1° s'il n'entend pas, dans un but d'équité, supprimer prochainement ce plafond ou tout au moins le relever sensiblement ; 2° si, en raison du fait qu'actuellement les rentes du chef de famille s'ajoutent à celles du conjoint, et que le total est imposé sur 80 p. 100 de la fraction excédant ce plafond, ce qui revient à ramener celui-ci à la moitié de son montant par personne lorsqu'il s'agit d'un couple, il ne conviendrait pas, pour le moins, de mettre fin à cette anomalie, qui défavorise la famille en précisant par une circulaire d'application que le plafond au-delà duquel l'imposition porte sur 80 p. 100 est fixé à 20.000 francs par couple.

6027. — 27 novembre 1963. — M. Duchesne demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° s'il est bien exact qu'il a pris l'initiative de réunir, courant janvier prochain, une conférence dite de la « Table ronde » devant réunir les compagnies d'assurances, les agents et les courtiers d'assurances, les constructeurs, garagistes, etc., dans le but d'étudier le « risque accidents automobiles » et son assurance ; 2° dans l'affirmative, s'il estime normal que, sans attendre les décisions de cette « Table ronde », les compagnies d'assurances procèdent, dès maintenant, à la révision des tarifications de leurs contrats « Accidents automobiles » en cours, au moment où de nombreuses industries atteintes par le blocage de leurs prix de vente voient leurs charges augmenter sensiblement.

6028. — 27 novembre 1963. — M. du Halgouët attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la difficulté de commercialiser des jus de pomme fermiers dans des récipients d'un litre au plus et de tenir un compte de fabrication. Ces obligations qui semblent découler de l'article 2 de l'ordonnance n° 60-1256 du 29 novembre 1960 gênent sérieusement de modestes cultivateurs, peu habitués à tenir une comptabilité sous contrôle administratif ; mais par contre ceux-ci seraient disposés à commercialiser leur jus de pomme en « Cubitainers » de matière plastique d'une contenance de 20 litres. Il serait donc extrêmement souhaitable que, dans des conditions de contrôle qu'il lui appartiendrait de définir, la tolérance de circulation qui existe actuellement pour les récipients d'un litre soit étendue jusqu'à 20 litres, afin que les transports en bonbonnes et en « Cubitainers » puissent être effectués sans difficulté. Il lui demande s'il compte prendre des mesures en ce sens.

6038. — 27 novembre 1963. — M. Cornette expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les garçons de laboratoire des établissements du second degré, de l'enseignement technique et des écoles normales doivent réussir un examen pour accéder au grade d'aide de laboratoire ; que les horaires de travail de plus en plus chargés ne leur laissent que fort peu de temps pour

préparer cet examen ; que par ailleurs, pour cette préparation, aucun cours n'est organisé par l'administration elle-même ; qu'un syndicat toutefois dispense ces cours préparatoires dans les établissements de l'Etat. Il lui demande : 1° s'il envisage d'organiser des cours, qui pourraient avoir lieu à date fixe au siège des rectorats, et de faire prendre en charge par l'administration les frais éventuels de déplacement ; 2° dans le cas de ce syndicat dûment autorisé, semble-t-il, à utiliser les établissements d'enseignement, qui serait responsable en cas d'accident survenu à un élève pendant ces cours.

6042. — 27 novembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il a été prévu un type de bourse, accordée aux élèves, garçons et filles, mis en apprentissage chez des particuliers : industriels, artisans, commerçants, etc. Mais l'attribution de ces bourses d'apprentissage provoque très souvent des difficultés inopportunes. Il lui demande : 1° quelle est sa doctrine en matière d'attribution de bourses aux apprentis ; 2° quel est le taux de ces bourses ; 3° qui instruit les demandes et qui décide, en dernier ressort, de l'attribution de ces bourses ; 4° combien il y a eu de bourses d'apprentissage accordées dans toute la France au cours de l'année scolaire 1962-1963.

6049. — 27 novembre 1963. — M. Baudis rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application de l'article 75 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, les rentes viagères constituées à titre onéreux ne sont considérées comme un revenu, pour l'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par le créancier, que pour une fraction de leur montant, cette fraction étant déterminée d'après l'âge du créancier lors de l'entrée en jouissance de la rente. La même fraction est portée à 80 p. 100, quel que soit l'âge du créancier, pour la partie du montant brut annuel des rentes viagères qui excède un plafond fixé à 10.000 francs. Il lui fait observer que l'institution de ce plafond, au-delà duquel les rentes viagères sont imposables pour 80 p. 100 de leur montant, va à l'encontre du principe qui a justifié la création d'un régime fiscal particulier pour les rentes viagères — principe d'après lequel ces rentes ne doivent être imposées que sur la fraction qui correspond à un revenu et non sur celle qui représente l'amortissement du capital. Il lui signale, d'autre part, que l'application de ces dispositions donne lieu à une anomalie fiscale en ce qui concerne les contribuables mariés. A l'heure actuelle, les rentes du chef de famille s'ajoutent à celles de son conjoint et le total est imposé à concurrence de 80 p. 100 de son montant lorsqu'il dépasse le plafond de 10.000 francs — ce qui revient à appliquer pour chacun des époux un plafond de 5.000 francs. Or, dans le cas d'un contribuable célibataire, divorcé ou veuf, le plafond de 10.000 francs est appliqué intégralement pour chacun, ce qui correspond à 10.000 francs par personne au lieu de 5.000 francs dans le cas des contribuables mariés. Ces derniers se trouvent donc nettement défavorisés par rapport aux contribuables isolés, ce qui n'est conforme ni à l'esprit, ni à la lettre de l'article 75 de la loi du 23 février 1963 susvisée. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas, dans un souci d'équité, de proposer à l'approbation du Parlement un texte supprimant ce plafond ; 2° dans la négative, s'il n'estime pas nécessaire, tout au moins, de mettre fin à l'anomalie signalée ci-dessus, en donnant aux services compétents de son administration des instructions tendant à ce que le plafond, au-delà duquel l'imposition porte sur 80 p. 100 de la rente viagère, soit fixé à 10.000 francs par créancier, c'est-à-dire à 20.000 francs dans le cas des contribuables mariés.

6050. — 27 novembre 1963. — M. Baudis expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : un lotisseur, marchand de biens, qui a satisfait aux prescriptions de l'article 823 du code général des impôts, a procédé à l'acquisition d'un terrain destiné à être loti et revendu. Lors de l'enregistrement de l'acte d'acquisition, l'intéressé a versé, conformément aux dispositions de l'article 1373 bis 1 du code général des impôts, à titre d'acompte correspondant au produit de cette taxe liquidée provisionnellement d'après le prix d'achat. Or, par suite de la mise en vigueur des dispositions de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de la fiscalité immobilière, l'administration de l'enregistrement, qui avait encaissé cet acompte sur le montant de la T. P. S., s'est trouvée dessaisie de la taxation de la vente des terrains ainsi lotis au bénéfice de l'administration des contributions indirectes, et les opérations de cette nature sont désormais assujetties au paiement de la T. V. A. L'intéressé dispose ainsi auprès de la direction de l'enregistrement d'un crédit de T. P. S. Etant précisé que l'achat et la vente du terrain ont été effectués respectivement avant et après la mise en vigueur de la loi du 15 mars 1963, il lui demande : 1° si, à défaut de cessation d'activité qui pourrait seule, semble-t-il, justifier le remboursement de l'acompte de T. P. S., ce lotisseur, marchand de biens, peut demander que ledit acompte soit imputé sur le montant de la T. P. S. exigible sur d'autres opérations immobilières taxables à la T. P. S. (T. P. S. sur commissions d'intermédiaire notamment) ; 2° si, étant donné que par suite d'une omission de l'intéressé, la T. P. S. due sur la vente des lots de terrain a été payée intégralement, sans déduction de l'acompte versé, le crédit de taxe qui résulte ainsi d'une erreur du contribuable peut être imputé sur la T. P. S. exigible à l'occasion d'autres opérations immobilières taxables à la T. P. S. (étant toujours précisé que le contribuable ne cesse pas son activité).

6054. — 28 novembre 1963. — M. Raoul Bayon signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que de nombreux rapatriés âgés ont dû quitter précipitamment l'Algérie après avoir été spoliés. Ils n'ont pu se munir de leurs titres de propriété soit, parce que leur appartement avait été pillé, soit parce qu'il était illégalement occupé et que défense leur était faite d'y pénétrer. Les deux tiers des notaires ayant abandonné l'Algérie, ces personnes réfugiées n'ont pu obtenir une expédition de leurs titres. De même, les conservations des hypothèques, notamment à Alger, se déclarent dans l'impossibilité de délivrer des copies de transcription au prétexte qu'elles n'ont pas de personnel de bureau. Il s'ensuit que ces réfugiés, âgés de plus de cinquante-cinq ans, ne peuvent bénéficier de l'indemnité particulière d'abandon de biens, faute de pouvoir justifier de leurs droits et que certains se trouvent dans le plus complet dénuement. Constatant que la France supporte, au titre de la coopération, la charge des traitements des conservateurs d'Algérie qui dépendent de son ministère, dans le même temps que les bureaux des hypothèques ne peuvent rendre le moindre service; il lui demande quelles dispositions il compte prendre, avec M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes, pour remédier à cette situation. Il lui demande, en outre, s'il ne serait pas possible, après entente avec M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes et accord du gouvernement algérien: 1° soit de renforcer en personnel de bureau les conservations des hypothèques d'Algérie; 2° soit de faire établir copies par microfilms des archives des 13 conservations des hypothèques d'Algérie, pour que ces copies puissent être ensuite déposées dans certains bureaux de France, cette dernière solution paraissant la plus logique et la moins onéreuse.

(Question transmise, pour attribution, à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes.)

6057. — 28 novembre 1963. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre du travail que la société nouvelle de l'outillage R. B. V. — 13, passage des Tourelles, à Paris (20^e) — et sa filiale la mécanique R. B. V., créée il y a deux ans et installée dans les mêmes locaux, appliquaient jusqu'ici à leurs personnels la même réglementation du travail bien que seule l'outillage R. B. V. ait un règlement intérieur. Le règlement intérieur de l'outillage R. B. V. précise qu'en cas de loup, c'est-à-dire de faute professionnelle, l'intéressé se voit pénaliser d'un avertissement, trois avertissements pouvant amener la mise à la porte. Or, brusquement, le 19 novembre 1963, la direction de la mécanique R. B. V. changea de méthode. Un membre de la mécanique R. B. V. était licencié. Cet ouvrier avait manqué une pièce mais aucun avertissement ne lui avait jamais été donné. La direction a maintenu sa décision malgré les démarches répétées des délégués du personnel. Le personnel des deux sociétés s'est alors mis en grève pour protester contre le licenciement abusif qui marquait la volonté de la direction d'appliquer à l'ensemble des deux entreprises des dispositions répressives en matière de faute professionnelle, contrairement notamment au règlement intérieur de l'outillage R. B. V. Or, le 22 novembre, le personnel de l'outillage R. B. V., soit 220 travailleurs, étaient licenciés par la direction pour participation à une grève qualifiée par elle d'illégitime et de faute lourde. L'inspecteur du travail a fait connaître son opposition à ce licenciement injustifié et scandaleux. Elle lui demande s'il entend prendre les mesures nécessaires pour mettre fin, sans délai, aux pratiques des deux sociétés en cause et pour que le personnel, victime de ce licenciement, retrouve immédiatement son travail, sans aucun préjudice.

6061. — 28 novembre 1963. — M. Jacques Hébert expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'il est, en qualité de président d'une commission administrative d'établissement hospitalier, saisi d'une enquête syndicale tendant au remboursement des retenues sur un traitement, qui ont été effectuées, conformément aux instructions reçues pour l'application stricte de l'article 6 de la loi n° 777 du 31 juillet 1963, à l'encontre des agents ayant participé à de récentes grèves. La requête syndicale s'appuie sur une information contenue dans une circulaire en date du 15 novembre 1963 diffusée par la fédération C. G. T. des personnels des services publics et de santé selon laquelle, sur instructions spécialement données à cet effet, les retenues pratiquées à l'encontre du personnel du centre hospitalier de Saint-Denis (Seine) auraient été remboursées aux agents grévistes. Si le fait est exact, il lui paraît que le grand principe de l'égalité des citoyens devant la loi justifierait une généralisation de la mesure de bienveillance qui aurait été prise et, en tout état de cause, il lui demande une directive certaine pour donner à la requête, dont il est saisi, une suite non contestable ultérieurement.

6064. — 28 novembre 1963. — M. Lavigne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société anonyme à capital variable, constituée entre industriels, a pour objet principal l'amélioration de la production des entreprises adhérentes par la spécialisation des ateliers, la rationalisation et la modernisation des moyens de production, et l'adoption de toutes mesures susceptibles d'assurer la stabilité de l'emploi et un meilleur service de la clientèle. Elle assure, sous son nom, la vente de tous les produits fabriqués par ses adhérents, tous actionnaires. Les adhérents établissent, lors de chaque livraison à ladite société, une facture à un prix provisoire, inférieur au

prix de vente aux utilisateurs, afin de permettre à la société qui les groupe de disposer des fonds nécessaires pour les frais d'étude et de gestion, la création des dépôts, etc., dont le montant est, par avance, difficilement prévisible. Durant l'exercice, la société ristourne à ses adhérents, au prorata de leur chiffre d'affaires, une fraction des trop-perçus sur le prix de vente des produits fabriqués. Il lui demande: 1° si, à l'égard des taxes sur le chiffre d'affaires, ces ristournes doivent donner lieu à une facturation quelconque de la part des actionnaires adhérents, étant observé que la T. V. A. a été acquittée sur les ventes effectuées par la société. Dans l'affirmative, une facture globale complémentaire peut-elle être établie par chaque adhérent, la ristourne constituant un complément de prix, ou est-il nécessaire d'établir autant de factures complémentaires qu'il y a eu de factures au prix provisoire; 2° si, à l'égard de l'impôt sur les sociétés, ces ristournes sont bien déductibles des bénéfices de la société à capital variable, étant entendu qu'elles seront comprises dans les résultats des entreprises adhérentes.

6065. — 28 novembre 1963. — M. Louis Sallé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans sa réponse à la question écrite de M. Weber, n° 1102, publiée au Journal officiel n° 60, du 7 juin 1963, il précise notamment que, lorsque les associés des sociétés de construction sont tenus de souscrire aux appels de fonds supplémentaires dans la proportion de leurs droits sociaux, l'administration est légitimement fondée à considérer que le cessionnaire, en répondant aux appels de fonds antérieurs à la date de la cession, et auxquels le cédant était soumis en droit, prend à son compte une obligation qui incombait légalement au cédant et que l'exécution de celle-ci constitue, dès lors, une charge augmentative du prix de cession... ». A la suite de cette réponse, le service de l'enregistrement réclamant systématiquement le droit de 4,20 p. 100 prévu par l'article 727 du code général des impôts sur les sommes versées antérieurement à l'acte de cession de parts, il lui demande de lui préciser si ces sommes présentent le caractère d'un prêt consenti à la société, ou si elles constituent une charge augmentative de prix, dans le cas où il n'y a pas eu appel de fonds, la preuve pouvant être apportée par les documents sociaux et par le fait que les cessionnaires n'ont pas versé des sommes identiques à la même date pour un appartement de même type.

6069. — 28 novembre 1963. — M. Cernolacce rappelle à M. le ministre des travaux publics et des transports la situation des ingénieurs des travaux météorologiques ayant accédé à ce corps par examen professionnel ou concours intérieur. Ces agents bénéficient d'une indemnité compensatrice conformément au décret n° 47-1457 du 4 août 1947. Or, l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1961 du nouveau statut des techniciens entraîne une double injustice: 1° un blocage à l'indice 340 net dans l'application du système de l'indemnité différentielle; 2° une carrière moins favorable jusqu'à l'indice 420 net par rapport à celle des techniciens du troisième niveau. Il convient pourtant de rappeler que la circulaire ministérielle n° 77/17 B 4 du 11 août 1947 relative à l'attribution de l'indemnité compensatrice précisait: « Il importe non seulement d'assurer à l'intéressé une rémunération au moins équivalente à celle dont il bénéficiait avant sa nomination ou sa promotion, mais encore de ne pas le priver des avantages auxquels il pouvait prétendre normalement dans son ancien cadre ». En outre, il lui signale, d'une part, la promesse qu'il a faite le 3 décembre 1962 d'examiner « s'il peut être envisagé de remédier à cet état de chose », estimé très préjudiciable par la direction de la météorologie nationale elle-même, d'autre part, les multiples démarches et propositions des intéressés et de leurs organisations syndicales. Il lui demande: 1° compte tenu de l'état de fait nouveau créé par le statut des techniciens, s'il envisage de remédier à une situation profondément injuste, notamment en levant le blocage de l'indemnité compensatrice à 340 net pour le porter à l'indice maximum du corps soit actuellement 420 net; 2° s'il compte intervenir auprès de la direction de la fonction publique afin que soient prises des dispositions générales évitant la multiplication de telles anomalies à l'occasion de la création de nouveaux corps.

6072. — 28 novembre 1963. — M. Marcel Guyot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que: 1° le dernier alinéa de l'article 5 (nouveau) du décret n° 62-671 du 14 juin 1962 dispose: « La formation professionnelle définie à l'article 31 ci-après est ouverte jusqu'à la fin de la quatrième année après le cycle élémentaire, soit jusqu'à l'âge de seize ans »; 2° l'article 32 du décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 modifié par l'article 4 du décret n° 63-793 du 3 août 1963 stipule: « La formation des professionnels qualifiés dure en principe deux ans. Elle est donnée dans les collèges d'enseignement technique et dans les établissements assimilés. Cet enseignement est sanctionné par le certificat d'aptitude professionnelle obtenu à la suite d'un examen public ouvert également aux apprentis et employés formés dans les centres privés ou les entreprises ». Il lui demande quelles sont les possibilités que donnent ces textes en matière de contrat d'apprentissage artisanal défini par l'article 1^{er} du Livre 1^{er} du code du travail et régi par les articles 43 et suivants du code de l'artisanat, compte tenu des dispositions récentes abaissant à dix-neuf ans l'âge d'appel des jeunes sous les drapeaux.

6073. — 28 novembre 1963. — M. Lamps expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après l'article 75 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, les rentes viagères constituées à titre onéreux ne sont considérées comme un revenu, pour l'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par le créancier, que pour une fraction de leur montant. Cette fraction est déterminée d'après l'âge du créancier lors de l'entrée en jouissance de la rente. Toutefois, cette fraction est portée à 80 p. 100, quel que soit l'âge du créancier, pour la partie du montant brut annuel des rentes viagères qui excède un plafond fixé à 10.000 francs. Les intéressés font valoir que ce plafond est une injustice fiscale incontestable qui va à l'encontre du principe consacré par cette mesure qui est précisément de faire en sorte que les rentiers viagers ne soient imposés que sur le revenu et non pas sur l'amortissement du capital. Par ailleurs, les dispositions actuelles laissent subsister une anomalie fiscale. En effet, actuellement les rentes du chef de famille s'additionnent à celles du conjoint et le total est imposé sur 80 p. 100 au-delà d'un plafond de 10.000 francs de rentes, ce qui représente 5.000 francs par personne; le même plafond de 10.000 francs est appliqué au célibataire, au divorcé ou au veuf, ce qui représente 10.000 francs par personne. Cette différence de traitement ne paraît conforme ni à la lettre ni à l'esprit de l'article 75 de la loi du 23 février 1963. Il lui demande: 1° s'il ne conviendrait pas, dans un but d'équité, de proposer la suppression du dernier alinéa du paragraphe I de l'article 75 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963; 2° s'il n'entend pas, dans l'immédiat, préciser que le plafond au-delà duquel l'imposition porte sur 80 p. 100 du montant de la rente est fixé à 10.000 francs par créancier.

6076. — 28 novembre 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans le cas de locations emphytéotiques de terrains domaniaux en vue de la réalisation d'opérations d'urbanisme et de construction, il est fait abstraction, pour la perception du droit de bail et de la taxe de publicité foncière, de la charge que constitue l'obligation d'édifier des constructions devant devenir sans indemnité, en fin de bail, à l'Etat (Bulletin de l'enregistrement 1963-I-8799). Il lui demande si la même déduction est applicable lorsqu'il s'agit de terrains communaux ou départementaux.

6088. — 29 novembre 1963. — M. de Poulpiquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les répercussions néfastes que peut avoir le décret n° 63-1094 du 30 octobre 1963, paru au *Journal officiel* du 7 novembre 1963, complétant et modifiant le tarif des patentes. La profession de « marchand grossiste expéditeur de fruits et légumes frais » passe du 4^e groupe (taxe déterminée, 2 francs) du tableau C, première partie, de la nomenclature des professions. Par ailleurs, le droit proportionnel est relevé du 1/40 au 1/20. Ce décret a donc pour effet de doubler la patente des expéditeurs. Tout comme les producteurs, les expéditeurs éprouvent en effet depuis plusieurs années les pires difficultés dans l'écoulement des légumes, et tout le monde connaît les crises qui ont secoué la Bretagne ces derniers temps (choux-fleurs, artichauts, pommes de terre de primeur). Les rigueurs de l'hiver 1963 n'ont rien arrangé dans ce domaine. Pour la plupart des expéditeurs, l'activité a été réduite au tiers de l'activité normale. Quelques-uns d'entre eux ne se relèveront pas de cette catastrophe, et beaucoup se trouvent dans une situation extrêmement difficile. Le produit des patentes étant réparti entre le département et les communes, que deviendront ces collectivités lorsqu'il n'y aura plus que des

coopératives. Des exemples récents, où des entreprises commerciales ont été achetées par des coopératives, démontrent que le budget d'une commune peut se voir ainsi amputé du jour au lendemain de dizaines de millions de francs. Est-ce normal, alors que les coopératives bénéficient, tout autant que les commerçants, des investissements et services communaux et départementaux. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il pourrait abroger ce décret, au moment où il a pris lui-même des décisions tendant à la stabilisation des prix. Actuellement, ce décret aurait pour effet de doubler les charges des commerçants, lesquelles se répercuteraient dans la hausse des prix à la consommation.

6089. — 29 novembre 1963. — M. Fernand Grenier expose à M. le ministre de l'information que, le dimanche 24 novembre 1963 la R. T. F. n'a réservé aucune information ni aucune image aux 48 manifestations organisées à Paris et en province contre la force de frappe et pour le désarmement général, alors que dix minutes étaient consacrées aux assises de l'U. N. R. à Nice. Il lui demande: 1° en vertu de quelles consignes données à la direction du journal parlé et des actualités télévisées, la R. T. F. s'est abstenue d'informer sur ces manifestations, qui ont réuni de très nombreux citoyens et élus; 2° s'il entend persévérer dans l'utilisation abusive de la R. T. F., service public, aux seules fins de la propagande gouvernementale.

6093. — 29 novembre 1963. — M. Sablé attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer sur l'inquiétante explosion démographique qui persiste malgré les importants crédits consacrés au chapitre 4691, article 4, du budget des départements d'outre-mer: « Migration dans les D. O. M. ». Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire, en dehors des mesures particulières et urgentes qui pourront être positivement prises en ce domaine, d'y créer un « centre du mouvement français pour le planning familial », tel qu'il en existe à Grenoble et dans plusieurs autres villes, en vue d'étudier sur place les solutions propres à enrayer les graves conséquences politiques, économiques et sociales qui en résulteront fatalement.

Rectificatifs

au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 25 janvier 1964.

Réponses des ministres aux questions écrites.

Page 155, 2^e colonne, réponse de M. le ministre de la construction à la question n° 6476 de M. Bernard Rocher, deux dernières lignes, au lieu de: « Tel est le cas à Paris et tout spécialement dans le 14^e arrondissement », lire: « Tel est le cas à Paris et tout spécialement dans le 15^e arrondissement ».

Page 164, 2^e colonne, réponse de M. le ministre des postes et télécommunications à la question n° 6496 de M. Aiduy, 1^{re} ligne, au lieu de: « Parallèlement aux dispositions de structure », lire: « Parallèlement aux modifications de structure ».

Page 173, 1^{re} et 2^e colonne, réponse de M. le ministre des travaux publics et des transports à la question n° 6374 de M. Roger Roucaute, 18^e à 21^e ligne, au lieu de: « Le rappel de ces indications n'a d'autre objet que de préciser que les ouvriers peuvent arguer de leur statut actuel pour prétendre à une stabilité de l'emploi au sens strict donné à ce terme », lire: « Le rappel de ces indications n'a d'autre objet que de préciser que les ouvriers ne peuvent arguer de leur statut actuel pour prétendre à une stabilité de l'emploi au sens strict donné à ce terme ».